
Juin 1938

N° 2 (Nouvelle série)

LA VÉRITÉ



organe théorique pour la construction de la IV^e internationale
Publié par le Parti Communiste Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)



Prix : 6 francs

36, Rue du Château d'Eau PARIS (X)

S O M M A I R E :

	Page
Editorial : Devant un parti centriste, nouvel obstacle à la IV ^e Internationale	1
Jeanne Martin : Léon	7
L. Trotsky : Léon Sedoff, Le fils, l'ami, le militant	11
Marc Laurent : L'impérialisme japonais	23
L. Trotsky : Le bilan du procès de Moscou	39
Emiliano Vigo : Espagne, mai 1936 - janvier 1938	43
COMMISSION DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE DU P.C.I. :	
a) Un monument stalinien : « Espionnage en Espagne »	49
b) Projet de thèse sur le Mexique	58
c) Les bolcheviks-léninistes chinois devant le problème de la guerre	63
d) Le R.S.A.P. (de Hollande) et le Secrétariat International pour la IV ^e Internationale	71
e) Etats-Unis : La formation du Socialist Workers Party	73
f) Réponse de L. Trotsky à la question de la Commission d'enquête sur le procès de Moscou : « Que feriez-vous en cas de guerre... ? »	74
BATIR LE PARTI	78
Morgat : Coups d'œil sur quelques revues	92
HISTOIRE ET DOCTRINE :	
L. Trotsky : 90 années de « Manifeste Communiste »	95



Le prochain numéro de « LA VERITE » paraîtra au début d'août ; la parution ultérieure sera assurée mensuellement.

ABONNEMENT ANNUEL : 20 francs.

La Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

é d i t o r i a l

Aux Ouvriers Révolutionnaires

Avant de voter l'adoption de la Constitution de 1958, les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.



Le délégué L. TROTSKY au sein du Comité Central.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

Les députés communistes ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958. Ils ont voté en faveur de la Constitution de 1958.

DEVANT UN PARTI CENTRISTE NOUVEL OBSTACLE A LA IV^e INTERNATIONALE

L. TROTSKY.

Si entre le premier numéro de « La Vérité » et celui-ci s'est écoulé un temps plus long que celui primitivement fixé par nous, ce n'est pas du tout parce que le premier numéro de la revue théorique éditée par le Parti Communiste Internationaliste n'avait pas trouvé un accueil parmi les militants d'avant-garde et ceux qui s'intéressent aux problèmes de la révolution prolétarienne mondiale. Au contraire, toute notre édition a été presque entièrement écoulee; nous avons même été trop modestes quant à la mise en vente dans les kiosques où, malgré un placement limité d'exemplaires pour ne pas entraîner trop de frais, près de 400 d'entre eux ont été vendus.

Un tel résultat a été obtenu sans aucune publicité. Il a été obtenu aussi malgré le silence fait sur « La Vérité » par tous les groupes se réclamant de l'avant-garde et par toutes les publications à qui nous en avons fait le service. Un tel boycott n'est nullement fait pour nous surprendre; nous savons trop bien que tous ces groupes (où se rassemble souvent une bohème politique faussement parée du titre de l'avant-garde) nous haïssent tout particulièrement pour l'implacabilité avec laquelle nous dénonçons leurs conceptions, les sentiments et les ressentiments qui les font se détester entre eux

à qui mieux mieux, et leur stérilité politique. Les calomnies colportées de bouche à oreille leur paraissent d'une efficacité plus sûre qu'une confrontation doctrinale, qu'un débat, qu'une politique idéologique.

Pour en revenir aux raisons qui ont retardé la sortie de ce numéro de « La Vérité », il nous faut souligner le travail considérable réalisé par notre organisation en publiant depuis trois mois « La Commune » **trois fois par semaine**. Depuis près de trois mois, à jours fixes, sans retard dans la rédaction ni dans l'administration, nous avons assuré la parution d'une feuille de combat, en même temps que nous poursuivions notre travail dans divers domaines. C'est la quantité très grande d'efforts nécessitée par ce travail qui ne nous a pas laissé suffisamment de forces pour assurer la régularité dans l'édition de notre revue théorique. Nous avons certes beaucoup appris au cours de ces trois mois, notamment pour la préparation d'une publication quotidienne, mais maintenant nous tenons avant tout à organiser notre travail pour assurer coûte que coûte une parution régulière de « La Vérité ».

Ce n'est pas là pour nous le vain désir de mettre du noir sur du blanc. La parution régulière de « La Vérité », c'est pour nous une nécessité politique de **premier plan**. Pour les marxistes, la lutte doctrinale est toujours un élément important de leur lutte politique contre le réformisme et contre le centrisme dans les rangs ouvriers, et de leur lutte contre le régime. Mais, dans la période présente, c'est, à de multiples titres, l'élément essentiel de leur activité.

Il nous faut ici dénoncer non seulement le mépris classique et avoué des francs opportunistes envers les problèmes doctrinaux et les questions de principe; mais aussi et surtout la sourde hostilité de militants révolutionnaires envers la « théorie », leur tendance à un praticisme marqué d'un « bon sens » de nature particulière dit « bon sens révolutionnaire ». La révolution ne sera pas faite par des érudits, mais par les exploités n'ayant pour toute érudition que leur misère et leur expérience. Mais pour aboutir à la victoire, la lutte exige que parmi les exploités existe une avant-garde organisée qui soit hardie, résolue, entièrement dévouée à la cause du prolétariat, qui sache s'orienter, et orienter les masses, en fonction des leçons de l'histoire, des lois de la transformation des sociétés. Ces leçons, ces lois ne sont pas simples, elles ne peuvent même pas être acquises une fois pour toutes, car l'avant-garde est elle-même un des éléments dans la lutte des classes. La lutte sur le plan théorique est l'élément premier de la lutte pour assurer la continuité révolutionnaire; qui veut s'y dérober prive son action d'efficacité.

*

**

Nous vivons une époque de bouleversements gigantesques; le marxisme y trouve, à chaque pas, les vérifications les plus éclatantes. Et cependant, jamais il ne nous a été donné d'entendre et de lire de pires monstruosité et de pires insanités politiques de la part de gens se réclamant de la révolution prolétarienne. Qui n'a pas sa petite révision! Qui ne révisé pas les révisions! Ce ne serait que ridicule et risible si cela ne constituait pas autant d'obstacles sur la voie du regroupement de l'avant-garde révolutionnaire, si ce n'était pas autant de voies par lesquelles passera la capitulation devant la bourgeoisie.

Enfin, un événement autrement plus lourd de conséquences que ce pullulement de penseurs plus ou moins originaux nécessite une lutte doctrinale impitoyable. Pour la première fois depuis des années, la création d'un **parti centriste**, c'est-à-dire d'une formation qui, rejetée du sein des vieilles formations réformistes, oscille entre la révolution et le réformisme, se trouve à l'ordre du jour. Le numéro 3 de « La Vérité »

(à la différence de ce numéro 2 axé sur les problèmes internationaux), sera consacré aux questions françaises et par conséquent avant tout à ce parti centriste dont la formation sera plus avancée d'ici un mois; il nous suffira, dans cet éditorial, d'indiquer pourquoi, sur le plan de la lutte théorique, nous disons : **il faut concentrer tous nos feux contre le centrisme.**

*

**

UNE objection nous a été faite fréquemment ces temps-ci, dans nos rangs comme parmi nos sympathisants : « Vous exagérez, Pivert et les dirigeants de la Fédération de la Seine « dissoute » s'y prennent du mieux qu'ils peuvent pour amenuiser, pour liquider ce futur parti centriste, on pourrait même dire cet hypothétique parti, car il est moins que sûr qu'ils le créeront ».

Certes, Pivert et l'équipe dirigeante de la « Gauche Révolutionnaire » agissent, on ne peut mieux, pour assurer le succès de l'opération chirurgicale réalisée par Paul Faure et Blum. Mais les événements dépassent aussi bien Pivert que Blum et Paul Faure. Les camarades qui soulèvent l'objection ci-dessus formulée oublient que ce parti centriste, ce n'est pas à Pivert que nous le devons, mais à la situation générale de la classe ouvrière et, dans cette situation, à la faiblesse et à la division des partisans de la IV^e Internationale.

Dans quelle situation sommes-nous ? Il serait indigne de marxistes de s'en tenir à des affirmations et des constatations superficielles comme : la bourgeoisie a repris presque tout ce qu'elle avait cédé en Juin 1936; les travailleurs sont mûrs pour l'union sacrée; les staliniens et la C.G.T. les tiennent bien en main..., affirmations péremptives qui conduisent tout droit ceux qui les profèrent à rentrer chez eux et à ne plus rien faire.

Chez ceux qui s'en tiennent aux formules ci-dessus, c'est dans l'oubli du caractère général de la situation que réside le vice de leurs perspectives, dans la mesure où l'on peut encore dans ces cas-là parler de perspectives.

Nous avons dit depuis Juin 1936 que la situation en France était révolutionnaire. Elle le reste, même si à la victoire ouvrière de Juin 36 a succédé une défaite en deux années de recul. La situation reste révolutionnaire parce que le régime démocratique n'est plus viable, parce que la position mondiale de la France n'est plus tenable. La situation reste révolutionnaire, avec les flux et les reflux de la classe ouvrière comme de la réaction et du fascisme. La bourgeoisie marque un point sur les métallos trahis par leurs dirigeants; quelques jours après, « l'autorité » ainsi acquise par Daladier ne peut enrayer la chute du franc vers le zéro, ni trouver d'autres solutions qu'un surcroît de charges sur les masses travailleuses, charges qui seront à leur tour génératrices de contradictions dix et cent fois plus accusées que celles que la bourgeoisie a surmontées par la défaite des métallos parisiens.

La situation reste révolutionnaire. Mais deux ans ont passé. Des couches très arriérées viennent encore au Front Populaire, et, dans le Front Populaire, l'expérience provoque un déplacement à gauche. Mais déjà ces deux années d'expérience ont créé une masse qui commence à se détacher du Front Populaire et à chercher, pour que « ça change », une autre voie, celle de la révolution prolétarienne. C'est là, en l'absence d'un pôle révolutionnaire suffisamment puissant, la base dans les masses pour la création d'une formation centriste. Sur ce, que Blum et Paul Faure soient intraitables ou manœuvrent pour aplatir toute opposition dans leur parti, que Pivert se livre ou non à des contorsions pour retrouver une place dans la « vieille maison », cela

n'empêchera pas, ne supprimera pas l'existence, dans les masses ouvrières, d'un courant se détachant sur la gauche du Front Populaire; l'organisation de celui-ci aura une existence plus ou moins temporaire, mais cette organisation est à présent inévitable.

Une autre manifestation du courant centriste qui se développe s'est produite à Vichy. Cette manifestation est beaucoup moins nette que celle de la Fédération socialiste de la Seine, mais elle est non moins sensible. La majorité d'un jour a groupé certes des réformistes antistaliniens, des militants figés dans le syndicalisme « pur » comme Fronty, des partisans de « Syndicats » et des partisans du « Cercle Lutte de Classes », toute une mosaïque de nuances et de sous-nuances. Mais, incontestablement, parmi les délégués qui l'ont votée, il y avait nombre de braves gars de la base qui voulaient exprimer qu'ils en avaient assez des méthodes jusqu'à ce jour employées. Commencant à savoir ce dont ils ne veulent plus, mais n'ayant pas une voie précise à suivre, ils se sont portés sur un texte « contre la guerre » et pour « l'indépendance du syndicalisme ».

Dans le mouvement syndical, ce courant centriste trouve ou trouvera aisément des expressions multiformes. Pour ceux qui n'ont pas une ligne de conduite générale et qui glanent leurs positions à droite et à gauche — c'est ça le centrisme — y a-t-il rien de plus commode que de se situer verbalement sur quelques formules vagues contre la guerre et contre l'union sacrée et de mener la pratique la plus opportuniste, au nom de « l'indépendance du syndicalisme », qui aboutit pour plus d'un « responsable » à ce qu'on le laisse tranquille qui dans son syndicat, qui dans son union locale, qui dans sa fédération ?

Si, incontestablement, le centrisme prendra ses formes les plus nauséabondes dans le cadre syndical — le passé du mouvement ouvrier de France témoigne pour le présent — c'est sous sa forme politique qu'il remplira sa fonction de la façon la plus importante. C'est celui-là qui doit être au premier plan des préoccupations des communistes internationalistes.

*
**

AUTANT la rupture avec la social-démocratie est progressive, autant cette formation centriste constituera un danger pour le développement de la révolution en France. Pour que celle-ci triomphe, il faut un parti révolutionnaire conséquent, un **parti bolchevik**, sachant à la fois se délimiter de toutes les autres formations et associer dans la lutte, à chaque instant, les masses exploitées les plus larges. Or, l'idée directrice du courant centriste, dont la « gauche révolutionnaire » est l'expression, ce n'est pas de rebâtir un vrai parti communiste, c'est de refaire le vieux parti socialiste d'antan. On ne s'avance pas en disant que le prochain parti centriste sera, à de multiples points de vue, au-dessous du P.O.U.M. ou de l'I.L.P., qu'il sera dans le « Bureau de Londres » l'élément le plus confus parmi les confusionnistes. Si Nin avait cru que la révolution se faisait quand il eut un ministère dans la « Généralité de Catalogne », Pivert déclarait « tout est possible » au moment où il entrait seulement comme attaché dans le premier ministère Blum.

Mais la caractéristique du développement de la situation sous le règne de l'impérialisme, ses tournants brusques, condamne par avance la création durable d'une organisation du type socialiste d'avant-guerre, qui nécessita pour se former la période de développement organique du capitalisme. La formation d'un parti centriste risque tout simplement de plonger une masse d'ouvriers révolutionnaires dans une expérience supplémentaire, de les mettre aux prises entre des tendances totalement divergentes (les uns retournant à la II^e Internationale, les autres agissant à la solde de la III^e Internationale,

d'autres enfin luttant pour la IV^e Internationale, pour le parti révolutionnaire), de les y ligotter au point de ne parvenir que très lentement à franchir la barrière les séparant du bolchevisme. Face à ce parti centriste, oscillant de droite à gauche et de gauche à droite, s'imposent et une tactique appropriée au cours de chacune de ses oscillations, et une lutte théorique sans merci de tous les instants. Car, à chacune de ses oscillations, au lieu d'apporter la clarté et la résolution dans les masses, il sème le trouble et l'indécision dont tireront parti les traîtres patentés de la II^e et de la III^e Internationales, au service du capitalisme.

Dans les équipes de nature centriste, peu nombreux sont les « théoriciens », mais on trouve maintenant toujours chez elles des adversaires systématiques et forcenés du bolchevisme : si la révolution russe a triomphé, c'est malgré le bolchevisme, et si elle a dégénéré, c'est la faute au bolchevisme; tout ce qui hante les travailleurs révolutionnaires, c'est encore la faute au bolchevisme; si la social-démocratie se vautre dans l'union sacrée, c'est toujours la faute au bolchevisme. Selon ces « théoriciens », le bolchevisme n'est qu'une accumulation de malpropretés et d'immoralités. Et, pour tenter d'en faire la démonstration, ils se livrent aux plus répugnantes des malpropretés, à invoquer Rosa Luxembourg pour une besogne antimarxiste, ou à étouffer la tradition léniniste en l'enveloppant de la tradition réformiste de Jaurès.

Bien entendu, exploitant pertinemment les infamies du stalinisme, ils s'en prennent beaucoup moins à celui-ci qu'au véritable bolchevisme d'aujourd'hui, au « trotskysme », au programme de la IV^e Internationale. S'il est ainsi, c'est parce que la tradition du bolchevisme, c'est de dénoncer impitoyablement l'équivoque, la nature opportuniste, le penchant du centrisme pour le réformisme, tous ses traits qui lui font se dérober et capituler aux heures décisives. Il n'est pas une défaite tant soit peu importante du mouvement ouvrier où le centrisme n'ait sa part de responsabilité. C'est en Allemagne, l'U.S.P.D. (parti socialiste indépendant) qui empêchera en 1919 les masses dégoûtées de la social-démocratie de combattre sous le drapeau du parti communiste de Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg (de Rosa, n'en déplaise aux « luxembourgiens » spécialistes de l'antibolchevisme) et voudra associer la démocratie bourgeoise de Weimar avec les conseils d'usines. C'est en Italie, la direction de Serrati qui, en 1920, laissera avorter le mouvement d'occupation des usines pour ne pas briser avec la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise. C'est en Autriche, les austro-marxistes qui, exploitant la confiance de la quasi unanimité du prolétariat, le mèneront, pour ne pas rompre avec la démocratie bourgeoise, de recul en recul jusqu'à la défaite totale. C'est, en Espagne, la C.N.T.-F.A.I. (car l'anarchie n'est qu'une forme toute particulière du centrisme) et le P.O.U.M. qui ont contribué lourdement à la défaite prolétarienne en s'alliant aux démocrates bourgeois.

Chaque fois et partout le centrisme a contribué à renouveler ce qui se passa après les journées de juin 1848, quand sous le nom de « la Montagne » fut réalisé un premier Front populaire, un Front populaire qui voulait être « de combat » comme son nom l'indique :

« Au lieu de gagner en force par son alliance avec le prolétariat, le parti démocrate avait communiqué sa propre faiblesse aux prolétaires » (Karl Marx, « Le 18 Brumaire »).

Chaque fois et partout, dans les périodes décisives, le centrisme, au lieu de pousser vigoureusement les travailleurs à la lutte, les faisait incliner du côté des réformistes qui, eux-mêmes, les ligottaient aux bourgeois.

N'en sera-t-il pas de même en France ? Aucun doute n'est possible si l'on

compare l'attitude de Pivert suivant qu'il se tourne à droite ou à gauche. Voyez quelles précautions il prend quand il s'adresse à la vieille maison; pour pouvoir y rentrer il faut être « correct », il boutonne son veston, il rajuste sa cravate; le même souci de « correction » se retrouve pour parler à Bergery. Mais, dès qu'il se tourne à gauche, vers ces « trotskystes » dépourvus de tout « sens politique », alors soin des formules « habiles », il y a tout avantage à recourir aux épithètes courantes des réformistes et des staliniens : provocations... aventuriers. La farce peut aussi précéder la tragédie. Dans cette attitude d'aujourd'hui se trouvent déjà définies les positions de demain, quand la lutte de classes atteindra son acuité extrême.

*
**

Toute une situation historique a rendu inévitable que des masses rompant avec la II^e et la III^e Internationales soient, dans leur évolution vers le programme révolutionnaire, captées momentanément par les équipes centristes traditionnelles. Comprendre ce qu'a de progressif l'évolution de ces masses, savoir faire avec elles des pas en avant, même de petits pas, pourvu que ce soit pour aller de l'avant, cette tâche, tactique des bolcheviks-léninistes, doit accompagner l'implacable lutte quotidienne pour détacher ces masses du centrisme et les porter sur les positions de bolchevisme.

*
**

La division entre partisans de la IV^e Internationale, le caractère pédant et bureaucratique du groupe des bolcheviks-léninistes « officiels », rendront plus difficile le passage au bolchevisme des ouvriers évoluant actuellement. Dans ce numéro, nous donnons un aperçu des conditions internationales qui président à la crise de formation de la IV^e Internationale. Toute une aile, rassemblée internationalement par Trotsky autour du Secrétariat International, s'enferme à ce point dans des méthodes et un système dissociateurs de l'organisation que seuls des faits nouveaux et rudes paraissent pouvoir les faire revenir sur de telles erreurs. Puisse l'obstacle nouveau qui se dresse en France sur la voie de la IV^e Internationale, sur la voie de la révolution prolétarienne, être un de ces faits; dans ce cas-là, il n'aura pas été tout à fait négatif pour la révolution prolétarienne !

Il serait tout à fait vain de remplacer les efforts systématiques pour surmonter les difficultés de construction de la IV^e Internationale, dans chaque pays comme à l'échelle internationale, par une manifestation telle que la proclamation officielle de la création de la IV^e Internationale par une conférence où ne participeront que les groupes reconnus par le Secrétariat International et dont la préparation n'aura même pas atteint les organismes de base de ces groupes. Cela pourra peut-être tirer d'embarras les « officiels » de chez nous qui ne savent s'ils doivent dire qu'ils sont pour ou qu'ils sont de la IV^e Internationale. Mais cela ne supprimera aucune des difficultés réelles qui existent pour la création et le développement dans la vie : la formation de cadres, leur enracinement dans la classe, leur capacité de mener les luttes de la classe. Une telle proclamation — qui serait très proche si nos informations sont exactes — risquera d'accentuer les défauts bureaucratiques du Secrétariat International et de ses sections, mais ne lui ajoutera aucune autorité auprès des ouvriers révolutionnaires qui cherchent une voie où l'on ne commettra plus les erreurs qui ont contribué à la dégénérescence de l'Internationale communiste. Par une telle proclamation, le problème de la création de la IV^e Internationale ne sera pas résolu, il restera à l'ordre du jour des bolcheviks-léninistes.

26 mai 1938.

LÉON

par JEANNE MARTIN

Nous avons reproduit ci-dessous un article de L. D. Trotsky, paru précédemment dans le **Bulletin de l'Opposition** russe, n° 64.*

Léon Davidovitch Trotsky a écrit cet article le 20 février de cette année, quatre jours après la mort de son fils Léon Sedoff.

Léon est mort à trente et un ans — l'âge même où sa sœur Zinaïda, privée à jamais de tout droit de retour en Russie où elle avait toutes ses attaches spirituelles et familiales, malade et désespérée, s'est suicidée à Berlin.

Léon était plein de jeunesse et de forces vives. Ce n'était pas un ascète du tout. Il aimait la vie sous toutes ses formes. Il aimait le mouvement et l'action. Il aimait la Russie.

Il n'a pas eu le droit de vivre. Il n'avait pas le droit d'agir comme il aurait voulu le faire. La Russie de Staline l'avait banni.

Il avait dû laisser là-bas un petit garçon qu'il aimait tendrement, et c'était la grande douleur de sa vie, de n'avoir jamais pu obtenir de la faire venir en Europe auprès de lui. « On lui apprendra, disait-il, à me haïr et à me mépriser ».

Il aimait l'action. Toute sa vie antérieure n'avait été qu'action. Il courait, enfant encore, échappé de la maison, au milieu des combats de rues à Moscou. Il mena en Russie, parmi la jeunesse, le combat oppositionnel, du temps où c'était encore possible.

Jusqu'au jour où Staline le chassa.

Il mena alors, en Turquie, puis à Berlin, jusque dans le Berlin hitlériisé, la vie d'un révolutionnaire émigré, surveillé puis traqué, à qui seule est possible la lutte souterraine.

Lui qui aimait les rues, les assemblées ouvrières, la vie agissante, il dut apprendre à se replier, à renoncer à la lutte ouverte et violente, il dut transposer son action en étudiant et en écrivant, mener enfin, dans ces années de recul, le seul combat qui lui fût possible — accepter la tâche ingrate que lui seul, par sa formation particulière, pouvait assumer : étudier les problèmes posés par l'évolution de l'U.R.S.S., dégager, des

nouvelles rares et déformées qui filtrent à grand-peine de ce vase clos, la réalité nue et tragique d'une révolution arrêtée dans sa marche et étranglée; chercher, avec une patience sans limites, les moindres symptômes de volontés révolutionnaires qui percent le couvercle étouffant jeté sur elles, — essayer de découvrir et d'identifier, à quelques milliers de kilomètres et à travers deux frontières bien gardées, ceux qui bravent cette contrainte sans précédent et veulent crier une parole vraie avant d'être saisis et mis à mort — tenter de renouer, toujours de nouveau, le fil fragile d'une correspondance clandestine, un jour brisé pour de bon — ce travail que seul un homme formé en Russie et connaissant d'expérience les conditions du pays, l'esprit des hommes qui y vivent, pouvait accomplir en Europe occidentale.

On lui a souvent, ouvertement ou non, reproché ce « travail en cabinet » qui ne l'était d'ailleurs pas toujours. Au moindre geste extérieur apparent qu'il eût fait, il eût immédiatement été chassé, d'un pays à l'autre, et mis dans l'impossibilité de poursuivre sa tâche particulière.

Personne n'a compris le tragique qu'il y avait, pour cet homme plein de forces et plein de goût pour l'action physique, dans cette vie d'emmuré qui ne pouvait agir que par l'étude, l'écrit, la parole en petit comité, et qui eût rêvé d'agir, comme les autres, au grand jour dans les rues de la ville.

Cette privation de militantisme actif, c'était la seconde grande douleur de sa vie. Il rongea son frein. Nous avions décidé d'un accord tacite, tout au début, de partir pour l'Espagne comme combattants du front et nous avions fait une partie du chemin. Mais on n'avait pas voulu de lui et je n'avais pas voulu le laisser seul.

Il aimait la Russie. Il était plein, toujours et malgré tout, de l'invincible espoir d'y retourner un jour, à quelque titre et de quelque manière que ce fût. « Si la Russie soviétique avait un jour besoin d'hommes pour la défendre, disait-il, j'irais me présenter, sans rien demander d'autre. »

Il avait au cœur un amour immense pour la terre russe elle-même, et le souvenir de ses neiges était en lui comme celui d'un paradis perdu.

* Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris.

C'était la troisième grande douleur de sa vie, de ne pas savoir s'il retournerait jamais sur cette terre, et peut-être cette douleur dominait-elle toutes les autres.

Il avait aussi dans sa vie une occupation qu'il tenait quasi secrète, parce qu'on l'en raillait souvent : les mathématiques. Il avait pour les mathématiques un goût passionné et purement désintéressé. S'il avait, en Russie, commencé ses études d'ingénieur, c'était parce qu'il fallait participer à la construction industrielle du pays. Mais il aimait la science spéculative, celle qui n'a pas de but apparent. Quand il pouvait échapper pour une heure à la chaîne de ses obligations, il se jetait dans les mathématiques. C'était pour lui mieux qu'un délassement de l'esprit, une véritable joie qu'il se donnait. Il commençait de préparer, par bribes, une thèse de doctorat, mais c'était pour lui un peu comme un rêve qu'on poursuit, sachant qu'on ne pourra l'atteindre. « Pas le temps, disait-il, d'y travailler sérieusement. Il faudra y renoncer. »

On lui attribuait parfois un goût particulier pour le travail de bibliothèque, une tendance bureaucratique. Il était tout l'opposé. Qui eût cru qu'ancien sportif, il avait parfois des velléités de dépense physique purement gratuite. Mais il les réfrénait aussitôt. « Je n'ai pas le temps, disait-il, je n'ai pas le droit. Le travail, c'est ma vie. Je vis **pour** travailler. » Et il me faisait la même objection, lorsque je lui reprochais de se surmener. Le **travail**, pour lui, le seul et véritable travail qui comptât et qui valût la peine d'être accompli, c'était le travail de préparation révolutionnaire auquel il avait voué sa vie.

Il était surmené dans tous les sens de ce mot; travaillait sans relâche jusque tard dans la nuit et sans connaître de dimanche, et ne se permettait que de rares instants de détente et de repos; se les reprochait ensuite.

Aucun pays ne lui accorda jamais de permis de travail. Les tentatives qu'il fit, parfois, de se faire confier des travaux par des institutions scientifiques, échouèrent toujours parce qu'on redoutait de l'employer lui, et que cela ne nuisit au bon renom des institutions. Dans des périodes qui lui furent, matériellement, particulièrement difficiles, il prit à domicile des petits travaux manuels misérablement payés et sut, par son expérience personnelle, ce qu'est l'exploitation éhontée des heimatlos.

Il savait se plier aux plus ingrates besognes accessoires. Rien ne le rebutait. Rien n'ébranlait la confiance qu'il avait tout de

même et toujours dans la vie et dans la révolution, qui, pour lui, se confondaient.

Il n'était pas d'accord avec nous, ni avec moi, sur les questions d'organisation et était lié, d'aucuns diraient à l'autre camp, si l'on peut toutefois considérer comme deux camps distincts les deux fractions actuelles de la IV^e Internationale en France.

Il était, en cela comme en autre chose, toujours très optimiste. Quand je lui parlais, avec douleur, des luttes affreuses qui déchiraient nos deux partis, pourtant si proches politiquement : « Ne te torture pas, me disait-il. La lutte politique a sa logique implacable. Mais cela passera comme une maladie de croissance dont on guérit. Et tu regretteras peut-être un jour de t'être tant et inutilement tourmentée pour une crise qui ne devait être que passagère. » Et quand je lui parlais avec amertume du fameux principe « tous les moyens sont bons », il me répondait : « Oui, mais toute la question est là : être sûr que ces moyens servent **réellement** la cause qu'on défend. »

Et c'était lui, banni, pourchassé, limité dans toutes les manifestations de son être et comme amputé, qui savait redonner courage et confiance dans l'avenir.

Toujours sans bruit et sans phrases. Il n'employait jamais de grands mots en parlant, et son style était nu, concret, dépouillé. Il ne notait que le réel, le nécessaire, l'essentiel. Jamais d'expressions grandiloquentes ni de mots ornementaux, rien qui sonnât. Et jamais il ne citait un fait qu'il n'eût rigoureusement contrôlé, ni ne donnait une citation qui ne fût, à une virgule près, calquée sur le texte même. Le moindre article qu'il écrivait était précédé de journées de recherches, d'étude, de réflexion. Ils ne rédigeait qu'une fois sûr d'avoir dégagé le fonds et l'essence de la question traitée. C'était tout le contraire d'un journaliste, d'un écrivassier. Il ne mettait sur le papier que pour divulguer plus largement l'idée qu'il voulait exprimer.

Il avait pour son père une immense vénération. Et cependant, ne se confondait pas avec lui et n'aimait pas qu'on le considérât comme un prolongement de lui.

Dans la lutte politique, il était ardent et implacable. Mais ce n'était pas une machine à penser politique, ce n'était pas un schéma d'homme. C'était un homme bien vivant, avec le lot de fragilités et de faiblesses d'un humain très humain. Qui croirait qu'il était de caractère très tendre, et qu'il avait un grand besoin de douceur? Qui croirait qu'il était sensible à la beauté des choses et qu'il était capable de s'arrêter, dans la rue, pour regarder des fleurs? Non, je



LÉON SEDOFF

LA VÉRITÉ 1-6-38



L. TROTSKY AU PRESIDUM DU 2° CONGRÈS DE L'I.C.

De gauche à droite : L. Trotsky - Paul Levi-Zinoviev - Kalinine-Boukharine-Rodek



L. TROTSKY ET SA FILLE ZINAIDA

« Cette haine contre Trotsky, Staline entend la poursuivre
jusque dans sa descendance »

(Léon SEDOFF)

ne le diminue pas en livrant ces traits plus légers et moins connus de son caractère, je l'humanise et cherche à le dépouiller de ces traits schématiques sous lesquels on tendance à se le représenter. Ce n'était pas une machine à fabriquer de la politique. C'était un homme simplement, un jeune homme plein d'amour pour la vie telle qu'elle est et plein de confiance en elle.

La révolution n'était pas pour lui jeu de l'esprit, ni jeu de chicanes. « J'ai vu dans la rue, me dit-il un soir, une femme qui tirait une petite voiture derrière elle, comme un vieux cheval, et c'était horrible. » Il avait grand pitié d'une vieille femme de ménage, notre voisine, et ne pouvait voir sans un serrement de cœur ces vieilles vendeuses de journaux qui cherchent à écouler leur pile jusqu'à minuit passé, aux bouches de métro. Et si la révolution était pour lui une réalité vivante, c'était justement parce que, je le répète, il avait un immense amour de la vie et la trouvait belle malgré tout.

Toujours, dans sa vie souvent difficile, mais, tout de même, relativement libre d'Europe, il pensait avec angoisse à ses anciens camarades restés en Russie : « Je me promène dans les rues de Paris, disait-il, — et il aimait beaucoup les rues de Paris — et eux, comment vivent-ils ? Que sont-ils devenus ? »

Mais il savait sacrifier sans une seconde de recul mental tout ce à quoi il eût tenu. Il aimait la vie et en faisait bon marché délibérément. Il était surveillé, suivi, traqué par le Guépéou dans ses moindres démarches. Il savait que la vie lui était comptée parcimonieusement, mais quand je le suppliais de prendre plus de précautions, il disait : « A quoi bon prendre des précautions ! Ils m'auront tout de même un jour ou l'autre. Pour leur échapper, il faudrait que je devienne un petit-bourgeois ». Et il continuait sans rien changer à sa vie, sans vouloir penser à l'échéance, qu'il sentait pourtant prochaine et inévitable, à quoi ne manqueraient pas de l'acculer ses ennemis.

Il avait écrit, un an avant sa mort : « Si quelque chose m'arrivait un jour, c'est du côté de Staline qu'il faudrait en rechercher la cause. » *

Les procès de Moscou, depuis août 36, avaient été pour lui une expérience si vivante et si douloureuse, que ses forces physiques en avaient été ébranlées. Parmi ses cheveux blonds, plein de fils blancs

déjà. « Pour toi, me disait-il, comme pour tous, un tel fusillé, un autre fusillé encore, ce sont des noms seulement. Pour moi, ce sont des hommes. »

Après l'assassinat de Reiss, il avait écrit en conclusion d'un article : « Et d'autres suivront ».

C'est lui qui a suivi. Lui, l'homme jeune, plein de forces vives, de foi et d'amour pour tout ce qui valait la peine d'être vécu, lui qui pleurait pour un enfant perdu, lui qui songeait parfois avec angoisse qu'il ne reverrait jamais plus peut-être les belles neiges de Russie — lui qui savait en même temps, lorsqu'il s'agissait de lutte politique, se bander et être aussi impitoyable que s'il eût été insensible — lui qui avait sacrifié tout ce qu'il aurait désiré vivre (erleben), parce que la révolution, c'est-à-dire le seul amour vrai et fécond des hommes, s'était saisie de lui tout entier.

Ils ne pouvaient pas le laisser vivre et continuer, ceux qui, là-bas, étranglent chaque jour cette révolution à laquelle, avec ses petites mains d'enfant, il avait déjà commencé à participer.

Mais c'était trop dangereux, cinq mois à peine après l'assassinat de Reiss, de l'assassiner, lui aussi, d'une manière éclatante. L'affaire Reiss, c'était une sorte d'exemple que le Guépéou faisait, d'exemple dans le sens répressif que lui donnent les militaires.

Lui, on savait que nul exemple ne l'effrayerait ni ne l'arrêterait. On l'a exécuté, scientifiquement, obscurément, lâchement, sans avoir l'audace de l'assassiner.

On l'a exécuté dans l'ombre. On a su le faire mourir. Si savamment que nul, qui ne soit averti de ces choses, ne voudra jamais le croire. Que la Justice criminelle, qui n'oublie pas d'être bourgeoise, ne découvrira jamais rien qui ne lui semble participer d'un processus pathologique naturel. Une rechute chez un opéré récent et qui semblait en voie de guérison, quoi de plus plausible ? Les médecins traitants, surpris d'une empiration soudaine et que rien ne faisait prévoir, et qu'ils ne parviennent pas à expliquer, parlent un instant d'un « accident inexplicable », d'un « empoisonnement possible ». Mais dès qu'ils apprennent de quoi il s'agit, effrayés de leurs propres paroles, ils reculent brusquement, « découvrent » que l'évolution du mal peut être naturelle.

La sérénité de la science ? tragique foudroyée, en régime d'exploitation.

La justice qui cherche le crime ? Il y a le pacte franco-soviétique, — et que pèse la

* « Confessions », n° 10, 4-2-37 : « Accusé, j'accuse ! ».

vie d'un homme? tragiques foutaises que tout cela. Les deux enfants d'un des médecins traitants de Léon disparaissent, et qui comprend le signe qui est donné par là? est-ce un châtimeut? est-ce, chose plus grave, un avertissement et ces deux enfants sont-ils des otages?

Qui se soucie qu'il y ait, sous terre, le cadavre d'un jeune homme de trente ans, un homme qui était plein de promesses et d'amour de la vie, le cerveau riche d'idées

et le cœur riche de vouloir? — tout cela est dissous et n'a plus de nom, et qui se souvient de lui encore?

Il y en eut des millions ainsi et depuis vingt-quatre ans, les hommes en ont pris la tragique habitude.

Personne ne l'a défendu.

Songez parfois à lui, qui a tout donné et tout perdu, parce qu'il a refusé de capituler.

Jeanne MARTIN.



Serge Sedoff, jeune savant soviétique, ne s'occupant absolument pas de politique; parce que fils de Trotsky a été arrêté sous l'accusation d'empoisonnement d'ouvriers et a disparu.

LÉON TROTSKY

LEON SEDOFF

LE FILS ● L'AMI ● LE MILITANT

DÉDIÉ A LA JEUNESSE PROLÉTARIENNE

A L'INSTANT où j'écris ces lignes, à côté de la mère de Léon Sedoff, des télégrammes me parviennent de divers pays, m'apportant l'expression de condoléances. Et chacun de ces télégrammes suscite la même et insupportable question : « Ainsi tous nos amis, de France, de Hollande, d'Angleterre, des Etats-Unis et du Canada et d'ici, au Mexique, admettent comme définitif le fait que Sedoff ne soit plus ? »

Chaque télégramme est une preuve nouvelle de sa mort. Et pourtant, nous ne pouvons encore y croire. Et non pas seulement parce qu'il est notre fils fidèle, dévoué, aimant. Mais avant tout, parce que plus que quiconque au monde, il est entré dans notre vie, s'y est lié avec ses racines, comme camarade d'idées, comme collaborateur, comme gardien, comme conseiller, comme ami.

De cette génération aînée, dans les rangs de laquelle nous sommes entrés à la fin du siècle dernier, sur la route de la révolution, tous, sans exception, ont été balayés de la scène. Ce que n'ont pu faire les bagnes du Tzar, la déportation rigoureuse, le besoin des années d'émigration, la guerre civile et les maladies, Staline l'a fait au cours des dernières années, comme le fléau le plus malfaisant de la révolution.

Après la génération aînée, a été anéantie la meilleure partie de la génération moyenne, c'est-à-dire celle qu'a suscitée 1917, et qui a reçu sa formation dans les 24 armées du front révolutionnaire. Piétinée sans traces, la meilleure partie de la jeunesse de la génération de Léon. Lui-même n'y avait échappé que par miracle : grâce au fait qu'il nous a accompagnés en déportation, et ensuite en Turquie. Au cours des années de notre dernière émigration, nous avons acquis de nombreux amis, et quelques-uns d'entre eux sont entrés étroitement dans la vie de notre famille, jusqu'à pouvoir être considérés comme ses membres. Mais tous nous ont approchés pour la première fois, seulement dans ces dernières années, quand nous avons atteint le seuil de la vieillesse. Seul Léon nous a connus jeunes, et a participé à notre existence depuis le temps où il a

Cet article a paru dans le **Bulletin de l'Opposition** russe, n° 64, en mars 1938.

pris conscience de lui-même. Demeuré jeune, il fut comme de notre génération.

Il a traversé avec nous notre deuxième émigration : Vienne, Zurich, Paris, Barcelone, New-York, Amherst (le camp de concentration canadien) et, finalement, Pétrograd.

Encore tout enfant — il allait sur ses douze ans, — il avait, à sa manière, assimilé consciemment le passage de la révolution de février à celle d'octobre. Son adolescence s'est passée sous une haute pression. Il avait ajouté une année à son âge réel pour entrer plus vite aux Jeunesses Communistes, qui brûlaient alors de toutes les ardeurs d'une jeunesse éveillée. Les jeunes boulangers, au milieu desquels il menait sa propagande, le gratifiaient d'un petit pain frais, et il le rapportait joyeusement sous le pan déchiré de sa veste. Ce furent des années brûlantes et froides, grandes et affamées.

De sa propre volonté, Léon quitta le Kremlin pour le logis en commun des étudiants prolétariens, afin de ne pas se distinguer des autres. Il refusait de s'asseoir avec nous dans l'auto, afin de ne pas jouir de ce privilège des bureaucrates. En revanche, il prenait jalousement sa part de tous les « samedis communistes » et autres « mobilisations de travail », il nettoyait la neige des rues de Moscou, « liquidait » l'analphabétisme, déchargeait le pain et le bois des wagons, et ensuite, en qualité d'étudiant polytechnicien, réparait les locomotives. S'il ne s'est pas trouvé sur le front des opérations, c'est seulement parce que l'addition de deux et même de trois années supplémentaires n'aurait pu l'aider : la guerre civile s'est terminée quand il avait seulement quinze ans. Mais plus d'une fois, il m'avait accompagné au front, s'imprégnant de rudes impressions, et connaissait fermement le pourquoi de la lutte sanglante.

Les derniers télégrammes d'agence ont appris que Léon Sedoff vivait à Paris, « dans les conditions les plus modestes ». Ajoutons : beaucoup plus modestes que celles des ouvriers qualifiés. Mais à Moscou, dans ces années où son père et sa mère occupaient de hautes fonctions, il ne vivait guère mieux que ces derniers temps à Paris, plutôt moins bien. Était-ce une règle parmi la jeunesse bureaucratique ? Non, alors déjà, c'était une exception.

Dans ce garçon, et plus tard dans l'adolescent et dans le jeune homme, le sentiment du devoir et du sacrifice s'est éveillé de bonne heure.

En 1923, Léon s'est brusquement et entièrement plongé dans le travail de l'opposition. Il serait injuste de voir là, seulement, l'influence de ses parents. Il avait donc quitté le bel appartement du Kremlin pour le logement en commun, froid, sale et sans pain, non seulement sans intervention de notre part, mais contre notre volonté.

Son orientation politique a été déterminée par ce même instinct qui l'incitait à préférer les tramways surchargés de monde aux limousines du Kremlin. La plate-forme de l'opposition a seulement donné une expression politique aux traits organiques de son caractère. Léon rompait inflexiblement avec les étudiants amis, que leurs pères bureaucrates arrachaient

à coups de griffe au « trotskysme », et retrouvait le chemin de ses amis boulangers.

Ainsi, à 17 ans, a commencé sa vie pleinement consciente et révolutionnaire. Il a vite assimilé l'art de la conspiration, des réunions illégales, de la presse secrète et de la diffusion des écrits oppositionnels.

Le Komsomol a rapidement formé les cadres de ses chefs oppositionnels.

Léon se distinguait par des capacités remarquables de mathématicien. Il venait infatigablement en aide aux étudiants prolétariens n'ayant pas fait d'études secondaires. Et dans ce travail, il mettait toute son ardeur : corrigeait, poussait en avant, grondant les paresseux, il considérait son jeune enseignement comme un service consacré à sa classe. Ses propres études à l'Institut Technique Supérieur se poursuivaient avec succès. Mais elles ne lui prenaient qu'une partie de sa journée de travail. La plus grande partie de son temps, il la donnait avec ses forces et son âme à la cause de la révolution.

En hiver 1927, quand commença la destruction politique de l'opposition, Léon achevait sa vingt-deuxième année. Il avait déjà un enfant, qu'il venait nous montrer avec fierté au Kremlin. Sans une minute d'hésitation, il s'est arraché à sa jeune famille et à son école, pour partager notre sort en Asie centrale. Il agissait non seulement comme un fils, mais avant tout comme un camarade d'idées; il fallait à tout prix assurer notre liaison avec Moscou.

Son travail à Alma-Ata, pendant toute une année, fut en toute sincérité incomparable. Nous le nommâmes Ministre des Affaires Etrangères, Ministre de la Police, Ministre des P.T.T. Et dans toutes ces fonctions, il fut obligé de s'appuyer sur un appareil illégal. Sur les instructions du Centre oppositionnel de Moscou, le camarade X..., très dévoué et très sûr, avait acquis une voiture et une troïka de chevaux et travaillait en qualité de cocher indépendant, entre Alma-Ata et Frounzé (Pichpek), alors station terminale de la ligne de chemin de fer.

Le problème qui lui était dévolu était de nous apporter, toutes les deux semaines, le courrier secret de Moscou et de rapporter nos lettres et manuscrits à Frounzé, où l'attendait le courrier de Moscou. Parfois, des courriers spéciaux nous arrivaient de Moscou. Les rencontrer n'était pas chose facile.

Nous étions logés dans une maison entourée de tous côtés d'organisations de la Guépéou et des appartements de ses agents. Les rapports extérieurs reposaient sur Léon. Il quittait le logis par les nuits pluvieuses ou neigeuses, ou, trompant la vigilance des espions, il s'échappait dans la journée de la bibliothèque, retrouvant les agents de liaison à l'établissement de bains publics, ou dans les fourrés profonds, aux environs de la ville, ou encore au marché oriental, où les kirghizes grouillaient en foule, avec les chevaux, les ânes et les marchandises.

Chaque fois il revenait frémissant et heureux, avec une flamme guerrière dans les yeux et avec des acquisitions précieuses cachées sous son

linge. Ainsi, pendant une année, il fut imprenable à l'adversaire.

Et mieux que cela, il entretenait avec ces ennemis, « camarades » d'hier, les rapports les plus « corrects », presque « amicaux », montrant un self-contrôle et un tact constants et nous protégeant soigneusement de tout conflit avec l'extérieur.

La vie idéologique de l'opposition était alors à son apogée. C'était l'année du 6^e Congrès du Comintern. Dans les colis de Moscou arrivaient des dizaines de lettres, articles, thèses, de célébrités et d'inconnus. Dans les premiers mois, jusqu'au changement brutal de la politique de la Guépéou, de nombreuses lettres arrivaient aussi par la poste officielle des différents lieux de déportation.

Dans ce matériel varié, il fallait opérer une soigneuse discrimination. Et là, je ne me convainquais qu'avec étonnement comment, d'une manière pour moi imperceptible, cet enfant avait eu le temps de mûrir. Comme il savait bien choisir parmi les hommes ! Il connaissait une quantité beaucoup plus grande d'oppositionalistes que moi. Combien sûr était son instinct révolutionnaire, lui permettant de distinguer sans hésitation le vrai du faux, le réel du superficiel. Les yeux de sa mère, qui connaissait davantage son fils, s'illuminaient de fierté à nos entretiens.

D'avril à octobre, il nous arriva près de mille lettres politiques et documents et près de sept cents télégrammes; nous avons expédié pour la même période huit cents lettres politiques, et dans cette quantité, une série de travaux considérables comme « **La Critique du programme du Comintern** », etc... Sans mon fils, je n'aurais pu accomplir la moitié de ce travail.

Une aussi étroite collaboration ne signifiait pas, toutefois, que des frictions ne s'élevaient pas entre nous, et parfois des différends aigus.

Mes rapports avec Léon, pas plus à ce moment-là que plus tard, dans l'émigration, ne se distinguaient particulièrement — loin de là — par un caractère égal ni dépourvu d'aspérités.

Je ne m'élevais pas seulement contre ses appréciations catégoriques à l'égard de certains « vieux » de l'opposition par des rectifications et des sermones énergiques, mais encore je laissais apparaître, dans mes rapports avec lui, l'exigeance et le formalisme qui me sont inhérents dans les questions pratiques.

Ces traits peut-être utiles et même indispensables pour un travail de grande envergure, mais assez insupportables dans les relations privées, ont rendu la tâche difficile aux êtres qui me furent les plus proches. Et comme le plus proche d'entre tous les jeunes était mon fils, il a eu ordinairement plus à supporter que tous les autres. A un œil superficiel, il pourrait même sembler que nos rapports étaient empreints de sévérité ou d'indifférence. Mais sous cette apparence existait un profond attachement réciproque, fondé sur quelque chose d'incomparablement plus grand que la communauté du sang : la communauté de vues et des jugements, les sympathies et les haines, les joies et les souffrances vécues ensemble, et les mêmes et grandes espérances. Et cet attachement mutuel s'illumina de temps à autre

de flammes tellement vives, qu'elles récompensaient nos trois destins de la médiocre usure du quotidien.

Ainsi nous vécûmes, à 4.000 km. de Moscou, à 250 km. de la voie ferrée, une année difficile et inoubliable, qui est restée tout entière dans notre souvenir sous le signe de Léon, ou plus exactement de « Levik » ou de « Levoussetki » comme nous l'appelions.

En janvier 1929, le bureau politique décréta mon bannissement « au-delà des limites de l'U.R.S.S. » et comme il s'est avéré, en Turquie.

Aux membres de ma famille fut laissé le droit de m'accompagner. De nouveau sans hésitation, Léon décida de nous suivre en exil, se séparant à jamais de sa femme et de son fils qu'il aimait beaucoup.

Dans notre vie s'ouvrit un nouveau chapitre, avec une page presque vierge : relations, liaisons, amitiés, il fallut nouer tout cela à nouveau. Et de nouveau notre fils devint pour nous tous : l'intermédiaire dans les rapports avec le monde extérieur, le gardien, le collaborateur, le secrétaire, comme à Alma-Ata, mais sur un plan de beaucoup plus vaste. Les langues étrangères qu'il possédait, étant enfant, mieux que le russe, se trouvèrent presque oubliées dans la fièvre des années révolutionnaires.

Il fallut les étudier à nouveau. On commença un travail littéraire approprié. Les archives et la bibliothèque étaient entièrement dans les mains de Léon. Il connaissait bien les œuvres de Marx, d'Engels et de Lénine, il connaissait à merveille mes livres et manuscrits, l'histoire du parti et de la révolution, l'histoire des falsifications thermidorienues. Dans le chaos même de la bibliothèque publique d'Alma-Ata, il avait étudié les collections de la « Pravda » des années soviétiques, et avait tiré d'elles, avec un esprit d'investigation sans faille, les citations et les extraits indispensables. Sans cette documentation précieuse et sans les recherches ultérieures faites par Léon dans les archives et les bibliothèques, d'abord en Turquie, ensuite à Berlin, finalement à Paris, pas un des travaux que j'ai écrits au cours de ces dix dernières années n'eût été possible, et en partie « L'Histoire de la Révolution Russe ». Sa collaboration, incalculable par sa quantité, n'avait pourtant pas qu'un caractère « technique ». Le choix personnel des faits, des citations, des caractéristiques prédéterminait ma méthode de développement, ainsi que les conclusions. Dans la **Révolution Trahie**, il y a pas mal de pages écrites par moi sur les données de quelques lignes extraites des lettres de mon fils et des illustrations tirées par lui des journaux soviétiques qui m'étaient inaccessibles. Encore plus de matériaux m'ont été fournis par lui pour la biographie de Lénine. Une telle collaboration était seulement possible, parce que notre solidarité idéologique était entrée dans le sang et dans les nerfs. Presque tous mes livres, à partir de l'année 1928, devraient en toute justice porter le nom de mon fils à côté du mien.

A Moscou, il restait à Léon une année et demie jusqu'à l'achèvement de sa formation d'ingénieur. Nous insistions avec sa mère pour qu'il revint à l'étranger aux études abandonnées. Une nouvelle équipe de jeunes collaborateurs de tous les pays avait eu entre temps le loisir de se former à Prinkipo, en étroite collaboration avec mon fils. Léon ne consentit au départ

que sous la pression du fait qu'en Allemagne il pouvait rendre d'inappréciables services à l'Opposition de gauche internationale.

Ayant repris à Berlin ses occupations estudiantines (il fallut repartir du commencement), Léon en même temps s'était consacré tout entier au travail révolutionnaire. Bientôt il entra au Secrétariat International en qualité de représentant de la section russe. Ses lettres d'alors à sa mère démontrent avec quelle rapidité il s'était assimilé à l'atmosphère politique de l'Allemagne et de l'Europe Occidentale, comme il savait bien distinguer parmi les hommes et discerner parmi leurs divergences et les nombreux conflits de cette période infantile de notre mouvement. Son instinct révolutionnaire, enrichi déjà d'une sérieuse expérience, l'aidait à trouver la voie juste dans presque tous les cas, d'une manière indépendante. Comme nous nous réjouissions de trouver dans ses lettres fraîchement décachetées, les mêmes raisonnements et conclusions, que celles que je recommandais la veille seulement à son attention. Et combien — passionnément et sobrement — se réjouissait-il de telles rencontres dans nos idées. Le recueil des lettres de Léon constituera indubitablement une des sources les plus précieuses pour l'étude de la préhistoire intérieure de la Quatrième Internationale.

Mais les affaires russes demeuraient au centre de ses préoccupations. Encore à Prinkipo, il devint l'éditeur effectif du **Bulletin de l'Opposition** russe dès son apparition (mi-1929) et avait définitivement concentré ce travail dans ses mains depuis son départ à Berlin (début 1931), d'où le **Bulletin** fut transféré à sa suite à Paris. La dernière lettre de Léon que nous avons reçue, écrite le 4 février 1938, douze jours avant sa mort, commence par ces mots : « Je vous envoie les épreuves du **Bulletin**, car le prochain bateau ne partira pas de sitôt, et le **Bulletin** ne sera prêt que demain matin ».

La sortie de chaque numéro fut un petit évènement dans sa vie, — petit évènement qui coûtait de grands efforts. La composition du **Bulletin**, la finition des matériaux bruts, la rédaction des articles, une correction minutieuse, l'expédition, la correspondance avec les amis et les correspondants et — ce qui ne vient pas à la dernière place, ce qui n'était pas le moins important — la recherche des moyens financiers. En revanche, comme il s'enorgueillissait de chaque numéro « réussi » ! Dans les premières années de l'émigration, il entretenait une correspondance considérable avec les oppositionnels en U.R.S.S. Mais en 1932, la Guépéou rompit presque tous nos liens.

Il fallut chercher des informations fraîches par des voies détournées. Léon était toujours sur le « Qui-vive », cherchant avidement des tuyaux de Russie, s'emparant des touristes revenus d'U.R.S.S., des étudiants soviétiques en mission et des fonctionnaires sympathisants des Représentations à l'étranger. Il parcourait Berlin pendant des heures entières, et ensuite Paris, pour semer les agents de la Guépéou à sa poursuite et ne pas compromettre ses informateurs. Pendant toutes ces années, il n'y eut pas un cas où quelqu'un eût à souffrir par suite de son manque de vigilance, de son inattention ou de manque de discernement.

Sur les rapports de la Guépéou, il figurait sous le sobriquet de « Fiston », ainsi que nous en a informés l'infortuné Reiss; on a dit plus d'une fois à la Lublianka : « le Fiston travaille habilement, le « vieux » l'aurait dure sans lui ». C'était la vérité. La tâche n'eut pas été facile sans lui. Elle sera difficile sans lui ! Justement pour cette raison, les agents de la Guépéou, pénétrant aussi dans les organisations de l'opposition, entouraient Léon d'un filet épais d'observation, d'intrigues, de pièges. Dans les procès de Moscou, son nom a figuré invariablement aux côtés du mien. Moscou cherchait le moyen d'en finir avec lui à tout prix.

Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, le **Bulletin de l'Opposition** fut immédiatement interdit. Léon passa en Allemagne encore quelques semaines, menant un travail illégal et se cachant de la Gestapo dans des appartements étrangers. Nous sonnâmes l'alarme avec sa mère, insistant sur un départ immédiat de l'Allemagne. Au printemps 1933, Léon se décida enfin à abandonner un pays qu'il avait eu le temps de connaître et d'aimer et se logea à Paris, où le suivit le **Bulletin**. Ici, Léon recommença ses études à nouveau : il fallut passer un examen dans une école française d'enseignement secondaire, ensuite, pour la troisième fois, recommencer en Sorbonne, depuis le début, ses études de Physique et de Mathématiques à la Faculté des Sciences. Il vivait à Paris dans des conditions difficiles, dans le besoin, s'occupant par à-coups de ses études universitaires, mais, grâce à des dispositions remarquables, il put mener ses études à bonne fin, c'est-à-dire jusqu'au diplôme.

Ses principaux efforts, à Paris, étaient consacrés encore plus qu'à Berlin à la révolution et à une collaboration littéraire avec moi. Dans les dernières années, Léon commença à écrire lui-même plus systématiquement pour la presse de la Quatrième Internationale. A des signes divers, notamment à la rédaction de ses mémoires pour mon autobiographie, j'ai commencé à soupçonner en lui, encore à Prinkipo, des dispositions littéraires. Mais il était surchargé par toutes sortes d'autres travaux, et comme les idées et les thèmes nous étaient communs, il me consacrait toujours son activité d'écrivain.

En Turquie, il écrivit, à ce qu'il m'en souvient, seulement un article de dimensions plus importantes : « Staline et l'Armée rouge, ou comment on écrit l'histoire », sous la signature de Markine, matelot révolutionnaire, auquel l'unissait, dans ses années d'enfance, une amitié colorée d'une véritable adoration. Ce travail entra dans mon livre « Les Crimes de Staline ». Ultérieurement, ses articles ont paru toujours plus fréquemment, dans les pages du **Bulletin** et autres publications de la Quatrième Internationale, chaque fois sous la pression des nécessités. Léon écrivait seulement quand il avait quelque chose à dire et qu'il savait que nul autre ne pourrait l'exprimer mieux. Dans la période norvégienne de notre vie, je recevais de divers côtés des lettres me demandant d'analyser le mouvement stakhanoviste, qui atteignit, dans une certaine mesure, notre mouvement à l'improvisiste. Quand il apparut que le prolongement de ma maladie ne pourrait me permettre de faire face à ce problème, Léon me fit parvenir le projet de son article sur le stakhanovisme avec une lettre d'introduction très

modeste. Le travail me parut, par son sérieux et par sa pénétration, embrasser la question sous tous ses aspects, plein de concision et de relief dans l'argumentation.

Je me souviens quelle joie causa mon approbation chaleureuse à Léon. L'article fut imprimé en plusieurs langues et établit immédiatement un point de vue juste sur l'édification socialiste sous le fouet de la bureaucratie. Des dizaines d'articles ultérieurs n'ont rien ajouté de concret à cette analyse.

Le principal ouvrage littéraire de Léon fut toutefois son livre « Le procès de Moscou », consacré au procès des 16 (Zinoviev, Kamenev et autres) et publié en français et en allemand. Nous nous trouvions alors, avec ma femme, dans la prison norvégienne, les mains et les pieds liés, sous les coups de la plus monstrueuse des calomnies. A certains degrés de la paralysie, les êtres voient, entendent et comprennent tout, mais sont incapables de remuer le petit doigt pour écarter un danger mortel.

Le gouvernement « socialiste » norvégien nous contraignit à cette paralysie politique. Dans ces conditions, le livre de Léon fut pour nous un présent inappréciable, première et cinglante réplique aux falsifications du Kremlin. Je me souviens que les premières pages m'en parurent plutôt pâles; ceci parce qu'elles répétaient une appréciation politique de l'ensemble de la situation en U.R.S.S., déjà faite précédemment.

Mais à partir du moment où l'auteur a abordé l'analyse personnelle du procès lui-même, je me suis senti tout à fait entraîné. Chaque nouveau chapitre me paraissait meilleur que le précédent. « Bravo Levoussetka », nous disions-nous avec ma femme. « Nous avons un défenseur ! » Comme ses yeux devaient briller joyeusement en lisant nos louanges chaleureuses !

Dans certains journaux, et en partie dans l'organe central de la social-démocratie danoise, on émettait la conviction que, malgré les conditions rigoureuses de l'internement, j'avais visiblement trouvé le moyen de prendre part à l'ouvrage paru sous le nom de Sedoff. « On sent la main de Trotsky ». Tout cela — inventions. Dans le livre, il n'y a pas une ligne de moi...

Beaucoup de camarades qui étaient enclins à considérer Sedoff seulement comme le fils de Trotsky — comme en Karl Liebknecht on n'a vu pendant longtemps que le fils de Wilhelm Liebknecht ! — ont eu la possibilité de se convaincre, ne fût-ce que par ce livre, qu'il représentait non seulement une personnalité indépendante, mais une personnalité d'envergure.

Léon écrivait comme il faisait tout le reste, c'est-à-dire consciencieusement : il étudiait, réfléchissait, vérifiait. La gloire littéraire lui était étrangère. Les déclamations de propagande ne le séduisaient guère. En même temps, chaque ligne écrite par lui est illuminée par une flamme vivante, dont la source était son rare tempérament de révolutionnaire.

Les événements de sa vie privée et familiale, inséparables des grands faits politiques de notre époque, ont formé son caractère et l'ont trempé. En 1905, sa mère attendait sa naissance dans une prison de Saint-Petersbourg.

Le vent de libéralisme l'en a fait sortir en automne. L'enfant est venu au monde en février de l'année suivante. A ce moment-là, j'étais déjà en prison. Voir mon fils pour la première fois ne me fut possible que treize mois après, lors de l'évasion de Sibérie. Ses toutes premières impressions furent imprégnées du souffle de la première révolution russe, dont la défaite nous jeta en Autriche. La guerre frappa la conscience de ce garçon de huit ans, en nous rejetant en Suisse. Mon expulsion de France fut la suivante de ses grandes leçons.

Sur le paquebot, il tenait des conversations révolutionnaires mimées avec le chauffeur catalan. La révolution signifiait pour lui tous les biens et avant tout, le retour en Russie. Sur la route du retour d'Amérique, à Halifax, Levik, âgé de onze ans, avait frappé du poing un officier britannique. Il savait qui frapper : non les matelots qui m'emportaient du navire, mais l'officier qui commandait. Au Canada, au moment de mon internement au camp de concentration, Léon apprit à dissimuler et à jeter furtivement à la boîte les lettres non contrôlées par la police. A Petrograd, il fut brusquement plongé dans une atmosphère de poursuite anti-bolchévique.

A l'école bourgeoise où il se trouva d'abord, les fils des libéraux et des S.R. le battaient parce que fils de Trotsky.

Il vint un jour au Syndicat des ouvriers du bois, où travaillait sa mère, avec la main ensanglantée; c'était le résultat d'une explication politique avec les fils des kérenskystes. Il se joignait dans la rue à toutes les manifestations bolchéviques et se cachait dans les portes cochères, des forces armées du Front Populaire de l'époque (coalition des cadets, des S.R. et des menchéviks). Après les journées de juillet, amaigri et pâle, il me rendait visite dans la prison de Kérensky et de Tseretelli. Dans la famille d'un colonel ami, au cours d'un déjeuner, Léon et Serge se jetèrent armés de couteaux sur un officier qui avait déclaré que les bolcheviks étaient des agents du Kaiser. Ils répondirent d'une manière à peu près analogue à l'ingénieur Serebrowsky, plus tard membre du C.C. stalinien, qui essaya de les persuader que Lénine était un espion allemand.

Levik apprit tôt à faire grincer ses jeunes dents à la lecture des calomnies des journaux. Il passa les journées d'octobre avec le matelot Markine qui, à ses heures de loisir, lui enseignait l'art du tir dans la cave.

Ainsi s'est formé le futur militant. La révolution n'était pas pour lui une abstraction, oh, non ! Elle le pénétrait par les pores de sa peau. C'est pourquoi il agissait sérieusement envers le devoir révolutionnaire, commençant par les volontaires des samedis communistes et finissant par les traînants. C'est pourquoi, plus tard, il est entré aussi ardemment dans la lutte contre la bureaucratie. En automne 1927, Léon accomplit un voyage oppositionnel à travers l'Oural, en compagnie de Mratchkowsky et de Beloborodov. Au retour, tous deux parlaient avec un enthousiasme sincère de la conduite de Léon, au cours d'une lutte aiguë et sans espoir, de ses interventions sans compromis aux réunions de la jeunesse, de son courage physique devant les bandes d'apaches suscitées par la bureaucratie, de sa virilité morale, lui permettant de subir la défaite en portant haut sa jeune

tête. Quand il revint de l'Oural, devenu homme en six semaines, j'étais déjà exclu du Parti. Il fallait s'apprêter pour la déportation.

Il n'y avait en lui aucun manque de discernement ni aucune forfanterie, loin de là. Mais il savait que le danger était l'essence de la révolution comme de la guerre. Il savait, quand il le fallait, et il le fallait souvent, aller au devant du danger. Sa vie en France, où la Guépéou a des amis à tous les étages de l'édifice étatique, était une chaîne ininterrompue de dangers. Des assassins professionnels étaient sans relâche à ses trousses. Ils vivaient à côté de son appartement. Ils volaient ses lettres, ses archives et écoutaient ses conversations téléphoniques. Quand, après sa maladie, il passa deux semaines sur les bords de la Méditerranée, son seul repos au cours de longues années, les agents de la Guépéou prirent pension au même hôtel. Quand il se prépara à partir pour Mulhouse, afin de rencontrer l'avocat suisse, à propos de l'affaire des calomnies staliniennes dans la presse, toute une bande de la Guépéou l'attendait à la gare de Mulhouse, celle-là même qui, plus tard, assassina Ignace Reiss. Léon échappa à une perte certaine, seulement grâce à ce que, tombé malade la veille, il ne pouvait, avec une température de 40°, quitter Paris. Tous ces faits sont établis par les autorités judiciaires de France et de Suisse. Et combien reste-t-il de secrets non encore dévoilés ? Ses amis les plus proches nous écrivaient il y a trois mois, qu'à Paris, il courait un trop grand danger, et insistaient sur son départ pour le Mexique. Léon répondait que le danger était certain à Paris, mais que c'était un poste de combat trop important et que l'abandonner serait criminel. Il ne restait qu'à s'incliner devant cette raison :

Quand, à l'automne de l'année dernière commença une série de ruptures entre les agents soviétiques à l'étranger, le Kremlin et la Guépéou, Léon se trouva au centre de ces événements. Certains amis protestaient contre ses relations avec ces nouveaux alliés non encore « éprouvés » : une provocation était possible. Léon répliquait : le risque est indéniable, mais impossible de développer ce mouvement important en restant à l'écart. Il fallait prendre Léon, cette fois encore, tel que l'avaient fait la nature et les circonstances politiques. Comme un vrai révolutionnaire, il appréciait la vie seulement dans la mesure où elle servait la lutte libératrice du prolétariat.

Le 16 février, les journaux du soir mexicains imprimèrent un court télégramme annonçant la mort de Léon Sedoff à la suite d'une intervention chirurgicale. Pris par un travail urgent, je n'avais pas vu ces journaux. Diego Rivera contrôla par radio de sa propre initiative et vint m'apporter la terrible nouvelle. Au bout d'une heure, j'ai appris la mort de notre fils à Nathalie — dans ce même mois de février, où 32 ans plus tôt, elle m'avait appris en prison sa naissance. Ainsi s'acheva ce 16 février, la journée la plus noire de notre vie privée.

Nous nous attendions à beaucoup, presque à tout, mais pas à cela. C'est que très peu de temps avant, Léon nous avait fait part de son intention d'entrer comme ouvrier dans une usine. En même temps, il exprimait l'espoir d'écrire, pour un centre d'études, l'histoire de l'opposition russe. Il était rempli de projets. Seulement deux jours avant que la nouvelle de sa mort ne nous parvint, nous reçûmes de lui une lettre énergique et pleine de vie, datée du 4 février. Elle est devant moi. « Nous nous préparons au procès en Suisse, l'affaire concerne la mise en jugement des participants à l'assassinat d'Ignace Reiss, écrivait-il, l'atmosphère y est très favorable en

ce qui concerne l'opinion publique et aussi l'attitude des autorités. » Il énumérait une série d'autres faits et symptômes favorables. « En somme, nous marquons des points ». La lettre respirait la confiance dans l'avenir. D'où provenait donc ce mal et cette mort fulgurante au bout de 12 jours ? La question est entourée pour nous d'un mystère absolu. Sera-t-il dissipé un jour ?

Première et essentielle supposition : le poison. Trouver accès auprès de Léon, de ses vêtements, de sa nourriture n'offrait guère de difficultés aux agents de Staline. Est-ce qu'une enquête judiciaire, même libérée des raisons diplomatiques, peut, à cet égard, parvenir à la pleine lumière ? En relation avec la guerre, la chimie et l'art de l'empoisonnement ont atteint, ces temps derniers, un développement tout particulier. Les secrets de cet art sont à vrai dire inaccessibles aux simples mortels. Mais aux empoisonneurs de la Guépéou, tout est accessible. Il est tout à fait possible d'admettre un tel poison ne laissant pas de trace après le décès, même à la plus minutieuse des analyses. Et où sont les garanties de la minutie ?

Où bien l'ont-ils tué sans le secours de la chimie ? Il a fallu trop supporter à ce jeune être, très sensible et très tendre, dans les profondeurs de sa nature. Une campagne de mensonges de plusieurs années déjà contre son père et les meilleurs de ses camarades aînés, que Léon s'est habitué dès l'enfance à respecter et à aimer, avait profondément secoué son organisme moral. Une longue suite de capitulations des participants de l'opposition ne lui a pas porté un coup moins rude. Ensuite suivit le suicide à Berlin de Zina, ma fille aînée, que Staline avait traîtreusement, par pure vengeance, arrachée de ses enfants, de sa famille, de son milieu. Léon se trouva avec sur les bras le cadavre de sa sœur aînée et un enfant de six ans. Il résolut d'essayer d'obtenir une communication téléphonique avec son frère cadet, Serge, à Moscou. Est-ce que la Guépéou avait perdu la tête devant le suicide de Zina, ou espérait-elle surprendre quelque secret, le fait est que la communication fut établie contre toute attente, et Léon réussit à communiquer de vive voix la nouvelle tragique à Moscou. Telle fut l'ultime conversation des deux frères, condamnés déjà, sur le corps encore chaud de leur sœur. Les communications de Léon à Prinkipo sur ce qu'il venait de vivre furent courtes, avares, mesurées. Il nous épargnait trop. Mais sous chaque ligne se sentait l'insupportable tension morale.

Les difficultés matérielles et les privations, Léon les supportait facilement, comme un vrai prolétaire, en plaisantant, mais elles aussi, naturellement, laissèrent leur trace. Infiniment plus destructives furent les épreuves morales ultérieures. Le procès des 16 à Moscou, le caractère monstrueux de l'accusation, les dépositions hallucinantes des accusés, et dans ce monde Smirnov et Mratchkovsky, que Léon connaissait bien et aimait, l'internement inattendu de son père et de sa mère en Norvège, quatre mois sans nouvelles, le vol des archives, notre déportation secrète avec ma femme au Mexique, le deuxième procès de Moscou, avec des accusations et des aveux encore plus délirants, la disparition de son frère Serge sous l'accusation d'« empoisonnement d'ouvriers », les innombrables exécutions d'hommes qui furent autrefois des amis proches ou qui le restèrent jusqu'au bout, les poursuites et les attentats de la Guépéou en France, l'assassinat de Reiss en Suisse ; le mensonge, la bassesse, la trahison et les pièges, — non, le « stalinisme »

était pour Léon autre chose qu'un phénomène politique abstrait, mais une série ininterrompue de coups moraux et de défaites psychiques. Fallut-il aux spécialistes moscovites recourir à la chimie afin de parachever leur œuvre, ou suffisait-il de tout ce qu'ils avaient fomenté auparavant, le résultat demeure le même : **Ils l'ont assassiné.** Et la nouvelle de sa mort fut marquée comme un grand triomphe au calendrier thermidorien.

Avant de le tuer, ils firent tout pour calomnier et noircir notre fils aux yeux des contemporains et des générations à venir. Caïn-Djougachvili et ses acolytes essayèrent de transformer Léon en agent du fascisme, et en partisan secret d'une restauration capitaliste en U.R.S.S., en organisateur de catastrophes de chemins de fer et en assassin d'ouvriers. Grands furent les efforts de ces crapules ! Des tonnes de boue thermidorienne tombent sur sa jeune image sans y laisser une seule tache. Léon était essentiellement un être humain d'une propreté et d'une honnêteté transparentes. Il pouvait raconter sa vie à n'importe quelle assemblée ouvrière, sa vie brève par ses jours, comme court est mon récit.

Il n'avait rien à se reprocher, rien à celer. L'honnêteté morale était le fil conducteur de son caractère. Il servait sans fléchir la cause des opprimés, et en cela il restait fidèle à lui-même. Des mains de la nature et de l'histoire, il est issu homme d'une trempe héroïque. Les grands et terribles événements qui s'approchent de nous auront besoin de tels êtres. Si Léon avait vécu jusqu'à ces événements, il aurait montré sa vraie mesure. Mais il ne les a pas atteints. Notre Léon n'est plus, notre enfant, notre fils et militant héroïque !

Avec sa mère, qui fut pour lui l'être le plus proche en ce monde, nous vivons ces heures terribles, évoquant son image, trait par trait, ne pouvant croire qu'il n'est plus, et pleurons car il n'est plus possible de ne pas le croire. Comment nous habituer à cette idée qu'est disparu, sur l'étendue terrestre, le lumineux point humain, qui nous fut lié par les fils indestructibles des souvenirs communs, de la compréhension mutuelle et d'un tendre attachement. Personne ne nous connaissait ni ne nous connaît comme lui, avec nos côtés forts et nos côtés faibles. Il était une part, la part jeune de nous deux. Pour cent raisons nos pensées et nos sentiments allaient chaque jour vers lui à Paris. Avec notre garçon est mort tout ce qui demeurait en nous de jeune.

Adieu, Léon ! Adieu, cher et incomparable ami ! Nous ne pensons pas, avec ta mère, nous ne nous attendions pas à ce que le sort nous chargeât de cette terrible tâche : écrire ta nécrologie. Nous vivions avec la ferme certitude que longtemps après nous encore tu serais le continuateur de l'œuvre commune. Mais nous n'avons pas su te protéger. Adieu Léon ! Nous léguons ta pure mémoire à la jeune génération ouvrière de ce monde. Tu auras droit de cité dans les œuvres de ceux qui travaillent, souffrent et luttent pour un monde meilleur.

Jeunesse révolutionnaire de tous les pays, prends-nous le souvenir de notre Léon, adopte-le, il le mérite — et que désormais, il participe invisible à tes luttes, puisque le sort lui a refusé le bonheur de prendre part à la victoire finale.

Léon TROTSKY.

20 février 1938. Coyoacan (Mexique).

L'IMPÉRIALISME ● JAPONAIS

FORMATION DU CAPITALISME JAPONAIS

C'EST en 1868 que le Capitalisme s'installa au Japon, jetant bas le féodalisme le plus fermé.

Avant cette date, le « Shogoun » (général), qui gouvernait au nom de l'Empereur, veillait à conserver le pays impénétrable; les routes et ponts étaient à peu près inexistantes, et défense était faite d'en construire sans autorisation. Les difficultés de communication faisaient partie des moyens de domination des shogouns, empêchant ou gênant les coalitions intérieures et la pénétration d'idées extérieures.

Les « shogouns », sorte de maires du palais tout puissants, tenaient en fait les empereurs prisonniers depuis sept siècles.

Le Japon était divisé en 260 fiefs, dont les **daïmios** étaient maîtres absolus. Les gens des **daïmios**, les **samourais**, gens d'épée pour la plupart, ne possédaient aucune terre (sauf dans le Sud); ils dépendaient uniquement de leur seigneur, le **daïmio**, dont ils recevaient des revenus en riz. **Daïmios** et **samourais** constituaient l'aristocratie.

Les **paysans** vivaient sous le régime du servage, aggravé du fait qu'ils étaient tenus à un versement variant de 40 à 70 % de leur récolte, au **daïmio**.

Dans les villes, se retrouve aussi la structure sociale du moyen âge.

Une classe intermédiaire s'était toutefois, sans cesse, développée : celle des **marchands**. A l'origine, serfs émancipés ou artisans, les **marchands** soumièrent peu à peu, à travers les siècles, l'aristocratie féodale à leur contrôle économique; ils devinrent leurs fournisseurs d'articles de luxe, et leurs usuriers. Les **daïmios** et **samourais** réglaient en riz.

Ils en vinrent, par la suite, à hypothéquer leurs revenus et signèrent des effets toujours payables en riz. En fait, les **marchands** devinrent pour une large part propriétaires de l'intégralité des redevances payées par les paysans. Ils ouvrirent même une Bourse du riz où ils trafiquaient entre eux, à Osaka.

De plus en plus endettés, les **daïmios** se virent obligés de diminuer les revenus des **samourais**; ils durent même en destituer un grand nombre, prenant alors prétexte du moindre manquement réel ou inventé. Ces licenciés, les **ronins**, nobles sans revenus et sans seigneurs, formèrent vite une couche de mécontents redoutables.

La misère générale, l'impossibilité de commercer avec l'étranger, paralysaient par ailleurs les fructueuses opérations des **marchands** qui voyaient leur capital usuraire inemployé ou menacé par la faillite générale.

Vers le début du XIX^e siècle, les **marchands** commencèrent à financer le mécontentement des **ronins**, qui grossit vite, s'étendant à de nombreux **samourais**.

La révolution fut ainsi dirigée par des **samourais** ruinés désirant le pouvoir politique dans un nouvel état féodal et par des **marchands** réclamant la liberté du commerce intérieur et extérieur, c'est-à-dire, en fait, l'abolition de la féodalité.

La révolution décréta la liberté du commerce extérieur et la liberté, tout court, pour la circulation des capitaux sous toutes ses formes. Les **daïmios** furent expropriés au profit de l'Etat.

Ces « expropriés » recevaient une rente égale à 10 % de leurs énormes revenus antérieurs, lesquels furent généralement évalués très largement.

Les samouraïs, de leur côté, se voyaient également rentés, en remplacement de leur solde en riz, et, enfin, le gouvernement reconnaissait toutes les dettes des féodaux aux marchands. Pour matérialiser ces engagements, l'Etat bourgeois créa, pour le chiffre énorme de l'époque de 174 millions de yens, des titres de rente qu'il répartit entre les anciens expropriés, les samouraïs et les marchands.

L'Etat vendit les terres « au plus offrant ». **Ce fut le régime de la foire d'empoigne et des pots-de-vin.** Le scandale pénétra partout et atteignit des proportions inouïes. En quelques années, les richesses du Japon se répartirent à bon compte entre les mieux placés; une nouvelle noblesse apparut pour services rendus, etc., etc. C'est ainsi que les Mitsui, vieille maison féodale, devint propriétaire à prix dérisoire des mines de charbon.

Certaines dispositions bancaires permirent d'émettre des billets de banque gagés sur dépôt des titres de rente délivrés par l'Etat. C'est par ce procédé que se constitua le capital initial des nouvelles banques, lequel échet obligatoirement aux mieux rentés.

Toutes ces mesures transformèrent l'ancienne aristocratie en classe capitaliste dirigeante, alliée aux marchands avec lesquels elle venait de se partager les richesses du pays et d'acquiescer les moyens de les exploiter. **Elles permirent également en quelques années une concentration capitaliste inégalée encore aujourd'hui dans les autres impérialismes, puisqu'au Japon deux familles (Mitsui et Mitsubishi) ont pu accaparer près de 40 % de tout le capital du pays.**

Les masses paysannes, les petits artisans, les prolétaires de toutes catégories furent radicalement spoliés par leurs « libérateurs », lesquels n'avaient pas négligé à l'heure de la lutte leur précieux appui.

Cette révolution bourgeoise ne leur donnait même pas, à quelques exceptions près, la satisfaction d'avoir brisé les reins ni à leurs exploiters féodaux, ni à leurs Shylock. On gardait les mêmes, on gardait aussi une large part de l'appareil féodal avec ses tares, son nationalisme, son militarisme exacerbé, rétrograde et brutal.

Ce qui restait de cette révolution pour les classes laborieuses, c'était avant tout des impôts, d'énormes impôts pour payer les rentes, pour payer aussi les intérêts des emprunts que l'Etat avait dû contracter à l'étranger, dont une première tranche de 2 millions 400.000 livres sterling avait été souscrite à Londres et à Paris (groupe Rothschild). **En un mot, l'oppression capitaliste allait se superposer à l'oppression féodale.**

CONSTITUTION

En 1889, le nouvel Etat capitaliste était doté d'une Constitution d'apparence semi-libérale et démocratique, donnant toutefois à l'Empereur la liberté absolue de disposer des pouvoirs exécutif, législatif, judiciaire.

Le pouvoir législatif est exercé par l'Empereur **avec l'assentiment des deux chambres**, auxquelles appartient l'initiative des propositions de loi; l'Empereur a un droit de veto sur les lois, mais n'en use pas jusqu'ici.

La **chambre des pairs** est pour partie désignée par l'Empereur et pour partie élue par les 100 ou 200 habitants **les plus imposés des districts**. C'est une chambre de la noblesse et du Capital. Elle comprend 420 membres environ.

La **chambre des représentants** est élue au suffrage universel direct secret et majoritaire, par vote de tous les citoyens masculins âgés de 25 ans et justifiant d'une **année de résidence**. Cette dernière disposition prive du droit de vote 40 % des électeurs, dont un très grand nombre d'ouvriers « volants » journaliers travaillant suivant les besoins locaux.

En fait, l'Etat est entre les mains des représentants des trusts, de la noblesse et de l'armée. Quand la chambre des représentants paraît hostile, on la « met au pas », ou l'on se passe d'elle dans les faits.

CARACTERISTIQUES DE L'IMPERIALISME NIPPON

SITUATION géographique, cultures et richesses du sol (1). — D'une surface de 381.000 kilomètres carrés (France 536.000), le Japon se compose de plusieurs centaines d'îles (et d'ilots) plus ou moins groupées autour des plus grandes d'entre elles : Hondo, Hokkaïdo, Shikoku, Kyu Shu.

Pays montagneux semé de volcans, dont certains en activité, le Japon ne dispose pas de longs fleuves, mais d'une multitude de rivières descendant en pente abrupte de la montagne à la mer. Les terres cultivables y sont très réduites : 16 % environ de la surface totale; les forêts occupent 60 % de la superficie. Le sol et le climat interdisent bon nombre de cultures; les terres, naturellement riches en potasse et phosphore, sont très fertiles, mais les pentes sont fortes et les espaces plans ou suffisamment riches en terres végétales sont rares. **Le riz est la culture essentielle**; viennent ensuite, en quantités assez réduites : l'orge, le froment, l'avoine, le tabac, le thé, la canne à sucre. Le Japon est impropre à la culture des

(1) voir carte et tableau annexe

plantes à caoutchouc; il ne produit que très peu de coton.

Les côtes très découpées, les îles nombreuses ont, par contre, fait de la pêche une industrie très développée, mais misérable et peu concentrée. Le Japon assure le quart de la production mondiale en produits de la mer.

Le riz et le poisson, telles sont les bases de l'alimentation des masses japonaises.

Les richesses naturelles sont assez limitées. Il n'y a presque pas de pétrole au Japon. Le minerai de fer est rare. La production japonaise n'excède pas pour cette matière première 900.000 tonnes (avec la Corée), contre 13.200.000 tonnes pour l'Angleterre, 49.900.000 pour la France; la teneur en fer est faible.

Le Japon possède par contre des mines de charbon assez importantes, qui ne suffisent qu'aux 3/4 de sa consommation (40 millions de tonnes par an); il ne possède pas d'antracite. Le minerai de cuivre couvre 80 % des besoins; le chrome, le nickel, le tungstène, le plomb, l'antimoine, l'étain, l'aluminium, etc., font à peu près défaut et ceci constitue une très grave lacune, ces métaux recevant chaque jour de nouvelles utilisations pour toutes sortes d'alliages ou produits industriels. Le soufre est abondant, mais le sel ne peut satisfaire que 35 % des besoins de l'industrie chimique.

La structure montagnaise du pays favorise l'utilisation de la « houille blanche » (chutes d'eau). La production par ce moyen d'énergie électrique arrive au premier rang parmi les productions mondiales: 15.700 millions de kilowatts-heure en 1934 contre 6.700 millions pour la France et 19.000 millions pour le Canada.

POPULATION ET REPARTITION

La population est dense (moyenne 175 habitants au kilomètre carré contre 74 en France et 260 pour la Belgique). Irrégulièrement répartie, elle atteint un chiffre plus élevé dans les zones les plus riches: 16 millions d'habitants vivent dans les grandes villes de Tokio, Yokohama, Osaka, de plus de 100.000 personnes. Tokio, la capitale, a 6 millions d'habitants. Les grandes villes de Tokio, Yokoama, Osaka, Kobé, Kyoto, Nagoya constituent les centres industriels; 29 % de l'industrie métallurgique se trouvent dans les régions de Tokio et Yokohama et 33 % de cette industrie sont dans la région de Kobé et d'Osaka. A Nagoya: textiles; dans le Nord de Kyu Shu se trouve l'industrie lourde.

La natalité est considérable: de 33 millions d'habitants en 1872, le Japon est passé à 70 millions d'habitants environ en 1938.

En 1930, le recensement donnait les chiffres suivants quant à la répartition par professions des habitants:

RECENSEMENT GENERAL

Population totale	64.067.000
Total de la population laborieuse (1)	29.221.000
Total des personnes ne travaillant pas	34.846.000
Répartition de la population laborieuse (1)	
Agriculture	14.156.000
Pêches	568.000
Mines	2.236.000
Industrie	5.290.000
Commerce	4.463.000
Communications	1.108.000
Services publics et professions libérales	2.031.000
Domestiques	806.000
Divers	561.000

AGRICULTURE

La valeur du domaine agricole représente 40 % de la valeur totale du capital investi au Japon.

Pour 5,9 millions d'hectares cultivés il y a 5.600.000 familles paysannes, dont 4.100.000 de propriétaires cultivateurs et 1.500.000 de fermiers. Un certain nombre de petits propriétaires sont également les fermiers de propriétaires fonciers: il y a ainsi 2,4 millions de fermiers propriétaires.

Il existe en plus 950.000 propriétaires fonciers, dont moins de 1.000 possèdent 25 % de la totalité des terres cultivables, louant leurs terres en métayage ou fermage.

Les statistiques ne permettent pas de déterminer l'importance relative des domaines de ces propriétaires fonciers puisque souvent tout y est mélangé: propriétaires cultivateurs et fonciers. Par ailleurs, ces statistiques inscrivent quelquefois sous une même rubrique fermiers et propriétaires. La plus grande prudence est donc nécessaire. Il semble y avoir au Japon très peu de grands domaines exploités suivant les méthodes modernes (certaines parties de l'île de Hokkaido exceptées). Les grandes propriétés, il y en a de plus de 1.000 hectares, sont généralement réparties, pour leur exploitation, entre une multitude de petits fermiers. Un

(1) Ces chiffres ne comprennent ni les adolescents, ni les femmes et enfants de paysans travaillant chez eux; ils doivent donc être majorés, rien que pour les adolescents, de 3 millions au moins; pour les femmes et enfants de paysans travaillant à domicile, il est impossible de fournir des chiffres.

petit nombre de propriétés est, cependant, loué à des grands fermiers qui emploient alors des ouvriers agricoles. Il n'y a que 300.000 ouvriers agricoles au Japon. Il existe aussi des paysans riches cultivant une part de leur propriété et donnant le reste en fermage.

Dans l'ensemble 34,5 % de familles paysannes travaillent sur des surfaces inférieures à 50 ares (ce qui s'appellerait jardin en Angleterre), 34,3 % sur des surfaces comprises entre 50 ares et un hectare, 22,6 % sur des surfaces de un à 2 hectares, 7,2 % sur des surfaces de 2 à 5 hectares et 1,4 % sur des surfaces supérieures à 5 hectares.

La technique est primitive : pas de machines pour l'irrigation des rizières, pas de moissonneuse ni batteuse, très peu de charrue mue par traction animale, peu de bêtes de traits. Le Japon ne possède que 3 millions de bêtes de traits dont une bonne partie se trouve dans l'île Hokkaïdo.

En général, c'est l'homme qui puise l'eau, qui bat le grain, le porte à destination; le sol est défoncé à la herse ou avec de petites charrues actionnées à la force du muscle, l'orge est cueilli et le riz repiqué à la main. L'argument des propriétaires fonciers qui a longtemps consisté à déclarer que la culture du riz ne pouvait s'adapter à la machine est absolument faux.

Le rendement misérable de l'agriculture japonaise du riz, par rapport aux cultures italiennes ou espagnoles, est bien révélateur de l'état arriéré, de la culture que le morcellement des terres tend à perpétuer.

Rendement en quintaux par acre (40 ares)

		Ces chiffres en
Japon	31,0	quintaux sont con-
Indes Néerlandaises	15	testables, mais la
Espagne	58,2	proportion peut être
Italie	45,5	tenue pour sensible-
		ment juste.

% DE L'IMPOT PAR RAPPORT AU REVENU

Pour un revenu annuel en yens (1) de :	Le proprié- taire foncier paie :	Le proprié- taire exploi- tant paie :	Le commerçant paie :	L'industriel paie :
500 yens	51,1 %	31,4 %	13,7 %	17,7 %
1.000 yens	54,1 %	31,4 %	13,9 %	13,6 %
2.000 yens	64,2 %	25,9 %	16,4 %	17,8 %
5.000 yens	58,8 %		17,9 %	21,4 %

En 1929 la dette agricole était évaluée à 4 milliards de yens, en 1932 à 6 milliards de yens, elle doit dépasser 8 milliards de yens actuellement. Si on admet à 11 % le taux moyen de l'intérêt (le Times du 5-7-32 évaluait que 57 % des prêts se faisaient entre 20 et 30 %), l'intérêt de la dette

PRODUITS DE CULTURE.

Le riz absorbe 60 % des terres cultivables, il est cultivé sur terrains irrigués dénommés « terres humides » par opposition aux autres terrains dénommés terres sèches. L'orge est cultivé comme seconde récolte (pour l'élevage des vers à soie). Sur les hautes terres on trouve du blé, des cultures maraîchères, des arbres fruitiers. La production du riz assure 80 % des besoins de la consommation nationale.

70 % des paysans sont ainsi qu'il ressort des indications qui précèdent : des fermiers intégraux ou mixtes (petits propriétaires obligés de travailler aussi comme fermiers).

Les fermiers versent de 50 à 60 % en nature du produit de la récolte au propriétaire et doivent prendre à leur charge les engrais qui en absorbent près de 20 %. Ils sont souvent tenus à garantir un minimum. Dans les terres « sèches » le fermage, avec paiement d'un loyer argent, s'est multiplié et devient la règle générale, mais les « terres sèches » sont beaucoup plus rares que les rizières. Les petits paysans propriétaires sont par ailleurs écrasés d'impôts et de dettes contractés à des taux usuraires.

La Révolution de 1868 préleva à l'origine sur la campagne et presque sur la campagne seule les impôts utiles au paiement des rentes et emprunts. Actuellement la proportion des impôts payés par l'agriculture est nettement plus élevée que celle revenant à l'industrie; ceci équivalait à donner un super-bénéfice aux trusts.

Le tableau ci-dessous met en évidence cette disproportion dans la répartition de l'impôt (année 1934).

agricole serait donc de 880 millions de yens.

Le produit brut annuel de l'agriculture étant de 2.704 millions de yens (moyenne

(1) Le yen a perdu 2/3 de sa valeur depuis 1913. En 1929 il valait 13 francs Poincaré; aujourd'hui il vaut environ 12 francs Daladier.

des cinq dernières années), on peut fixer à 70 % au plus, soit 1893 millions de yens, le produit net annuel (30 % passant pour achat d'engrais, semences, fourrage, amortissement immeubles, outils, etc.). En groupant divers chiffres fournis par des contrats et statistiques, on peut dresser le tableau suivant qui fait apparaître que 89 % du produit net de l'agriculture sont absorbés par les charges qui l'écrasent. C'est donc avec 11 % du revenu net de l'agriculture que les familles paysannes doivent essayer de vivre, ce qui est absolument, et de loin, impossible.

Prélèvements effectués sur l'agriculture

Intérêts dettes . . .	880 millions de yens		
Propriétaires :			
(Rizières) . . .	350	»	»
(Terre sèche) . . .	190	»	»
Impôts (Etat) . . .	58	»	»
(Villages et production	174	»	»

Au total . . 1.652 millions de yens
soit 89 % du revenu net.

Dans l'incapacité de vivre du produit de la terre, la plupart des familles paysannes cherchent d'autres issues. C'est ainsi que l'élevage de cocons a pris une importance considérable. C'est lui qui a permis à l'agriculture de subsister de 1920 à 1930. La baisse des prix, la crise aux Etats-Unis, gros acheteurs de soie, ont considérablement restreint les ressources de cette branche.

La famille paysanne cherche aussi quelque appoint en travaillant, dans les innombrables petites manufactures locales, à des taux de famine. Elle retombe là encore sous la coupe du propriétaire foncier qui, généralement, est le maître de la fabrique (dévidage de cocons, ateliers de tissage, moulins à riz, etc.). Ce sont surtout les femmes et les jeunes filles qui paient le plus lourd tribut aux petits ou grands hobereaux, tout à la fois propriétaires terriens, manufacturiers, usuriers et accapareurs au-dessous des cours des récoltes qu'ils n'ont pas obtenues à titre de fermage ou de paiement de dettes.

Beaucoup de propriétaires fonciers sont, en effet, plus ou moins courtiers des grandes banques et trusts pour le prêt à la campagne, le ramassage des produits, etc.

Ces petits et grands Shylock nippons sont, toutefois, loin d'être satisfaits. La valeur de la terre a baissé de 25 % depuis 1929, leur revenu faiblit de plus en plus devant

la ruine des paysans et fermiers. Leur revenu n'excède guère pour leurs terres affermées plus de 3 % (mais nous avons vu que beaucoup d'entre eux ont d'autres ressources). Ils accusent, à juste titre, les grands trusts de mettre l'agriculture à la portion congrue, ce qui est vrai et d'arrêter la production par le prix élevé des engrais, l'intérêt excessif des prêts d'argent, etc.

La nationalisation des terres est le mot d'ordre de beaucoup d'entre eux; ils espèrent évidemment se faire payer bon prix ces « expropriations ». En attendant ils réclament des « subsides » pour « l'agriculture » (on sait ce que cela veut dire). Ils sont nationalistes et impérialistes à tous crins, pensant que ces « subsides » leur viendront du produit de l'exploitation coloniale.

L'élevage est à peu près inexistant, il y a beaucoup moins de bovins (bœufs, vaches) et de porcins qu'en France ou en Allemagne : 10 fois moins pour les bovins; 30 fois moins pour les porcins si l'on compare à l'Allemagne.

La valeur totale de la production agricole avec ses 14 millions de travailleurs est légèrement inférieure à celle de l'Angleterre avec ses 2 millions de fermiers et ouvriers agricoles.

INDUSTRIE

L'industrie qui a été de toutes pièces créée après 1870, n'a cessé de connaître un essor considérable au Japon, même dans ces dernières années.

Valeur de la production industrielle

En 1932	5.719 millions de yens
1934	9.390 » »
1935	10.846 » »

L'indice de production industrielle est passé de 100 en 1929, à 141,8 en 1935 et 173,6 en mars 1937.

Le Japon est le seul pays au monde (U.R.S.S. exceptée où il n'existe plus, du reste, d'informations depuis 1936) qui ait augmenté dans de pareilles proportions, augmentation de 73,6 %, sa production de 1929 à 1937. Ceci n'empêche que le Japon arrive encore loin pour la production industrielle, en général, derrière les grands impérialismes.

Pour le fer et la fonte, par exemple, il produit : 5 fois moins que l'Allemagne, 3 fois moins que la France, 3 fois moins que l'Angleterre, 15 fois moins que les Etats-Unis.

31 % de la valeur industrielle produite l'est par l'industrie textile.

- 17,3 % par la métallurgie.
- 13,5 % par l'industrie mécanique.
- 16,7 % par l'industrie chimique.
- 10 % par l'industrie alimentaire.
- 11,5 % par le reste.

L'industrie employait en 1930 **2.200.000 ouvriers adultes (et au moins 3 millions de jeunes non recensés)**. A ces chiffres il fallait ajouter **1.900.000 ouvriers à la journée**. Il y avait en plus 1.200.000 artisans pour l'industrie et les transports. On peut à peu près dire, mais sous réserve toutefois, étant donné les incertitudes des statistiques, que :

- 50 % des travailleurs étaient employés par des usines de moins de 100 ouvriers.
- 50 % { 15 % des travailleurs étaient employés par des usines de 100 à 500 ouvriers.
- 35 % des travailleurs étaient employés par des usines de plus de 500 ouvriers.

Par ailleurs :

- 95 % des usines emploient moins de 100 ouvriers.
- 5 % { 3,5 % des usines emploient de 100 à 500 ouvriers.
- 1,5 % des usines emploient plus de 500 ouvriers.

On constate donc, à l'examen de ces chiffres, que les deux dernières catégories, c'est-à-dire les 5 % de moyennes et grandes usines emploient autant d'ouvriers que les 95 % des petites entreprises. Inutile d'ajouter que ce sont les grandes usines qui occupent une place prépondérante dans l'économie industrielle.

La concentration s'accroît sans cesse, de 1932 à 1934 la production a augmenté de 40 % et le nombre d'ouvriers de 25 % seulement.

Les industries les plus concentrées sont la métallurgie et surtout l'armement et la construction navale, le matériel roulant et les produits chimiques (soie artificielle appelée « rayonne » inclus). Toute la grosse construction mécanique est entre les mains de quatre trusts.

La grosse industrie est, toutefois, loin de produire pour satisfaire certains besoins. Il faut particulièrement importer des grosses machines : turbines à vapeur, machines pour mines, travail des métaux, matériel de pliage, etc. L'absence d'un corps permanent d'ouvriers habiles et expérimentés (ainsi que l'industrie familiale) mènent la technique mécanique à un niveau très bas. Même dans les industries concentrées la production par ouvrier est souvent très inférieure à celle des pays hautement qualifiés comme les Etats-Unis et l'Angleterre, malgré des jour-

nées de travail de 50 % plus longues.

L'industrie chimique est très développée et a reçu de nombreux soins. La politique d'expansion forcée de l'impérialisme nippon devait le conduire à pousser les industries de guerre. De plus, la découverte de la soie artificielle portait un coup très grave à ses exportations de soie naturelle qu'il fallait chercher à compenser par l'exportation de soie artificielle. C'était du reste faire d'une pierre deux coups puisque la nitrocellulose, produit employé pour « la rayonne », trouve de multiples emplois en cas de guerre (explosifs). En 1934, la production de rayonne dépassait de 54 % celle de 1933, etc. Elle était concentrée dans les mains des six plus grandes compagnies assurant 80 % de la production totale, depuis cette date cette production n'a cessé de croître.

Mais l'industrie chimique a trouvé de nombreux débouchés pacifiques sous forme d'engrais nombreux vendus très chers. Le propriétaire foncier, actionnaire des trusts, laisse labourer à bras mais exige l'emploi d'engrais (au frais du fermier), nombreuses sont les usines chimiques ayant amorti en 3 ans leur capital.

L'industrie de transformation mécanique présente encore de fortes lacunes, notamment pour l'automobile : 10.000 voitures construites en 1934 contre 175.000 en France. L'aviation est également faible, quoique dans ces deux dernières années de gros efforts aient été réalisés.

L'industrie cotonnière occupe la première place dans le monde venant avant l'Angleterre. Les filatures sont entre les mains des trusts, mais le tissage se fait essentiellement dans de petits ateliers : — 93 % des manufactures occupaient encore moins de 10 ouvriers en 1928.

En 1931, la part de la production familiale et des petits ateliers, employant moins de 5 personnes, se répartissait ainsi :

% de la production totale assurée par des ateliers de moins de 5 personnes :

- 18,8 % pour les cotonnades;
- 28,8 % pour les lainages;
- 55,1 % pour les tissus de soie;
- 29,1 % pour les chapeaux;
- 91,5 % pour les crayons;
- 60,8 % pour les poteries;
- 65,5 % pour les bicyclettes.

Il faut souligner à ce sujet qu'il ne s'agit pas seulement pour les bicyclettes de faire le montage dans les petits ateliers, mais aussi d'y fabriquer de nombreuses pièces détachées. On devine à quelles conditions misérables et à quel degré d'exploitation doivent être soumis les prolétaires de ces petits ateliers pour permettre le « dumping »

japonais et la vente de vélos à 200 francs à l'exportation !!

Dans certaines villes on se croirait revenu au stade médiéval. On fabrique, en effet, la coutellerie, la quincaillerie de façon artisanale : — **on y fait les clous à la main.** Il ne s'agit plus là de parler d'impossibilité d'employer la machine « pour les travaux d'art », argument mis en avant pour justifier l'artisanat dans la porcelaine, la poterie, etc... souvent destinées à l'exportation et ne portant alors aucune trace d'art, mais seulement l'empreinte d'une effroyable peine. L'industrie du camphre et des allumettes occupe une place à signaler.

La situation de l'ouvrier et de l'ouvrière est très mauvaise surtout pour les jeunes filles. Les salaires féminins n'atteignent que rarement 50 % des salaires masculins (30 % pour les jeunes filles). 80 % des ouvrières du textile reçoivent leur salaire en « bons de vivres » qu'elles doivent présenter aux cantines. L'usine les loge dans des dortoirs sales, sans lumière souvent.

Le salaire a baissé de 5 à 10 % pour les ouvriers et de 20 % pour les ouvrières depuis 1931. Pendant ce même temps, le prix de la vie a augmenté de plus de 20 %. On peut évaluer comme étant 5 fois plus faible que celui de l'ouvrier américain le salaire de l'ouvrier japonais (parfois 10 fois plus faible).

Il existe une grande différenciation entre les petites manufactures et les grandes usines. Les conditions de travail des premières y sont, ainsi que les salaires, beaucoup plus misérables que dans les trusts. L'assurance maladie et de maternité, la protection du travail (beaucoup plus formelles que réelles au Japon) sont limitées aux grandes usines et entreprises d'Etat. La durée du travail, qui n'atteint pas ou ne dépasse pas souvent 12 heures dans les trusts lourds, est à peu près illimitée pour les petites maisons; dans certaines manufactures il dépasse largement 15 heures. Il existe même des grandes manufactures textiles où la durée du travail atteignait, il y a quelques années, 19 heures par jour. La loi n'autorise pas l'emploi des femmes plus de 11 heures par jour, ni le travail des enfants de moins de 16 ans, mais elle est généralement violée. Il n'existe, du reste, **aucun contrôle** sur les entreprises de moins de 5 ouvriers qui doivent encore atteindre aujourd'hui 30 à 40 % du nombre total des usines. Quant à l'assurance maladie, elle ne dépasse guère 0,7 yen par jour, là où elle est payée (pour un salaire journalier de 1,5 à 2 yens).

Les ouvriers « volant » (travaillant à la

journée) ne sont, évidemment, pas privilégiés, au contraire, bien qu'ils restent parfois assez longtemps en place. Les conditions misérables des prolétaires font que, malgré l'état relativement arriéré de l'industrie japonaise prise dans son ensemble, les débours pour les salaires ne constituent au Japon que 40,3 % des frais de production contre 49 % dans l'Inde et 67,9 % en Angleterre. La cadence de l'industrialisation dans ces dernières années a augmenté considérablement le nombre des accidents du travail (augmentation de 98 % de 1931 à 1934).

Par contre le capitalisme encaisse de sérieux profits. Le profit moyen de l'industrie japonaise dans le premier trimestre de 1936 a été de 14,7 %. Il atteignait 17 % dans la métallurgie. L'industrie cotonnière verse des dividendes de 20 % contre 15,5 % en 1932, année de grande crise.

COMMERCE

La part prise par les échanges au Japon est relativement beaucoup plus considérable que dans les autres impérialismes.

	Pourcentage des personnes occupées par l'industrie et le commerce	
	Industrie	Commerce
Japon	19,4 %	15,1 %
Angleterre	39,7 %	13,9 %
France	33,9 %	10,4 %
Allemagne	35,8 %	8,7 %

Ce fait s'explique par l'existence d'une nuée d'intermédiaires entre les grands trusts et le paysan d'une part et par le nombre considérable d'échanges auxquels donne lieu l'artisanat dispersé et la production parcelleuse des campagnes.

Le réseau ferroviaire japonais est assez développé malgré les difficultés résultant du sol montagneux.

Sur le plan du commerce extérieur le Japon a mené une vigoureuse offensive d'exportation et a obtenu des résultats considérables.

Les tableaux suivants précisent l'importance du développement du commerce extérieur japonais dans ces dernières années et la part relative des différents pays dans le commerce avec le Japon.

Le tableau 1 nous montre que la part du Japon dans le commerce mondial est encore faible par rapport aux autres impérialismes. Il fait toutefois ressortir que **le Japon est le seul pays qui ait presque doublé ses importations en 2 ans.** Ceci a pour conséquence d'avoir, malgré une substantielle augmentation des exportations, creusé le gouffre du déficit de la balance commerciale.

TABLEAU 1
ETAT COMPARATIF DU COMMERCE EXTERIEUR DES GRANDS PAYS
 moyenne mensuelle en millions de dollars or)

Pays	1935 (moyenne mensuelle)		1937 (juin)		Balance	
	Importations	Exportations	Importations	Exportations	en faveur de l'exportation	en faveur de l'exportation
Etats-Unis	100,35	110,40	164,63	151,50	+ 10,05	— 13,13
Angleterre	171,33	103,36	236,09	129,35	— 67,97	— 107,74
Allemagne	82,53	85,02	120,20	114,67	+ 2,49	— 5,43
France	68,48	50,59	97,21	52,37	— 17,89	— 44,84
Japon	34,42	34,84	63,86	46,70	— 0,42	— 17,16

TABLEAU 2
IMPORTATIONS

relatives du Japon en % suivant les pays d'origine de la marchandise

Pays	1929	1936
Europe	19,1 %	12 %
Amérique du Nord	33 %	33,3 %
Asie	39,2 %	38,4 %
Amérique latine ..	0,7 %	4,8 %
Océanie	6,1 %	7,6 %
Afrique	1,9 %	3,9 %

EXPORTATION

relatives du Japon en % suivant les pays recevant la marchandise japonaise

Pays	1929	1936
Europe	7,1 %	11,4 %
Amérique du Nord	43,8 %	22,6 %
Asie	42,4 %	50,9 %
Amérique latine ..	1,4 %	4,1 %
Océanie	2,8 %	7,4 %
Afrique	2,8 %	7,4 %

Le tableau 2 nous montre que la plus grande part du commerce du Japon se fait avec les Etats-Unis et l'Asie. En Asie c'est avec les Indes (anglaise et néerlandaise), la Chine, les Philippines, le Siam que s'effectuent les plus gros chiffres.

On constate que la part des exportations japonaises a considérablement diminué en direction des Etats-Unis (de 43,8 % à 22,6 %) en 7 ans. Cette perte est compensée par une augmentation des exportations en Europe, en Amérique latine, en Afrique (Abyssinie) et surtout en Asie (dans l'Inde), d'où les Japonais refoulent de plus en plus le commerce anglais.

Le tableau 3 met en évidence l'interdépendance qui lie, pour les principaux produits, le Japon aux autres pays. Ce tableau fait ressortir l'étroite dépendance dans laquelle le Japon se trouve vis-à-vis des Etats-Unis.

Ce sont les Etats-Unis que lui achètent les 4/5 de sa soie naturelle et ce sont eux qui lui vendent les matières premières indispensables.

Le Japon a fait de gros efforts pour sortir de cette dépendance. Il a augmenté de 40 % ses exportations de rayonne (soie

artificielle) dans le monde entier, pour compenser la diminution de ses exportations de soie naturelle aux Etats-Unis. Il a précipité son action en Chine pour obtenir coton et pétrole. Pour ce dernier produit, jusqu'ici la Chine n'est qu'un faible producteur, mais il n'est pas exclu que de riches filons soient prospectés. L'intensification des exploitations pétrolifères de Sakhaline a été par ailleurs réalisée.

Ce tableau fait aussi ressortir schématiquement que les exportations japonaises sont assez différentes suivant qu'il s'agit de pays arriérés (Orient, Afrique, Australie) ou de pays évolués (Etats-Unis, Europe).

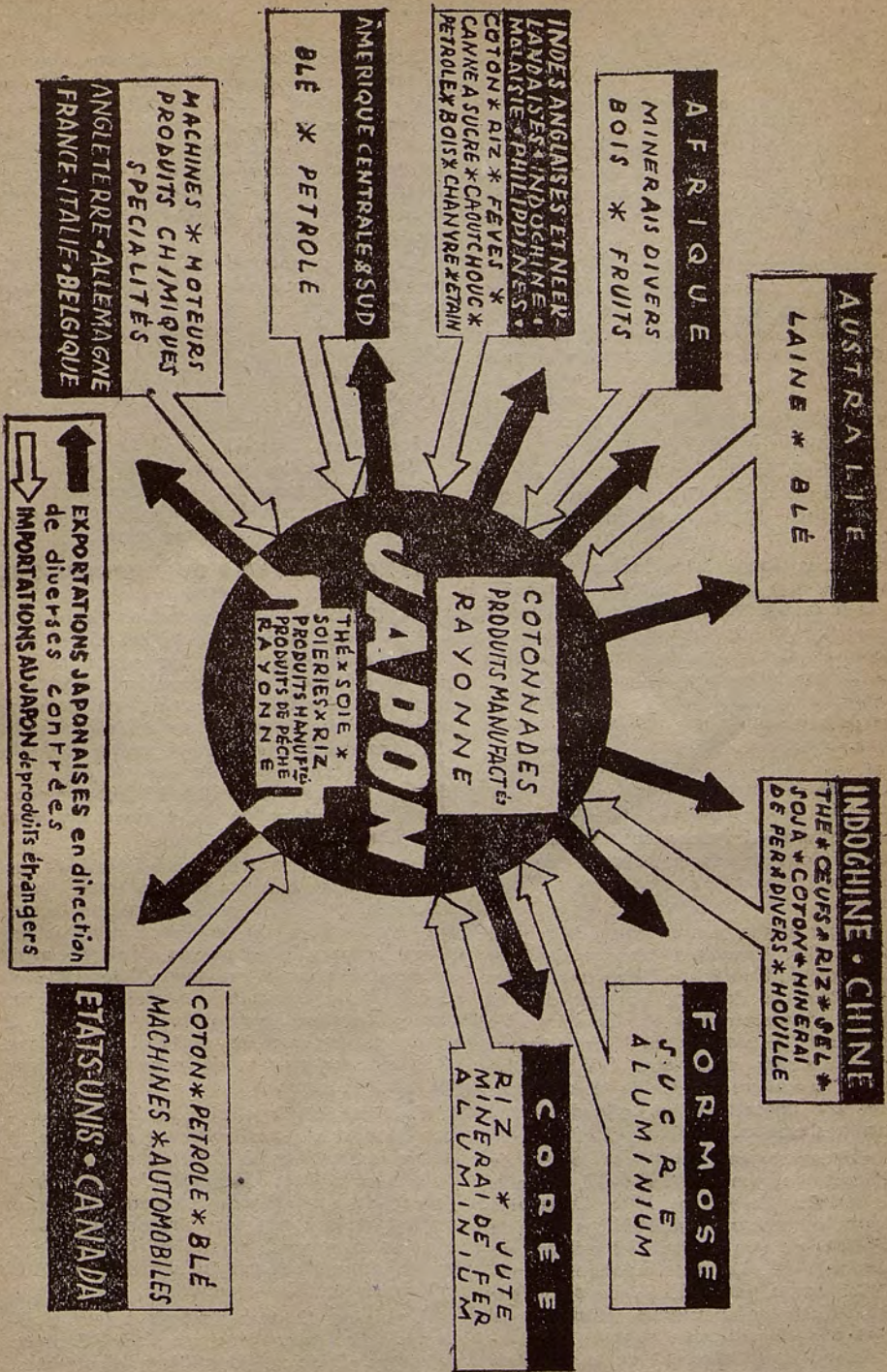
BANQUES ET FINANCES

La concentration bancaire est énorme. Le nombre des banques passe de 2.534 en 1903 à 481 en 1934 dont certaines ont un statut spécial leur donnant un monopole de financement comme la Yokohama Specie Bank, pour le financement du commerce extérieur qui a 39 succursales à l'étranger. La concentration industrielle est également très forte. Le capital financier est le maître incontesté du pays.

En 1929, 83 % du capital investi au Japon est sous le contrôle de sociétés au capital de plus de un million de yens et 65 % du capital japonais se trouve investi dans 2 % seulement du nombre total des entreprises.

Les trusts possèdent les grandes entreprises, mais financent aussi la production artisanale et le travail familial par le canal des marchands et propriétaires fonciers agissant souvent comme manufacturiers, prêteurs, commerçants, etc. Le vicomte Ohkochi est très fier d'écrire dans une revue « Je dirige moi-même une manufacture dans un village qui fabrique des garnitures de piston pour moteurs automobiles et d'avions. Dans cette manufacture il y a 600 employés dont 500 sont des femmes », etc...

Les grandes banques prêtent plus facilement à l'Etat qu'au marché intérieur, se méfiant de l'endettement considérable, ils ne font crédit qu'à des intermédiaires solvables, lesquels font peser des taux



usuraires sur le bénéficiaire direct (25 à 50 %).

Quatre trusts se partagent en fait le pays; ils groupent : 51 % de tous les dépôts bancaires, 74 % des capitaux des trusts, 26 % des capitaux d'assurances. Au premier rang de ceux-ci viennent les familles **Mitsui** et **Mitsubishi** dont nous avons déjà parlé.

Les Mitsui contrôlent 40 % du commerce extérieur et la plus grande partie des industries des villages. Ce sont de gros spéculateurs que le contrôle des changes, existant au Japon, ne gêne en rien et pour cause ce sont eux qui le dirigent. Ils possèdent les plantations de sucres de Formose, des concessions en Abyssinie, au Mexique, etc.

Les Mitsubishi ont la main-mise sur la grosse industrie, construction navale, etc., plus récemment ils ont trusté l'aviation, etc., etc...

Une assez large interpénétration existe entre les quatre géants (Mitsui, Mitsubishi, Yasuda et Sumimoto); ils contrôlent ensemble les chemins de fer et entreprises de Mandchourie, les journaux, etc. Sur le plan international les trusts japonais ne manquent pas non plus de participations avantageuses : Mitsui est lié avec la Barkley's Bank à Londres, avec la National City Bank à New-York, la General Electric, Wickers, etc... Mitsubishi est également lié avec les grandes banques anglo-américaines.

Si les affaires des trusts sont florissantes, il n'en est pas de même de celles de leur domestique et de leur gendarme : l'Etat japonais.

Le budget est de plus en plus déséquilibré et la situation financière désastreuse. Pour y parer, on fait marcher l'emprunt et les impôts. Pour ces derniers, ils sont déjà si lourds et l'endettement (à la campagne surtout) est si profond qu'il est presque impossible d'aller plus loin. Sur le plan financier, la guerre de Chine a déjà des répercussions importantes et aggrave sérieusement la situation.

L'endettement de l'Etat est passé de 6 milliards de yen en 1931-32, à près de 12 milliards de yen en 1938. Le service des dettes est prévu, pour 1938, à plus de 400 millions de yen contre 213 millions de yen en 1931-32. Les manipulations monétaires (le yen a perdu 65 % de sa valeur depuis 1928) et l'autaricie essaient de remédier à cette situation dont le dénouement dépend essentiellement de la tournure que prendra la guerre en Chine. Ce n'est pas sans raison que Tokio vient de décider

« d'accélérer » la guerre. Soulignons que la réserve d'or du Japon a baissé des 2/3 de 1931 à ce jour. Toutes ces difficultés financières ne sont pas du reste l'apanage du seul Japon; on pourrait faire des comparaisons, aussi sombres pour d'autres pays ! mais au Japon, **pays relativement pauvre**, elles pèsent plus douloureusement qu'en France par exemple.

Le revenu national est faible; en 1930, on pouvait à peu près établir que le revenu moyen en yen (le yen 1931 valait presque 2 fois le yen d'aujourd'hui) **par habitant** était de :

165 au Japon;
465 en France;
873 en Angleterre;
1.155 aux Etats-Unis.

Ces chiffres ne peuvent servir que d'éléments de comparaison, leur exactitude est des plus douteuses étant donné les dissimulations de règle dans chaque pays.

POLITIQUE GENERALE DE L'IMPERIALISME NIPPON

DISPOSANT dans sa Patrie de peu de terres cultivables, de peu de matières premières, ayant par contre réalisé, dès sa création, une énorme concentration, impatient d'entrer en action, ne pouvant satisfaire ses appétits dans l'exploitation d'un marché intérieur que la misère générale des masses et la structure semi-féodale rendaient peu rentable, **l'impérialisme nippon devait, dès sa naissance, tourner ses yeux vers l'extérieur.**

De plus, la nouvelle classe arrivait au pouvoir, alors que les impérialismes blancs faisaient, en direction de l'Extrême-Orient, un gros effort de colonisation. Quelque temps avant la révolution, l'alerte avait même été chaude au Japon. De 1853 à 1868, les Américains, Anglais, Français, Russes, **avaient contraints** le Shogoun à l'ouverture de quelques ports. Il fallait donc aussi s'armer pour se défendre et participer au partage colonial.

Tout conduisait ainsi l'impérialisme nippon à sortir de son isolement millénaire, à ouvrir les fenêtres, à chercher sa prospérité et son salut hors des îles. L'appétit insatiable des marchands usuriers nouveaux maîtres et la vanité séculaire de leurs associés les Samourais, pressés de brandir leurs grands sabres, allaient trouver dans l'action extérieure un but commun.

A peu de distance s'offrait à leur glotonnerie le magnifique pays de Cocagne qu'est la Chine : 400 millions d'habitants, toutes les richesses possibles, la plupart alors inexploitées. Il n'y avait donc pas à hésiter;

la ligne de conduite était simple : participer aux côtés des Anglais, Français, Américains, à la croisade des « civilisés » contre les « barbares » chinois, massacreurs de paisibles missionnaires.

C'est en prenant rang dans le clan des vieux bandits impérialistes que le nouveau né, l'impérialisme nippon, prit figure de grande puissance et acquit ses titres d'Etat moderne.

En 1876, le Japon obtenait de la Chine l'ouverture de la Corée (riche en minerai de fer, en jute, en riz, coton, fer, charbon, or, etc.), population actuelle : 23 millions d'habitants.

En 1894, le Japon participe avec les grandes puissances à sa première grande guerre de Chine; il étend son emprise sur la Corée, sur divers groupes d'îles et sur Formose, (cannes à sucre, riz, camphre, indigo, tabac, charbon, or, argent, cuivre, soufre, pétrole, etc.), population actuelle : 5 millions d'habitants.

En 1904, soutenu par l'Angleterre (traité d'alliance en 1902) qui voulait en faire son second en Extrême-Orient contre les visées de la Russie tzariste et des Etats-Unis, le Japon écrase la flotte russe et combat victorieusement en Mandchourie. La paix lui donne la moitié sud de Sakhaline (gisements de pétrole) et lui garantit des zones d'influence en Mandchourie; il garde Port-Arthur et obtient de la Chine le Kwantung : 190.000 habitants.

En 1910, il annexe la Corée.

En 1915, il enlève Kia Tcheou (Chine) et l'Allemagne, ainsi que plusieurs îles de Micronésie (Marshall, Caroline, Mariannes, Palaos) : 78.000 habitants, qu'il obtient sous mandat; il implante définitivement son influence sur la Mandchourie et la Mongolie (où il possédait déjà de gros intérêts dans les chemins de fer). La Mongolie pratique l'élevage sur les hauts plateaux, elle possède quelques industries locales (cuir, textile), mais c'est avant tout une position stratégique très importante.

Dès la fin de la guerre 1914-1918, le Japon, dont les affaires prospérèrent formidablement pendant le conflit, intensifie son action en Chine et ses appétits deviennent démesurés. En 1925, il obtient de l'U.R.S.S. un bail pour l'exploitation de la partie nord de Sakhaline (pétrole).

LE PLAN TANAKA.

C'est alors que peu à peu se développe la théorie « idéaliste » de la Mission divine du Japon. Cette mission consiste à émanciper les peuples de race jaune en prenant

la place des anciens « civilisateurs » européens.

En 1927 (le 25 juillet), le Président du Conseil japonais : Tanaka, remettait à l'Empereur un plan soigneusement conçu en petit Comité de spécialistes.

Le premier objectif de ce plan consiste à conquérir la Chine; il en trace le tableau des richesses, montre que leur possession est une question vitale et détermine les étapes qui devront être suivies : possession des Chemins de fer de Mandchourie (l'Est chinois vendu depuis par l'U.R.S.S. au Japon), invasion de la Mandchourie, de la Mongolie chinoise, puis de la Chine du Nord, etc...

Le plan expose ensuite que la possession de la Chine donnera une base économique et militaire suffisante pour régler le sort de l'Inde et... **même de l'Europe**. Bien entendu, ce plan prévoit comme inévitable, au cours du développement de cette « mission divine » du Japon, la guerre avec les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et l'Angleterre, etc., etc...

A première vue, « le Mémoire Tanaka » apparaît comme l'œuvre d'un concile frénétique possédé de mégalomanie nationaliste et travaillant en salle surchauffée. Les mégalomanes gardent toutefois tout au long leur sang-froid, leurs statistiques sont justes, les plus subtils louvoiements sont envisagés pour « endormir les vigilances », l'appui de capitaux étrangers est reconnu indispensable, etc., etc., on y préconise l'emploi « de la ruse, du mensonge, du fer et du sang ». On doit reconnaître que la première partie du plan est en voie de réalisation et que tous les moyens prévus furent utilisés du louvoiemment (achat de généraux chinois et action sur la politique intérieure qui s'effectuait longtemps par le clan Chang Kai Chek) à la manière forte (1931-1935-1937).

Actuellement, le Japon a déjà conquis la Mongolie chinoise, position clef dans une guerre contre l'U.R.S.S.

Des trois provinces de la Mandchourie et du Jehol (province chinoise), il a formé le Mandchouko sous son contrôle absolu (32 millions d'habitants, minerais d'aluminium, de fer, de charbon, industrie du fer, fours à coke, huileries, savonneries, sel, soya, etc...).

Puis il a conquis le Tchahar, le Suynan, le Chantoung et le Chansi, **qui sont peut-être les plus riches provinces de la Chine** (minerai, coton, industries chimiques, élevage de volailles, exportations massives d'œufs, etc...).

Actuellement, après avoir occupé Pékin, Chang-Haï, Nankin, etc., le Japon poursuit la guerre dans le Sud et le Centre, non sans

graves dangers, du reste, et ce après avoir mis la main sur les principales voies de communication.

PENÉTRATION « PACIFIQUE ».

Mais le Japon n'a pas seulement poursuivi son offensive en direction de la Chine. Sa pénétration pour être pacifique s'est étendue dans tout l'Extrême-Orient, aussi bien à des fins économiques que militaires.

Voici quelques exemples :

A Manille (Philippines), possession américaine, 30 % de la production du chanvre est entre les mains des Japonais. A Davao, province des Philippines, 2 firmes japonaises constituent le Gouvernement véritable de cette province, 80 % des marchandises importées proviennent du Japon, 70 % des rues ont été construites par les Japonais, etc., etc...

A Sumatra (Angleterre), 291.000 acres de plantations de caoutchouc sont aux Japonais dont 16.500 seulement de cultivés, en Malaisie, en Guinée hollandaise, à Java (Angleterre), à Bornéo (Angleterre et Hollande). Cette situation se renouvelle pour d'importantes concessions de caoutchouc et de pétrole.

A l'arrière de Singapour, base maritime anglaise, clef de la puissance britannique en Extrême-Orient, les Japonais ont acquis une immense concession; le long du canal de Panama, qui relie l'Océan Atlantique au Pacifique et dont l'importance serait pour l'Amérique presque décisive en cas de guerre, les propriétés japonaises foisonnent.

La presse américaine a souvent signalé que beaucoup de ces colons japonais ressemblent à des officiers de marine. Ainsi tout se lie, la pénétration économique, les préparatifs militaires.

Nous avons examiné plus haut la croissance du commerce japonais en Extrême-Orient, signalons encore, pour la Chine, quelques chiffres.

IMPORTATION DE TEXTILE EN CHINE

	Japon	Angleterre	Etats-Unis
1913 ...	18,1 %	58,3 %	7,8 %
1929 ...	66,5 %	21,8 %	0,3 %

Nombre de métiers mécaniques en Chine, en 1935 :

Japonais	23.000
Anglais	4.000
Chinois	28.000

DEPENSES MILITAIRES AU JAPON (EN MILLIONS DE YEN)

Années	Armée		Total	% du budget général absorbé
	et Aviation	Marine		
1928-29	249	268	517	28,5 %
1932-33	373	312	685	35,2 %
1935-36	493	529	1.022	46,6 %

Les usines japonaises sont les mieux outillées.

Cette politique nécessite de gros capitaux; les trusts nippons les ont trouvés dans les poches des masses japonaises et coloniales et en emprunts à l'étranger. Il faut remarquer à ce sujet que le colonialisme du Japon est particulièrement brutal. C'est l'exploitation esclavagiste et militaire, la **razzia sous toutes ses formes**. Le nombre de Japonais émigrés en Mandchourie et en Chine est assez faible. En général, le peuple japonais émigre assez peu, malgré sa misère (2 millions d'émigrés en 1938). Il est impossible de préciser le montant des investissements japonais dans les différents pays d'Extrême-Orient, mais ils sont certainement considérables.

Pour la Chine, par exemple, certaines études évaluent à 500 millions de dollars, d'autres, à davantage, les investissements japonais (contre 1 milliard de dollars pour l'Angleterre qui vient au premier rang, 200 millions de dollars pour la France et 125 millions pour les Américains).

Il faut accueillir ces chiffres avec réserve, mais considérer que la proportion, entre les investissements, doit être assez près de la vérité.

Il ne semble pas que le capital financier japonais ait pu faire largement appel au capital étranger sous forme de participations pour ses exploitations coloniales. Il a bien essayé, mais n'a pu se mettre d'accord et jusqu'ici n'a pas cédé (ce que lui font payer, en 1938, Américains et Anglais, en expédiant du matériel aux Chinois !)

Une mission financière anglaise envoyée en Chine, en 1935-36, n'a pas réussi à s'entendre avec Tokio et ceci précipita peut-être la guerre. Il s'agissait d'investir de fortes sommes pour l'exploitation des richesses chinoises et la « modernisation » de ce pays.

On ne possède pas d'éléments sur les participations des banques anglo-américaines, au capital financier japonais, il ne semble pas qu'elles soient très importantes.

« L'ARMÉE ».

Pour mener cette politique impérialiste essentiellement dirigée vers l'extérieur, il faut une armée, une marine solides.

Au Japon, « l'Armée » absorbe une part considérable des ressources.

Ces chiffres sont largement dépassés depuis 1 an. Il doit y avoir actuellement près de 2 millions d'hommes sous les armes.

On remarquera la progression relativement plus considérable des dépenses pour la flotte. Où en est actuellement la marine japonaise, que les statistiques officielles indiquent comme la 3^e du Monde ? (après l'Angleterre et l'Amérique), on ne le sait au juste, le Gouvernement tenant caché de nombreuses constructions et inventions.

Beaucoup de spécialistes pensent qu'en vérité la marine japonaise est plus puissante que celle des Etats-Unis (celle-ci est plus nombreuse en unités, mais moins entraînée et moins fournie en bâtiments modernes). Il faut remarquer que la guerre contre la Chine n'a pu fournir aucun élément d'appréciation sur la valeur de la flotte de combat du Japon, **celle-ci ne participant pas aux opérations.** Ce sont de vieux vaisseaux considérés comme inutilisables, dont certains firent la guerre russo-japonaise de 1905, qui assurent le service.

La capacité de production des usines de guerre et des chantiers navals a considérablement augmenté depuis 10 ans. En 1925, le Japon était tributaire de l'étranger pour de nombreux engins; aujourd'hui, il se suffit à peu près à lui-même pour les armements de tous genres, **seule l'aviation semble être sérieusement en retard.**

L'armée et la marine japonaises ont été forgées comme moyens offensifs par excellence. Les cadres forment une caste puissante. « L'Armée » prend une place considérable dans la vie du pays et à sa direction. « L'Armée » offre, du reste, le fidèle reflet des contradictions du régime. On y retrouve l'opposition des Samourais semi-féodaux, liés aux villages contre le capital financier (les marchands), leurs oppresseurs du passé et leurs complices privilégiés du présent.

Les cadres subalternes font souvent partie de cliques plus ou moins clandestines, liées à des partis politiques réactionnaires. « L'Armée » assassine les Ministres qui la gênent et même plusieurs dignitaires à la fois; en mars 1936, éclatait un putsch militaire qui envoyait dans l'autre monde entre autres le **Ministre des Finances du moment, Takahasi.** Ce Ministre qui donnait trop peu d'argent pour l'Armée, s'opposait en fait à la prochaine offensive en Chine réalisée l'année suivante.

L'AUTARCIE.

La politique impérialiste de Tokio nécessite une tension énorme du pays. Chaque année, l'Etat est obligé de lancer des emprunts de défense nationale. Les emprunts

annuels qui, dans l'ensemble, n'atteignaient pas 10 % des recettes budgétaires, avant 1938, sont passés à 30 et 35 % dans les années suivantes. On peut affirmer, si l'on tient également compte des emprunts extérieurs, **que les dettes totales de l'Etat japonais ont presque doublé depuis 1931.**

L'autarcie s'installe sans cesse plus autoritaire au Japon : contrôle de l'importation, de l'exportation, restriction dans la production (prix et volume), etc. **Toutes les principales branches de l'économie sont contrôlées.** Il existe des représentants de l'Etat (appartenant à l'Armée et la Marine) dans les grandes entreprises et les transports ferroviaires et maritimes. Ils en surveillent l'activité, tout en mettant également minutieusement au point les conditions de la mobilisation et de la résistance économique en temps de guerre.

Les résultats obtenus dans le domaine de la production (principalement pour la guerre) ont été considérables dans ces dernières années.

La production de la fonte (Corée et Mandchourie comprises) est passée de 1.300.000 tonnes, en 1928, à 2 millions 680.000 tonnes, en 1937; celle de l'acier de 1.906.000 tonnes à 5 millions 500.000 tonnes, et celle de laminés de 1.720.000 tonnes à 3.500.000 tonnes.

En 1934 ont été mises en activité les premières usines d'aluminium où l'on traite les minerais mandchous et coréens; aujourd'hui, les Japonais ne doivent pas être loin de satisfaire à leurs besoins en aluminium (plus de 15.000 tonnes). L'exportation a augmenté de 46 % pour la rayonne et de 42 % pour les lainages, en 1936. Ce ne sont là que quelques exemples qui pourraient être multipliés. Le chiffre suivant est bien caractéristique : l'indice des biens d'investissements est passé de 100, en 1930, à 261,9, en 1937. Alors que le même indice baissait de 30 % en France, de 2 % aux Etats-Unis. Comme les investissements au Japon visent essentiellement l'industrie, on peut affirmer que l'outillage et le potentiel industriel du Japon a dû au moins doubler depuis 1930 dans l'industrie lourde.

Inutile d'ajouter que les résultats brillants de cet autarcie pèsent effroyablement sur les masses du Japon et des pays colonisés. « Produire », « produire » veut essentiellement dire pour les prolétaires, et pour les prolétaires japonais tout particulièrement, « souffrir », « souffrir ».

Cet immense effort est du reste loin d'avoir donné à l'économie japonaise une puissance économique comparable à celle des vieux impérialismes.

Dans l'ensemble, les possibilités industrielles actuelles du Japon peuvent être évaluées comme étant pour les industries clefs :

De 15 à 20 fois plus faibles que celles de l'Amérique.

De 3 à 5 fois plus faibles que celles de l'Angleterre.

De 4 à 7 fois plus faibles que celles de l'Allemagne.

Pour la puissance financière, la proportion doit encore être plus faible.

L'impérialisme nippon cherche à compenser ses infériorités par son « dynamisme », mais celui-ci intensifie les contradictions et les dangers tant extérieurs qu'intérieurs.

FORCE ET FAIBLESSE DE L'IMPERIALISME NIPPON

UNE énorme concentration capitaliste, le voisinage de la Chine aux ressources et au marché inappréciables, une position stratégique assez bonne (1), une bonne armée, une marine extrêmement puissante, un peuple adroit, laborieux et sobre aux limites du possible et même de l'impossible; voilà en bref les caractères « forts » de l'impérialisme nippon qui font l'orgueil des maîtres du Japon.

Mais à côté de cela, que de faiblesses.

D'abord économiques : pas de matières premières essentielles (pétrole, coton, etc.), minerais de charbon et de fer en quantité insuffisante, pas de débouchés nationaux, ni coloniaux pour la soie dont l'exportation, quoique en diminution croissante, garde encore une importance considérable; fabrication industrielle tributaire des grands pays pour machines-outils, moteurs, etc., bref dépendance étroite de l'étranger et surtout de la Chine (comme source de matières premières et débouché).

Cette dépendance de la Chine, c'est l'épreuve cruciale pour l'impérialisme japonais; qu'il perde tout ou même partie de ses avantages en Mandchourie et en Chine et voilà que tout est au moins compromis, pour ne pas dire plus. C'est la Chine qui est à la base du maintien et du développement de la puissance nipponne. Si cette base se disloque, tout s'écroule.

Or, la question chinoise n'est pas du tout réglée : la Chine ne peut être assimilée à

(1) Cette position était même à peu près inexpugnable jusqu'à ces dernières années. Le développement de l'aviation, l'installation de centres d'aviation militaires russes en Sibérie et de centres américains dans la région de l'Alaska rendent maintenant plus discutable la sécurité des îles nipponnes. Les îles aléoutiennes (aux Etats-Unis), les plus proches du Japon, en sont tout de même éloignées de 3.000 km.

une colonie. Il y a une bourgeoisie chinoise qui a compris l'importance capitale des richesses nationales et possède une certaine part de celles déjà en exploitation; la guerre contre le Japon crée un courant national qui ne sera pas facile à briser et peut prendre une orientation révolutionnaire capable de bouleverser tous les calculs. Enfin, les impérialismes anglo-américains, l'U.R.S.S. n'ont nul désir de laisser le plan Tanaka s'exécuter tranquillement. Il est impossible de prédire comment évoluera la guerre en Chine. Mais ce qu'on peut dire, c'est que, même en cas de victoire militaire du Japon et de compromis final, la partie ne sera pas jouée avec cet immense pays de 450 millions d'hommes en plein bouillonnement et dont les masses ne veulent pas devenir des esclaves.

Le déséquilibre de l'ossature économique est également à la fois l'une des caractéristiques et l'une des faiblesses graves de l'impérialisme nippon. Cette combinaison du **capitalisme concentré et de l'économie semi-artisanale et féodale des villes et des campagnes** est pleine de contradictions.

La question agraire est insoluble en régime capitaliste; **au Japon, la démonstration en est complète.** La ruine de la paysannerie contraind le marché intérieur à la plus grande pauvreté. Les ouvriers aux salaires misérables, souvent illettrés (1 sur 5 ne sait pas lire) l'investissement moyen encore faible en matériel industriel ne donne qu'un rendement industriel faible, malgré un travail épuisant et la concentration des entreprises. Même dans la construction navale, le rendement est faible. **Partout la misère des masses arriérées freine et sape le développement impérialiste.**

On n'insistera jamais assez sur l'extrême misère des masses du Japon. Les maisons habitées par l'ouvrier sont très souvent sans cheminée; la consommation du charbon pour les usages domestiques n'est du reste que de 5 millions 1/2 de tonnes pour 70 millions d'habitants, c'est-à-dire 13 fois moins qu'en Angleterre (40 millions de tonnes pour 44 millions d'habitants).

La statistique donne 1 voiture sur 4 personnes aux Etats-Unis; 1 pour 22 en Angleterre et 1 pour 800 au Japon. Dans de nombreuses villes (et villages) 1 enfant sur 2 a besoin de secours alimentaire. Un recensement dans le textile a décelé 300 malades sur 1.000 ouvriers et ouvrières: 60 % des maladies étaient provoquées par l'alimentation insuffisante ou mauvaise; 30 % étaient d'origine pulmonaire.

La baronne Ishinoto a reconnu, dans un ouvrage que dans les mines (où hommes et

femmes travaillent ensemble, et généralement aux trois quarts nus du fait de la température aux travaux les plus durs) les prolétaires vivaient « **comme des porcs dans des sortes d'étables** » (mines du Kiou Sou appartenant au groupe Mitsui).

Enfin, le général Taranchi s'est plaint que le matériel humain était de moins en moins bonne qualité. Ce Samouraï a signalé que les conseils de révision étaient obligés de réformer un fort contingent d'appelés, **30 % étant seulement réellement bien portants**. La mortalité infantile est considérable, le tiers du contingent annuel de morts serait fourni par les enfants de moins de cinq ans. Pour les enfants de moins d'un an, le Japon accuse un % double de celui de l'Angleterre, pourcentage toutefois moins élevé qu'en Pologne, Hongrie, Roumanie, Chili, etc...

La prostitution est une « industrie » des plus prospères. **C'est par milliers** que les paysans cèdent chaque année, pour **quelques centaines de yen, suivant contrat légal en bonne et due forme leurs filles** aux maisons spécialisées. En 1934, il y eut, dans quatre préfectures pauvres **50.000 jeunes filles vendues aux maisons closes ! une vraie dépopulation !!**

Au Japon, ces ventes prennent l'aspect « d'engagements de 2 à 5 ans ». On signe un contrat pour l'usine ou pour la « maison » et le père touche une avance dérisoire

pour l'usine, plus forte pour la maison. Si le père peut rembourser il reprend sa fille mais « les marchands de chair » s'arrangent toujours pour présenter des notes salées qui excluent généralement toute libération. Si la fille se sauve, la police la ramène !

PERSPECTIVES.

L'impérialisme nippon se trouve actuellement douloureusement coincé dans son effort ultime.

Sur le plan extérieur, résistance en Chine, intervention plus ou moins franche de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'U.R.S.S. Sur le plan intérieur, dépendance de l'étranger, faiblesses économiques, contradictions multiples et profondes **qui poussent l'impérialisme nippon à coloniser le pays pour parvenir coûte que coûte à étendre et maintenir ailleurs sa colonisation, seule voie possible de salut**; par-dessus tout cela, enfin, une nouvelle et grave crise mondiale qui commence.

C'est beaucoup de difficultés à vaincre; il ne faudrait pas grand'chose pour que saute la poudrière qu'est devenu le Japon !

Nous examinerons dans un prochain numéro de la **Vérité** comment se présentent les antagonismes impérialistes en Extrême-Orient et où en sont les luttes sociales et les organisations politiques au Japon.

Marc LAURENT.

Il n'était évidemment pas nécessaire de parler de l'Internationale comme telle. Mais au moins fallait-il rester au delà du programme de 1869, et dire que **BIEN QUE** le parti ouvrier allemand soit obligé d'agir **POUR L'INSTANT** dans les limites des frontières que lui trace l'Etat (il n'a pas le droit de parler au nom du prolétariat européen, et encore moins d'avancer des choses fausses), il restait conscient des liens de solidarité qui l'unissent aux ouvriers de tous les pays, et qu'il serait toujours prêt à remplir, comme par le passé, les devoirs que lui trace cette solidarité.

Fr. ENGELS (Lettre à Bebel, 18-23 mars 1875, sur le programme de Gotha.)



U. R. S. S.

LE BILAN DU PROCÈS

L. TROTSKY

L'ARTICLE de Trotsky publié ci-dessous, d'après le « Bulletin de l'Opposition » en langue russe, a été écrit ainsi que plusieurs autres, au moment du procès, en mars 1938, pour le journal américain « The New York Times ». Nous avons déjà publié, dans « La Commune », des traductions (malheureusement hâtivement faites) de la plupart des autres articles. En faisant le bilan du procès dans cet article, Trotsky annonce la fin prochaine de la dictature stalinienne. Il ne s'agit, bien entendu, pas d'une prophétie sur le calendrier, mais d'un pronostic politique. Lors du premier procès, celui de Zinoviev-Kamenev, en août 1936, la surprise fut grande pour tout le monde; peu à ce moment-là est ébranlée. Le troisième grand procès de Moscou, celui de Boukharine, Rykov, en mars 1938, a surtout apporté à beaucoup la conviction: un tel régime ne durera plus longtemps. Cette conviction pénètre de plus en plus parmi les ouvriers révolutionnaires qui ont été depuis de longues années dévoués aveuglément à l'Union soviétique et les désillusions qui en résultent permettent de prévoir la démoralisation profonde que provoquerait un effondrement de l'U.R.S.S. Empêcher que la débâcle de Staline entraîne une catastrophe pour le prolétariat de l'Union soviétique et du monde entier, c'est à quoi s'appliquent les bolcheviks-léninistes depuis des années, après avoir épuisé les possibilités de réformer les partis communistes et l'Etat soviétique, aussi longtemps qu'il exista des bases objectives pour assurer cette réforme.

Les forces productives libérées par la Révolution d'octobre ont obligé la bureaucratie qui, à la suite de la défaite de la vague révolutionnaire d'après-guerre, resta maîtresse du pouvoir en U.R.S.S. à procéder aux plans quinquennaux, à l'industrialisation, à la collectivisation. Les méthodes bureaucratiques de réalisation ont augmenté et approfondi les inégalités et les contradictions sociales. De nouvelles forces se heurtent, les unes dans le sens de la Révolution d'octobre, les autres dans le sens du rétablissement de la propriété capitaliste. La clique de Staline tente d'étouffer les contradictions existantes pour conserver et renforcer ses privilèges de la période passée. Elle n'y parviendra pas.

La vieille garde bolchevique a été détruite, les hommes issus de la révolution aussi. Mais des milliers de jeunes, qui sont l'avenir de la révolution en U.R.S.S., connaissent les pires tortures dans les prisons et les isolateurs de Staline et de Jéjov. Le silence qui se fait entre deux procès permet l'extermination de l'avant-garde du prolétariat soviétique. Appeler les travailleurs du monde entier à les sauver est de la solidarité la plus élémentaire.

I

L'E Procès de Moscou a fatigué l'opinion publique par ses absurdités sensationnelles, bien avant sa clôture. Tout journaliste médiocre était capable d'écrire par avance le texte du discours que prononcerait, le lendemain, l'accusateur Vichinsky, avec peut-être seulement moins d'injures triviales. Vichinsky joint au procès politique son propre procès. Durant les années de la révolution, il se trouvait dans le camp des Blancs. Ayant changé d'opinion après la victoire définitive des bolcheviks, il se sentit longtemps humilié et suspect. A présent, il prend sa revanche. Il peut railler Boukharine, Rykov, Rakovski, dont il prononça les noms pendant des années avec le plus grand respect. En même temps, MM. les Ambassadeurs: Troïanovsky, Maïsky, Souritz, qui ont sensiblement le même passé que Vichinsky, expliquent à l'opinion publique de l'humanité civilisée, que, précisé-

ment, eux exécutent les volontés de la Révolution d'octobre, tandis que Boukharine, Rykov, Rakovski, Trotsky et autres la trahissent, comme ils l'ont trahie toujours. Tout est renversé sens dessus dessous, la tête en bas.

Au bilan total que Vichinsky doit présenter de la dernière série de procès, l'Etat soviétique ressort comme l'appareil centralisé de la trahison envers l'Etat. Les chefs du gouvernement et la majorité des commissaires du Peuple (Rykov, Kamenev, Roudzoutak, Smirnov, Jakovlev, Rosengolz, Tchernov, Grinko, Ivanov, Ossinsky et autres), les diplomates soviétiques les plus éminents (Rakovski, Sokolnikov, Krestinsky, Karakhan, Bogomolov, Ioureniev et autres), tous les dirigeants de l'Internationale communiste (Zinoviev, Boukharine, Radék), les principaux dirigeants de l'Economie (Piatakov, Smirnov, Serebriakov, Livchitz et autres), les meilleurs généraux et chefs de l'Armée Rouge (Toukhatchevsky, Gamar-

nik, Iakir, Ouborevitch, Kork, Mouralov, Mratchkovsky, Alksnis, l'amiral Orlov et autres), les meilleurs ouvriers révolutionnaires que le bolchevisme sortit du rang au cours de 35 années (Tomsky, Evdokimov, Smirnov, Bakaïev, Serebriakov, Bogouslavsky, Mratchkovsky), les dirigeants et les gouvernants des républiques soviétiques (Soulimov, Barbara Iakovleva), tous les chefs sans exception des trois dizaines de républiques soviétiques, c'est-à-dire les chefs issus du mouvement libérateur des nationalités (Boudou Mdivani, Okoudjava, Kaftaradzé, Tcherviakov, Golodied, Skrypnik, Loubtchenko, Nestor Lakoba, Faïzoula Chodjaïev, Ikramov et des dizaines d'autres), les dirigeants du Guépéou au cours des dix dernières années (Jagoda et ses collaborateurs), enfin, et ceci est le plus important, les membres du tout-puissant Bureau Politique, du pouvoir suprême de fait du pays : Trotsky, Zinoviev, Kamenev, Tomsky, Rykov, Boukharine, Roudzoutak, tous étaient du complot contre le pouvoir soviétique, même pendant les années où celui-ci était entre leurs mains. Tous, en tant qu'agents de puissances étrangères, s'étaient donné comme but de démembrer la Fédération Soviétique créée par eux et d'asservir au fascisme ce même peuple pour la libération duquel ils ont lutté pendant des dizaines d'années.

Dans cette activité criminelle, les Premiers, les ministres, les maréchaux, les ambassadeurs n'obéissaient qu'à une seule personne. Pas à un chef officiel, non; mais à un proscrit. Il suffisait que Trotsky remue le petit doigt pour que les vétérans de la révolution deviennent les agents d'Hitler et du Mikado. Sur les « instructions » de Trotsky transmises par un correspondant fortuit de l'agence TASS, les dirigeants de l'Industrie, des Transports et de l'Economie agricole détruisaient les force productives et culturelles du pays. Sur un ordre envoyé de Norvège ou du Mexique par « l'Ennemi du peuple », les cheminots d'Extrême-Orient organisaient des accidents de trains militaires, et les médecins qualifiés du Kremlin empoisonnaient leurs patients. Tel est le tableau étonnant de l'Etat soviétique que doit brosser Vichinsky sur la base des révélations des derniers procès! Mais ici surgit la difficulté. Le régime totalitaire réside dans la dictature de l'appareil. Si tous les points vitaux de l'appareil sont occupés par les trotskystes, subordonnés à mon autorité, dans ce cas-là pourquoi Staline se trouve-t-il au Kremlin, et moi en exil?

Tout est renversé la tête en bas, sens dessus dessous, dans ce procès? Les ennemis

d'Octobre s'affublent en continuateurs de la Révolution, les arrivistes se frappent la poitrine, jurant qu'ils sont les chevaliers de l'idée, les spécialistes du faux se présentent en juges d'instructions, procureurs, juges.

II

Tout de même, dira une personne de « bon sens », il est difficile de croire que des centaines d'accusés, des adultes normaux, possédant pour la plupart un caractère fort et une intelligence remarquable, s'accusent de tous ces crimes épouvantables et dégoûtants à la face de l'humanité tout entière.

Il arrive souvent dans la vie que le « bon sens » arrête les fourmis et avale les chameaux. Il est évidemment difficile de croire que des centaines de gens se calomnient. Mais est-il plus facile de croire que ces mêmes centaines de gens commettent des crimes épouvantables contraires à leurs intérêts, à leur psychologie et à toute l'œuvre de leur vie? Il faut juger et apprécier en partant des conditions concrètes. Ces hommes n'ont fait leurs témoignages qu'après leur arrestation, sous l'épée de Damoclès, lorsque eux, leurs femmes, leurs mères, leurs pères, leurs enfants, leurs amis se trouvaient totalement dans les griffes du Guépéou; lorsqu'ils n'avaient ni défense ni espérance, lorsqu'ils se trouvaient sous une pression morale insupportable aux nerfs humains. Cependant, tous ces crimes invraisemblables dont ils s'accusent eux-mêmes auraient été commis — s'il faut les croire — dans la période où ils étaient absolument libres, où ils occupaient des postes élevés, où ils pouvaient tranquillement réfléchir et choisir. Peut-on contester que le mensonge le plus absurde sous le canon d'un revolver soit infiniment plus normal qu'une chaîne de crimes insensés commis de volonté délibérée? Est-il plus vraisemblable, demanderons-nous, que l'exilé politique dépourvu de pouvoirs et de moyens, séparé de l'U.R.S.S. par un épais rideau de catonies, en remuant seulement le petit doigt, incite pendant plusieurs années les ministres, les généraux, les diplomates à trahir l'Etat et à se trahir eux-mêmes pour un but absurde et irréalisable; ou plutôt que Staline, disposant d'un pouvoir illimité, c'est-à-dire de tous les moyens de répression et de dépravation, oblige les accusés à faire des témoignages qui correspondent aux buts de lui, Staline?

Pour dissiper définitivement les doutes des gens qui ont la vue courte, on peut

encore poser une dernière question : est-il plus vraisemblable que les sorcières du Moyen Âge se soient vraiment trouvées en rapport avec les forces du démon et aient effectivement répandu sur les campagnes le choléra, la peste et les épizooties, après des consultations nocturnes avec le diable (« l'ennemi du peuple ») ou que ces malheureuses femmes se soient simplement calomniées elles-mêmes sous les fers rougis de l'Inquisition ? Il suffit de poser une question suffisamment concrète pour que la construction de Staline et de Vichinsky tombe en poussière.

Parmi les aveux délirants des accusés, il s'en trouve un qui, autant que je puisse juger de loin, a passé presque inaperçu, et qui, pris même isolément, donne la clef non seulement des énigmes des procès de Moscou, mais encore du régime de Staline dans son ensemble. Il s'agit du témoignage du Docteur Lévine, qui fut directeur de l'hôpital du Kremlin. Ce vieillard, âgé de 68 ans, déclara au tribunal qu'il avait provoqué les morts prématurées de Menjinsky, de Pechkov (le fils de Gorki), de Kouibychew et de Maxime Gorki lui-même. Le professeur Lévine ne parle pas de lui-même comme d'un « trotskyste » caché et personne ne porte contre lui cette accusation ; le procureur Vichinsky ne lui impute même pas d'aspirations au pouvoir dans l'intérêt d'Hitler. Non, Lévine tua ses patients sur l'ordre de Jagoda, à cette époque chef du Guépéou, qui le menaçait, en cas de désobéissance, d'une répression terrible. Lévine redoutait « l'extermination » de sa famille. Tel est le témoignage littéral servant à la base de l'accusation. L'assassinat de Kirov commis tour à tour par tous les « centres » ; les plans de démembrement de l'U.R.S.S. ; les déraillements prémédités ; les empoisonnements massifs d'ouvriers — tout cela n'est rien en comparaison du témoignage du vieux Lévine. Les coupables des crimes ci-dessus mentionnés auraient été guidés, paraît-il, par la soif du pouvoir, la haine, l'intérêt, enfin par un semblant de mobile personnel. En commettant le plus horrible de tous les crimes, l'assassinat perfide des malades qui se confiaient à lui, Lévine n'avait aucun intérêt personnel. Au contraire, « il aimait Gorki et sa famille ». Il tua le fils et le père, par crainte pour sa propre famille. Il ne trouva d'autre moyen pour sauver son fils ou sa fille que de consentir à empoisonner un écrivain âgé, orgueil du pays. Sous la constitution « la plus démocratique » de toutes, un vieux docteur étranger à toutes les ambitions et à toutes les intrigues politiques, empoisonna ses patients, par crainte du chef de la police

secrète. L'organisateur du crime est précisément celui qui a reçu le maximum de pouvoir pour lutter contre les crimes. Celui dont la mission est de soigner l'existence tue par crainte.

Admettons un instant que tout cela soit vrai. Que dire dans ce cas du régime dans son ensemble ? Lévine n'est pas un personnage quelconque. Il soigna Lénine, Staline et tous les membres du gouvernement. J'ai très bien connu cet homme loyal et paisible. Comme tout médecin ayant une autorité, il avait des relations intimes, même bienveillantes avec ses grands patients. Il savait très bien comment est la colonne vertébrale de MM. « les Chefs » et comment fonctionnent leurs reins autoritaires. Lévine avait accès librement auprès de tout dignitaire. Ne pouvait-il donc pas faire connaître le chantage sanglant de Jagoda à Staline, à Molotov ou à n'importe quel membre du Bureau Politique et du gouvernement ? Il résulte qu'il ne le pouvait pas. Au lieu de dénoncer la canaille du Guépéou, le docteur était contraint, pour la sécurité de sa famille, d'empoisonner ses patients. Voici comment apparaît, vu dans le panorama du Tribunal de Moscou, le régime de Staline à son faite même, au Kremlin, dans la partie la plus intime du Kremlin, à l'hôpital destiné aux membres du gouvernement ! Que se passe-t-il alors dans tout le reste du pays ?

« Mais tout cela, c'est un mensonge, s'exclamera le lecteur. Le docteur Lévine n'a empoisonné personne. Il a tout simplement déposé un faux témoignage, sous la menace des mausers du Guépéou ». C'est tout à fait juste, répondrai-je. Mais la physionomie du régime devient par cela même encore plus sinistre. Si, sous les menaces du chef de la police, le docteur avait vraiment commis ces crimes horribles, on pourrait dire, oubliant tout le reste : c'est un cas pathologique, une manie de persécution, de la sénilité, enfin tout ce qu'on veut. Mais non, le témoignage de Lévine fait partie intégrante des plans judiciaires inspirés par Staline et mis au point par le procureur Vichinsky avec Jejev, le nouveau chef du Guépéou. Ces hommes n'ont pas craint de recourir à de telles inventions fantastiques. Ils ne les ont pas considérées comme des impossibilités. Au contraire, entre toutes les variantes possibles, ils ont choisi la plus plausible, c'est-à-dire celle qui correspondait le plus aux conditions, aux relations et aux mœurs. Tous les magistrats, toute la presse soviétique et tous les responsables du pouvoir ont accepté tacitement comme vraisemblable que le chef du Guépéou puisse contraindre n'importe quelle

personne à commettre un crime quelconque, même si cette personne se trouve en liberté, occupe une situation élevée et jouit de la protection des sommets dirigeants. Mais s'il en est ainsi, peut-on douter, fut-ce un seul instant, que le Guépéou omnipotent et omniprésent soit capable de forcer tout détenu de la prison de la Loubianka, à avouer « volontairement » des crimes que celui-ci n'a jamais commis ? Le témoignage du docteur Lévine est la clef de tout le procès. Cette clef ouvre tous les secrets du Kremlin et, en même temps, ferme définitivement la bouche aux avocats de la justice stalinienne dans le monde entier.



Qu'on ne nous dise pas : « Voilà où a mené la Révolution d'octobre ! » Ce serait presque la même chose que de s'exclamer, devant le pont détruit en janvier sur le Niagara : « Voilà où mènent les chutes du Niagara ! ». La Révolution d'octobre n'a pas seulement abouti aux faux de la justice. Elle a donné une impulsion puissante à l'économie et à la culture de la grande famille des peuples. Mais elle a engendré de nouveaux antagonismes sociaux à un niveau plus élevé. Le retard et la barbarie, héri-

tage du passé, ont trouvé leur expression la plus condensée dans la nouvelle dictature bureaucratique. En lutte contre la société vivante et croissante, cette dictature sans idées, sans honneur et sans conscience est parvenue à des crimes sans pareil et, en même temps, à une crise mortelle.

L'accusation de sadisme relative au docteur Pletnev, en tant qu'épisode dans la préparation du procès actuel, les intérêts romanesques de Jagoda, comme cause de la mort du fils de Gorki, le talisman religieux de la femme de Rosengolz et surtout les « aveux » du docteur Lévine, — tous ces épisodes exhalent une odeur de pourriture, la même qu'exhalait l'affaire Raspoutine, dans la dernière période de la monarchie tsariste. Des couches dirigeantes capables de dégager de tels gaz sont vouées à la perte. Le procès actuel est une convulsion tragique de la dictature stalinienne. Il dépend de la volonté des peuples de l'U.R.S.S., ainsi que de l'opinion publique mondiale, que, dans sa chute inévitable, ce régime n'entraîne pas au fond de l'abîme historique toutes les conquêtes sociales qui ont été payées par plusieurs générations du peuple russe du sang d'innombrables victimes.

Coyoacan, le 10 mars 1938.

Le parti bolchevik a présenté dans son action la combinaison de l'audace révolutionnaire et du réalisme politique les plus élevés. Il a établi pour la première fois le rapport entre l'avant-garde et la classe, qui pouvait assurer la victoire. Il a prouvé expérimentalement que l'alliance entre le prolétariat et les masses opprimées de la petite bourgeoisie des campagnes et des villes n'était seulement possible que par le renversement politique des partis petit-bourgeois traditionnels. Le parti bolchevik a montré au monde entier comment mener l'insurrection armée et la conquête du pouvoir. Ceux qui opposent des soviets abstraits à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction bolchevique que les Soviets ont pu se débarrasser de la fange du réformisme et parvenir à la forme d'institution étatique du prolétariat.

L. TROTSKY.

ESPAGNE

★ M A I 36
★ JANVIER 38

PAR EMILIANO VIGO

VOICI deux mois bientôt que fut faite la conférence, dont nous donnons ci-dessous le sténogramme, par un camarade de retour d'Espagne, devant une assemblée d'une centaine de camarades, membres du P.C.I. et sympathisants. L'auteur de cette conférence est un camarade qui a appartenu au P.C. italien, puis à l'opposition de gauche. On trouvera également dans cette conférence ses explications sur son activité à des postes responsables.

Je vais faire un rapport sur quelques-uns des problèmes les plus importants de la révolution espagnole, sur les erreurs des bolcheviks-léninistes en Espagne et sur la position des différents partis au cours de la révolution espagnole.

En Espagne, avant la révolution, la situation était peu sûre, du point de vue de la stabilité économique et politique. La chute de la monarchie, en 1931, avait engendré une crise profonde dans l'ensemble du système capitaliste-féodal espagnol et posé une série de problèmes que, seule, une révolution prolétarienne pouvait résoudre. Mais la politique du Front populaire après la prise du pouvoir a brisé l'élan révolutionnaire du prolétariat et la social-démocratie, le stalinisme international et le centrisme ont dit : « Nous avons fait une grande révolution sans faire couler beaucoup de sang ».

En effet, d'un point de vue superficiel, la situation pour ceux qui ne savaient pas comprendre les problèmes de la crise d'Espagne, donnait l'impression que tous les problèmes étaient résolus par la chute de la monarchie et la prise du pouvoir par le Front populaire, mais la crise politique en Espagne ne pouvait pas être résolue par le Front populaire. Il s'agissait, en effet, d'une crise à laquelle, seule, une révolution socialiste pouvait apporter une solution, qu'il s'agisse du problème agraire, démocratique ou des problèmes politiques, des minorités nationales, de l'esclavage du Maroc, etc...

Mais ce qui manquait au prolétariat espagnol, c'était un parti révolutionnaire, ce que nous entendons tous par parti révolutionnaire, c'est-à-dire l'élément le plus avant-gardiste du prolétariat, le plus combattif, le plus intelligent, capable de regarder non seulement les problèmes transitoires de la lutte ouvrière, mais sachant orner le prolétariat contre tout le système capitaliste.

ORIGINE DU P. O. U. M.

A cette époque, il y avait la fraction bolchevik-léniniste avec ses dirigeants Andrés Nin, Andrade, Molins et autres, tous bons camarades. Les camarades de la section de Madrid, au point de vue politique, sur des questions comme celles de la dégénérescence de l'I.C., de l'U.R.S.S.,

du mouvement international, de la lutte contre la social-démocratie, de la lutte de classe contre la III^e Internationale, étaient très avancés; ils avaient même compris, à cette époque, la nécessité de la lutte contre le bavardage anarchiste. Seulement, la fraction de gauche, à ce moment, était un petit noyau qui était incapable de s'élargir, incapable d'avoir une orientation pour aller aux masses et les diriger. Par ailleurs, il y avait une crise dans le Secrétariat International au sujet de l'entrée dans le parti socialiste : la fraction de gauche espagnole, dans sa totalité, s'était prononcée contre l'entrée dans le parti socialiste et contre l'opinion du camarade Trotsky et celle du S.I. Ce fut là l'origine de la crise qui devait aboutir à l'absence d'une direction révolutionnaire du prolétariat. Cette absence devait ensuite se faire sentir dans tout le cours des événements qui marquèrent la lutte révolutionnaire.

En Espagne existait le Bloc ouvrier et paysan, formé à l'origine, par la droite du parti communiste espagnol, dont le représentant était Maurin.

Un autre groupe était entré dans le Bloc ouvrier et paysan : le parti « communiste » des Baléares. C'était une fraction nationaliste catalane, qui se disait communiste mais qui était, en réalité, un noyau petit-bourgeois, défendant l'indépendance catalane et autres choses semblables...

La fraction de la gauche communiste : Andrade et Nin, s'était orientée vers un travail commun avec le Bloc ouvrier et paysan; les pourparlers engagés aboutirent à la formation du Parti Ouvrier d'Unification Marxiste qui, par son nom même, entendait se déclarer marxiste, ouvrier et révolutionnaire.

LA CLASSE OUVRIÈRE

Le Front populaire n'avait pas résolu les problèmes de la révolution et il n'appuyait pas la lutte pour les revendications ouvrières dans les usines et pour les libertés démocratiques.

Il faut se rendre compte, en effet, qu'à ce moment, bien qu'on fut sous un gouvernement de Front populaire, la presse était soumise à la censure, les meetings étaient interdits, etc...

En Espagne, le prolétariat avait une conscience politique révolutionnaire vraiment incroyable. Je crois qu'il est inutile d'insister là-dessus pour démontrer la capacité révolutionnaire du prolétariat, car d'après nos rapports sur les erreurs des bolcheviks-léninistes, les erreurs des partis, les trahisons des staliniens, la dégénérescence démocratique dans la bourgeoisie espagnole, vous devez vous rendre compte quelle tâche énorme incombait à la classe ouvrière.

Mais l'existence de l'anarcho-syndicalisme était un élément de confusion; l'anarcho-syndicalisme était d'origine ouvrière mais la lutte qu'il menait contre le patronat, contre le gouvernement, contre l'Eglise, contre les féodaux, n'était pas une lutte de classes et d'éducation révolutionnaire. Cette lutte était menée sans qu'il soit tenu aucun compte des tâches de la révolution. L'anarcho-syndicalisme avait une position et une action indépendantes pour chaque région et chaque groupe menait sa lutte propre, en dehors de l'ensemble du mouvement ouvrier.

L'existence de l'anarcho-syndicalisme avait empêché les ouvriers de prendre conscience de la nécessité de s'organiser classe contre classe. L'anarchisme, en Espagne, se présentait comme en Russie, avec cette différence qu'en Espagne, il n'y avait pas de parti marxiste pour rendre clairs les problèmes de la révolution socialiste et pour faire la critique indispensable sur le terrain de l'organisation de classe. C'est pourquoi les anarchistes ont eu une influence très grande sur les masses; ils jonglaient avec des mots et faisaient passer pour des solutions leur verbiage et leur gymnastique de paroles creuses.

LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES DEVANT LE SOULÈVEMENT FASCISTE

Au cours d'une grève, trois mois avant l'insurrection militaire, dans un pays catalan, la garde civile du Front populaire avait tiré contre un groupe d'ouvriers agricoles, en avait tué 12; une semaine avant à Barcelone, elle avait tué des ouvriers dans la rue et il y avait eu un grand nombre d'arrestations. A Madrid, à la suite de l'assassinat d'un officier républicain, un chef fasciste, Calva Sotelo, avait été tué.

C'est une telle situation qui a décidé la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie, c'est-à-dire le fascisme, à se soulever.

Le soulèvement eut lieu le 19 juillet; la bourgeoisie démocratique le savait, le Front populaire le savait, les anarcho-syndicalistes le savaient, mais tous pensaient que les fascistes n'oseraient jamais descendre dans la rue parce que la classe ouvrière ne le permettrait pas. Tout cela était destiné à endormir les masses et les calmer; quand le fascisme est descendu dans la rue, les masses étaient désorientées et sans perspective de lutte.

A minuit, le 18 juillet, j'ai eu une entrevue avec Andrés Nin; il avait dit que c'était à trois heures de la nuit qu'il devait y avoir quelque chose; il y avait presque une semaine qu'on avait donné aux militants l'ordre de rester mobilisés dans les locaux de l'organisation. On voulait, en effet, attendre que les fascistes prennent l'initiative de descendre dans la rue pour passer à l'action. C'était une position défensive et non une position offensive. J'ai appris, après le mois d'août, que les anarchistes, etc..., avaient fait une démarche à la Généralité pour demander deux mille fusils avant que les fascistes ne se soulèvent, pour repousser l'éventuelle insurrection militaire fasciste. Rendez-vous

compte de cette démarche; ils ne faisaient pas appel à la grève générale, ils ne faisaient pas appel au prolétariat, ils n'avaient pas confiance; aucun parti ne connaissait la capacité combattive de la classe ouvrière d'Espagne. Naturellement, Companys et tous les ministres de la Généralité, avec des boniments d'avocats défenseurs de la bourgeoisie, avaient dit: « Il ne faut pas aller trop loin; il faut faire une démarche du gouvernement appuyé des organisations ouvrières aux généraux. Il faut dire que s'ils se soulèvent, toutes les organisations ouvrières seront contre eux. » Cette démarche a été faite et le P.O.U.M. n'a pas voulu s'y associer.

Le général Mola, au Ministère de la Guerre à Madrid, avait déclaré: « Ou le pouvoir, ou la rue ». Caballero, Prieto et tous les chefs anarchistes et les chefs du stalinisme ont imploré ces misérables généraux; ils ont fait appel à leur patriotisme: les fascistes sont descendus dans la rue. Ce qui a sauvé la Catalogne, le Centre, le Nord, c'est le prolétariat catalan, parce qu'en Catalogne, il y avait une agitation politique, parce qu'en Catalogne, il y avait un mouvement général de grève, une situation révolutionnaire peu rassurante pour la bourgeoisie. Les fascistes se sont trompés dans leurs calculs; ils ne pensaient pas que la Catalogne et ensuite toutes les autres régions se seraient soulevées contre eux.

LES COMITÉS ORGANES DU POUVOIR

A 4 heures du matin, nous avons entendu les mitrailleuses sur les boulevards de Barcelone; les ouvriers commençaient à sortir dans la rue, qui avec un petit revolver, qui avec un couteau, qui avec une arme improvisée pour se battre; de 4 à 7 heures du matin, les ouvriers de Barcelone ont fait des miracles. C'était le foudre: tous les quartiers militaires, toutes les foudres, tous les endroits où il y avait des fascistes étaient en feu; ils étaient pris d'assaut; personne ne pouvait les tenir; les chefs des organisations ouvrières, anarcho-syndicalistes, du P.O.U.M., étaient surpris de cette fièvre du prolétariat qui avait brisé d'une façon totale l'action militaire fasciste à Barcelone et dans toute la Catalogne.

Ce qui a sauvé Madrid et le Nord, c'est que, quand la lutte de la Catalogne a été portée par la radio à la connaissance des ouvriers madrilènes, ceux-ci se sont soulevés avec l'assurance qu'une partie de l'Espagne était déjà aux mains des ouvriers.

Dans toutes les autres parties de l'Espagne où il n'y avait pas d'agitation ouvrière, les fascistes se présentaient comme des républicains et, favorisés par la politique faussée du Front populaire, ils avaient, en 48 heures, fait assassiner les éléments les plus combattifs des organisations ouvrières, particulièrement dans la région de Saragosse.

Dans toutes les régions où le fascisme avait pris le pouvoir, de même qu'aux colonies, au Maroc ou aux Canaries, il devait commencer à se défendre parce que ses positions n'étaient pas solides.

Le fascisme était obligé de passer de l'offensive à la défensive et c'était maintenant le prolétariat catalan qui attaquait: ce fut juillet, août et la moitié de septembre.

Ce qui manqua au prolétariat, comme je l'ai déjà indiqué, ce ne fut ni la combativité, ni l'héroïsme, ni la capacité de résistance dans la rue; ce fut une direction politique, ce fut une ligne juste qui aurait permis la lutte à la fois contre le fascisme et le capitalisme qu'il fallait également abattre pour assurer la victoire de la révolution.

C'est parce qu'une telle direction n'existait pas qu'a pu se constituer le bloc de l'antifascisme qui réunissait les anarchistes, le P.O.U.M. et tous les partis de la démocratie espagnole, dirigés par Prieto et Caballero, alors que pendant les mois de juillet et août, les ouvriers avaient construit dans toute la Catalogne des comités dont l'existence faisait apparaître la dualité de pouvoir. Ces comités, en effet, étaient des organes de pouvoir : eux seuls apportaient des solutions à tous les problèmes, tandis que le pouvoir de l'Etat était passé au troisième plan et n'existait plus comme pouvoir « officiel ».

Ce qui a manqué aux comités qui menaient la lutte sans aucune perspective et d'une façon, pour ainsi dire indépendante, sans tenir compte de la situation générale, c'est une liaison politique, une direction.

Le prolétariat s'est armé, mais chaque parti a conservé ses armes, ses hommes; chaque parti a conservé tout ce qu'il pouvait prendre d'armes, d'hommes, de matériel, de tout... Chaque organisation avait sa milice, ses dépôts, ses casernes et quelquefois même, il y avait lutte entre milices, entre groupes, quelquefois même des tués d'un côté et de l'autre... Ce sont là des erreurs tragiques de la révolution.

Les chefs des partis antifascistes se sont rendus compte du danger de cette dualité et le gouvernement de la Généralité a cherché à reprendre le pouvoir dans toutes les régions où il pouvait le faire.

C'était la révolution. C'était un moment où tous les problèmes, comme l'a dit Trotsky, ne peuvent être résolus à travers des pourparlers, à travers des accords, des concessions faites d'un groupe à l'autre, mais par les actes. Ce sont les actes seulement qui peuvent décider de l'orientation future de la lutte du prolétariat.

En effet, les ouvriers ne pouvaient pas comprendre comme les chefs que pour être contre les fascistes, ils devaient être alliés avec la bourgeoisie.

Pour le prolétariat, le problème était posé d'une façon tout à fait claire; s'il y avait eu un parti, il se serait passé ce qui s'est passé en Russie, avec les bolcheviks dont la vigilance a brisé tous les plans du menchévisme et tous les plans de la bourgeoisie démocratique russe. Seulement, il n'y avait pas, en Espagne, de parti bolchevik.

LE PROBLÈME DU PARTI

Il faut maintenant envisager le problème du parti.

Je ne veux pas exagérer le rôle que j'ai joué en Espagne, mais, pour expliquer les erreurs des bolcheviks-léninistes, pour les corriger, il faut parler d'une façon claire, et je dois dire que je me suis rendu compte tout de suite qu'en Espagne, il ne manquait au prolétariat pour vaincre qu'une direction révolutionnaire, un parti qui ait assez d'audace pour se mettre à la tête des masses. Il fallait défendre le pouvoir des comités et, seules, les milices ouvrières centralisées pouvaient assurer la victoire sur le fascisme.

En ce qui me concerne, je collaborais avec le Comité Exécutif du P.O.U.M. et j'étais chargé de tâches militaires et politiques. Il y avait un travail énorme au point de vue pratique : il y avait, en effet, beaucoup de provocateurs, beaucoup de fascistes et beaucoup de gens à surveiller. Dans les premiers jours, nous avons essayé de liquider ce travail pratique, mais le problème essentiel pour moi était le problème politique. Comme je l'ai dit, le P.O.U.M. était un parti centriste; c'était un parti né de la

fusion entre les tendances droitières du Parti communiste espagnol, une tendance petite-bourgeoise nationaliste catalane et le courant de l'ancienne gauche communiste espagnole qui était la Section du Secrétariat International.

Le problème ne se posait pas de fonder un nouveau parti, car si l'on veut fonder un parti contre tous ceux qui existent, il ne faut pas parler de faire la révolution. Si nous voulions aider la révolution à vaincre et élaborer une plate-forme politique, il fallait l'élaborer en commun avec les camarades espagnols, pour pouvoir participer d'une façon active à la lutte. Il fallait entrer au P.O.U.M. avec notre drapeau, avec notre programme.

LE S.I. ET LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Nous avons fait deux réunions auxquelles il y avait beaucoup de camarades bolcheviks-léninistes, qui venaient de France, de Belgique, d'Angleterre, d'Amérique et qui ne connaissaient pas la situation politique espagnole... Quant au Secrétariat International, il apportait encore davantage de confusion dans les rangs des bolcheviks-léninistes. Pourquoi? Parce que la position du Secrétariat International était : « Il faut aider les camarades au front, et ainsi nous pourrions démontrer aux stalinien et à tous les contre-révolutionnaires que les bolcheviks-léninistes savent se battre au front avec le fusil à la main contre les fascistes... ». J'ai dit « Ce n'est pas le problème. S'il y a des camarades qui ont des connaissances militaires et qui n'ont pas de connaissances politiques, il faut les encadrer dans les milices et les envoyer au front, mais tous les camarades qui ont une éducation politique, il faut qu'ils restent à Barcelone et il faut former les cadres. Il faut nommer des responsables, il faut entrer au P.O.U.M. ».

Au cours d'une discussion sur cette question, nous étions arrivés à une entente. Le P.O.U.M. possédait, outre son organe central « La Batalla », de nombreux quotidiens, sans compter les petits journaux. Notre collaboration avec lui, c'était le moyen de faire connaître notre position par la presse et d'aider le prolétariat espagnol.

Le représentant du Secrétariat International s'est présenté à Barcelone avec un numéro de la « Lutte Ouvrière » où était reproduite la lettre du camarade Trotsky, contre André Nin, Andrade, etc... Je n'étais pas contre cette lettre au point de vue général, mais il y avait le problème tactique. Il fallait comprendre ce problème, et le Secrétariat International s'est absolument refusé à le comprendre.

J'avais dit à Rous, qui était représentant du Secrétariat International et de la IV^e Internationale (je ne parle pas du premier désaccord avec Rous sur la IV^e Internationale : j'avais dit : « Il ne faut pas se présenter comme représentant de la IV^e Internationale puisqu'elle n'existe pas », il faut se présenter comme bolcheviks-léninistes, et il faut lutter pour la IV^e Internationale) qu'il ne fallait pas montrer cette lettre, que ce serait une erreur. Je m'opposais à ce que la lettre circule.

Rous a accepté de ne pas la divulguer, mais il voulait que nous fassions une démarche auprès d'André Nin pour discuter avec lui les conditions de notre entrée et pour lui demander s'il nous donnerait l'autorisation de construire une fraction bolchevik-léniniste. Sur ce point, je n'étais pas, non plus, d'accord avec Rous. Il ne s'agissait pas, en effet, de demander l'autorisation de faire notre fraction à l'intérieur du P.O.U.M.; la construire, c'était notre tâche à nous, notre lutte acharnée de chaque jour. Je

proposais donc de faire une déclaration qui serait publiée par « La Batalla » et d'entrer comme bolcheviks-léninistes. Nous verrions ensuite qu'il était avec nous et qui était contre nous. A ce moment, des camarades disaient que notre désaccord n'était pas important. Je me rendais compte que peu de camarades comprenaient la situation espagnole et que le Secrétariat International, sans Trotsky, ne savait ni quoi dire, ni quoi faire.

Telle était, alors, la situation des bolcheviks-léninistes en Espagne.

Puis, Rous s'est présenté au Comité Exécutif du P.O.U.M. Il a dit : « Je suis Rous », et Nin et Andrade n'ont rien voulu savoir.

Malgré cela, j'ai dit : « Il faut aller au P.O.U.M. Je vais aller leur proposer la collaboration des B.L., et s'ils n'acceptent pas, je donne ma démission comme délégué politique; si vous voulez que je démissionne tout de suite à titre de solidarité, je suis prêt à le faire ».

Je suis donc allé au Comité Exécutif du P.O.U.M. et j'ai dit à Nin : « Vous êtes d'accord pour que je collabore avec vous. Il faut accepter une réunion avec les représentants du Secrétariat International et envisager une collaboration avec le camarade Trotsky. Autrement je suis dans l'obligation de donner ma démission ».

Deux heures après, Rous, Sabas et moi avons participé à la réunion générale du Comité Exécutif pour tâcher d'établir une collaboration entre les bolcheviks-léninistes et le P.O.U.M. Il était décidé que la collaboration au P.O.U.M. continuerait de façon tout à fait indépendante sur les problèmes politiques, mais au point de vue militaire, tout le travail devait dépendre du Comité Exécutif du P.O.U.M. En ce qui concerne la collaboration avec la fraction B.L. internationale, le camarade Trotsky, chaque semaine, enverrait des articles sur la situation espagnole, que « La Batalla » publierait en première page. Après deux heures de discussion, la collaboration était acceptée.

Je demandai donc de réunir une assemblée générale à la Caserne Lénine, au cours de laquelle serait élaborée une déclaration destinée à expliquer l'entrée des bolcheviks-léninistes au P.O.U.M., non pas une déclaration de principe, mais une déclaration sur les problèmes essentiels de la révolution espagnole, sur les problèmes du parti et sur la situation internationale.

Je pensai bien avoir, à cette réunion, l'accord de Rous et des autres camarades, mais, à ma grande surprise, lorsque j'eus terminé mon rapport je me trouvai seul à dire : « Il faut entrer au P.O.U.M. ». A la fin de la réunion, un camarade me dit : « Tout le monde raconte que tu es un agent du P.O.U.M. ».

Dans ces deux assemblées que nous avons faites, Rous et les autres n'ont apporté aucune opinion politique contre l'entrée au P.O.U.M.

LA PARTICIPATION DU P.O.U.M AU GOUVERNEMENT BOURGEOIS

Quelques mois après, le P.O.U.M. décida de participer au premier conseil économique qui se formait dans la Généralité. Ce fut le premier désaccord entre Andrés Nin et moi. Je lui dis que le P.O.U.M. devait conserver une position indépendante vis-à-vis de la Généralité et qu'à travers les comités ouvriers, paysans et soldats devaient être traités tous les problèmes économi-

ques, non pas de la Généralité, mais de la révolution. Nin me dit qu'il n'était pas contre cela, que c'était une opinion tout à fait juste. Donc, même à ce moment-là, le P.O.U.M. n'a pas exclu notre collaboration.

La guerre continuait et les bolcheviks-léninistes qui arrivaient de tous les pays étaient envoyés au front. Les camarades qui connaissaient les questions politiques, on s'arrangeait pour qu'ils ne me voient pas. Par exemple, Chéron, que l'on a envoyé à Madrid... Quand est arrivé Molinier, le S. I. a proposé de le renvoyer tout de suite à Paris.

Rous me convoqua après quatre ou cinq jours à une réunion pour nommer un comité de collaboration avec le P.O.U.M., comité qui devait diriger tout le travail des bolcheviks-léninistes. Je croyais qu'il s'agissait de nommer des camarades qui venaient de Paris. Ce comité, en effet, qui devait diriger la lutte des bolcheviks-léninistes en Espagne, devait collaborer avec le P.O.U.M. et devait au moins donner une orientation à la lutte. Or, il y avait seulement, pour composer ce comité, deux camarades. L'un d'eux me fut présenté comme le représentant de la IV^e Internationale, alors que, quelques jours auparavant, Rous, me parlant de lui, m'avait dit que c'était un surréaliste sympathisant. De l'autre, il m'avait dit que c'était un ancien camelot du roi, qu'il ne fallait pas trop mettre dans les affaires politiques. A la réunion assistaient, outre ces deux camarades, Sabas et moi. En arrivant à la réunion, Sabas m'avait dit : « Je vais à Paris, car je vois que je ne puis rien faire et Rous n'a rien compris. Je ne puis rien dire contre lui, et le mieux est que je parte ». Il déclara, en effet, au cours de la réunion, qu'il allait à Paris.

Pour moi, quand je vis ces camarades, je dis que je ne pouvais pas accepter d'entrer dans ce comité parce que celui-ci manquait de base. Trois jours après, Rous revint à Paris et ma collaboration avec le P.O.U.M. cessa.

En septembre, la lutte commença contre les comités ouvriers, paysans et soldats et le P.O.U.M. décida de participer au gouvernement de la Généralité, dans lequel Companys présidait, avec les ministres provocateurs et assassins, les hommes les plus odieux existant en Catalogne, ainsi que trois ou quatre anarchistes de la C.N.T. et de la F.A.I. qui avaient constitué ce gouvernement avec Comorera.

Andrés Nin avait déclaré qu'il était impossible de ne pas participer, qu'il fallait participer et tâcher de l'intérieur, de briser le gouvernement. C'est la dernière fois que j'ai parlé avec Andrés Nin. Malgré cela, Andrade était encore pour une collaboration avec nous et avait défini la position de Nin comme une position centriste, et il disait qu'il fallait lutter contre la position centriste du P.O.U.M. « Il faut s'entendre, disait-il, il faut écrire à Paris tout de suite. »

Le P.O.U.M. avait trahi en participant au pouvoir, et les bolcheviks-léninistes devaient se lier à tous les camarades de la base du P.O.U.M. Pour cela, il fallait sortir un journal, il fallait avoir un organe bolchevik-léniniste contre la constitution d'un groupe bolchevik-léniniste contre la participation du P.O.U.M. au pouvoir. J'essayai encore d'écrire à Paris et de reconstituer un groupe B.L. à Barcelone, mais il n'y eut rien à faire.

Lorsque la Généralité a été reconstituée, son premier acte a été de publier un décret ordonnant qu'en 48 heures tous les comités, quel que soit leur nom : comités antifascistes, comités populaires, comités révolutionnaires soient dissous et qu'à leur place soient reconstituées les anciennes communes sur la base de la Généralité, c'est-à-dire avec la participation de la bourgeoisie.

Tous les partis ouvriers ont travaillé d'une façon consentante contre la révolution prolétarienne en Espagne; ils ont marché contre la classe ouvrière, ils ont trahi la classe ouvrière espagnole et au lieu d'armer les ouvriers contre la bourgeoisie, au lieu d'organiser un organe indépendant, ils ont reconstitué les organes du pouvoir de l'Etat et toute la bureaucratie qui existait avant. Il y avait même dans beaucoup d'endroits des hommes qui avaient donné l'ordre de tirer contre les ouvriers avant la révolution.

A la fin de septembre, presque tous les comités constitués pendant deux mois et demi et pour lesquels beaucoup d'ouvriers avaient laissé leur vie dans une lutte terrible, étaient dissous et remplacés par les communes.

Pendant les trois premiers mois de la révolution, le stalinisme n'existait presque pas. La position qu'il avait prise vis-à-vis de la révolution, c'était de ne pas y participer. La politique de non-intervention des organisations staliniennes était de ne pas intervenir avec les forces des autres pays en Espagne.

Toute une série de problèmes s'est posée à ce moment, mais le problème qui était entre tous les autres important, c'était le procès de Moscou.

Nous avons fait des appels, nous avons présenté des résolutions... Les staliniens ont commencé leur lutte contre les « trotskystes »; à Madrid, ils ont tout brisé au P.O.U.M.

Les quelques possibilités de travail politique pouvant être envisagées ont été annihilées par l'incapacité, l'ignorance du Secrétariat International, à l'aide de manœuvres misérables et d'accusations stupides contre les dirigeants du P.O.U.M., qu'on accusait, entre autres choses, de vouloir fusiller des B.L. Il est naturel que lorsqu'on accuse un parti de crimes de ce genre, une collaboration avec lui devient impossible...

Il ne faut pas oublier, dans le rapport des forces qui existaient, que le P.O.U.M. était, en Espagne, le seul parti ayant une base prolétarienne pouvant comprendre notre langage marxiste et la critique léniniste, et devant laquelle on pouvait poser le problème d'un parti véritablement révolutionnaire.

Le groupe des B.L. qui s'est intitulé : « Section de la IV^e Internationale » isolé des éléments marxistes du P.O.U.M., nous réserve de grandes surprises, par ses fausses positions politiques, vers l'anarchisme des « Amis de Durruti ». Ce groupe, prétendue section de la IV^e Internationale en Espagne, compromet les B.L., la notion du parti révolutionnaire et de la IV^e Internationale... Nous avons fait tout ce qu'il nous a été possible pour unir les B.L. en Espagne; pour construire une organisation saine, sur des principes solides, des positions justes sur le problème de la révolution, et une orientation révolutionnaire; cela n'a pas été possible. Tout a été compromis par la politique d'« ultimatum », par le régime intérieur d'exclusion sans discussion, et par la démission du groupe officiel B.L. des milices antifascistes. En tant que responsable politique militaire de la colonne internationale, j'avais tout fait pour empêcher cette démission.

Au mois de septembre, après la participation du P.O.U.M. au pouvoir, après celle de la C.N.T., il était clair que la politique contre-révolutionnaire du Front populaire devait favoriser l'avance du fascisme... Si, à ce moment, une fraction B.L. s'était trouvée dans le P.O.U.M., il est certain que le problème du nouveau parti se serait posé sur une base de masses comme celle du P.O.U.M., qui sympathisait avec la lutte pour la IV^e Internationale, pour la révolution socialiste.

Une situation favorable importante s'est présentée lorsque les stalinien ont commencé la campagne contre le P.O.U.M. « trotskyste » pour le chasser de la Généralité.

Une fois en dehors du gouvernement de la Généralité, le P.O.U.M. se trouvait en fait dans l'opposition, mais sans une politique révolutionnaire marxiste, sans orientation ni perspective. Le P.O.U.M. s'était mis à théoriser la conquête du pouvoir sans lutte armée; et les stalinien réalisaient celle-ci par la terreur et les armes. A travers son organe, le bulletin « Le Soviet », notre groupe intervint pour faire comprendre aux militants du P.O.U.M. le danger qui les menaçait. Mais, divisés en deux groupes, B.L. « officiels » et B.L. du « Soviet », on ne pouvait pas jouer un rôle politique efficace. Ce n'était pas tout... La « section de la IV^e Internationale », par son orientation aventuriste vers les anarchistes des « Amis de Durruti » et par des attaques absurdes et injustes contre le P.O.U.M., formée d'éléments sans passé révolutionnaire ni éducation prolétarienne, n'a fait que discréditer encore plus les idées B.L. Et c'est après s'être éloignés du P.O.U.M., s'être réduits à un petit groupe, après avoir démissionné des milices antifascistes, le S.I. ordonne l'entrée de la section B.L. dans le P.O.U.M. après s'y être refusé au mois d'août. Cette démarche faite par un groupe sans base, discrédité, ne pouvait avoir aucun résultat...

Après toutes ces erreurs, le Secrétariat International crut apporter une solution aux problèmes de la révolution par des documents sur des généralités, des clichés tout faits, bons en tous temps et en tous lieux.

Les effets de cette politique de commande se substituant à la vie politique de l'organisation et à l'élaboration des problèmes de la construction de la IV^e Internationale, ne devaient pas se faire attendre.

La décomposition de la section italienne au profit du parti maximaliste, au moment où l'élément le plus responsable ne fait aucune opposition dans le parti de Nenni, ne constitue pas un fait particulier.

Après les événements de Mai, le Secrétariat International vint à Barcelone, demandant à voir les camarades du groupe « Le Soviet ». Une entrevue fut décidée avec le camarade Emiliàno Vigo pour décider la fusion et la reconstitution de la section bolchevik-léniniste d'Espagne.

Les camarades du groupe « Le Soviet » posèrent des conditions : on devait donner une vie politique à l'organisation et assurer celle-ci contre la répression, sur la base de la lutte pour la reconstruction d'un parti révolutionnaire.

Ces problèmes, à cause de l'incompréhension du Secrétariat International, à cause de l'hétérogénéité du groupe bolchevik-léniniste composé d'éléments irresponsables, n'ont pu être résolus.

Les erreurs du P.O.U.M. sur le problème du pouvoir, considérant les organes de l'Etat comme brisés par la révolution elle-même, et la possibilité de la conquête du pouvoir sans insurrection, dans les mois de février, mars et avril, n'ont pas été des erreurs de tactique, mais des « erreurs » de doctrine sur le problème de l'Etat de la dictature du prolétariat. Sur ce problème, le P.O.U.M. n'avait pas une position révolutionnaire. Le P.O.U.M., qui avait participé au pouvoir et accepté pour cela la dissolution des comités révolutionnaires, soutenait, dans une période de stagnation révolutionnaire et de préparation d'offensive de la contre-révolution, la conquête du pouvoir sans lutte armée sur la base des syndicats de la C.N.T...

Le seul groupe (trop faible pour se faire écouter) ayant fait une critique marxiste à travers son organe « Le Soviet », sur le problème de l'Etat, excluant la conquête du pouvoir dans cette situation, et avertissant des dangers de la contre-révolution qui relevait la tête, a été notre groupe. Pendant que la « section de la IV^e Internationale » théorise la prise du pouvoir avec les anarchistes... sans comprendre qu'il fallait s'orienter vers le P.O.U.M. pour la conquête des masses, pour les placer sur un terrain de défensive.

La semaine de Mai, pour un marxiste qui a suivi de près les événements d'Espagne, ce n'était pas une surprise : il fallait s'attendre à une provocation pour écraser le prolétariat d'une façon totale, parce que, malgré la reconstitution du pouvoir, malgré le renforcement du front populaire, les ouvriers étaient armés, les milices ouvrières étaient armées. Il fallait donc désarmer le prolétariat ; il fallait persécuter l'avant-garde révolutionnaire ; il fallait mettre hors la loi les partis qui ne voulaient pas reconnaître la « nouvelle » légalité.

Les événements se sont précipités. Le stalinisme a organisé la provocation. C'est la première fois

que la classe ouvrière de Barcelone se trouve tête à tête, en lutte armée, contre le Front populaire : la démocratie, le stalinisme et le réformisme se trouvent de l'autre côté de la barricade. La semaine de Mai ferme le cycle historique révolutionnaire du prolétariat d'Espagne. Cette « semaine de mai » a été une nouvelle expérience, démontrant que sans un parti révolutionnaire on ne peut pas être victorieux. La révolution pouvait se défendre et gagner avec une politique révolutionnaire et un guide. La « semaine de mai », nonobstant sa tragique expérience, a fait faire un pas en avant au prolétariat révolutionnaire. Les illusions de la démocratie et l'imposture du Front populaire ont été démasqués.

Il ne faut pas croire qu'un parti peut s'improviser en six mois, il ne faut pas voir le problème si facile ; le problème du parti, c'est, comme j'ai cherché à le faire ressortir, un problème fondamental et il ne s'agit pas de dire aux ouvriers : « Il faut se battre contre les patrons » ; ils le savent... C'est une tâche pour laquelle chaque bolchevik doit lutter ; le parti doit savoir diriger le prolétariat vers la victoire.

LA « MARSEILLAISE DES OUVRIERS »

« Hommes d'Angleterre, pourquoi labourer pour les lords qui vous tiennent sous leurs pieds ? Pourquoi tisser avec peine et souci les riches robes que portent vos tyrans ?

« Pourquoi nourrir, habiller, entretenir, du berceau à la tombe, ces ingrats frelons qui voudraient épuiser votre sueur, — oui, boire votre sang ?

« Pourquoi, abeilles d'Angleterre, forger tant d'armes, de chaînes et de foudres, pour que ces frelons sans aiguillon puissent piller le produit forcé de votre labeur ?

« Avez-vous loisir, confort, calme, abri, nourriture ? Avez-vous le doux baume de l'amour ? Qu'est-ce donc que vous achetez si cher avec vos peines et avec vos terreurs ?

« Le grain que vous semez, un autre le récolte ; la richesse que vous trouvez, un autre la garde ; les robes que vous tissez, un autre les revêt ; les armes que vous forgez, un autre les porte.

« Semez du grain, mais qu'aucun tyran ne le récolte ; trouvez des trésors, mais qu'aucun imposteur ne les entasse ; tissez des tuniques, mais qu'aucun paresseux ne les use ; forgez des armes, afin de les porter pour votre défense ! »

SHELLEY, 1820.

COMMISSION DE DOCUMENTATION INTERNATIONALE DU P. C. I.

Nous publions ci-après certains documents rassemblés par la Commission de Documentation internationale du P.C.I. sur plusieurs pays (Espagne, Mexique, Chine, Hollande, Etats-Unis...).

Dans chaque numéro de « La Vérité », cette Commission présentera d'importants documents pour la formation des cadres bolcheviks-léninistes.

Un Monument Stalinien :

“ ESPIONNAGE EN ESPAGNE ”

LIVRE NOIR DE STALINE PRÉFACÉ PAR UN JÉSUIE

Le stalinisme vient de publier son livre sur les événements d'Espagne, sous le titre « Espionnage en Espagne ». Ce livre s'efforce de prouver le travail de sabotage, de provocation, de haute trahison du P.O.U.M. « trotskyste » au service de Franco et de l'état-major italo-allemand.

La thèse politique, s'il en existe une dans ce livre de basse provocation policière, est de démontrer que le P.O.U.M. est dirigé par le « trotskysme international » et par Trotsky directement, et au service du fascisme.

Le but de Staline contre la « bête trotskyste » reste un, que ce soit en Russie, en Chine, en Espagne, ou bien dans le Mississipi : compromettre Trotsky, pour mieux pouvoir le combattre et l'isoler; dans ce même but, Staline doit détruire les partis ouvriers qui échappent à sa corruption, étrangler le mouvement ouvrier révolution-

naire, grâce à des amalgames policiers, seul système avec la calomnie pour discréditer les idées des véritables trotskystes, les bolcheviks-léninistes et retarder la construction de la IV^e Internationale.

Qui n'a été accusé de « trotskysme » ? Avant d'entrer officiellement dans le Front populaire et dans la ligne politique stalinienne, au temps de l'opposition à Pepe Diaz-Comorera, la C.N.T. et la F.A.I. ne furent-elles pas qualifiées de trotskystes, d'« incontroladas » et d'agents de Franco ?

Mettre en doute l'infailibilité du « chef bien aimé Staline », ne pas s'associer à ses crimes, défendre la classe ouvrière trahie par le stalinisme, signifie en fait devenir « trotskyste ».

Que veut prouver ce livre ? Pour ceux qui ont suivi l'évolution thermidorienne et bonapartiste du stalinisme en U.R.S.S., pour ceux qui savent les massacres et l'extermi-

nation de la vieille garde bolchevique, pour ceux qui ont identifié les organisateurs des défaites prolétariennes en Chine, en Allemagne, en Autriche et du Comité anglo-russe, de la II^e et de la III^e périodes, et la « théorie » du social-fascisme; pour ceux qui connaissent le degré de dégénérescence et de corruption des dirigeants de la III^e Internationale, agents dociles du Guépéou, pour ceux qui savent comment a été étranglé l'héroïque prolétariat ibérique, avec la politique du Front populaire, et comment il a été livré au fascisme par les agents de Staline, dénoncés dans les publications bolcheviks-léninistes, ce livre, qui s'insère dans l'œuvre contre-révolutionnaire du stalinisme, chien de garde du capitalisme, dévoile clairement son but.

Pour un lecteur intelligent, pour un intellectuel honnête, pour tout prolétaire qui possède la moindre conscience de classe, malgré l'habileté professionnelle avec laquelle est confectionné ce livre « Espionnage en Espagne », les déformations des faits et des événements, les contradictions, le cynisme, le mépris de l'opinion sont tellement évidents que les agents de Staline en Espagne se découvrent eux-mêmes comme les bas serviteurs d'une bourgeoisie semi-féodale, corrompue et en pleine faillite, sans intelligence et incapable, qui a fait écraser la classe ouvrière dans le sang et laissé passer le fascisme plutôt que la révolution socialiste.

Dans une situation qui ne fût pas de reflux révolutionnaire comme la situation actuelle, et dans laquelle les ouvriers pourraient réfléchir, parler et agir, un tel livre aurait été à la poubelle, lui, son auteur et l'autre agent du Guépéou qui l'a préfacé, Bergamin.

Ce monsieur, catholique-national catalan, épargné comme tant d'autres de ses collègues, pendant les Journées de juillet et de mai, par les dirigeants de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M., qui en subissent maintenant les conséquences, parce qu'il manquait au prolétariat espagnol un parti véritablement révolutionnaire, — se venge maintenant et garantit au « lecteur attentif » les « vérités » contenues dans ce livre, d'une « évidence si manifeste qu'elles ne pourront pas être déformées même par la plume magique de Trotsky. »

Le lecteur attentif est averti de ces vérités « par un vil idiot de jésuite en robe machiavélique » qui ne parvient pas à masquer toute l'infamie de ce livre. Ce sont là les hommes de Staline, défenseurs de la démocratie et du « socialisme », et de l'indépendance nationale sociale de l'Espagne.

Les auteurs (il ne s'agit pas de l'auteur Max Rieger) de tant d'imposture ont fabriqué ce livre sur la base de rapports grotesques de police, d'extraits de journaux staliniens et de « La Batalla », la « Soli », des confessions de pauvres gens torturés dans les caves de la police, de documents et de lettres fabriqués loin d'Espagne.

Qui lit ce livre se croit à Moscou, entouré de l'atmosphère des « confessions » des procès. Confectionné par la police secrète internationale du stalinisme, ce livre constitue en réalité une terrible accusation contre ses auteurs et contre leur instigateur, Staline.

« Les procès-verbaux des interrogatoires subis par les accusés et dans lesquels ceux-ci avouaient leur travail de sabotage et d'espionnage pour les rebelles et leurs alliés » (page 22). Les procès-verbaux de la police, les interrogatoires..., le système stalinien qui force les victimes à l'aveu de crimes monstrueux, imaginaires : voilà la marque d'origine du livre, « Moscou ».

Se reconnaître coupable des crimes les plus monstrueux (et cet aveu vient de révolutionnaires) est un fait qui n'existe dans aucun pays depuis la sainte Inquisition, mais qui se rencontre partout où il y a la main du stalinisme.

« Nous verrons enfin des documents saisis par la police de Madrid, où le rôle dirigeant joué par Andrés Nin, chef du P.O.U.M., dans le travail d'espionnage et de sabotage pour le compte de l'état-major germano-franquiste, est largement prouvé » (page 22). Sur qui, où et comment ont été trouvés ces documents ? Pourquoi ne pas les apporter devant un tribunal international de toutes les organisations ouvrières, ce tribunal demandé par les trotskystes et par le P.O.U.M. ?

Les « preuves » : un fasciste arrêté à Madrid, lequel a déclaré n'avoir jamais connu les militants du P.O.U.M., et placé à côté des militants du P.O.U.M... « Des documents et lettres saisis par la police de Madrid... Nin arrêté et « disparu », assassiné par les agents de Staline, voilà les preuves fournies.

« Où est Nin ? » est-il écrit sur tous les murs de l'Espagne républicaine. — « Qu'avez-vous fait de Nin ? » — « Le gouvernement de Negrin doit répondre où se trouve Nin » — les staliniens répondent, page 55 : « Il se trouve en Allemagne, en Italie, à Salamanque... personne ne le sait jusqu'à présent. »

Personne ne le sait?... Après les événements de mai, dans un meeting de l'Olympia

à Barcelone, Federica Montseny, ex-ministre anarchiste de la république, a déclaré — tandis que « Treball », « Mundo Obrero » et toute la presse stalinienne donnaient la version que Nin s'était enfié de prison — : **« Le cadavre de Nin a été retrouvé mutilé sur une route de Madrid »**. Comme furent trouvés ceux de Berneri, méconnaissable, et tant d'autres prolétaires assassinés à Barcelone.

Cette déclaration a été reproduite par toute la presse anarchiste de l'époque, prouvant avec documents à l'appui que les épisodes tragiques des Journées de mai avaient été préparés et conduits par le parti communiste espagnol et le P.S.U.C.

Nin a été assassiné comme l'ont été Wolff, Berneri et tant d'autres centaines de prolétaires obscurs, parce qu'ils étaient les témoins redoutables des crimes commis par le stalinisme en Espagne.

Qui était intéressé à la disparition de Nin, sinon le stalinisme, la police et le gouvernement Negrin sorti des Journées de mai ?

Pas un homme ne peut penser que Nin, figure honnête et possédant une grande culture révolutionnaire, connu dans le mouvement ouvrier mondial, ait pu vouloir fuir et disparaître. Ceci ne pouvait être profitable qu'aux stalinien.

Il y a un an que Nin a été assassiné et le comité exécutif du P.O.U.M. se trouve dans les prisons de la démocratie de front populaire, sans que celle-ci ose instruire le procès si souvent annoncé. Pourquoi une partie du C.E., du P.O.U.M. a-t-elle été libérée ? Si le stalinisme n'a pas encore assassiné Andrade, Gorkin, accusés comme Nin et gardés en prison depuis un an, c'est qu'il juge imprudent, après tant de crimes, de défier le prolétariat. Ou les circonstances ne sont-elles pas encore propices ?

Le mouvement de Mai provoqué par les agents de Staline pour étrangler la révolution socialiste est présenté par eux comme un mouvement de provocation « trotskyste-fasciste ». Pourquoi ? Pour exterminer le P.O.U.M. avec une « justification », parce qu'il ne s'est pas soumis aux ordres de Moscou. Le P.O.U.M. a préparé les Journées de mai ? Quel eût été l'intérêt du P.O.U.M. de le faire et quels profits en a-t-il tirés ?

On peut dire des « Journées de mai » : si un parti révolutionnaire avait existé en Espagne, **ou si les bolcheviks-léninistes s'étaient trouvés comme fraction dans le P.O.U.M.** (cette position a été défendue par

le « Soviet »), la classe ouvrière, prévenue à temps du travail souterrain de la contre-révolution stalinienne, n'aurait pas répondu à la provocation, et la fortune de Negrin-Staline-Azana n'aurait pu se réaliser, ni la contre-révolution écraser la classe ouvrière pour livrer passage au fascisme.

Surpris par l'importance des événements, il ne restait au P.O.U.M. d'autre choix que de se mettre aux côtés des ouvriers dans la lutte contre la contre-révolution. Peut-on accuser le P.O.U.M. de complicité avec le fascisme, parce qu'il a suivi les ouvriers ? **Dans ce cas, les stalinien devraient dire que toute la classe ouvrière de Barcelone était fasciste** et que les seuls antifascistes étaient eux, qui pointaient leurs mitrailleuses sur les ouvriers.

Le parti stalinien, la III^e Internationale ont été hostiles, absents, on peut dire, au mouvement ouvrier et paysan de rue du 19 juillet contre le soulèvement fasciste. Le stalinisme a fait son apparition en Espagne vers août-septembre avec le procès Zinoviev-Kamenev et avec le « parti socialiste unifié de Catalogne » qui avait à sa tête l'aventurier réformiste Comorera et tous les renégats, fascistes embusqués, et la partie la plus réactionnaire de la petite bourgeoisie catalane.

L'entrée en scène politique du stalinisme en Espagne s'est aussitôt manifestée par la corruption, le chantage et un travail souterrain contre-révolutionnaire qui a abouti à la grande provocation des Journées de mai, au libre passage du fascisme.

La responsabilité du gouvernement de la république, dans cette répression sanglante contre la classe ouvrière, est écrite dans ce livre d'une façon irréfutable. S'il n'était l'agent de la bourgeoisie, le stalinisme constituerait en Espagne un groupe d'aventuriers, d'assassins, la fraction politique la plus insignifiante de la contre-révolution.

« Des documents et des témoignages prouvant que le P.O.U.M., en tant qu'organisation, dirigeait un vaste réseau d'espions au service de l'état-major germano-franquiste, avaient motivé des arrestations » (page 27). Preuves fabriquées à Madrid, résidence du stalinisme.

La presse staliniste, dirigée par l'ambassadeur soviétique Antonov-Ovseenko, fusillé ensuite comme Yagoda, « Las Noticias », « Mundo Obrero » et une série de journaux ex-monarchistes, fascistes, achetés avec un peu de matériel de guerre en échange de l'or de la Banque d'Espagne et avec promesse de victoire contre les ouvriers d'abord, commencent une campagne furieuse

de faux et de menaces contre le P.O.U.M. « trotskyste » sans pourtant apporter une seule preuve. L'unique « preuve » est une lettre de Nin, que même Companys déclare être un faux. Et puis, présenter la lettre de Nin après avoir fait disparaître celui-ci, cela seul est une charge terrible contre ses assassins.

Une citation comme celle qui suit, extraite de « La Batalla » du 1^{er} mai : « **Travailleurs, organisez votre force et faites-la valoir** » (page 227) est considérée comme une preuve de complicité du P.O.U.M. avec Franco. Un nombre considérable de documents semblables à ce dernier, présentés dans un style policier, comme peut les formuler un Burillo, chef de la police à l'époque, sont apportés comme preuves de la culpabilité du P.O.U.M. L'accusation la plus terrible formulée contre le P.O.U.M. et contre Nin est sur le problème du pouvoir. « **Aujourd'hui c'est encore possible, demain il sera trop tard** » (page 182), mais les staliniens n'ont pas reproduit le début de l'article de Nin. On y pouvait lire : « **La classe ouvrière peut prendre le pouvoir sans lutte armée, sans insurrection armée** », et il se terminait par la phrase citée dans le livre. Ceci ne montre-t-il pas que Nin ne voyait pas la lutte armée, et ne la préparait pas contre l'Etat bourgeois pour renverser le gouvernement avec la force armée du prolétariat ? La seule accusation que l'on puisse porter contre le P.O.U.M. (et c'est ce qui l'a conduit à sa propre destruction) est de ne pas avoir conduit la lutte à fond, avec toutes ses conséquences, contre la bourgeoisie et ses agents réformistes et staliniens. C'était la seule voie qui pouvait sauver le P.O.U.M. et la classe ouvrière de la contre-révolution démocratique qui a ouvert la route au fascisme.

Le P.O.U.M., de même que l'anarcho-syndicalisme, ne pouvait pas diriger cette lutte victorieuse, parce qu'il n'a pas compris l'importance capitale de la doctrine du pouvoir, de l'Etat et d'une direction révolutionnaire, d'un parti homogène sur tous les problèmes fondamentaux de la révolution socialiste, — première étape de la destruction du pouvoir bourgeois, au moyen de la dictature du prolétariat, pour détruire les classes et organiser la société sans classes et sans Etat. Le P.O.U.M., parti centriste, ne pouvait pas comprendre que la victoire de la classe ouvrière contre le fascisme, de la seule classe intéressée à l'extermination du fascisme et de sa base économique et sociale : le capitalisme, était inséparable de la lutte armée pour abattre l'Etat bourgeois et construire l'Etat prolétarien, avec les

organes de la dictature et de la véritable démocratie prolétarienne : les comités, conseils ou soviets des ouvriers, des paysans et des soldats. Si les staliniens peuvent maintenant parler en Espagne, c'est parce que le P.O.U.M. et l'anarcho-syndicalisme, au lieu de mener une politique révolutionnaire, de classe contre classe, se sont accordés avec la démocratie (dictature) bourgeoise et, pour participer au pouvoir du régime bourgeois, ont accepté la dissolution des comités révolutionnaires.

En tant que parti se réclamant du marxisme, le P.O.U.M. n'a tenu aucun compte des grands enseignements historiques, ni de la Commune de Paris, ni de la Révolution bolchevique de Lénine et de Trotsky d'octobre en Russie. Toute la politique du P.O.U.M., se basant sur une « particularité de la situation espagnole », était de ne pas en appeler à la violence révolutionnaire du prolétariat, pour briser l'Etat bourgeois.

Dans ce livre, les autres « preuves » les plus « importantes » de la culpabilité de « trotskysme » du P.O.U.M. sont apportées par une infinité de coupures de journaux staliniens, semi-staliniens ou gouvernementaux affirmant, sans l'ombre d'une preuve, que le « trotskysme » est l'ennemi le plus redoutable et que le P.O.U.M. est « un refuge d'espions ». Ces journaux sont : « **Claridad** », « **El Socialista** », « **Adelante** », « **La Voz** ».

Les ouvriers, conduits par leur instinct de classe, sauront juger de ces procédés, se rappelant les paroles du vieux Bebel : « **Lorsqu'un journal bourgeois dit du bien de mes discours, je me dis : vieux Bebel, quelles bêtises as-tu pu dire ?...** »

Les citations et les photos extraites de journaux anarchistes, tels que « **Solidaridad Obrera** », ne manquent pas, bien que n'ayant aucun lien avec l'affaire.

Des communiqués des organes officiels de la C.N.T. et de la F.A.I. qui « **desautarizan una octavilla de la entidad « Los amigos de Durruti** » (page 225) sont publiés bien que ne se référant aucunement à l'espionnage « trotskyste » du P.O.U.M. — parce qu'ils servent Staline.

Si l'anarcho-syndicalisme n'était pas tombé si bas que de lécher les bottes sanglantes de Staline dans le Front populaire, il aurait dû se révolter de se voir cité dans ce livre, comme « pièce à conviction » contre un parti prolétarien. Mais ceci n'est rien devant la position prise par l'anarcho-syndicalisme : « **Nous demeurons en dehors des luttes des partis marxistes** » après les événements sanglants de Mai, au moment

de la répression contre le P.O.U.M. et les militants « incontrolados » de la C.N.T. Pourquoi les déclarations de Montseny ne sont-elles pas citées, ni celles de Companys ? Pourquoi ne pas citer une série d'articles de « C.N.T. », le seul journal confédéral qui eût une position courageuse, malgré la terreur contre la sanglante répression déchaînée contre le P.O.U.M. ?

Il va de soi que le livre est rempli de faits purement inventés, attentats jamais commis, sabotage imaginaire, tout comme dans les « procès » de Moscou. Les Prieto, Azana, Comorera et d'autres, attaqués maintes fois, ne survivraient que par miracle et ne devraient leur salut qu'à la main de fer du stalinisme (page 95) : « **Le ministre de la défense devait échapper de peu à l'assassinat...** » Où, comment, par qui, cela n'est pas dit. Il en est de même d'attentats contre Staline, qui vit encore pour la santé de tous les peuples.

Pour complot et espionnage pour la Gestapo, Franco, l'Ovra, on cite un milicien : Walter, comme l'un des chefs des brigades internationales qui aurait fait des confessions, écrit des lettres prouvant les liens du P.O.U.M. « trotskyste » avec Franco et l'espionnage international.

D'autres noms sont cités, qui sont certainement ceux d'agents de l'espionnage stalinien, ainsi que des documents fabriqués et des « confessions » extirpées par le Guépéou. Une série de lettres d'un certain Rosinol-Roca, Litus Modesto et Walter sont présentées sans explication. Un document trouvé chez un certain Roca... Qui est ce Roca, impossible de le savoir. Andrade et Gorkin sont cités à côté des noms inconnus de deux détenus qui se trouveraient dans les prisons de Valence : Autor et Clavel ; avec d'infâmes insinuations tendant à faire croire que ces deux noms pourraient couvrir Andrade et Gorkin.

A la page 90, d'un document trouvé dans la maison de ce Roca, on tire la conclusion suivante : « **les trotskystes préparaient l'assassinat du ministre de la défense, Prieto, et de deux chefs militaires très connus.** » « **Le P.O.U.M. utilisait dans son travail d'espionnage des trotskystes étrangers. La police a établi que Rosalio Negrete (Blackwell), Gisella Wintergerster et Walter Schwaerz étaient membres du groupe « Bolchevik-léniniste » appartenant à la IV^e Internationale.** »

Nous y sommes. La lutte contre le P.O.U.M. a pour but de « prouver » que la IV^e Internationale, les bolcheviks-léninistes sont des terroristes, ce afin de discréditer

les positions du véritable léninisme et la construction de la IV^e Internationale devant les masses trahies. Gisella, Walter, Rosalio, Negrete et tous les autres noms cités n'ont jamais appartenu ni aux B.L., ni à la IV^e Internationale. Mais qu'importe, la question est de citer des noms. Qui cherchera à savoir si un Walter ou un Rosalio ont jamais existé ? ou s'ils sont des agents provocateurs ? La trame est mise à nu. Tout s'explique. Au moment de la publication du livre noir du stalinisme, s'ouvrait à Barcelone un « procès » contre des bolcheviks-léninistes, amalgamés avec des provocateurs et des fascistes, dans le complot de l'assassinat du capitaine Narvitch, et dans lequel la main du Guépéou est trop évidente. Cet agent du Guépéou Narvitch, déjà dénoncé par le groupe « Le Soviet », de même que ses complices qui « avouent » maintenant l'avoir assassiné, a été sacrifié par le Guépéou parce que brûlé, et pour démontrer en même temps que les « trotskystes » sont des terroristes dirigés par Trotsky. Ceci découvre la machination du procès de Barcelone intenté contre les B.L., la « disparition » du camarade Tosca. Depuis les événements de mai, le stalinisme travaille en Espagne pour tenter d'impliquer les bolcheviks-léninistes dans ce genre de provocation si étranger aux principes des trotskystes véritables, les B.L. qui se sont forgé une expérience pendant 14 années de lutte contre la dégénérescence de l'I.C.

Le plan est découvert. Les staliniens ont réussi à infiltrer leurs agents dans les rangs B.L. où ils profitent des éléments qui se « confessent » sous l'inquisition. Zanon et ses complices ont été démasqués à temps et maintenant on comprend l'amalgame de Barcelone.

Le stalinisme profite aussi des difficultés des B.L. sur le terrain organisationnel. La crise des B.L. en Espagne, de la section de Barcelone, a abouti à un régime d'organisation incapable de construire une armature léniniste et d'élaborer une politique correspondante à la situation. Ce qui a rendu possible aux staliniens d'impliquer des B.L. dans un attentat réalisé par les agents de Staline.

A la page 96, il est dit que les agents de la Gestapo ne doivent pas seulement être dénoncés dans les organisations du colonel de La Rocque, mais surtout dans les organisations trotskystes françaises. De l'Espagne à la France, on arrivera certainement au Mexique.

Mais pourquoi le stalinisme s'est-il tant acharné contre le P.O.U.M. alors qu'il sait

que le P.O.U.M. n'est pas trotskyste et ne le sera jamais? Les dirigeants du P.O.U.M. n'ont jamais pu en donner une explication politique. Ce que l'on peut dire, c'est que le P.O.U.M. a fait montre envers le stalinisme d'un opportunisme incroyable. Souvent dans notre « **Soviet** » nous avons répété aux dirigeants du P.O.U.M. : Dire « **Nous n'avons jamais été trotskystes** » ou « **A la porte les trotskystes** » ne servira qu'à démontrer votre faiblesse; vos concessions donneront aux staliniens et à la contre-révolution l'audace de vous exterminer.

Combien de fois avons-nous dit au P.O.U.M. : « Engager la lutte à fond, avec toutes ses conséquences, contre le stalinisme, c'est la seule voie de salut » ?

En attaquant le P.O.U.M. qui ne réagissait pas, le stalinisme se proposait de discréditer les B.L. et d'impliquer la IV^e Internationale et Trotsky dans une énorme provocation. Il sait que Nin, Andrade, les seuls vrais théoriciens du P.O.U.M., ont été des trotskystes, qu'ils ont lutté contre la dégénérescence de la III^e Internationale et de l'U.R.S.S., contre la théorie du socialisme dans un seul pays, contre le social-fascisme et qu'ils s'approchent des positions révolutionnaires des B.L. et de la IV^e plutôt que de la II^e, de la III^e ou du Bureau de Londres auquel aucun d'eux ne croyait.

A la page 20 d' « Espionnage en Espagne », on peut lire : « Le P.O.U.M., formé par la fusion du Bloc ouvrier et paysan, fondé par Maurin, avec une poignée d'aventuriers (Nin, Andrade, Gorkin...) expulsés du parti communiste espagnol, réunissait pour les états-majors fascistes un ensemble de conditions particulièrement avantageuses ». N'est-ce pas clair?... Dès les premiers jours de la lutte pour la destruction du P.O.U.M., les staliniens ont fait la différence entre les trotskystes et les non trotskystes. La libération d'Arquer, de Rovira, etc..., membres du C.E., arrêtés en même temps que les autres, et l'acharnement contre Nin, jusqu'à l'assassinat, contre Andrade et aussi contre Gorkin, tout ceci ne donne-t-il pas une explication? Landau non plus n'était plus trotskyste et pourtant les staliniens l'ont assassiné, comme ils ont assassiné Wolff, Moulin et comme ils ont fait disparaître Tosca, véritable trotskyste.

Les staliniens savent parfaitement que le P.O.U.M. n'est pas trotskyste; ils savent de même que le trotskysme n'est ni contre-révolutionnaire, ni fasciste, ni au service de Franco, ni de Mussolini, ni de Hitler. Mais ils savent aussi qu'ils ne peuvent pas exercer

contre le trotskysme une critique politique basée sur les principes du marxisme et de la démocratie prolétarienne, **parce qu'ils se trouveraient écrasés par leurs propres crimes contre-révolutionnaires**. Il est plus facile pour eux de combattre les B.L. et les partisans de la IV^e avec la calomnie, la provocation, l'assassinat, qu'avec une doctrine politique quelconque. Les événements de ces derniers vingt ans (ceci est confirmé par les événements d'Espagne) prouvent que le stalinisme est le courant le plus réactionnaire dans le mouvement ouvrier. Le seul courant politique qui mène une lutte idéologique sur la doctrine du marxisme révolutionnaire, pour régénérer le mouvement ouvrier contre le stalinisme, ce sont les B.L., l'avant-garde prolétarienne qui combat pour la IV^e Internationale.

Nonobstant la tragique expérience, le P.O.U.M., par sa politique en Espagne et les positions centristes qu'il occupe actuellement, facilite la voie au stalinisme et au réformisme, sans comprendre la nature de la lutte que les agents de Staline mènent contre lui.

Le stalinisme, dégénéré dans la contre-révolution, ne peut pas soutenir la lutte contre les trotskystes sur le terrain politique ni celui de la démocratie prolétarienne. C'est ce qui explique toute la « politique » de faux, d'amalgames, de provocations et d'assassinats qui sont devenus la seule arme contre le prolétariat révolutionnaire.

Et lorsque, comme à Barcelone, les staliniens réussissent, dans leur œuvre de provocation, à impliquer des honnêtes militants B.L. dans un attentat terroriste, on comprend où veut en venir Staline.

Dans la lutte contre la provocation stalinienne, les obstacles sont les mêmes que pour la formation des cadres.

Les événements d'Espagne nous apprennent à être plus vigilants, plus sévères dans la lutte pour la formation des cadres, pour la construction d'une solide armature bolchevik-léniniste de la IV^e Internationale : c'est là un problème plus sérieux qu'on ne pourrait le croire à première vue. Si, en Espagne, les B.L. n'avaient pas commis une série d'erreurs politiques et organisationnelles, la provocation stalinienne aurait dû se briser devant l'armature d'acier du bolchevisme-léninisme. Pour les B.L. portant ou non l'étiquette officielle, la provocation de Barcelone, le Livre noir de Staline en Espagne doivent être un enseignement pour aider à corriger toutes les erreurs commises. Et ceci doit être fait en employant un langage clair devant les ouvriers, sans sous-

entendus, en montrant que le mal ne consiste pas dans le fait d'avoir commis des erreurs, mais de continuer à les cacher. Le régime de commandement, d'automatisme, de luttes personnelles, de prestige de la direction et d'exclusion des plus vieux bolcheviks, tel qu'il a été instauré en Espagne, et que l'on veut instaurer en France, en recrutant des éléments n'offrant aucune garantie politique, d'origine suspecte, comme Zanón en Espagne, ne peut que favoriser l'infâme politique de provocation du stalinisme. Un groupe politique comme celui des B.L. de Barcelone, sans une position juste sur les problèmes essentiels de la révolution et manquant de perspectives (une série de documents du « Soviet » l'ont montré) ne devait pas tarder à occasionner les plus grandes surprises.

On veut essayer surtout de prouver le travail de trahison et d'espionnage du P.O.U.M. concernant les questions militaires. Ceci à l'aide de documents ou citations de journaux sans importance et n'ayant aucun rapport avec les problèmes militaires et qui ne prouvent rien autre que les méthodes du stalinisme et ne font que compromettre le contre-espionnage militaire républicain.

« Le front du Nord est menacé, mais il résiste... Le front du Levant tient avec difficulté, mais ne perd pas de positions... L'Est n'avance pas à la conquête de Saragosse... par la faute du P.O.U.M. et du « trotskysme-fascisme » (Las Noticias). Les milices tiennent les fronts par leur héroïsme et avec leur propre corps. Le gouvernement les laisse manquer d'armes, de munitions, d'avions; plaçant à la tête des milices ouvrières des traîtres; mais chaque petite difficulté d'ordre stratégique-militaire est mise sur le dos du P.O.U.M. et de la « quinta columna » « trotskyste ».

Les partis de la II^e Internationale des Nenni, Tasca, Blum, Attlee, etc., s'accordent pour reconnaître que, bien que le parti communiste exagère un peu, le P.O.U.M. et le trotskysme sont vraiment démoralisants et qu'il est impossible d'assurer la victoire contre Franco, avec la politique des « trotskystes ».

La mort du P.O.U.M., mais particulièrement du trotskysme que l'on veut atteindre à travers ce parti est décrétée. Le stalinisme a obtenu carte blanche d'autant plus que Prieto est d'accord pour rejeter toutes les responsabilités sur le stalinisme et que le P.O.U.M. ne peut pas se défendre. Il n'était plus rien qui aille mal, qui ne fut l'œuvre du P.O.U.M. « trotskyste » : **« Rien ne peut aller si on ne détruit pas chez nous ce nid**

d'ennemis et d'espions trotskystes, qui se présente comme un parti politique, mais qui n'est qu'une organisation fasciste d'espionnage » (Mundo Obrero).

Telle était l'action quotidienne de la presse staliniste, accompagnée de toute la presse du Front populaire : les communiqués fabriqués par les staliniens et par la police étaient publiés dans toute la presse, même la presse anarcho-sindicaliste, sans aucun commentaire. Tout allait mal. Les ouvriers qui luttèrent pour leurs revendications, les comités, l'armement des ouvriers et des paysans pauvres, garantie des libertés conquises, tout cela était œuvre de provocation « trotskyste ».

Les paysans qui collectivisaient la terre, qui expropriaient les gros propriétaires, qui fermaient les églises et les couvents, refuges des fascistes (quel crime pour les staliniens à la main tendue), qui mettaient leurs biens au service des travailleurs, tout cela était œuvre de provocation contre-révolutionnaire des « trotskystes » du P.O.U.M. qui, pendant ce temps, expulsaient les B.L. des rangs. La classe ouvrière se battant pour un salaire unique, le contrôle sur les banques et le mot d'ordre : vigilance contre les fascistes embusqués dans le haut-commandement du ministère de la guerre, tout cela était œuvre de provocation « trotskyste ». Les miliciens luttant pour la centralisation des milices, provocation « trotskyste ».

Ce Livre noir du stalinisme nous prouve que le trotskysme se trouve à la pointe de la classe ouvrière, dirige la révolution, s'assimile exactement les aspirations du prolétariat.

Le trotskysme est contre-révolutionnaire ? Où sont les révolutionnaires en Espagne ?

Azana, Negrin, Comorera, Portela Valladares, Casanovas, Diaz, « Pasionaria », Garcia Oliver et les autres... de l'« Esquerra Republicana » ou d'« Estat Català », complices de Franco, comme Portela, par exemple, qui désarment les ouvriers en détruisant les milices et en construisant l'armée populaire de la défaite, mais qui donnent à la bourgeoisie la liberté d'ouvrir les églises, qui exterminent les paysans des anciennes collectivités agricoles, qui dissolvent les comités d'usines, qui soumettent la classe ouvrière à la famine, emprisonnent les révolutionnaires et libèrent les fascistes « repentis » et les traîtres comme le général Asensio, en un mot laissent avancer le fascisme.

Les masses crient : « Il faut enterrer le Parlement de Madrid parce qu'il coûte cher

et ne sert à rien. » La « **Batalla** » fait écho à cette revendication en défigurant son sens politique; les staliniens veulent prouver, page 147, que cette revendication est une action contre-révolutionnaire du P.O.U.M. Le prolétariat voit dans le gouvernement du Front populaire, le principal responsable du soulèvement militaire-fasciste du 19 juillet, n'ayant rien fait pour l'empêcher et tout fait pour le provoquer, et demande le renversement de ce gouvernement d'incapables et de traîtres, pour instaurer un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan, basé sur les Comités; déformant tout son contenu social, le Livre noir de Staline présente, page 146, cette action comme une provocation fasciste du P.O.U.M. et des trotskystes. Le stalinisme, défenseur du parlement d'une république bourgeoise en pleine faillite, défenseur de la liberté (en mots), opprime avec le fer et le feu les libertés de la classe ouvrière et parle de démocratie et d'indépendance nationale et sociale, tout en vendant l'Espagne, la soumettant à « l'étranger », au despotisme asiatique de Staline.

Une année a passé, et avec elle beaucoup d'événements desquels le Livre noir ne parle pas.

Après les événements de Mai, le P.O.U.M. a été exterminé; Nin assassiné; Wolff et Moulin, bolcheviks-léninistes, assassinés; Andrade, Gorkin et des milliers de militants, emprisonnés. La presse suspendue, toute liberté démocratique abolie, le gouvernement de la république obtient « pour gagner la guerre » la complicité des dirigeants de l'anarcho-syndicalisme. Il n'y a plus un seul parti, — comme en Italie, en Allemagne, en Russie, — qui puisse faire opposition au gouvernement. Le Front populaire contrôle et dirige en maître, sans une critique ni une forme d'opposition quelconque. Qui ose élever une critique, après les événements de Mai, est considéré comme un fasciste, un « *incontrolado* » de la « *quinta columna* »; il peut être assassiné en pleine rue comme l'ont été des militants révolutionnaires, Navarro et tant d'autres.

Voilà où a conduit la démocratie du Front populaire. On dira peut-être que c'est là une circonstance de guerre civile, tandis qu'en Italie et en Allemagne c'est un système. Mensonge. Mussolini n'a-t-il pas déclaré que le système fasciste est une circonstance d'une époque de la vie des peuples et du peuple italien ?

Les circonstances de Mussolini, de Negrin ou de Franco sont des circonstances parti-

culières, mais qui correspondent aux mêmes fins : la défense du droit de propriété et de toute la civilisation bourgeoise contre la révolution prolétarienne ascendante.

Dans les pays où les contrastes de classes ont abouti à la phase de la guerre civile, comme en Italie, en Allemagne, en Espagne, ces contrastes ne pourront plus être contenus avec le système de la démocratie traditionnelle. Toute l'expérience le prouve.

En Russie il n'a jamais existé autant de liberté pour les travailleurs que pendant la période de la guerre civile, dirigée par le parti bolchevik de Lénine et de Trotsky. L'exemple de la Russie dans la période actuelle est une démonstration que le système de Staline est une machine contre-révolutionnaire dirigée contre Octobre, qu'il représente la négation du léninisme et de la véritable démocratie appliquée dans la période de la révolution, par Lénine et par Trotsky. C'est l'une des particularités fondamentales qui caractérisent deux époques, deux guerres civiles. En Russie triomphait la classe ouvrière, la révolution socialiste qui abattait le capitalisme et les vestiges de féodalité malgré la coalition impérialiste du monde, — soutenue par la solidarité du prolétariat révolutionnaire international. En Espagne, il manque une avant-garde, une direction révolutionnaire, la classe ouvrière et la révolution socialiste sont écrasées dès leurs premiers pas. La révolution démocratique trompe, ouvrant les portes au fascisme.

Il n'existe pas un moyen terme, une possibilité de réconciliation de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, même par la mystification du Front populaire.

Là se trouve le dilemme : ou dictature bourgeoise-fasciste ou démocratique, ou dictature du prolétariat.

Le gouvernement Negrin constitue le kérenskisme du fascisme en Espagne, parce qu'il a manqué un guide révolutionnaire à la classe ouvrière et aux paysans. En cela consiste l'expérience particulière de la victoire de la contre-révolution dirigée par le stalinisme et par le réformisme, coalisés avec la bourgeoisie dans le Front populaire.

La république démocratique ne permet pas d'opposition révolutionnaire de la classe ouvrière. Où apparaît une critique, une opposition, la police est là pour tout régler. Les « tribunaux populaires », de même qu'en Allemagne, exécutent, à la lettre, les ordres du gouvernement; des ouvriers révolutionnaires sont exécutés, comme Mena à Lérida, et confondus avec des espions, des traîtres et des fascistes... Combien de milliers de

militants révolutionnaires ont-ils été exécutés par la contre-révolution qui les a fait passer pour fascistes? C'est de cela que le Livre noir de Staline devrait parler.

« La révolution ouvrira toutes les armoires secrètes, révisera tous les procès, réhabilitera les colonniés, dressera des monuments aux victimes, vouera une malédiction éternelle aux bourreaux. Staline disparaîtra sous le poids de ses crimes comme le fossoyeur de la révolution et le plus sinistre figure de l'Histoire » (Trotsky).

La classe ouvrière écrasée, le gouvernement peut faire ce qu'il veut; ses ordres seuls sont valables; la propagande bat son plein, les « victoires » sont racontées dans tous leurs détails. Negrin a été baptisé « le gouvernement de la victoire sur tous les fronts ». L'Armée populaire est présentée comme l'Armée des Victoires, l'aviation prend le nom de « glorieuse ». L'épuration de l'arrière continue; la police devient ultra-puissante. Mais les promesses de victoire sont suivies de défaites et de trahisons, organisées par l'état-major militaire et par le gouvernement. Défaites sur tous les fronts. Comment les expliquer après la victoire contre le P.O.U.M. et le « trotskysme », causes de tous les maux?

La défaite de Bilbao suit celle de Santander et la reddition des Asturies... et qui ose élever la voix, faire une critique, est traité de fasciste et en subit toutes les conséquences.

Malaga, commandé par le colonel Vilalba, républicain, et par le commissaire politique stalinien Baldassarre, se rend au fascisme. Les traîtres et les agents de Franco se trouvent dans les rangs staliniens et dans le gouvernement du Front populaire.

Le « héros » de Belchite, le général Pozas, affilié au P.S.U.C., et le colonel Burillo,

cités tant de fois dans ce Livre noir de Staline, ouvrent les portes du Haut-Aragon aux troupes de Franco.

Les milices du P.O.U.M., la colonne internationale « Lénine », qui, unies avec les milices de la C.N.T., ont conquis et défendu le front d'Aragon, sont présentées dans ce livre policier comme des traîtres et des agents de Franco.

Les traîtres et les incapables responsables des défaites de Teruel, le général Roja, chef d'état-major, de même que le commissaire politique, sont des staliniens réformistes du Front populaire. Les troupes de Franco sont entrées en Catalogne, grâce à la politique anti-ouvrière et contre-révolutionnaire du stalinisme et de la république de M. Azana.

L'expérience de la guerre civile d'Espagne constitue la plus terrible des accusations contre le stalinisme. Les faux, le mensonge, l'assassinat, mis à l'honneur par le stalinisme, qui a perfectionné ce système sur l'exemple des Noske, Scheidemann et Kerenski, doivent inciter au regroupement de toutes les forces du prolétariat révolutionnaire, trompé et trahi.

La décomposition inévitable de la II^e et de la III^e Internationales doit correspondre à la capacité des B.L. d'opérer le regroupement des forces révolutionnaires contre le centrisme, obstacle posé sur la voie ouverte à la IV^e Internationale.

Aux bolcheviks-léninistes qui se trouvent à l'avant-garde de la lutte, incombe la tâche de donner à la classe ouvrière une direction révolutionnaire, d'opérer un redressement et d'extirper le stalinisme et le réformisme au sein de la classe ouvrière, de continuer avec ténacité dans LA VOIE D'OCTOBRE, LA VOIE DE LENINE ET DE TROTSKY.



MEXIQUE

PROJET DE THÈSE SUR LE MEXIQUE

NOUS publions plus loin, un projet de thèse sur le Mexique, rédigé par quelques camarades mexicains et que le groupe mexicain, pour la formation de la IV^e Internationale, n'avait pas encore discuté à l'époque où nous parvint ce document. Il ne représente donc que l'avis de quelques camarades mexicains, certainement bien documentés sur la situation économique, le mouvement ouvrier et les forces bourgeoises du Mexique, mais quant aux conclusions de la thèse, nous ignorons si elles furent adoptées par toute l'organisation mexicaine.

Nous pensons donc qu'il était indispensable de publier les renseignements que nous avons pu obtenir, les expériences récentes de nationalisations ayant mis le Mexique au premier plan de l'actualité politique :

Beaucoup de romanciers, d'hommes de lettres, d'écrivains politiques, circulent actuellement dans ce pays. Un certain nombre s'y rendent pour en tracer quelques esquisses... que leur fournissent les agences de tourisme. D'autres plus consciencieux ont fait comme Jacques Soustelle, un récit de son voyage d'explorateur dans la brousse mexicaine, mais il n'a pu aborder, dans le cadre de cette étude, ni la vie des grandes villes et de la capitale, ni la situation politique, économique et sociale du Mexique. Il est à remarquer que les organisations ouvrières font le silence sur les bouleversements de l'économie mexicaine récents. La « Correspondance Internationale » publie un seul article fielleux, mensonger et médiocre pour simplement ressasser que Léon Trotsky est un agent du fascisme à Mexico.

Le fascisme ne menace pas plus spécialement le Mexique qu'un autre pays. Les preuves données sur cette histoire ne sont pas plus concluantes qu'habituellement. « Villaréal », qui était soi-disant le complice fasciste de Trotsky, n'est de leur propre aveu qu'un « chef réactionnaire du Parti Social-Démocrate ». C'est un général quelconque qui fut fort étonné d'être accusé d'être en liaison avec Trotsky. Les nombreux agents du Guépéou qui partent à chaque bateau pour le Mexique, auraient bien d'autres sujets d'articles, mais la politique stalinienne est réduite depuis longtemps déjà à des combinaisons malpropres, des assassinats de militants gênants qui dénoncent leurs manœuvres louches, ceci dans tous les pays sans exception. Ils sont incapables d'une analyse marxiste des événements révolutionnaires qui bouleversent un pays.

Les révolutions mexicaines successives ont été jusqu'à présent des révolutions ardemment défendues par les paysans pauvres qui se sont soulevés en masse pour les défendre, mais qui n'ont été progressives que pour le développement de la bourgeoisie mexicaine. Elles n'ont pourtant pas abouti encore à diminuer le lourd tribut du Mexique envers le capitalisme étranger. Cette grande contrée dont le sous-sol et le sol sont extrêmement riches et fertiles, est actuellement sous la plus grande dépendance des Etats-Unis. Le véritable Gouvernement est plus encore l'Ambassade américaine que le Gouvernement de Cardenas. Les dernières mesures prises par celui-ci ne sont que la continuation de l'émancipation nationale et du développement économique du Mexique, à l'encontre du capitalisme yankee. La décision d'exproprier les exploiters américains et anglais des gisements, rencontre un écho favorable parmi les travailleurs mexicains qui haïssent les « Américanos » (ils appellent ainsi tous les étrangers blancs, qui vivent dans leur pays), comme les indigènes aux colonies haïssent les colonisateurs. Donc même, si actuellement la classe ouvrière n'en tire et ne peut en

tirer aucun profit pour son émancipation propre, elle ne peut que soutenir l'initiative courageuse de Cardenas qui la libère en partie de l'oppression yankee et anglaise. L'expérience ne va pas sans difficultés et sans risques; elle exigera le développement de l'industrie mexicaine rapide.

L'expropriation annoncée le 18 mars, n'est que le commencement d'une longue lutte contre l'Angleterre et l'Amérique et si le Gouvernement a pu rompre les liaisons diplomatiques en rappelant son Ambassadeur de Londres, il n'a pu trancher le problème aussi facilement avec les Etats-Unis. Les Compagnies britanniques, la « Royal Deutch » et la « Mexican Eagle » ont autant, sinon plus de capitaux engagés dans les exploitations pétrolières, mais l'Amérique est le grand acheteur des produits mexicains dont l'argent; elle est aussi solidement implantée dans la plupart des autres industries extractives.

La tentative de répartition des terres qui avait soulevé de grosses espérances chez les paysans, n'a pu être qu'un trompe-l'œil, les propriétaires terriens ne se laissent pas exproprier par des décrets. De même pour chasser les Américains de l'industrie mexicaine, les décisions héroïques ne suffisent pas. L'économie mexicaine est trop étroitement dépendante des décisions de la bourgeoisie des Etats-Unis pour s'en émanciper radicalement. Un bouleversement profond dans l'industrie extractive (du pétrole, de l'argent et autres immenses richesses du sous-sol mexicain), une production nationale dans l'industrie de l'acier, du fer, la construction d'automobiles, de chemins de fer (presque entièrement fournis par les Etats-Unis) doivent être envisagés auparavant.

Mais cette attitude qui relève plus du réformisme que de la lutte de classes n'en est pas moins progressive.

Devant cette situation, les stalinien grimaçant. Leur politique de combinards se heurte à un problème délicat qui n'est pas expliqué dans les manuels bornés du stalinisme. Comme Cardenas dispose d'une autorité non négligeable et d'un assez grand crédit auprès des ouvriers et des paysans mexicains, ils en sont réduits à mener une politique double. Après avoir essayé de l'attaquer dans des réunions qui ont été balayées par la police, ils ont changé de tactique en lui consacrant des pages entières de flatteries à l'occasion de son anniversaire. Ils étaient jusqu'à présent assez déconcertés sur son attitude, vis-à-vis de Trotsky. Leurs laïus stéréotypés se heurtent au sourire aimable des Mexicains, comme à celui de Cardenas un jour que le chef du P.C. avait, dans un grand rassemblement populaire, exprimé sa haine contre le « trotskysme » ami et soutien du fascisme. Ils tentent de faire mieux en assassinant les militants trotskystes; au début de décembre dernier, un sympathisant à



PROJET DE THESE SUR LE MEXIQUE

Le capitalisme, dans son étape impérialiste, a créé l'économie mondiale. Il a, par ce fait, lancé dans le cercle capitaliste les pays les plus arriérés, les colonies et semi-colonies, apportant ainsi la lutte de classes dans les coins les plus reculés du monde. Au Mexique, sous l'impulsion directe de la pénétration impérialiste yankee et anglaise, a commencé le développement industriel du pays, qui, débutant dans l'industrie extractive et les voies ferrées s'étendit bientôt à celle de l'approvisionnement local, de telle façon que l'industrie de transformation fut déformée par l'impérialisme dès sa naissance.

En 1910, la petite-bourgeoisie urbaine et rurale et les premières couches de la bourgeoisie naissante déclanchèrent la révolution démocratique bourgeoise, sous la protection de l'impérialisme yankee, intéressé profondément à la chute de l'aristocratie porfiriste (1), protectrice de la pénétration anglaise. De même que l'impérialisme, elles avaient besoin de convertir une partie des millions de paysans semi-esclaves de la glèbe, en journaliers, en salariés, qui, en même temps qu'ils sont producteurs de plus-value, rendent possible l'existence d'un marché intérieur et d'une main-d'œuvre bon marché, avec son conséquent développement de l'industrie; au surplus, elles ont besoin de créer dans la campagne une base sociale de petits propriétaires, sur laquelle s'appuyer. Elles commencèrent ainsi un simulacre de réforme agraire qui devint la soupe de sécurité lorsque les paysans, réclamant les terres, en vinrent à la révolution, derrière le mot d'ordre: « Terre et Liberté ».

En 1910, 2 % de la population rurale possédait 80 % de la terre. En 1930, 3.915 propriétaires, c'est-à-dire les 2 % du total de 1.621.110 propriétaires agraires possédaient 65 % de la terre; 65 % de la population rurale ne possède rien. Telle est l'œuvre de 27 années de révolution bourgeoise.

LES CLASSES A LA CAMPAGNE

Gros propriétaires fonciers : 297 possèdent des propriétés rurales de plus de 700.000 dollars et d'une valeur totale de 445,5 millions de pesos, soit 18 % de la valeur totale des propriétés de la campagne. Parmi ces propriétés, il y a 26 fonds de terre d'une valeur de 40 millions qui ne sont pas exploités. Si l'on tient compte que dans la plupart des cas, le terrain est très bon marché, on comprend pourquoi les propriétés rurales dépassent presque toutes 10.000 hectares et réunissent ensemble près de 70 millions sur un total de 131 millions d'hectares.

Fermiers et paysans riches : ils possèdent 6.544 propriétés d'une valeur de 50.000 à 7.000.000 de pesos, et d'une valeur totale de 983.258.249 millions, soit 37 % du total de la valeur des propriétés agricoles, regroupant 20 millions d'hectares.

Paysans moyens : ils possèdent 35.129 domaines évalués de 5.000 à 50.000 pesos et d'une valeur totale de 513 millions de pesos.

Petits propriétaires : ils sont 568.042 dont les terrains valent jusqu'à 5.000 pesos et ont une valeur totale de 313.185.679 millions de pesos.

Paysans pauvres : 244.108 possèdent des terres de moins d'un hectare. Paysans misérables et affamés, puisque leurs parcelles n'atteignent pas un hectare, le rendement de chacune est de 63,17 pesos, et 17 % des récoltes du pays sont perdus.

(1) Groupe de propriétaires terriens dirigé par Porfirio Diaz. Ce groupe se maintint au pouvoir, des dernières décades du siècle dernier jusqu'à l'année 1910, où il fut renversé par la révolution.

l'organisation mexicaine, à la tête d'un syndicat important était attiré par eux dans un guet-apens et mortellement frappé.

Leur article sur le danger fasciste au Mexique se conclut en déclarant que le fascisme se livre à des préparatifs en vue de faire du Mexique l'Espagne du Continent américain.

Une telle perspective demanderait une étude plus sérieuse; d'autre part, l'influence allemande en Amérique centrale dénoncée dans ce même article est peut-être un danger, mais à coup sûr pas des plus menaçants. Le fascisme n'est pas un objet d'importation spécialement allemande. Il est, croyons-nous, jusqu'ici, le développement de la force brutale de répression des exploités bourgeois contre la classe ouvrière, quand le développement de celle-ci met en danger leur profit et leur existence. Point n'est besoin de la « main de l'Allemagne » pour que le fascisme se développe. Les agents des compagnies pétrolières américaines ou les hommes de l'Intelligence Service peuvent d'ailleurs suffire à fomentier des troubles graves comme ils l'ont fait maintes fois dans d'autres pays où leurs intérêts étaient compromis. Les événements de ce jour (22/5/38), comme l'attentat « manqué » contre un train qui transportait un ministre de Grande-Bretagne, de même que le soulèvement de Cedillo en sont l'illustration.

Journaliers : 2.780.260 journaliers constituent le germe du prolétariat rural que la révolution devra agiter et mettre en action, comme brigade de choc de la lutte de classe à la campagne. A ces journaliers, se joignent les nombreux petits propriétaires qui combinent la culture de leur parcelle avec le travail salarié.

III

LE MOUVEMENT AGRAIRIEN

La bourgeoisie naissante et la petite-bourgeoisie ont fait une grande démagogie sur le problème de la remise de la terre aux paysans. La réalité est que pendant que 3.915 seigneurs de la terre possèdent 65 % de celle-ci, des millions de paysans ne possèdent que leur misère et leur ignorance. La bourgeoisie, appliquée à se former une base sociale à la campagne, a créé une couche de petits propriétaires auxquels elle a remis un peu de terres (ejidatarios). Les résultats obtenus sont misérables : 896.152 paysans seulement ont reçu des terres d'une superficie totale de 12 millions d'hectares, parmi lesquels 4 millions à peine sont labourables. La moitié de ceux-ci ne sont pas cultivés faute d'aide économique et technique, et par manque d'une préparation appropriée. Au rythme suivi pendant les années 1935-37, peut-être que dans cent ans les terres arriveront à être réparties, en supposant que la bourgeoisie soit capable de le faire.

La bourgeoisie naissante est incapable de faire la révolution agraire. Aussi bien elle que son appareil d'Etat et l'impérialisme se trouvent indissolublement liés à la propriété agraire, et ils ne peuvent y toucher au delà des limites auxquelles ils se sont tenus, sans se nuire à eux-mêmes : pour cette raison, les possibilités de réforme agraire peuvent être considérées comme étant pratiquement conclues. Les terres qui ont été touchées dernièrement dans la Laguna, appartenant dans leur majorité à des espagnols et des créoles, et la répartition s'est faite précisément dans le moment où une intervention du gouvernement espagnol était impossible. Au surplus, l'impérialisme, yankee principalement, a bénéficié des mesures prises dans la Laguna et Yucatán, puisque le coton et l'agavé (henequén) sont les principaux produits de ces terres, constituant les matières premières principales exportées par le Mexique. L'incorporation de ces terres à la culture intensive et industrialisée, bénéficiant au commerce d'exportation, à l'impérialisme.

La répartition des terres procure des bénéfices à la bourgeoisie du pays et aux financiers agitateurs étrangers. Dans la réfection des petites propriétés les banques deviennent les bénéficiaires des gains qui revenaient auparavant aux Espagnols. La répartition des terres de la Laguna a permis au gouvernement de « déprolétarianiser » les travailleurs qui constituaient une menace, devant disparaître lorsque ceux-ci devinrent des petits propriétaires obligés aux banquiers nationaux et étrangers.

IV

LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE

Le développement de l'agriculture se déroule presque exclusivement dans l'intérêt du commerce d'exportation et de l'impérialisme. Les capitaux fuient le secteur producteur de matières alimentaires pour les masses du pays, et se concentrent dans les produits végétaux d'exportation (agavé, coton, etc.). Ce phénomène est principal et de grande importance dans l'augmentation des prix des articles de première nécessité.

V

LE PROBLEME AGRAIRE, MOTEUR QUI Pousse LE PROLETARIAT VERS LE POUVOIR

La bourgeoisie a été et continue d'être incapable de résoudre le problème agraire. Des millions de journaliers et une masse imposante de paysans pauvres, petits propriétaires et « ejidatarios » attendent la révolution pour résoudre leurs problèmes. Le manque d'un Parti révolutionnaire capable de mener ces paysans à la lutte, a permis que le P.N.R. et le cardénisme prennent en mains le mécontentement et les demandes de terre des masses paysannes, utilisant ceux-ci en même temps, comme aliment politique pour le prolétariat.

Tout le développement de la révolution mexicaine avec ses étapes de Zapata et autres chefs agraires, confirme le fait que les paysans constituent une force révolutionnaire importante, mais incapable de créer une politique et un parti propres. Pendant 27 années, ils ont marché à la remorque de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. Du changement de cette situation dépend en grande partie l'avenir de la révolution au Mexique.

Seul le pouvoir de la dictature prolétarienne donnera toute la terre à ceux qui l'ont espérée et attendue inutilement. Le retard des millions de paysans, leur désir de terre, la faim et la misère, en un mot, les proportions gigantesques du problème agraire aiguës jusqu'à l'extrême par l'impérialisme, le retard du pays et son caractère semi-colonial, au lieu d'être des facteurs rendant impossible la dictature du prolétariat, sont le moteur de l'inévitable alliance ouvrière-paysanne, qui portera le prolétariat au pouvoir.

La politique Stalino-lombardiste (1), qui abandonne les paysans entre les mains de la bourgeoisie et de son parti actuel : le P.N.R., est une politique de sabotage et de trahison à la révolution. Elle sépare le prolétariat de la force capable de le mener au pouvoir. Vis-à-vis de cette politique il n'y a qu'une ligne à suivre : celle de travailler inégalement pour l'alliance révolutionnaire du prolétariat, avec et à la tête des paysans, et d'engager une lutte irréconciliable pour arracher ceux-ci des griffes de la bourgeoisie, du P.N.R. et de l'impérialisme.

VI

LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Les capitaux investis dans l'industrie, ont sauté, pendant les cinq années 1930-1935, de 979,5 millions à 1.872,8 millions de pesos, soit une augmentation de 38 %. La valeur de la production a encore davantage augmenté, puisque de 900,3 en 1930, elle est arrivée à 1.718,6 millions de pesos en 1935, augmentant ainsi de 90 %. Cependant le montant total des salaires est monté de 181 à 212,9 en 1935, c'est-à-dire une augmentation de 14,76 % seulement.

Parallèlement, les exportations ont subi une augmentation de 458,6 à 775 millions de pesos dans le même temps, et les importations de 180,9 en 1932 à 465,1 en 1935 avec une augmentation de 156 %.

Superficiellement les chiffres paraissent démontrer la théorie menchevique de la consolidation d'une bourgeoisie nationale née de la croissance de l'industrie, du commerce intérieur et extérieur, et d'un bilan commercial qui augmentera la « richesse nationale », base théorique pour la politique du parti stalinien et des réformistes type Lombardo. « Appui de la bourgeoisie nationale que l'augmentation et la consolidation de l'économie « nationale » poussent dialectiquement à un choc avec l'impérialisme, devenant alors révolutionnaire et anti-impérialiste, et plaçant le prolétariat comme une simple force d'opposition et d'appui à la

(1) Lombardo Tolezano, agent du P. C. au Mexique. (Note du Traducteur.)

bourgeoisie nationale.» De ces chiffres se dégage aussi la théorie de la démocratie économique qui déduit de l'augmentation des investissements, production, exportations, etc., une augmentation ininterrompue et progressive du niveau de vie des travailleurs avec tendance à la stabilisation.

Ces choses sont fausses. Dès sa naissance, la bourgeoisie fut un produit de la transformation commencée par l'impérialisme avec ses investissements de capitaux en mines et voies ferrées. Les derniers renseignements prouvent que les États-Unis renforcent chaque jour leur hégémonie dans le pays et que leurs investissements se concentrent sur le pétrole, les mines, transports et industries de montage. De même, le rôle de l'impérialisme anglais est énorme. Les investissements des États-Unis ont sauté de 185 millions en 1900 à 1.325 millions de dollars en 1931.

La plupart des capitaux correspondent aux industries extractives. Des 1.872,8 millions investis, 1.036 y sont employés. Toutes ces industries sont entre les mains de capitalistes yankee et anglais et leur augmentation progressive prouve que le Mexique se convertit, à un degré chaque fois supérieur, en pays producteur de matières premières, en pays semi-colonial.

Le pétrole et ses dérivés, l'argent, l'or, le plomb et autres minéraux constituent les 73 % des exportations. Le coton, l'agave « ixtle » et les cuirs 20 %. L'accroissement des industries extractives, qui fournissent la presque totalité des matières exportables (93 %) constituent la base de la prospérité actuelle du pays.

Sur elle s'élève la « démocratie » cardeniste et les illusions dans le progrès de la faction dans le pouvoir. Cet accroissement signifie tout bonnement l'augmentation de la pénétration impérialiste et la subordination chaque fois plus grande du pays aux impérialistes. L'aggravation du caractère semi-colonial du Mexique s'exprime ainsi politiquement dans la « démocratie » que nous traversons. En même temps, se développent des secteurs de petites industries qui procurent la base des illusions petites-bourgeoises dans une lutte de la bourgeoisie naissante contre l'impérialisme, mais en réalité c'est l'impérialisme qui se consolide.

VII

LE DEVELOPPEMENT DU PROLETARIAT

L'impérialisme ne peut pas développer l'industrie sans développer le prolétariat. L'accroissement de la petite industrie augmente aussi ce développement et la population se déplace de la campagne à la ville. En 1921, la population rurale était de 9.869.276; en 1930, de 11.012.091 avec une augmentation absolue de 1.144.815. La population urbaine était respectivement de 4.465.504 et 5.540.631 en 1921-1930 avec une augmentation absolue de 1.075.127. La population urbaine s'est accrue de 2,42 % pendant que la rurale a diminué dans les mêmes proportions.

Ces accroissements démontrent que le développement se déroule vers la fortification des positions du prolétariat. Dans le district fédéral se localise un nœud vital du pays; sa population s'est triplée en 30 années (541.516 en 1900 et 1.229.576 en 1930) et est aujourd'hui les 6,3 % de la population du pays. Si pendant la révolution mexicaine, en 1910, les choses se décidèrent à la campagne, à l'avenir les villes, et parmi elles le district fédéral avec ses 165.355 prolétaires industriels (1930), calcul pour 1937 : plus de 200.000) joueront le rôle décisif et les paysans viendront consolider les résultats obtenus. Le district fédéral sera pour le Mexique ce que Péetrograd fut à l'U.R.S.S. en 1917.

L'armée de la révolution s'accroît. Pendant l'année 1921, le prolétariat industriel était de 620.292 et en 1930 de 850.040, avec une augmentation

absolue de 230.167 (37 % en neuf ans) et constituait les 16,46 % de la population économiquement active. Plus de 30.000 prolétaires travaillaient dans la petite industrie dont la production ne dépassait pas 10.000 pesos annuels. Des investissements de la production et des salaires on peut déduire que le prolétariat dépasse déjà le million. Aux côtés des masses ouvrières se trouvent 5 millions 390.908 domestiques (semi-prolétaires) et une petite bourgeoisie urbaine qui, en 1930, atteignait le chiffre de 479.878.

Le développement industriel des dernières années a placé le prolétariat dans les centres vitaux de l'économie. Sa localisation facilite énormément son rôle grandiose de futur leader des millions de journaliers, paysans pauvres et petits propriétaires à la campagne; à la ville, les millions de domestiques (semi-prolétaires) constituent une masse puissante que le prolétariat devra et pourra mobiliser pour la révolution.

Durant les dernières trois années, il y a eu un réveil du mouvement ouvrier. Dans quelques cas, n'en déplaise à la direction, les travailleurs ont été inconsciemment les propulseurs d'actions de masse dans la campagne (Laguna). Actuellement tous les travailleurs de l'industrie extractive, des transports sont syndiqués. Dans les industries fédérales, les travailleurs syndiqués dépassent les 300.000 et l'effectif total des syndicats peut être calculé à plus de 650.000 travailleurs. Les centrales principales sont : la C.T.M. dirigée par Lombordo Tolédano, influencée par les stalinistes, contrôlant la majorité du prolétariat mexicain et regroupant plus de 400.000 travailleurs; la C.G.T. et la C.R.O.M. de Calles et Morones.

VIII

CARACTERE ANTI-IMPÉRIALISTE DE LA LUTTE

Par une erreur historique, le prolétariat s'est affronté à l'impérialisme yankee et anglais dès ses premiers pas. Dès son début, la lutte au Mexique a revêtu un caractère anti-impérialiste. Le passage des dirigeants des principales centrales ouvrières, aux mains de la bourgeoisie naissante, agent de l'impérialisme, et le manque d'un parti ouvrier révolutionnaire qui dirige la lutte, font que celle-ci ralentit et ne peut continuer. L'unique voie révolutionnaire est la lutte pour l'élimination de la direction réformiste et de trahison de la C.T.M.; ouvertement fasciste comme dans le cas de la C.R.O.M., ou réactionnaire masquée comme la C.G.T. (la C.T.M., Confédération des Travailleurs du Mexique) mise entre les mains de la faction cardeniste. La C.R.O.M. (Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine) dirigée par Morones, et qui a été un instrument réactionnaire lors des tentatives échouées de juin et décembre 1935. La C.G.T. (Confédération Générale des Travailleurs), officiellement « anarchiste » mais en réalité, oscillant entre le callisme et le cardenisme.

Cette lutte est impossible à réaliser victorieusement sans la formation du parti ouvrier révolutionnaire des masses du Mexique, agissant sur une plateforme du marxisme révolutionnaire.

IX

LE FASCISME

La dictature bonapartiste actuelle, couverte d'un manteau démocratique suffit pour le moment aux impérialismes yankee et anglais. Ils ne sont pas, pour le moment, partisans du fascisme au Mexique. En échange, l'Allemagne, l'Italie et le Japon entretiennent de plus en plus la formation de groupes fascistes (Confédération de la Classe moyenne, Vétérans de la Révolution, Front unique anti-communiste, etc.). Pour cela, ils ramassent tous les déchets laissés par les mouvements depuis 1910, les voleurs sans fortune et les catholiques fanatiques. Quelques secteurs réactionnaires de la bourgeoisie les suivent (Chambre des Industriels,

Chambre de Commerce, Industriels de Monterrey, etc., etc...), puisqu'ils voient dans l'action d'Hitler et de Mussolini la possibilité très éloignée mais cependant unique, d'un accroissement et d'une consolidation que l'impérialisme yankee ne leur permettra jamais.

Le fascisme crée est l'expression de la réaction impérialiste. A défaut d'une grande bourgeoisie, il existe l'impérialisme. A défaut d'une bourgeoisie urbaine il y a les paysans, qui, affamés et désespérés se fatiguent déjà de la « démocratie » qui ne fait pas la révolution agraire, et qui n'attendent que quelqu'un pour les conduire à la lutte. Ils peuvent être, par conséquent, une masse de fascisme, si le prolétariat ne sait pas les attirer vers lui. A défaut de partis démocratiques avec tradition et vie politique active des masses petites-bourgeoises et prolétariennes, et d'un état démocratique traditionnel, le fascisme peut arriver, comme il le fit au Brésil, au moyen du même état bonapartiste qui se transforme en état totalitaire. Ici, comme dans toute l'Amérique latine, la lutte antifasciste est en grande partie une lutte pour la réalisation de la révolution agraire; c'est la lutte pour la construction du parti de la IV^e Internationale.

XI

SITUATION POLITIQUE ACTUELLE

L'assemblage et la combinaison des formes économiques anciennes et modernes, le saut fait au-dessus des étapes intermédiaires et la résolution des tâches historiques qui leur correspondent d'une classe à l'autre, constituent au Mexique, comme dans les autres pays semi-coloniaux, les caractéristiques générales du développement historique du pays. L'indépendance commencée dans l'année 1810 par les germes de la future bourgeoisie, fut, en fin de compte, réalisée par les propriétaires terriens et le clergé en 1821. En 1857, au lieu de donner passage à la révolution bourgeoise, le mouvement de réforme se termina par le renforcement de la propriété foncière (latifundismo) et sa consolidation politique.

En 1910 commença la révolution démocratique bourgeoise. Au moyen de celle-ci, la petite-bourgeoisie urbaine et rurale qui la conduisit, arriva à se transformer en la bourgeoisie nationale actuelle. A partir de 1928, cette dernière se livra politiquement d'une façon complète aux mains de l'impérialisme yankee.

Avec la crise mondiale de 1929, les gouvernements adoptèrent nécessairement des formes de dictatures militaires-policières effrontées. Les déportations, les emprisonnements, les assassinats des ouvriers révolutionnaires et de paysans qui luttèrent pour la terre, furent à l'ordre du jour. Sur le terrain économique, un rajustement du niveau de vie des travailleurs fut réalisé, pendant qu'était déclarée la suspension des dotations de terres, le problème agraire étant résolu. Après tous les présidents qui se succédèrent, il ne resta que la réalité de la dictature bonapartiste de Calles et les traits réactionnaires de l'impérialisme. A défaut de répartitions de terres, les masses furent distraites par une soi-disant phobie anticléricale.

La fin de l'année 1934 marque la fin de la crise, le commencement de la prospérité économique du pays et avec lui l'avènement du bonapartisme couvert aujourd'hui par le manteau démocratique. Les bénéfices obtenus par l'impérialisme et la bourgeoisie nationale donnèrent lieu à une hausse de salaires, à des réformes, telles que le paiement du septième jour et le salaire minimum, etc., jusqu'à voir toléré dans une certaine mesure, le mouvement gréviste, qui comme prolongement de la vague de grèves, nord-américaines, s'étendit jusqu'au Mexique. Pour retenir le mouvement paysan, on recommença le simulacre de réforme agraire, qui, sous les contradictions de la faction cardeniste, devait s'amplifier.

Le soi-disant Parti communiste du Mexique, déjà né sous le régime de Staline, fut un avortement qui n'a jamais pu se convertir en leader des masses du Mexique. Opportuniste dès le début, appuyant Calles et Obregon lors de la rébellion de Escobar, il passa bientôt sous l'égide de la troisième période, à l'ultra-gauchisme hystérique pendant la prétendue insurrection de 1929. A son tour, le social-fascisme se prolongea jusqu'en 1934. En pleine étape de prospérité, le stalinisme s'est converti en un parti « déprolétarisé » de bureaucrates officiels; suivant la nouvelle « ligne », enivré par les succès obtenus dans les secrétariats de l'Etat, le soi-disant parti communiste du Mexique est actuellement le meilleur défenseur des intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Son appui inconditionnel au gouvernement et aux petits politiciens locaux, ne prépare que des défaites. Le front populaire a été le masque qui cache le travail dégoûtant de ces gens qui se sont appelés autrefois communistes.

Le réformisme typiquement représenté par les leaders de la C.T.M. constitue un ennemi redoutable. Véritables gangsters du mouvement ouvrier, vendus à l'aile droite du cardenisme, préparant la montée au pouvoir de la G.P.U., ils doivent être anéantis politiquement, simultanément au stalinisme. Le P.N.R. parti des classes dominantes, se plie au rythme marqué par l'impérialisme. Hier réactionnaire, aujourd'hui plus gauchiste que le stalinisme, le P.N.R. vit parce qu'il n'exista pas un Parti Ouvrier Révolutionnaire. Pour cela, devant les attaques du stalinisme contre-révolutionnaire et assassin, devant le gangstérisme réformiste de Toledano et Cie, devant la démagogie et le « socialisme créole » du P.N.R., le prolétariat et les masses du Mexique doivent élever un PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE, le parti de la révolution prolétarienne, LE PARTI DE LA IV^e INTERNATIONALE.

XII

CARACTERE INTERNATIONAL DE LA LUTTE

La libération des masses de la campagne et des villes, la libération du pays du joug de l'impérialisme et du retard du pré-capitalisme, est seulement possible au moyen de la lutte contre la bourgeoisie mexicaine et l'impérialisme yankee-anglais, véritables maîtres des terres, des mines, industrie et transports. La révolution est nationale parce qu'elle commencera probablement d'abord dans un pays, mais son développement dialectique conduit sur le terrain de la révolution internationale. Le prolétariat de n'importe lequel des pays semi-coloniaux de l'Amérique Latine veut arriver au pouvoir avant celui de l'Amérique du Nord, mais, pour démolir l'impérialisme, il aura besoin de lier intimement sa lutte à celles de tout le prolétariat et des masses opprimées de toute l'Amérique Latine.

La victoire finale, l'instauration du socialisme ne peut avoir lieu que comme conséquence de l'instauration de la dictature prolétarienne dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Dans l'étape que nous avons à franchir, LES ETATS-UNIS SOVIETIQUES DE L'AMERIQUE LATINE doit être la consigne qui doit encourager, unir et conduire les masses de ces pays semi-coloniaux, dans la lutte contre l'ennemi commun : l'impérialisme américain et anglais. La révolution dans l'Amérique Latine peut être le signal de la révolution dans l'Amérique du Nord; les deux finiront par se confondre et couronneront leur triomphe avec la formation DES ETATS-UNIS SOVIETIQUES D'AMERIQUE.

La lutte doit être organisée dans toute l'Amérique. Il faut centraliser l'action révolutionnaire sous le drapeau de la IV^e INTERNATIONALE. Devant le nationalisme réactionnaire et traître des staliens, il faut lever l'internationalisme révolutionnaire qui libérera les peuples d'Amérique.

CHINE

LES BOLCHEVIKS-LÉNINISTES DEVANT LE PROBLÈME DE LA GUERRE

A titre de documentation, nous reproduisons le texte d'une discussion entre deux camarades, publiée déjà dans un bulletin intérieur de l'organisation belge. Cette discussion offre le grand intérêt de mettre immédiatement les militants au courant de la vie ouvrière chinoise assez mal connue et déformée depuis longtemps par la soi-disant documentation stalinienne.

Même si elle contient ou des erreurs d'appréciation ou des oublis, elle nous permet de suivre mieux la lutte difficile des trotskystes en Chine. L'un des principaux défenseurs de nos idées en Chine, Tchen-dou-Siou, fut longtemps persécuté, doit encore à l'heure actuelle être dans les griffes de la bourgeoisie en Chine, et a été dénoncé par les staliniens comme l'inévitable agent provocateur fasciste, ceci à l'instar des autres pays.

Les informations sur ce pays font défaut. Il y a quelques années, il y avait en Chine plusieurs groupes trotskystes, tous en butte à la répression. Leur lutte y est bien difficile et nous ne savons pas, à l'heure actuelle, quelle est leur véritable force. De brèves informations ont été données dans un dernier numéro de la revue « IV^e Internationale ».

Nous publions également à la suite de cette discussion un avis d'un membre de la direction du Parti ouvrier révolutionnaire belge sur la position politique que doivent avoir les bolcheviks léninistes sur la guerre sino-japonaise. Cette position ne correspond pas à celle adoptée par le Congrès du P.C.I.

La discussion était antérieure de peu au déclenchement de la guerre.

DISCUSSION SUR LA QUESTION CHINOISE

Li Fu-jen. — La question que je veux poser d'abord est celle ébauchée dans la courte thèse d'un de nos camarades chinois; notre organisation, lorsque l'occasion s'en présente, doit-elle prendre l'initiative de former des organisations anti-japonaises dans les localités où il n'y en a pas encore? Le C.C. de notre organisation chinoise est divisé sur cette question. Les uns prétendent que de telles organisations ne pourraient en rien se distinguer de organisations analogues telles que la Ligue anti-impérialiste, la Ligue contre la Guerre et le Fascisme, etc. Les adversaires de ce point de vue déclarent qu'à présent, où le mouvement ouvrier est en large mesure passif et où la vie politique des masses trouve son expression principale dans une activité anti-japonaise, les révolutionnaires doivent former de telles organisations afin de mener les masses à la lutte, et les empêcher de tomber sous l'influence d'organisations politiques bourgeoises et petites-bourgeoises.

Crux. — Pouvez-vous nous donner un aperçu approximatif des forces du P.C., des syndicats, du troisième parti, s'il existe; et quelle est la force des organisations du Salut?

La disparition des organisations communistes en chine.

Li. — Le P.C., en dehors des districts « soviétiques » (qui, d'ailleurs, ne s'appellent plus « soviétiques »), a pratiquement cessé d'exister comme parti. A Shangai, qui était précédemment le centre principal de l'activité du parti, il y a un appareil mais pas d'organisation de parti. L'organe illégal du parti a depuis longtemps cessé de paraître. Des représentants du parti ont pris part au récent mouvement de grève, mais uniquement pour le saboter. Par exemple, une filature de soie était en grève et

on vit un représentant stalinien déclarer dans un meeting que la tâche primordiale du Proletariat chinois était de « sauver le pays » de l'impérialisme japonais. Un ouvrier répondit: « Il me semble que notre première tâche est de nous sauver nous-mêmes, nous sommes en train de crever ». Les staliniens ont lancé le mot d'ordre: « Pas de grèves dans les usines appartenant à des Chinois ». Ceci achève le processus de leur isolement des ouvriers commencé après la défaite de la Révolution de 1927.

Il est très difficile d'évaluer la situation réelle dans les districts « soviétiques », à cause de la censure sur les nouvelles exercées par le Gouvernement du Kuomintang. Mais nous avons des raisons de croire qu'il y a là très peu de différence entre le P.C. et l'appareil gouvernemental « soviétique ». La force principale de l'Armée « rouge » dont le nom fut récemment transformé en Armée Populaire Anti-japonaise se concentre actuellement dans la partie Nord-Est de la province de Chensi, au Nord-Ouest de la Chine.

La capitulation du Parti communiste devant Tchang-Kaï-Chek

Si l'on prend une bonne moyenne des différentes évaluations qui ont été faites, cette force compte 80.000 hommes, qui ne sont pas tous en possession d'armes modernes. Outre celle-ci, il y a quelques armées plus petites et des bandes de partisans paysans qui opèrent dans des provinces comme le Foukien et le Honan. Sur ces forces plus réduites, le gouvernement « soviétique », selon son président Mao Tsé-Toung, n'est capable d'exercer aucun contrôle direct, de sorte que des expropriations de la terre et d'autres mesures de la révolution agraire sont toujours pratiquées en contradiction avec la nouvelle ligne de collaboration de classe du P.C. Le parti

a complètement capitulé devant le Kuomintang, en demandant humblement qu'en retour le Gouvernement du Kuomintang veuille bien mener une lutte « sincère » contre l'impérialisme japonais, cesser la guerre civile contre « son propre peuple, inaugurer un régime « démocratique » et libérer les prisonniers politiques. Il est impossible de dire si un accord formel a été conclu entre le P.C. et le Kuomintang.

Ce dernier demanda carrément la capitulation inconditionnelle, déclarant que rien, sauf la liquidation du Gouvernement « soviétique », la dissolution de l'Armée « Rouge » et l'abandon complet de la part du P.C. de sa politique de lutte de classe ne serait acceptable. Qu'on soit parvenu à une sorte d'accord, cela est indiqué, dans des rapports disant que le gouvernement de Nonkin a envoyé de l'argent et des provisions — matos, munitions et vivres — dans les territoires « soviétiques » du Chensi du Nord-Est. Il n'y a rien qui indique que la base de l'Armée « Rouge » ait montré une opposition quelconque au nouveau courant capitulard de la direction. Mais ici, il faut rappeler que ces troupes elles-mêmes sont grandement différentes de celles qui ont maintenu le territoire « soviétique » dans le Kiangsi contre les attaques successives de Nonkin de 1930 à 1935 jusqu'au moment où elles furent contraintes de l'évacuer en été de 1935. Pendant la longue marche du Kiangsi au Chensi, beaucoup de combattants temporaires quittèrent ses rangs ou furent tués, et leurs places prises par de jeunes recrues parmi les paysans pauvres dans les localités à travers lesquelles l'armée se retirait, et qui voyaient dans l'Armée « Rouge » un moyen de remplir leurs bols de riz. Ces troupes édulcorées s'avéraient plus maniables aux mains du P.C. que l'armée qui avait quitté le Kiangsi avec une grande tradition de lutte.

Des syndicats véritables, en tant qu'organisations volontaires des ouvriers, n'existent guère, bien que dans quelques industries il y eut récemment des tentatives d'en créer. En 1929, le Gouvernement du Kuomintang adopta une loi syndicale donnant au Gouvernement, comme en Italie et en Allemagne, l'inspection et le contrôle des organisations industrielles des ouvriers. En conséquence de cette loi, des « syndicats » ont été formés, mais qui n'existent que comme agences gouvernementales au sein de la classe ouvrière. Les bureaux travaillent, peuplés de fonctionnaires, mais les réunions syndicales sont rares. Des appels à la grève sont rarement l'acte du syndicat officiel, et quand une grève éclate réellement, l'appareil syndical n'agit que pour aboutir à un arrangement. Les ouvriers n'ont donc pas d'organisations propres.

Les organisations chinoises : « Le troisième Parti » les syndicats le Salut » National »

Le Troisième Parti est un groupement politique d'importance numérique fort réduite, dont l'attention est centrée sur un programme agraire. Il fut formé en Europe par les débris du Kuomintang de « gauche », restés en cale sèche après l'affondrement du Gouvernement de Wunan en 1927. Parmi ses premiers adhérents se trouvait Tang Ping-Chan, chef droitier du P.C. qui avait participé au gouvernement de Wunan comme ministre de l'Agriculture. Le parti aborda l'arène chinoise au début de 1930, sous la direction de Teng Yen-Ta qui, à ce moment, était précisément de retour de Moscou, où Staline, dit-on, lui aurait offert la direction du Parti communiste chinois, comme successeur de

Tchen-Dou-Siou. Teng fut exécuté par Tchang-Kai-Chek, à la fin de 1930. Le Troisième parti, exposant un programme agraire réformiste et des plans pour le développement du « capital national » par la lutte contre l'impérialisme, n'est jamais parvenu à croître; obligé de mener une existence hors la loi, sous la dictature du Kuomintang, il eut son siège et centre la plus grande partie de son activité dans la colonie britannique de Hon-Kong. Dans le domaine de la politique agraire, il fut incapable de concurrencer le P.C. quant à la direction des paysans, puisque le P.C. mena une politique d'expropriation de la terre. Mais il a obtenu un nouveau droit à la vie depuis que le P.C., par suite des décisions du VII^e Congrès de l'I.C., a jeté par-dessus bord son programme de révolution agraire. Le Troisième Parti critique maintenant le P.C. de la « gauche », l'accusant d'avoir traitreusement abandonné la cause de la paysannerie.

L'organisation « fasciste » à laquelle se réfère la résolution n'est pas réellement une organisation fasciste. Le terme « fasciste » découle du nom de l'organisation connue dans les « Chemises Bleues ». Les Chemises Bleues ne sont pas un parti, mais une organisation de Tchang-Kai-Chek, créée dans le but d'appuyer son pouvoir et à l'intérieur et à l'extérieur du Kuomintang et du gouvernement.

L'une de leurs tâches a été d'assassiner les opposants de Tchang. Tchang gouverne à l'aide d'une dictature militaire et il n'a pas besoin d'un mouvement fasciste selon le modèle italien ou allemand. La petite bourgeoisie, avant tout les paysans, sont opposés à la dictature de Tchang et ne peuvent devenir (en tout cas pas maintenant) une base sociale pour le fascisme. Les stalinien, dans la mesure où ils exercent encore une influence quelconque sur la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes, aident par leur politique de collaboration de classe à repousser ces classes sous l'influence de Tchang. Mais les Chemises Bleues à l'époque actuelle en tant qu'organisation du pouvoir de Tchang, recrutent leurs adhérents exclusivement dans l'appareil gouvernemental du Kuomintang, quoiqu'elles aient réussi à influencer les couches supérieures des nombreuses associations d'étudiants, spécialement à Shanghai.

L'association du Salut National est une organisation patriotique fédérale ayant son siège à Shanghai. Elle comprend des sociétés patriotiques locales, formées d'étudiants, d'instituteurs, de petits hommes d'affaires et, dans certains cas, d'ouvriers, bien que ces derniers fussent très rares. La direction se compose exclusivement d'éléments de la petite bourgeoisie élevée, proches de la grande bourgeoisie. L'A.S.N. est la manifestation actuelle du mouvement patriotique qui naquit de la mainmise du Japon sur la Mandchourie, en 1931-32. A ce moment-là, un mouvement d'étudiants de grande envergure s'était créé. Des milliers d'étudiants désertaient leurs cours, prenaient possession des trains et se dirigeaient vers Nankin pour protester contre la politique gouvernementale de non-résistance à l'invasion japonaise. L'envergure des manifestations qui s'ensuivirent effraya le gouvernement, mais lorsque les étudiants faillirent trouver une base par l'appui des ouvriers et d'autres catégories d'exploités, le gouvernement prit courage et en finit avec le mouvement, en montrant sa force. Pendant les années suivantes jusqu'en 1936, le mouvement des étudiants était pratiquement mort malgré l'agression japonaise continue. En 1936, cependant, le Japon devint plus exigeant en ce qui concerne ses revendications en Chine septentrionale, et Sung-Tcheh-Yuand, chef de l'administration de Nankin en ces territoires, fit de nombreuses concessions économiques à l'impérialisme japonais. Ceci amena une renaissance

du mouvement des étudiants, et Sung devint la cible de considérables manifestations estudiantines. Mais les stalinien, ayant une assez grande influence dans le Nord, à ce moment-là, sabotèrent le mouvement en déclarant que les étudiants brisaient « l'unité nationale » en manifestant contre Sung-Tchen-Yuan. Ils dirent aux ouvriers que Sung était obligé de faire des concessions au Japon parce que le peuple ne le soutenait pas assez. Ceci tua le mouvement. On entendit des étudiants dire : « Si les communistes ne veulent pas nous guider, alors qui le fera ? ».

Entre temps, à Shanghai et dans d'autres parties du pays, des associations du « Salut » surgirent, composées surtout d'étudiants, d'intellectuels et en général d'éléments petits-bourgeois, comprenant même quelques représentants de la grande bourgeoisie, quelques ouvriers peu nombreux adhérèrent également à ces organisations patriotiques qui donnèrent finalement naissance à l'Association du Salut National. Au sein de cette Association, deux politiques apparurent. Les éléments réactionnaires qui prédominaient orientèrent l'organisation vers le soutien du Gouvernement du Kuomintang, arguant qu'il fallait aider ce gouvernement à combattre le Japon. Leurs adversaires déclarèrent que le gouvernement vendait le pays au Japon, et qu'il fallait le critiquer et l'attaquer pour éviter de nouvelles trahisons. Tsang-Nhi-Chi, le principal leader de l'organisation, interviewa Tchong-Kai-Chek à Nankin et l'on supposa qu'il avait pris l'engagement d'appuyer intégralement le gouvernement. Cette action précipita une scission, les éléments opposés à Nankin cessant toute activité. Fait assez singulier, Tchong-Kai-Chek procéda à l'arrestation de tous les leaders, y compris Tsang-Nhi-Chi; mais récemment ils furent relâchés.

C. — Fut-ce sur l'ordre de Tokio ?

Li. — C'était l'avis général, puisque Tokio avait protesté à plusieurs reprises contre l'activité anti-japonaise organisée, mais pour Tchong ce fut également une mesure de précaution. Lorsque les dirigeants furent arrêtés, l'A.S.N. s'effondra virtuellement parce que les emprisonnés avaient le contrôle des finances, des dossiers, etc... D'autres membres de l'Association visitèrent les dirigeants dans la prison, demandant que le contrôle leur soit remis, mais les dirigeants refusèrent, considérant l'Association comme leur propriété privée. L'Association n'a jamais été formellement prescrite, mais les dirigeants arrêtés furent accusés d'avoir « mis en danger l'existence de la République » et d'avoir maintenu des relations avec le P.C. (avec lequel Nankin négociait à ce moment-là). A la maison d'un des hommes arrêtés, Tsaou Ta-Feng, on avait trouvé un exemplaire de notre journal : « La Lutte », et cela devait servir à prouver l'accusation de mise en danger de la République (la même accusation d'ailleurs, pour laquelle Tchen Dou-Siou (dirigeant de notre Ligue Communiste de Chine - La réd. -) fut condamné à onze années de prison. Il n'y a pas grand chose à dire concernant les affiliés provinciaux de l'A.S.N. Shanghai fut le principal centre du mouvement, les organes fédéraux ne servirent pour la plupart que d'agences pour récolter de l'argent. L'influence stalinienne dans l'A.S.B. était considérable et s'employait à diriger l'organisation sur les voies du Kuomintang.

De l'organisation d'une association « anti-japonaise »

C. — Je ne vois pas clairement le contenu matériel de la discussion. Si les leaders de l'organisation du Salut furent arrêtés, il est clair qu'une organisation anti-japonaise bâtie par nos camarades ne pourrait avoir d'existence légale; alors elle devrait être illégale.

Li. — Les partisans de cette idée pensent que nous pourrions obtenir d'autres collaborations afin de donner à de telles organisations anti-japonaises une base légale. Nous pourrions alors avoir des fractions dans leur sein.

C. — Oui, si nous pouvons avoir une fraction illégale. Mais alors, je ne vois pas clairement le point de divergence; la différence réside seulement en ce qui concerne l'initiative à prendre pour former de telles organisations, là où elles n'existent pas. Je ne comprends pas bien pourquoi cette question occupe le premier plan, et non pas la question de notre participation au mouvement de grève qui doit avoir en Chine une très grande importance. Si c'était une question d'organisation de masse légale, je pourrais comprendre ce point de vue, mais telle que la question se pose, je proposerais plutôt à ceux qui en sont partisans : essayez de le faire et montrez-moi le résultat; c'est une question de possibilité. Quelle expérience pratique ont-ils à cet égard? Quel événement concret a déclenché la discussion?

Li. — La question surgit lorsque nous fîmes le projet de résolution politique, un document ayant pour but de donner des directives politiques à nos camarades. On dit que nos camarades devaient prendre part au travail des organisations patriotiques pour gagner les meilleurs éléments à notre drapeau. D'autres alors soutenaient que s'il était juste de participer aux organisations existantes, il serait également juste de former de telles organisations dans le but de les conquérir.

C. — Nous pouvons pénétrer dans des organisations religieuses pour faire du travail anti-religieux, mais cela ne signifie pas que nous devrions former des organisations religieuses.

Li. — Mon avis sur la proposition, c'est qu'elle révèle l'impatience de nos camarades. Notre travail est maintenant très difficile et peu spectaculaire. Les camarades sont las d'être un petit groupe, éditant un petit journal. Ils voudraient sauter par-dessus cette période.

Leur proposition de former des organisations anti-japonaises est un produit de leur recherche de contacts plus faciles avec les masses.

C. — Une telle attitude renferme des pièges : elle peut devenir dangereuse. Dans la thèse, je trouve peu de choses sur le travail syndical; la nécessité de s'organiser pour répandre la propagande syndicale et pour être prêts à prendre la direction quand une grève éclate. Cela, je crois, est mille fois plus important que de créer ou de discuter la création d'organisations du Salut.

Naturellement, au cas où la situation aiguë de l'heure actuelle mènerait directement à une grande guerre entre le Japon et la Chine, la question de la guerre deviendra le centre d'attention de l'activité du peuple entier et par là, de la classe ouvrière. Dans ce cas, il ne serait pas nécessaire pour nous de prendre l'initiative de créer des organisations patriotiques. Elles surgiraient du sol de tous les côtés. Notre devoir serait de détacher les ouvriers, à l'intérieur et à l'extérieur, de la bourgeoisie, de pourvoir à l'armement des ouvriers et aussi de préserver les intérêts matériels des ouvriers et soldats : ne pas abandonner le droit de grève même pendant la guerre quand les industries de guerre prospèrent et rapporteront des profits formidables aux patriotes bourgeois.

Sur une reprise possible de l'économie chinoise.

La question de la reprise économique n'est pas suffisamment traitée dans les thèses politiques; elle est négligée. J'ai écrit, je crois que c'était en 1931-32, une lettre aux camarades chinois

que, si pendant quelques années, il n'y avait pas d'essor du mouvement ouvrier, l'Armée Rouge dégènera. Ce n'est que quand une reprise économique commencera que le mouvement ouvrier pourra reprendre vie et soutenir l'Armée Rouge. Le pronostic qu'une reprise économique n'était pas possible — ce qui était l'idée de Niel-Sih — était faux. Il disait que le régime militaire rendait une reprise absolument impossible. J'écrivis alors sur la nécessité et l'importance de la question et sur la pleine possibilité — l'inélectabilité — d'une reprise économique, spécialement en Chine; maintenant, c'est un fait.

Ces derniers mois, il y avait des correspondances très intéressantes sur les investissements de capital étranger en Chine. Il est vrai que la Chine n'est pas une arène sûre, mais y en a-t-il? Relativement, la Chine est maintenant un champ d'attraction pour le capital étranger. Malgré la très mauvaise situation en France, celle-ci a envoyé 400 millions de francs à Nankin pour renforcer la monnaie. La Tchécoslovaquie a investi de l'argent en Chine par l'intermédiaire du gouvernement. Le résultat en est que, pendant les dernières années, Nankin a montré une certaine stabilité. Il est une réalité: il a une certaine autorité; il est soutenu par le gouvernement britannique. Le fait est que la Grande-Bretagne est un facteur très important, économiquement et politique, du pays par l'intermédiaire du gouvernement de Nankin. La France n'a pas seulement donné 400 millions de francs, mais a investi du capital dans la construction de chemins de fer. Bien que le correspondant officiel français, envoyé par le Comité des Forges, écrit que « nous devons être très prudents; la stabilité n'est pas absolue; à chaque moment ce sera la catastrophe » (retraduction de l'anglais — La réd.), c'est un fait que le capital regarde vers la Chine, où il y a une « prospérité » relative. Il est possible que nous ayons un afflux de capital étranger vers la Chine et que la Chine puisse maintenant faire d'importants progrès, des progrès capitalistes, naturellement, en se transformant en un pays plus colonial. Mais il y a cette différence importante avec l'Inde que là, c'est la Grande-Bretagne qui gouverne et décide, tandis qu'en Chine nous avons différents impérialismes, ce qui donne plus de possibilités de manœuvrer au gouvernement et aux éléments révolutionnaires. Cela donne des coudees franches. Si c'était nous qui étions au pouvoir, nous manœuvrerions entre les impérialismes britanniques et japonais.

Ces symptômes, s'ils sont vrais, signifient qu'il y a maintenant une importante reprise de l'économie chinoise: cela donne la perspective d'une ranimation du mouvement ouvrier. L'ouvrier qui répondait: « D'abord il faut que nous nous sauvions nous-mêmes », avait raison. Nous ne devons pas commencer à bâtir des organisations anti-japonaises (naturellement nous sommes pour l'indépendance de la Chine); mais nous devons nous rendre compte que la tâche la plus importante se trouve dans le mouvement syndical. La reprise de l'industrie, de la vie économique, ranime les syndicats. Toutes nos énergies doivent être concentrées sur le mouvement gréviste. Ici la résolution mentionne seulement la reprise avec un certain embarras, comme si la réalité était contraire à notre pronostic. Nous devons souligner le fait qu'il y a une reprise; que les capitalistes, les banquiers, les compradors font de très belles affaires en Chine, pendant que les ouvriers crévent.

A propos du mot d'ordre de « guerre immédiate »

Dans la thèse, il y a le mot d'ordre: « Pour une guerre immédiate contre l'impérialisme japo-

nais ». Je ne crois pas que nous puissions lancer un tel mot d'ordre. Il y avait préparation à la guerre en février, il y en a maintenant, nous parlons alors et nous parlons maintenant de « guerre immédiate ». La question de la guerre ne dépend pas de nous, mais sera résolue par les circonstances. La préparation la plus importante à la guerre est de créer des comités syndicaux et une organisation de parti: une propagande systématique pour la libération de tous les impérialismes, en premier lieu de l'impérialisme japonais, non pas par des manœuvres diplomatiques, des capitulations, mais par une lutte militaire révolutionnaire, par une guerre du peuple chinois contre les impérialistes. Ce qui importe c'est de créer un point d'appui qui, avec le temps, puisse devenir une base pour la mobilisation du peuple, plutôt que de lancer le mot d'ordre d'une guerre immédiate. Ce dernier mot d'ordre peut paraître aventuriste.

Li. — Le mot d'ordre est destiné à contraster avec la position de Tchang-Kaï-Chek. Il dit qu'il se prépare à la guerre. De là notre mot d'ordre pour la guerre immédiate contre le Japon.

C. — Le danger consiste en ce que vous renforcez l'attitude de Tchang-Kaï-Chek par un tel mot d'ordre. La question de la préparation nous donne une possibilité d'agitation, de dénonciation de la politique de Tchang-Kaï-Chek. Je puis dire, par exemple, dans des circonstances données, que le 3 février, nous pouvions commencer la guerre, mais le mot d'ordre « la guerre immédiate », sans reconnaître les circonstances, n'est pas réaliste. Pourquoi la question du Japon est-elle une question de lutte armée immédiate — et qu'en est-il de la question des différents impérialismes? Il est nécessaire de dire que tous les impérialismes sont des brigands; ils ne diffèrent que par leurs procédés. Nous ne renonçons pas au droit d'opposer un impérialisme à l'autre et d'utiliser leur antagonisme. Mais seul un gouvernement révolutionnaire du peuple est capable de le faire sans devenir l'instrument d'un impérialisme contre l'autre. Le gouvernement actuel ne peut s'opposer à l'impérialisme britannique. On objectera: les bolcheviks aussi se sont servis d'un impérialisme contre l'autre; pourquoi critiquez-vous notre bloc avec la Grande-Bretagne? Un bloc dépend du rapport de forces; si je suis le plus fort, je peux m'en servir pour mes propres fins, mais si je suis le plus faible, je deviens un instrument. Seul un gouvernement révolutionnaire peut être le plus fort.

La signification du « patriotisme » pour un ouvrier chinois.

Dans la thèse, le terme « patriote » est appliqué aux stalinien et aux organisations de Salut. En même temps, la thèse reconnaît la nécessité de combattre pour l'indépendance du pays. Cela est « patriote ». C'est une question de vocabulaire. Nous refusons aux ouvriers le droit d'être patriotes à l'égard d'un Etat ouvrier; non à un peuple colonial celui de l'être contre ses impérialistes. Il y a là une grande différence dans l'emploi du terme « patriote »: les organisations ouvrières du Japon n'ont pas le droit d'être patriotes, mais celles de Chine en ont le droit.

Les stalinien se serviront de ce vocabulaire défectueux. Si nous ne nous en servons pas correctement, ce mot peut devenir une question très importante dans notre lutte contre les stalinien. En Chine, je me garderais d'employer ce mot dans un sens insultant ou moqueur, et je pourrais dire à Tchang: « Vous voulez être patriote, mais vous êtes anti-patriote, car la bourgeoisie, les compradors ne peuvent que trahir

le pays». Je dirais : « Tchang-Kaï-Chek ne peut sauver la patrie, les ouvriers le peuvent par leur propre mouvement, en mobilisant les masses autour de leur avant-garde, le parti révolutionnaire ». Nous disons : « Nous sommes les véritables patriotes. Mais il est nécessaire d'incorporer cela au contenu de la lutte révolutionnaire, de la lutte de classe, etc... ».

L'influence des Etats-Unis et de la Grande Bretagne en Chine.

La question des Etats-Unis ne tient que peu de place dans la thèse. La question du rapport de l'impérialisme japonais et de la duplicité britannique est fort bien traitée — tous ces actes contre le Japon pour conclure un arrangement avec ce même Japon — tout cela est excellent. Mais la question des Etats-Unis est très importante, surtout aujourd'hui qu'il y a un changement d'attitude des Etats-Unis et une concentration de flotte dans le Pacifique, la fortification des îles, la question de la pêche, l'Alaska et la question des Philippines; ces questions peuvent devenir extrêmement aiguës quand la « prospérité » de Roosevelt sera rompue.

Le pacifiste humanitaire Wilson a poussé les Etats-Unis à la guerre, la même chose est possible avec Roosevelt; il a promis au pays un nouveau sort, un nouveau destin, sa transfusion de sang à quelque influence. Il a encore trois ans. Si durant ces trois ans il y a un changement aigu de conjoncture — le grand capital a un bon flair : il le saura une année d'avance. Tout ce grand mouvement ira vers le canal de l'impérialisme et ce sera un fort mouvement. La question chinoise deviendra la plus importante de l'arène. Pourquoi la Grande-Bretagne ne veut-elle pas maintenant s'accorder avec les Etats-Unis contre l'agression du Japon? Parce que cela signifierait la victoire de la force prédominante.

Il serait bon d'introduire dans la thèse un mot sur les Etats-Unis, qui peuvent devenir un facteur décisif en Chine contre le Japon, un des facteurs possibles de la guerre mondiale. J'ai été un peu étonné que les Etats-Unis n'aient pas une grande influence dans la lutte anti-japonaise. C'est parce que l'impérialisme américain était dans un état de somnolence pendant la période de la crise. Mais il change sa politique expectative et lâche.

Li. — L'inaction de l'Amérique est le résultat d'une politique consciente. Washington commence par consolider ses positions en Amérique du Sud — (Union Pan-Américaine) — et par accroître ses armements. Il pourra donc tenter des accords avec le Japon. Si nous acceptons cette explication de la position de l'Amérique, l'intervention américaine dans la guerre d'Extrême-Orient ne se fera pas attendre longtemps.

C. — Ce n'est pas en contradiction avec ce que je dis. Mais Washington ne détient pas tous les facteurs entre ses mains; une crise aiguë le force à changer. Vous parlez de perspective à longue échéance; quelle est cette longue échéance? Il y a des programmes d'armements pour 3 ou 4 ans, et alors un nouveau point du programme américain sera plus ou moins apparent. Il est possible que ce soit fait d'ici 2 ou 3 ans pour montrer à la Grande-Bretagne que les Etats-Unis sont plus puissants.

W. — La Chine a maintenant l'étalon-or. Dans tout le programme naval et la cadence de réalisation de ce programme et dans le programme d'aviation, les Etats-Unis se sont grandement opposés au Japon.

Li. — La prépondérance de l'influence britannique et japonaise en Chine a empêché les

Etats-Unis de prendre pied réellement. Ce fut la Grande-Bretagne, par exemple, qui fit abandonner à la Chine l'étalon-argent et réformer le système monétaire chinois.

La Grande-Bretagne investit également des capitaux. L'énorme indemnité des Boxers que la Chine paye annuellement à la Grande-Bretagne est maintenant retournée et employée à la construction de chemins de fer et autres entreprises, à l'envoi de matériel des manufactures britanniques. L'intervention américaine en Chine, dans la période récente, a pris largement la forme de démarches diplomatiques et cela n'a pas été très aigu. Comme preuve de la faiblesse actuelle de la position américaine peut être cité le fait que le Japon a réussi à empêcher les lignes d'avions pan-américaines d'établir leurs terminus transpacifique en Chine, de sorte que la Compagnie fut obligée d'aller à la colonie portugaise de Macao. Le Japon a aussi contraint Nonkin d'abandonner un contrat avec la « Macay Radio Corporation » d'Amérique. La position des Etats-Unis en Chine, ces derniers temps, a été très faible et il n'y a aucune indication actuelle qu'elle devienne plus forte.

C. — La grande puissance qui s'est servie de la période de crise pour mener une politique agressive a été le Japon, comme l'Italie en Abyssinie, l'Allemagne s'en est servie seulement pour ses armements. Tous les autres pays, par exemple la Grande-Bretagne, avaient la possibilité d'influencer la Chine de par leur vieille base, mais la Grande-Bretagne était totalement paralysée sur le plan international. Baldwin, dans son fameux discours stupide, a dit : « Je ne peux pas dire toute la vérité sur ma banqueroute. » Et sur la question d'Espagne, la France et la Grande-Bretagne sont impuissantes. La position des Etats-Unis, en Chine, a été analogue à celle de la Grande-Bretagne en Espagne : expectative, lâcheté.

Le réveil du peuple chinois danger pour le Japon.

Mais pour le Japon, le succès serait aussi le plus grand des fardeaux. La Grande-Bretagne a des difficultés dans l'Inde, bien qu'elle y soit installée depuis des siècles. Mais la Chine est un pays de quatre cents millions d'habitants. Et maintenant les cinq provinces du Nord! Si un pays petit et pauvre comme le Japon domine la Chine au voisinage de l'Union Soviétique, avec la rivalité de la Grande-Bretagne, avec la grande menace des Etats-Unis, tout cela réveillera le peuple chinois, que la période de reprise économique a rendu plus puissant qu'en 1924-27. C'est la nouvelle conjoncture qui est pour la Chine une sorte de révolution industrielle. Elle promet un nouveau soulèvement patriotique. Pour le Japon même, la Corée peut devenir un piège. Même dans une guerre contre l'Union Soviétique, le Japon doit avancer en direction d'Irkoutsk. En Mandchourie vivent 30 millions de Chinois absolument hostiles au Japon. Je crois que la situation militaire du Japon dans une guerre mondiale est appréciée d'une façon totalement fautive par les stratèges bourgeois, parce qu'ils n'envisagent pas la possibilité de mouvements nationaux révolutionnaires, et la plupart d'entre eux sont pleins de réminiscences de la guerre russo-japonaise. Il y a une grande différence : la Mandchourie était alors un petit peuple de 5 millions d'habitants; maintenant, elle est habitée par 30 millions de paysans vraiment chinois.

En tout cas, nous pouvons nous attendre à voir la Chine résister davantage. Maintenant, nous sommes en face d'une importante période de l'histoire de la Chine.

Li. — Il est intéressant de remarquer que les capitaux étrangers en Chine sont très largement, sinon principalement investis dans les communications, en premier lieu les chemins de fer. Cependant, les chemins de fer, en Chine, facilitent le commerce des produits manufacturés étrangers. Ainsi ces investissements, loin de développer l'économie chinoise, aident à vendre les denrées étrangères.

C. — L'influence a un caractère dialectique. En Russie aussi, on a commencé par la construction de chemins de fer. 1905 fut une révolution de chemins de fer.

Nous avons aussi une grande industrie, mais le plus important développement industriel commença après 1905, dans la période 1909-1914. Les étrangers créèrent des chemins de fer, donnèrent au pays un caractère plus centralisé, un pouvoir gouvernemental. Le Gouvernement, en retour, devint plus indépendant du capital étranger — la lutte des douanes de Witte. Le Gouvernement de Nankin est aujourd'hui soutenu politiquement par la Grande-Bretagne, mais précisément les chemins de fer donneront au Gouvernement de Nankin une base réelle et il deviendra plus indépendant de la Grande-Bretagne. La grève générale, en Russie, en 1905, était en premier lieu une grève des chemins de fer, la paralysie des chemins de fer est un fait grave. Aux environs de Mexico, les ouvriers du rail et du pétrole jouent un grand rôle; il y a seulement 13.000 ouvriers du pétrole, mais ils sont « dictateurs ». Les autos jouent au Mexique un très grand rôle, de même que les autobus. Toute l'administration d'un pays de près de 20 millions d'habitants ne peut être sauvée que par la dictature du prolétariat en alliance avec la paysannerie, mais le prolétariat doit avoir dans ce but une base, et le plus important est d'avoir avec soi les travailleurs du rail.

R. — N'est-il pas vrai également que l'attitude en apparence passive des Etats-Unis à l'égard du Japon en Chine, est due au fait qu'ils cherchent une base pour combattre le Japon, ce qui expliquerait leurs relations avec la Russie ?

C. — Oui, c'est la dernière période de la politique américaine du « splendide isolement ». La première prémisses d'un tournant fut créée par la reconnaissance de l'U.R.S.S., par Roosevelt. Il y eut un refroidissement des relations, mais maintenant il y a de nouveau un rapprochement, et la visite d'une escadre de la flotte américaine à Vladivostok a une grande importance symbolique. Naturellement, la question d'une mise à l'épreuve générale a été pour les Etats-Unis un obstacle, car ils doutent si l'Union Soviétique est un allié puissant. Mais ce n'est qu'un épisode. Ils commencent à abandonner la politique du « splendide isolement » et il y a un rapprochement avec l'U.R.S.S., très prudent mais visible, et il est dirigé non seulement contre le Japon, mais aussi contre la Grande-Bretagne.

La bourgeoisie nationale chinoise doit se défendre...

Aussi y a-t-il une question de la politique nationale pour la bourgeoisie chinoise elle-même. Cette thèse affirme catégoriquement que Tchang ne luttera jamais contre le Japon; ce n'est pas juste. Les considérations politiques générales sont absolument justes et excellentement formulées : la ligne de classe dans la lutte contre le Japon. Mais nous avons dit la même chose dans la lutte contre le tsarisme : nos libéraux et notre bourgeoisie sont absolument incapables de lutter, et, essentiellement, ce fut juste. Mais la bourgeoisie, lorsqu'elle eut à choisir entre la mort et

la monarchie, abandonna les tsars à leur destin. La Douma devint oppositionnelle, les bourgeois participèrent à la révolution : ils tuèrent Raspoutine, ce fut le commencement de leur séparation d'avec la famille tsariste. La bourgeoisie chinoise ne peut pas lutter librement contre l'impérialisme car elle doit mobiliser la classe ouvrière et c'est très dangereux. Mais le capital étranger et les masses chinoises peuvent créer pour la bourgeoisie une situation telle qu'elle n'ait pas le choix. Pour la même raison que maintenant, la bourgeoisie chinoise est obligée de supporter l'impérialisme japonais, elle peut rompre au dernier moment avec l'impérialisme japonais pour se sauver elle-même, et par là nous aider. Ainsi, en Russie, les bourgeois essayèrent, en février 1917, de sacrifier la monarchie pour se sauver eux-mêmes : Rodzianko devint alors la tête de la « révolution », le « Mirabeau » russe. Les bourgeois chinois, pour se sauver eux-mêmes, peuvent sacrifier les gémissements, les banques, les intérêts japonais, mais servir leurs propres intérêts.

Ils sont très proches amis, mais ils ne sont pas les mêmes et ne peuvent être mis dans le même sac. Et il faut dire un mot sur une question de vocabulaire, l'expression « petite-bourgeoisie » est employée dans la thèse seulement dans le sens de petite-bourgeoisie urbaine. Mais la paysannerie est aussi une partie de la petite bourgeoisie — une partie très différente, mais de la même classe. Ici, la paysannerie est opposée à la petite-bourgeoisie et l'on ne dit pas clairement qu'elle est opposée à la petite-bourgeoisie urbaine.

Des mots d'ordre révolutionnaires en Chine

Pour la Chine, que veut dire le mot d'ordre : « A bas la préparation de la nouvelle guerre mondiale ? » Nous devons être prêts pour la nouvelle guerre mondiale. Nous devons réclamer une armée révolutionnaire du peuple, l'armement des ouvriers et paysans de Chine. La politique de Tchang est celle de la soumission à la Grande-Bretagne. Tchang Kai Chek sera l'instrument de la Grande-Bretagne dans la guerre mondiale. Notre mot d'ordre devrait être : « A bas la politique de Tchang qui transformera la Chine en un instrument objet de la Grande-Bretagne. » Notre devoir est de nous préparer pour un Gouvernement ouvrier et paysan.

Le mot d'ordre : « Unité avec l'Union Soviétique, avec le prolétariat mondial » devrait plutôt être « Unité avec le prolétariat mondial et pour l'alliance avec l'Union Soviétique sur la base d'un programme concret dans l'intérêt de la libération de la Chine ». L'Union Soviétique est maintenant la bureaucratie, pas de confiance aveugle dans l'Union Soviétique !

Li. — Si le Gouvernement de Nankin fait alliance avec l'Union Soviétique, et que l'alliance soit de telle nature qu'elle nuise à la Chine et bénéficie seulement à l'Union Soviétique, quelle doit être notre attitude envers elle ?

C. — Une alliance militaire contre le Japon sera dans tous les cas préférable pour la Chine même avec la bureaucratie telle qu'elle est. Mais alors, nous devons dire que nous réclamons de l'Union Soviétique l'envoi de munitions, d'armes pour les ouvriers et les paysans; des comités spéciaux devront être créés à Shanghai, dans les centres ouvriers; le traité devra être élaboré avec la participation non seulement du Kuomintang, mais aussi des organisations ouvrières et paysannes. Nous devons demander à la bureaucratie soviétique de proclamer ouvertement qu'à la fin de la guerre aucun point de la Chine ne sera occupé sans le consentement du peuple chinois, etc...

Li. — Pensez-vous donc que l'Union Soviétique puisse être capable de mener une politique impérialiste?

C. — Si elle est capable d'organiser des complots pour tuer les révolutionnaires, elle est capable de tous les crimes possibles. Maintenant, en ce qui concerne le caractère international de la révolution, nous demanderons : un pays arriéré peut-il commencer la révolution quand il y a des défaites dans les autres pays? Pouvez-vous avoir une dictature du prolétariat quand dans les autres pays la contre-révolution est victorieuse? Nous devons dire oui, car notre révolution, même seulement en partie victorieuse, déclencherà des mouvements au Japon et dans d'autres pays, et d'autres révolutions ne sauraient avoir sur la Chine autant d'influence que la révolution chinoise n'en aura sur les autres pays. Et nous devons recommander à nos camarades d'être aussi conspiratifs que possible. Maintenant qu'avec l'alliance entre Staline et Tchong, ils risquent d'être exterminés dans l'obscurité, ils doivent être très conspiratifs. Aucun mouvement au monde n'a jamais été aussi persécuté que le nôtre.

Si l'alliance est conclue, on tuera Tchen Dou Hsiou; un mouvement doit être déclenché en sa faveur, vous pouvez en prendre l'initiative. N'est-il pas possible de créer à New-York une commission sur la question chinoise et la question coloniale, en général, pour élaborer des résolutions pour le prochain Congrès de la IV^e Internationale, en octobre, mais personnellement, je trouve cette date trop rapprochée. Nous devons avoir pour la Conférence un parti indépendant aux États-Unis. Il sera nécessaire de reporter la Conférence internationale en...

Un dernier mot

(par Cieux)

Le 3 septembre 1937.

1) La discussion sur la question chinoise s'est déroulée en anglais et, comme ma connaissance de cette langue est très mauvaise, la sténographie ne peut pas exprimer clairement ma pensée.

Malheureusement, je n'ai pas le temps de corriger ou d'ajouter au texte anglais. De plus, la situation, depuis cette conversation, a considérablement changé. Le 11 août, jour où la discussion eut lieu, on ne voyait pas clairement à quel point le conflit entre le Japon et la Chine deviendrait aigu. Actuellement, le conflit devient ouvertement une guerre, bien qu'il soit encore difficile de dire, du moins d'ici, si les opérations militaires se termineront par quelque sorte de compromis, ou si, au contraire, elles se développeront en une grande guerre.

2) En tout cas, la question des organisations « antijaponaises » indépendantes a une signification plus actuelle qu'il y a quelques semaines. Cependant, il me semble encore, actuellement, que nos adhérents ne peuvent prendre l'initiative de former des organisations antijaponaises sans une plus exacte définition de leurs buts. Il m'apparaît qu'il serait beaucoup plus juste de s'efforcer de créer des organisations de « guerre » sur une base de classe, pour mettre à exécution le travail que mettent à exécution les syndicats, dans une situation correspondante. Par exemple, sur ce plan, si quelques ouvriers partent à la guerre, il sera alors nécessaire d'organiser un groupe pour prendre des liaisons avec eux et leur apporter, à eux et à leurs familles, une aide morale et matérielle. Il faut faire un travail semblable dans les villages en essayant d'organiser dans ce but un centre spécial d'ouvriers dans la ville. De telles unions d'ouvriers et de paysans pour aider ceux qui partent pour le

front peuvent et doivent insister auprès des organisations politiques bourgeoises et devant les organismes gouvernementaux pour qu'ils viennent en aide aux familles des soldats révolutionnaires, etc...

3) Il serait faux de penser que la guerre va d'un seul coup paralyser la reprise économique dans le pays. Au contraire, il y a lieu de croire que la guerre produira un renouveau fiévreux de l'industrie. Il faut également ajouter que l'immense territoire de la Chine, en particulier au Sud et à l'Ouest, non seulement sera pas un champ d'opérations militaires, mais, dans une large mesure, ne sera pas sous l'influence directe des facteurs de guerre. De telle sorte qu'on peut penser que la reprise économique continuera, surtout si la guerre est financée par la Grande-Bretagne, les États-Unis ou l'Union Soviétique. La dépendance de l'armée et du Gouvernement à l'égard de la production intérieure élèvera considérablement le rôle et l'importance des travailleurs de l'industrie chinoise. Toutes les branches de l'industrie, spécialement celles qui travaillent immédiatement pour la défense, feront de grands profits.

Cette circonstance ouvre de vastes possibilités pour la lutte économique des ouvriers. Le Gouvernement devra être plus circonspect dans ses répressions de peur de rompre le rythme de l'industrie de guerre. Naturellement, les gredins du Kuomintang et les non moins gredins du parti stalinien crieront qu'une lutte économique en temps de guerre est « anti-patriote ». Néanmoins, les masses ouvrières sympathiseront hautement avec ces conseils, surtout si les vrais révolutionnaires sont capables de montrer les formidables profits des capitalistes et la rapacité des bureaucrates.

Tout ce travail non seulement ne causera pas de tort à la guerre, mais, au contraire, servira à son soutien. Une guerre contre le Japon ne peut avoir un caractère vraiment national que si la bourgeoisie ne réussit pas à se débarrasser du fardeau que feront peser sur elle les masses travailleuses. C'est pourquoi la revendication du contrôle ouvrier sur l'industrie, en particulier sur l'industrie de guerre, a une signification si importante, — non seulement pour « contrôler » les profits mais pour rendre difficile aux capitalistes d'envoyer à l'armée des produits mauvais et de basse qualité. La vie quotidienne en temps de guerre donnera des centaines et des milliers de moyens d'organiser différentes sortes d'unions et de comités, dans lesquels les ouvriers collaboreront étroitement avec les étudiants et les petits bourgeois en général. Il est seulement nécessaire que de telles organisations aient devant elles un programme pleinement concret, bien que restreint, lié aux intérêts de l'armée et des ouvriers. Il est inutile de répéter que les ouvriers révolutionnaires, participant activement à la guerre et aux services se rapportant à la guerre, ne peuvent partager, si peu que ce soit, la responsabilité politique avec le gouvernement bourgeois. L'avant-garde du prolétariat reste pendant la guerre en opposition irréconciliable avec la bourgeoisie. La tâche de l'avant-garde, se basant sur l'expérience de la guerre, consiste à souder les ouvriers et, par ce moyen, préparer le véritable gouvernement ouvrier-paysan, c'est-à-dire la dictature du prolétariat, entraînant derrière elle des millions de paysans.

Dans l'intérêt du but exposé, conserver une liaison étroite avec les ouvriers à l'armée (correspondance, envois de colis), faire fraterniser de toutes les façons les ouvriers, les paysans et les soldats, etc., a une grande importance. Telles sont les courtes remarques supplémentaires que je puis ajouter à notre discussion du 11 août.

Note du sténographe (anglais). — Le « Dernier mot » fut dicté comme réponse à une question du camarade Li Fu-Yen (question formulée après la discussion) :

« N'est-il pas vrai que les opérations militaires présentes en Chine, désorganiseront l'économie chinoise au point d'anéantir les progrès de la reprise économique et même de ramener l'économie à un niveau plus bas qu'auparavant? Si la reprise économique est entravée pour longtemps par la guerre dévastatrice, y a-t-il une autre base sur laquelle une reprise du mouvement ouvrier puisse avoir lieu? »

Intervention de Beach au Comité Central du P. S. R. Belge.

Considère que ni les camarades partisans de la « guerre juste », ni les ultra-gauchistes, ne posent le problème de la guerre sino-japonaise sur son véritable terrain. Les premiers s'appuient sur les thèses du II^e Congrès et sur l'article du camarade L. T. pour justifier le caractère progressif de l'action de « soutien révolutionnaire » du mouvement national bourgeois dans la guerre de libération contre l'impérialisme japonais.

Les seconds se bornent à reconnaître le rôle de bourreau joué par Chang Kai Chek en 1927 tombant dans l'erreur qui consiste à expliquer l'histoire à travers le rôle joué par les hommes tandis que le matérialisme historique enseigne que c'est l'analyse de l'histoire — c'est-à-dire avant tout des forces productives et des rapports de production — qui explique la fonction des hommes, en l'occurrence celle de Chang Kai Chek.

Partant de là, Beach estime que pour élaborer notre tactique révolutionnaire, indépendamment des contingences extérieures, il convient de se baser sur l'évolution de la base économique en Chine, afin de déterminer le degré actuel des rapports de domination capitaliste, lesquels doivent conditionner la position à prendre devant le mouvement national bourgeois.

La démonstration de l'évolution économique et sociale de la Chine et conséquemment de son Etat vers une forme capitaliste est nécessaire. Dans l'hypothèse où la réalité confirme cette opinion, en ce qui concerne les Indes et la Chine, notamment, il conviendrait de réviser les thèses du II^e Congrès de l'I.C. concernant la stratégie et la

tactique des révolutionnaires vis-à-vis du mouvement national.

Beach s'efforce de mettre en lumière que comme n'importe quel processus dialectique, le procès de l'industrialisation de la Chine est un mouvement dont les éléments agissent et réagissent en son sein. En d'autres termes, il rappelle que c'est sous l'emprise implacable des lois organiques du système capitaliste que l'Angleterre et le Japon, entre autres pays, ont avec leurs capitaux, créé l'industrie d'extraction de minerais en Chine. Et si pour ne pas contribuer à donner naissance à une économie industrielle concurrente, ces impérialismes ont « entravé » le développement des forces économiques nationales, il n'en reste pas moins qu'ils ne purent empêcher le développement d'un mouvement patriotique analogue à celui de l'Inde. La réaction engendrée par l'action impérialiste s'exprima sous la forme d'une vaste propagande en faveur de la réaction d'une industrie nationale destinée à fabriquer les produits importés d'Europe. L'essor était donné et pendant une longue période, allant de 1911 à 1927, l'industrialisation se poursuivit jusqu'au point critique de la révolution de 1925-27. Tchang Kai Chek, à cette date, devait résoudre la contradiction ci-dessus ébauchée en une synthèse « historique » au profit de la bourgeoisie nationale, ce qu'il fit avec l'aide de l'impérialisme étranger contre le prolétariat qui s'était notablement développé (5 millions de prolétaires en 1926) à la faveur de l'industrialisation de la Chine. En conséquence, depuis lors, Tchang Kai Chek, grâce à des compromissions répétées dont il attendait une période de stabilité sociale, poursuit la reconstruction de la Chine qui déjà, à l'heure actuelle du processus, est entrée dans la phase de reproduction élargie permettant la création de certaines industries de transformations avec les capitaux engendrés par la surexploitation des prolétaires chinois.

Tchang Kai Chek étant l'expression vivante du processus interne qui se déroule dans l'économie chinoise, puisque tel est le sens de la marche de l'histoire en Chine, il convient de réexaminer le principe inclus dans les thèses du II^e Congrès (« soutien » révolutionnaire du mouvement national) car ce ne sont pas les principes qui déterminent le sens de la marche de l'histoire, des principes ne s'avèrent justes que dans la mesure où ils sont confirmés par celle-ci.

En conclusion, Beach estime qu'il convient d'étudier profondément l'étape actuelle du développement économique et social de la Chine avant de se prononcer pour sa « guerre juste ».

Il s'efforcera d'assumer cette tâche.

Comment Staline concevait déjà le « Front Populaire », il y a 10 ans :

« L'OUVRIER DOIT ETRE LE COOLIE DU KUOMINTANG. »
(Déclaration faite par Borodine, délégué de Staline, à Tchen-Dou-Siou, secrétaire du P.C. chinois, en 1927, pendant la période révolutionnaire.)

HOLLANDE

LE R. S. A. P. ET LE SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA IV^e INTERNATIONALE

Nous publions, ci-dessous, une résolution politique que nous adressait, dernièrement, le R.S.A.P. (Parti socialiste ouvrier révolutionnaire) de Hollande. Nous avons déjà fait paraître cette résolution dans « La Commune », sans y changer le moindre mot, pour lui laisser le caractère d'un écrit rédigé et traduit par les camarades hollandais eux-mêmes. Aujourd'hui, nous reproduisons à nouveau la résolution, en rectifiant les quelques fautes de français du texte, corrections sans importance, d'ailleurs, puisqu'elles ne changent pas son sens.

Nous avons, depuis longtemps déjà, pris, au sein de notre organisation, position sur tous les problèmes que soulève cette résolution.

Nous restons persuadés que l'entrée dans le Parti Socialiste fut en France, comme dans d'autres pays, une tactique absolument juste. Elle ne posait nullement le problème de l'abandon du programme bolchevik-léniniste, pas davantage celui du redressement de la social-démocratie.

Les bolcheviks-léninistes passèrent dans les partis socialistes comme un courant révolutionnaire pour entraîner les meilleurs éléments socialistes sans jamais se mêler aux eaux troubles de la social-démocratie. Le résultat fut plus ou moins fructueux dans les différents pays. En France, il fut beaucoup diminué par les luttes intérieures des B.L.

Sur la lutte contre le P.O.U.M., nous ne pouvons pas davantage suivre nos camarades hollandais dans leurs illusions. Il ne s'agit pas de mettre en question la sincérité des dirigeants du P.O.U.M., ce ne sont pas les intentions des militants qui comptent, ce sont leurs actes. Or, la politique du P.O.U.M. comporte des trahisons politiques. Les fautes comme celle de la participation au Gouvernement bourgeois ne sont pas seulement des fautes, mais une trahison des principes révolutionnaires. Ce qu'il faut dire, et là nous rejoignons nos camarades hollandais, c'est que la polémique violente du Secrétariat International fut si peu brillante qu'elle rendait injustes et incompréhensibles aux yeux des ouvriers révolutionnaires espagnols, les critiques acerbes, quoique justes, qui parurent dans « La Lutte Ouvrière ».

Sur ce problème, nous rejoignons la question des luttes violentes menées contre certains militants. La polémique entre révolutionnaires peut être vive et, réciproquement, les attaques peuvent être lancées sans ménagement. Les problèmes qui font l'objet de ces discussions sont souvent des questions décisives et qui motivent l'âpreté des débats.

Par contre, nous refusons d'admettre la calomnie comme arme de lutte dans les rangs ouvriers.

Nous n'admettons pas « n'importe quel moyen » pour briser la résistance d'un militant, même si politiquement il est dans l'erreur, ce qui n'est pas automatiquement démontré.

RESOLUTION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LE R.S.A.P. DE HOLLANDE ET LE SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA QUATRIEME INTERNATIONALE.

LES Conférences du C.C. et du C.C. élargi aux responsables du Parti des 12 et 13 mars 1938, à Amsterdam, après discussion de la situation concernant le travail préparatoire pour la Quatrième Internationale;

Déclarent :

Que le Parti n'a jamais négligé de reconnaître la faillite définitive des II^e et III^e Internationales et de proposer la nécessité du regroupement des travailleurs sur la base d'une nouvelle Quatrième Internationale;

Que cette position est fixée dans des documents par la signature du Parti apposée à la Lettre Ouverte (1935), correspondant à la Déclaration des Quatre, d'août 1933 et que la vie et l'esprit du Parti sont entièrement imprégnés des principes de ces documents.

Rejettent :

Le point de vue que la direction du Parti ou quelques membres de cette direction aient nuit à

ces principes ou abandonné les principes du Marxisme révolutionnaire;

Déclarent :

Que le soi-disant Centre pour la Quatrième Internationale a travaillé d'une manière telle que la Quatrième Internationale, qui n'est pas encore née, a été sérieusement compromise aux yeux des travailleurs honnêtes et révolutionnaires, pour les raisons suivantes :

a) Par la pratique d'expériences inacceptables avec les sections et les organisations de jeunesse, construites dans les grandes difficultés, par la dissolution de ces organisations et leur entrée dans la Deuxième Internationale, pratique qui produisit beaucoup de scissions et repoussa plusieurs camarades dévoués et convaincus;

b) Par la création, sans aucune préparation réelle, d'une institution s'intitulant direction de la Quatrième Internationale, prétendant être le Centre possédant exclusivement toute la science

marxiste et, en même temps, intervenant brutalement dans la vie des partis affiliés;

c) Par la création d'une sorte de dernier ressort, opprimant la vie intérieure des sections dans une camisole de force, détruisant la vie de ces sections et organisant dans les Conférences internationales une représentation telle que ces Conférences perdent tout leur valeur.

d) Par la création, dans les partis affiliés, en cas de résistance du côté de ces partis, de sentiments négligeant totalement les décisions existantes de ces partis, en vue de produire une rébellion contre le Parti, son affaiblissement et la scission. Et, en ce qui concerne le R.S.A.P., en lançant des accusations à l'adresse du Président du Parti, Sneevliet, ainsi qu'on l'a fait contre des camarades espagnols bien connus, des accusations qui ne sont que des diffamations politiques brutales, ne heurtant pas seulement le Président du Parti, mais toute la direction et le Parti lui-même. Ces accusations n'ont pas plus de sens que les accusations du stalinisme contre le « trozkyisme » (1);

f) Par la poursuite fréquente des mêmes méthodes, ressemblant totalement à celle du Comintern, méthodes qui ne peuvent que nuire à la préparation collective de la nouvelle Quatrième internationale.

(1) Le 20 janvier 1938, L.D. Trozky écrit à Van, un de ses Secrétaires :

« Quant au camarade Vereecken, qui, malheureusement, s'éloigne de plus en plus du marxisme, il est extrêmement caractéristique qu'il trouve possible de soutenir Sneevliet dans sa lutte totalement opportuniste; désormais ouverte, contre la Quatrième internationale et, en même temps, diriger contre nous son intransigeance ultra-gauchiste. Pour ne pas priver le N.A.S. (Confédération des Travailleurs Révolutionnaires) de la manne gouvernementale, Sneevliet a, pendant la paix, une attitude totalement conciliatrice, diplomatique et équivoque envers son Gouvernement. Peut-on croire un seul instant qu'en cas de guerre avec la participation de la Hollande, Sneevliet sera capable d'avoir une attitude révolutionnaire? Un aveugle seulement pourrait le croire. » (Lettre publiée dans le Bulletin du P.S.R. belge.)

Les Conférences déclarent :

Que ces actes ne peuvent pas ne pas avoir leurs conséquences et il est nécessaire de résister de toutes nos forces à chaque travail nuisible exécuté dans le Parti, conformément aux ordres du Secrétariat International;

Que les Conférences avec le S.I., dans la situation actuelle, sont inutiles et au-dessous de la dignité du Parti, à moins que les conditions suivantes soient acceptées.

Relativement à la coopération dans la préparation de la Quatrième internationale avec le S.I., pour la Quatrième internationale, que le R.S.A.P. considère comme une des forces existantes parmi celles qui reconnaissent la nécessité de la Quatrième internationale, les Conférences formulent les conditions suivantes :

1° Dissolution de la Section hollandaise des Bolchevistes-Léninistes, réhabilitation du Président du Parti et, en même temps, de la direction et du Parti lui-même;

2° Volonté de respecter les décisions existantes des partis et de discuter l'application de la discipline internationale seulement après la constitution réelle de la nouvelle internationale, qui prendra ses propres mesures;

3° Volonté du S.I. de préparer collectivement la Quatrième internationale et de faire participer à ce travail les groupements acceptant les principes fondamentaux de la Déclaration des Quatre (1933) et de la Lettre Ouverte de 1935;

4° Les Conférences décident de s'abstenir de la participation aux Conférences internationales du S.I. jusqu'à ce que ces conditions soient acceptées;

De faire appel aux camarades du Parti pour continuer leur propagande pour l'idée de la Quatrième internationale et de travailler pour la constitution de cette internationale; la direction du Parti créera et maintiendra des relations avec les partis et les groupements voulant participer au travail préparatoire; de créer un service international d'information en faveur de la Quatrième internationale.

Pour le R.S.A.P., l'alternative reste : la Quatrième internationale ou la chute dans la barbarie.

Vive le Marxisme révolutionnaire !

Vive le Proletariat mondial !



ETATS-UNIS

LA FORMATION DU SOCIALIST WORKERS PARTY

Section des partisans de la IV^e Internationale

À U début de janvier 1938, la section américaine, **Workers Party of United States**, tenait son Congrès à Chicago (1).

Ce groupe, fondé vers 1928 par d'anciens dirigeants du Parti Communiste américain, se développait tant bien que mal, connaissant les mêmes difficultés et les mêmes crises que les groupements des autres pays et fusionnait en 1934 avec le Parti ouvrier américain de Muste.

En 1936, renonçant au titre de « Parti Indépendant », le groupe entier entra dans le Parti socialiste américain, d'où il était bientôt exclu après un travail fractionnel fructueux.

Le Congrès comprenant 76 délégués représentant 17 États différents et 40 groupes locaux, se composait principalement d'ex-socialistes, le parti ayant, au cours de cette expérience, doublé ses effectifs et triplé le nombre de ses membres aux Jeunesses.

Le Congrès préparé pendant près de 4 mois de discussion préalable, rassemblait un certain nombre d'ouvriers de l'acier, du caoutchouc, de l'auto, des chauffeurs, des marins, etc... Trois douzaines de délégués participèrent aux discussions sur le travail syndical et le travail parmi les chômeurs; à la suite de quoi, un secrétariat syndical spécial fut créé.

Après discussion :

La majorité écrasante se prononça pour la nécessité de lier la lutte pour la révolution sociale en Espagne et le front unique militaire contre le fascisme de Franco. Il ne se trouva pas une seule voix parmi les délégués pour le défaitisme en Espagne.

Trois voix seulement se prononcèrent pour définir l'U.R.S.S. comme un état semi-bourgeois; la majorité repoussa les tentatives d'abandonner les positions sur l'U.R.S.S. comme état ouvrier.

L'unanimité fut réalisée sur la résolution sur le caractère et le régime du Parti révolutionnaire (2).

Le nom du nouveau Parti fit l'objet d'un assez long débat, dont voici un passage extrait :

« Le but essentiel que le Parti s'est fixé au Congrès : gagner des positions décisives dans le mouvement ouvrier fut également déterminant quant au choix du nom du nouveau Parti. Si pour les sections qui se trouvent encore principalement dans la période de propagande idéologique, le nom est surtout un moyen de délimitation des tendances centristes pseudo-révolutionnaires, au Congrès, le point de vue prédominant était de trouver le nom le plus approprié au but d'agitation dans de plus larges couches ouvrières. En ce sens, le Congrès se décida à une grande majorité pour le nom « Socialist Workers Party » (S.W.P.). » (3)

Un certain nombre de décisions pratiques furent prises :

a) Le parti devient une section de la IV^e Internationale;

b) Le nouveau parti se délimite des centristes et du Bureau de Londres ainsi que des Brandlériens et de Lovestone;

c) Des mesures pratiques seront prises pour la participation à la Conférence Internationale de la IV^e Internationale, à la direction internatio-

nale de celle-ci et pour l'organisation des cadres révolutionnaires dans l'Amérique latine en lutte contre l'impérialisme des États-Unis;

d) Une cotisation régulière pour l'organisation internationale est décidée;

e) Le journal « Socialist Appeal » continue à paraître, hebdomadairement, et les jeunes « Youth People Socialist League » publient leur organe « The Challenge of the Youth ». La revue théorique mensuelle « The New Internationale » continue comme auparavant.

L'expérience américaine constitue, dans la période présente, le succès d'organisation le plus sérieux pour la IV^e Internationale et nous sommes heureux de pouvoir l'enregistrer. Bien entendu, le nouveau parti ne manquera pas d'avoir à subir des crises, notamment l'assimilation par les anciens B.L. de la nouvelle couche d'adhérents ne sera pas une chose aisée; nous espérons que la cruelle expérience que nous faisons en France servira aux camarades américains. Enfin, puisqu'ils ont consacré une grande attention aux problèmes internationaux, ne serait-ce pas trop leur demander de regarder de façon moins officielle et plus critique la situation des partisans de la IV^e Internationale en France.



(1) D'après un article de la revue publiée en langue allemande : Der EINZIGE WEG, à Anvers.

(2) Ce problème traité en deux lignes, est un de ceux sur lequel, après l'effondrement de la III^e Internationale, les militants se penchent avec angoisse; il a causé déjà de nombreuses scissions et a révélé de nombreuses divergences dans les différents groupes pour la formation de la IV^e Internationale de chaque pays. Une unanimité complète dénoncerait plutôt une discussion hâtive et superficielle et peut réserver bien des surprises.

(3) Il est difficile de loin d'apprécier la valeur de l'argumentation — ou s'il n'y a pas des concessions à des courants opportunistes; l'avenir seul peut nous fixer.

Réponse de

L. TROTSKY

à la question :

« QUE FERIEZ-VOUS

EN CAS DE GUERRE ? »

Le 10 avril 1937 commencent les travaux de la Commission d'enquête sur les accusations formulées contre Léon Trotsky dans les procès de Moscou.

Cette Commission siègea jusqu'au 17 avril. Toutes les questions des membres de la Commission d'enquête, ainsi que les réponses données par L. Trotsky et quelques autres camarades ont été consignées dans un livre publié aux Etats-Unis « The Case of Leo Trotsky » (1). Ce livre ne contient pas les conclusions de la Commission qui ont été publiées dans un autre ouvrage.

Au cours de l'enquête un grand nombre de questions furent posées à L. Trotsky et des plus diverses, sur sa vie privée, ses déplacements, ainsi que sur son attitude politique sur certains problèmes. C'est ainsi qu'il fut amené à exprimer sa position sur le problème de la guerre et sur la défense de l'U.R.S.S.

Nous donnons ci-dessous la traduction des réponses que fit Léon Trotsky sur ce sujet. Ce document ne peut être considéré comme une étude avec analyse approfondie des faits et la conclusion qui en découle, mais seulement comme une réponse assez rapide sur un problème très délicat.

Léon Trotsky a reconnu lui-même que ses phrases manquaient de précision. Mais comme au cours de la discussion qui s'éleva dans plusieurs sections de différents pays le Secrétariat International crut bon de confirmer lourdement et sans équivoque la nécessité de ne pas lutter contre la « machine militaire » en France en cas de guerre, nous croyons utile de donner à ce texte une plus large publicité pour faciliter la discussion parmi les militants ouvriers.

Nous donnons également la réponse que fit Léon Trotsky aux camarades qui l'interrogèrent sur cette question. Cette réponse est extraite d'un bulletin du Parti Ouvrier Internationaliste en France.

Question. — Dans le cas d'une attaque de l'Union Soviétique par l'Allemagne, le Japon ou tout autre pays, de quelle façon s'exprimerait votre attitude pour la défense de l'U.R.S.S. ? Pourriez-vous nous donner une idée des tentatives concrètes que vous feriez pour aider l'Union Soviétique ?

L. T. — Je pense que dans la prochaine guerre les partis communistes de tous les pays soutiendront leur propre pays comme le fit la social-démocratie dans la dernière guerre. Je pense que la IV^e Internationale combattra les pays impérialistes, les classes impérialistes et défendra l'Union Soviétique. Je pense aussi que lorsque la vérité sur la situation intérieure de l'Union Soviétique sera de plus en plus connue des travailleurs, certain désappointement et un certain mécontentement se répandront ; il existera le danger que les travailleurs disent : « Les communistes nous ont bernés, ils n'ont fait que nous tromper. Nous

n'avons rien à faire avec l'Etat Soviétique. » Nous dirons : « Nous ne vous avons jamais trompés. Nous vous avons toujours dit la vérité. Malgré tout il y a une différence entre l'Union Soviétique, l'état ouvrier, et le Japon et l'Allemagne. Vous devez aider l'Union Soviétique, en dépit de toutes ses faiblesses et de ses tares sociales. Vous devez la défendre contre le Japon et l'Allemagne ». Je pense que, dans une heure de grand danger, les ouvriers nous écouteront avec plus de confiance que les communistes stalinistes officiels qui les trompent chaque jour.

Question. — Supposez que l'Union Soviétique, en cas de guerre, ait une alliance d'une espèce que vous ne pourriez défendre. Que feriez-vous alors ?

L. T. — Je dois donner une réponse, mais il me faut des données plus concrètes sur la situation. La question est trop concrète pour les éléments abstraits. Il n'est pas possible d'y répondre.

(1) Harper et Brothers Publishers, New-York, 1937, London.

Question. — Supposez une alliance entre la France, l'Angleterre et la Russie contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon. C'est une alliance possible. Que serait votre attitude? Un soutien de la Russie?

L. T. — C'est une question très compliquée. Je pense que, pendant la guerre les alliés peuvent imposer à l'Union Soviétique de telles concessions sociales et économiques, que l'Etat Soviétique devienne un Etat bourgeois. Elle est toute seule en rapport avec les Etats bourgeois. En fin de guerre, il est possible que nous ayons une Union soviétique capitaliste. Si l'Union Soviétique s'oppose à la pression de ses alliés, je pense que ses alliés s'uniront à ses ennemis pour écraser l'Union Soviétique à la fin de la guerre. Ce sont les alliés qui pensent que les combinaisons de puissance seront les mêmes au début de la guerre, pendant la guerre et à la fin de la guerre. Mais, nous, en tant que parti révolutionnaire, nous devons nous préparer pour une certaine conjoncture, non pour un moment mais pour une période. Pour ma part je dirais que je ne soutiendrais pas le gouvernement bourgeois français, que je ne soutiendrais pas le gouvernement bourgeois pendant une guerre. Mais dans l'Union Soviétique, je soutiendrais l'Union Soviétique, l'Armée Rouge, l'Etat soviétique contre tous ses ennemis.

Question. — Un des moyens par lesquels vous soutiendriez ou aiderez le gouvernement soviétique serait de fomenter des révolutions en Allemagne et au Japon?

L. T. — Des deux façons. Dans l'Union Soviétique, je tâcherais d'être un bon soldat, de gagner les sympathies des soldats et de bien combattre. Puis, à un moment favorable, lorsque la victoire sera assurée, je dirais : « Maintenant nous devons en finir avec la bureaucratie. »

Question. — Je comprends. Mais si vous étiez en Allemagne, comment mèneriez-vous votre travail?

L. T. — J'ai dit que si personnellement j'étais en Union Soviétique, je serais un soldat. Si j'étais au Japon ou en Allemagne, je ferais tout ce que je puis pour développer le mouvement révolutionnaire.

Question. — Que feriez-vous si vous étiez en France ou en Angleterre?

L. T. — En France et en Angleterre, je préparerais aussi le renversement du régime bourgeois.

Question. — Vous êtes une personnalité révolutionnaire responsable. La Russie et la France ont déjà une alliance militaire. Supposez qu'une guerre internationale éclate. Je ne m'occupe pas pour l'instant de ce que vous dites au sujet de la classe ouvrière russe. Je le sais. Que diriez-vous à la classe ouvrière française relativement à la défense de l'Union Soviétique? Diriez-vous : « Change le gouvernement bourgeois français? »

L. T. — Dans la thèse : « la IV^e Internationale et la guerre » on répond plus ou moins à cette question dans le sens suivant : en France, je resterais en opposition au gouvernement et développerais systématiquement cette opposition. En Allemagne, je ferais n'importe quoi pour saboter la machine de guerre. Ce sont deux choses différentes. En Allemagne et au Japon, j'emploierais des méthodes militaires, dans la mesure de mes possibilités, pour combattre, pour attaquer et pour détruire la machine militaire, pour la désorganiser, à la fois en Allemagne et au Japon. En France, il s'agit d'une opposition politique contre la bourgeoisie et de la préparation à la révolution prolétarienne. Toutes les deux sont des méthodes révolutionnaires. Mais en Allemagne et au Japon, j'ai pour but immédiat la désorganisation de toute la machine. En France j'ai pour but la révolution prolétarienne.

Question. — Si vous parveniez à désorganiser le régime hitlérien en Allemagne et le régime féodal au Japon, à avoir une révolution victorieuse dans ces deux pays, les Soviets et ces deux Etats prolétariens pourraient résister à l'agression des capitalistes français et anglais. Mais que donneriez-vous en compensation pour la guerre — par exemple l'Union Soviétique pourrait être forcée de faire une telle concession qu'elle se transformerait en un Etat capitaliste.

L. T. — C'est la raison pour laquelle pendant une alliance entre la France et la Russie, il est nécessaire que le prolétariat de France soit en opposition active à sa bourgeoisie afin d'avoir la possibilité d'empêcher que cette bourgeoisie impose à l'Etat Soviétique à la fin de la guerre un régime bourgeois ou capitaliste.

Question. — Admettons que vous ayez une chance de prendre en France le pouvoir pendant une guerre, le conseilleriez-vous si vous aviez la majorité du prolétariat?

L. T. — Evidemment.

Question. — De cette façon, cela ne nuirait-il pas à la guerre entre le Japon et Hitler?

L. T. — Non, je suis absolument certain que le seul moyen d'aider et de préserver, de sauver et de développer l'Union Soviétique est de développer et de provoquer la révolution au Japon et en Allemagne. Pour réussir dans ce sens, il est nécessaire de détruire l'idéologie nationaliste allemande, l'idée que le monde entier est contre l'Allemagne. Pendant la guerre, il suffisait de défendre en Allemagne ce qu'y défendait Liebknecht et en France, Monatte : « Renversez votre propre gouvernement bourgeois ». Si nous avons en France une opposition à la guerre, elle provoquera en Allemagne un mouvement du prolétariat dix fois plus puissant, parce qu'en Allemagne, dans des conditions hermétiquement closes, les contradictions sont très explosives. Il est nécessaire d'avoir en France un mouvement révolutionnaire. Si nous disons que tout le peuple, le prolétariat et la bourgeoisie, doit combattre l'Allemagne fasciste, Hitler dira alors : « Vous voyez que toute l'humanité est contre la nation allemande. » C'est le meilleur climat, le ciment national qu'Hitler possède. Il s'en est nourri. Il est nécessaire de continuer l'opposition révolutionnaire au gouvernement en France en vue de donner la possibilité à la révolution de se développer en Allemagne.

Question. — Autrement dit, vous ne faites pas confiance à la bourgeoisie française ou anglaise pour défendre l'Union Soviétique?

L. T. — Non.

Question. — Comme vous le déclarez, des alliés au début de la guerre ne sont pas toujours des alliés à la fin de la guerre. Avec l'aide de la bourgeoisie d'Angleterre et de France, vous pouvez battre l'Allemagne et le Japon et ensuite vous allier vous-même au prolétariat du Japon et d'Allemagne.

L. T. — La France et la Grande-Bretagne ne sont pas mes alliés. Elles peuvent être alliées de l'Etat Soviétique. Mes alliés ce sont les travailleurs de tous les pays, et les seuls alliés que je reconnais sont les travailleurs de tous les pays. Ma politique est établie non pour des objectifs de conventions diplomatiques, mais pour le développement du mouvement révolutionnaire international de la classe ouvrière. Je ne puis placer aucun espoir dans les alliés de l'Union Soviétique en France et en Angleterre. Ils ne peuvent que tromper les uns et les autres, ils ne peuvent que se séparer. Mais je suis sûr que dix ouvriers qui comprennent très bien la situation — ils seront libres et gagneront une centaine d'ouvriers, et les cent ouvriers un millier de soldats. Ils seront victorieux à la fin de la guerre. Ça me semble

très simple, mais je pense que c'est une bonne idée.

Question. — La défense de l'Union Soviétique peut mener à un point où vous auriez à collaborer avec Staline. Que serait alors votre position ?

L. T. — Vous savez que je suis opposé aux réformistes. Je suis opposé à Jouhaux, le leader de l'organisation syndicale en France. Mais si les fascistes attaquent Jouhaux, je suis prêt à m'allier à Jouhaux avec pour but pratique de créer des organisations de défense pour lutter contre les fascistes, ensemble avec Jouhaux qui est mon adversaire le plus acharné. Il en est de même pour Staline. Il y a un exemple connu dans la révolution russe. Kérénsky m'emprisonna sous l'accusation que j'étais un agent de l'Allemagne. Puis Kornilov attaqua Kérénsky. Kérénsky fut obligé de me rendre ma liberté. Je me rendis de prison à une séance du Comité de Défense avec des représentants de Kérénsky et Cie. Les bolcheviks furent les meilleurs lutteurs contre Kornilov. Il n'y a pas une considération sentimentale ou personnelle. La seule considération c'est l'intérêt des masses ? C'est ce qui est nécessaire à la sécurité des masses.

Question. — Donc votre réponse est que vous êtes disposé à collaborer avec Staline dans la défense de l'Union Soviétique contre les ennemis capitalistes.

L. T. — Absolument. Je l'ai dit dans ma déclaration à Copenhague.

Question. — Supposez que la bourgeoisie de France et d'Angleterre, alliée à l'Union Soviétique, batte l'Allemagne, fasciste, et le Japon féodal, le résultat ne serait-il pas de faire de l'Union Soviétique un pays bourgeois ?

L. T. — Oui, une victoire de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Union Soviétique sur l'Allemagne et le Japon pourrait signifier d'abord une transformation de l'Union Soviétique en un état bourgeois et la transformation de la France en un état fasciste, parce que pour être victorieux d'Hitler il est nécessaire d'avoir une machine militaire monstrueuse, et les tendances fascistes en France sont maintenant puissantes. Une victoire pourrait signifier la destruction du fascisme en Allemagne et l'établissement du fascisme en France. C'est pourquoi je ne puis prendre la responsabilité pour aucun des gentlemen qui est au pouvoir dans ces Etats. La seule garantie contre le fascisme et la réaction est la conscience des masses révolutionnaires et leur organisation.

Question. — Quel effet, selon vous, pourrait avoir la défaite en Union Soviétique relativement à la réalisation de vos espoirs et de vos idées ?

L. T. — La défaite de l'Union Soviétique est inévitable au cas où la nouvelle guerre ne provoquerait pas une nouvelle révolution. Je pense qu'il est impossible, qu'il est incroyable qu'une nouvelle guerre permettra au capitalisme décadent de subsister tel qu'il est. La révolution est inévitable. Mais si nous supposons théoriquement la guerre sans révolution, la défaite de l'Union Soviétique est inévitable.

Question. — La révolution en Russie ou hors de Russie ?

L. T. — Hors de Russie, la révolution sociale et en premier lieu en Allemagne et au Japon.

NOTE DE TROTSKY AU SUJET DE LA DECLARATION CI-DESSUS

Je n'ai même pas ici une copie du *case of Leon Trotsky*; je ne puis donc pas analyser le texte ni surtout le contexte. Mais la question est bien plus claire sans cela, au moins pour ceux qui ne veulent pas l'embrouiller consciemment. La Commission, comme c'était son devoir, a manifesté un profond intérêt pour la question de mon attitude envers l'U.R.S.S. et surtout durant la guerre. « Si

vous ne voulez pas soutenir les gouvernements alliés de l'U.R.S.S., vous êtes pratiquement un défaitiste. » Tel était le sens des arguments des commissaires, surtout, si je ne me trompe pas, de Stalberg et en partie de l'avocat Finerty. Il est facile de voir qu'ils reproduisaient ainsi l'argumentation de nos ultra-gauches, seulement avec le signe contraire (on voit par là même que l'ultra-gauchisme est la pensée bourgeoise, seulement retournée et portée au paroxysme). J'ai répondu dans ce sens que nous faisons notre politique non pas par les gouvernements, mais directement par les masses et que tout en restant en opposition irréductible envers les gouvernements bourgeois alliés de l'U.R.S.S., comme la France, dans l'application pratique de notre ligne générale nous faisons tout, tout ce qui peut dépendre de nous, pour protéger les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. (ou de la Chine, etc.). Or, j'ai dû donner dans ce contexte quelques exemples sommaires, dans le genre de ceux dont je me suis servi dans la discussion sur la question chinoise (deux bateaux, etc., etc...). La question se réduit en somme à savoir si nous avons l'obligation de défendre l'U.R.S.S., ou un autre Etat ouvrier plus « authentique », en cas de guerre, sans sortir de l'opposition révolutionnaire, et si oui, par quels moyens. Cette question est traitée dans mon article dirigé contre Craipeau. Je n'ai rien à y ajouter pour l'instant.

Il est possible qu'il y ait quelque manque de précision dans le rapport sténographique. Il ne s'agit ni d'un texte de programme bien pesé, ni même d'un article, mais d'un rapport sténographique, rédigés par la Commission. Vous savez bien que je n'ai pas eu la possibilité de le réviser moi-même. Des malentendus, des imprécisions ont bien pu s'y glisser. Les ennemis peuvent s'en servir, mais les camarades sérieux doivent prendre la question dans son ensemble. Je reste totalement sur la base des thèses de la IV^e Internationale sur la guerre. Il y a là-bas un point qui se rapporte précisément à ce thème et qui avait soulevé dès sa naissance l'opposition de Vereecken et de Craipeau. C'est là-dessus qu'il faudrait s'expliquer : l'expérience des dernières années a-t-elle confirmé ou non nos thèses sur ce point décisif ?

J'ai vu par hasard que les lovestonistes américains ont aussi essayé de se servir de la même citation isolée pour présenter la chose comme si j'avais deux politiques opposées pendant la guerre, l'une pour les pays démocratiques, l'autre pour les pays fascistes. Rien de plus absurde. La guerre ne sera pas la compétition de régimes politiques. Il s'agira de repartager le monde, de subjuguier définitivement la Chine et de regagner l'U.R.S.S. pour le capitalisme. Notre politique pendant la guerre doit donc être adaptée aux caractères de la guerre. Nous sommes contre la mise en esclavage de la Chine comme nous sommes opposés au rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. Nous aidons donc l'U.R.S.S. comme la Chine pendant la guerre par tous les moyens qui peuvent être à la disposition d'une classe opprimée et non dirigeante et qui reste en opposition irréductible envers son gouvernement en se préparant à le renverser et à s'emparer du pouvoir. Voilà comment la question se pose. Qui la pose autrement cherche à s'esquiver d'y répondre ou tout simplement à l'embrouiller.

Quant au camarade Vereecken, qui malheureusement s'éloigne de plus en plus du marxisme, il est extrêmement caractéristique qu'il trouve possible de soutenir Sneeveliet dans sa lutte totalement opportuniste, désormais ouverte contre la IV^e Internationale et en même temps diriger contre nous son intransigeance ultra-gauche. Pour ne pas priver le N.A.S. de la manne gouvernementale, Sneeveliet a, pendant la paix, une attitude totalement conciliatrice, diplomatique et équivoque envers son gouvernement. Peut-on croire un seul instant qu'en

cas de guerre avec la participation de la Hollande, Sneevliet serait capable d'avoir une attitude révolutionnaire. Un aveugle seulement pourrait le croire. Le devoir de chaque révolutionnaire en Hollande comme ailleurs est de dénoncer impitoyablement la politique de Sneevliet, qui ne peut que compromettre la IV^e Internationale. Au lieu de cela, Vereecken s'érige en ange gardien de Sneevliet. Il le protège contre le travail fractionnel, c'est-à-dire contre le marxisme; comme il avait protégé ces pauvres centristes du P.O.U.M. contre le « noyautage » de la part de la IV^e Internationale. Le monde paraît être renversé dans la tête de Vereecken. Il ne fait à chaque occasion que de nouvelles fautes pour couvrir les fautes précédentes ou pour en détourner l'attention. Il oscille maintenant entre Sneevliet et les bordighistes et ses oscillations deviennent de plus en plus menaçantes, heureusement pas pour la IV^e Internatio-

nale, mais malheureusement pour Vereecken lui-même.

J'ai, dans une précédente lettre, écrit qu'il faut sauver Vereecken de lui-même. Cette tâche devient plus brûlante que jamais. Mais on ne peut sauver le camarade Vereecken par des concessions ni par des ménagements. Il faut lui opposer le ferme rempart de toutes les sections de la IV^e Internationale, la section belge y comprise. En tous cas, la question décisive pour l'avenir de Vereecken n'est pas son exaltation factice à propos de quelque citation isolée mal interprétée, mais son attitude envers le P.O.U.M. et envers Sneevliet, c'est-à-dire pour le marxisme ou l'opportunisme, pour la IV^e Internationale ou pour le bureau de Londres.

Voilà tout ce que je puis dire pour l'instant et je crois vraiment qu'après toute la polémique de ces dernières années, cela suffit totalement.

Les révolutions bourgeoises, celles du XVIII^e siècle, voient rapidement de succès en succès ; elles ont des résultats dramatiques de plus en plus excessifs ; on dirait que les hommes et les choses sont serties de brillants de feu ; l'extase est à l'ordre du jour. Mais, ces révolutions ont la vie courte ; en un tournemain, elles ont atteint leur apogée ; et la société souffre longtemps d'une espèce de « mal aux cheveux », avant de savoir s'assimiler de sang-froid les résultats de la période de luttes et d'agitations. Les révolutions prolétariennes, au contraire, celles du XIX^e siècle, se cherchent constamment noise à elles-mêmes, interrompent à tout instant leur propre cours, reviennent sur les acquisitions apparentes pour les reprendre à pied d'œuvre, raillent, avec une profondeur impitoyable, les imperfections, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent ne terrasser leur adversaire que pour lui permettre de pulser de nouvelles forces au contact du sol et de se redresser en face d'elles plus gigantesque que jamais, reculent toujours à nouveau devant la grandeur extraordinaire, mais mal définie, de leur propre but, jusqu'à ce que soit créée la situation qui rend impossible tout retour en arrière et que les circonstances créent elles-mêmes.

Karl MARX (« Le 18 Brumaire »).



B A T I R LE PARTI

NOTRE précédent numéro a traité sous cette rubrique des origines de notre organisation, sa lutte, sa vie politique depuis octobre 1935. Nous relaterons dans ce numéro l'activité menée durant les quatre mois qui nous séparent du premier numéro de la Vérité, les positions politiques adoptées par notre organisation pendant cette courte période où pourtant se sont succédés, sur le plan international et national, de si nombreux événements, lourds de conséquences pour la classe ouvrière.

Nous avons sous les yeux tout le tracé du développement du Parti, de son activité, l'ensemble de ce travail qui constitue un effort énorme pour notre jeune et faible organisation.

Ces procès-verbaux qui relatent les réunions du Comité Central ou de son secrétariat, les discussions, les décisions, cette massive correspondance, ces numéros de notre Commune tri-hebdomadaire, les centaines de milliers de tracts édités et diffusés dans les usines, la brochure sur la grève Goodrich largement diffusée, la brochure rédigée par des métallos sur leurs dernières grèves (actuellement sous presse), tout ceci constitue la preuve d'une activité politique et propagandiste systématique réalisée par les militants ouvriers du P.C.I., liée au développement des luttes ouvrières dans toutes les régions de France.

Et de tout cela que résulte-t-il ? pourront questionner ces trop nombreux « ex-militants » qui renoncent à toute action de classe sous le misérable prétexte que les ouvriers « ne comprennent pas ».

Que résulte-t-il de notre travail chez Goodrich ? de notre activité dans la grève des métallos ? de notre travail antimilitariste ? Où en sont notre projet de quotidien et nos liaisons internationales ?

Un métallo du P.C.I. qui vend dans son usine quinze à vingt numéros de La Commune, trois fois par semaine, ne considère pas cela comme « peu de chose ». Il a raison, ce sont ces liens qui permettront de tresser le regroupement des forces révolutionnaires.

Le torrent boueux du stalinisme continue à déferler sur le mouvement ouvrier ; ce sont ces conditions qui sont imposées à notre combat. L'attachement au communisme de la révolution russe, qui est à la base de la « confiance » des masses dans les liquidateurs staliniens de la Révolution, ne sera orienté que par des expériences encore plus vastes. Ces expériences, nous les vivrons dans les rangs ouvriers, nous participerons à leurs résultats par nos critiques, notre propagande : ces hommes qui se fortifient dans cette lutte, ces sympathisants qui nous aident deviendront des piliers « contre le courant ».

On ne liquide pas en un jour les conséquences de la dégénérescence d'une expérience comme la révolution russe, comme la III^e Internationale, on ne rétablit pas tout le lendemain !

L'histoire donne aux bolcheviks-léninistes une tâche différente et qui semble, à tort, plus rude que celle des pionniers du marxisme. La classe ouvrière, pour vaincre dans le combat contre le capitalisme, doit se libérer de la seconde et de la troisième Internationales ; et elle ne vaincra qu'en passant sur le ventre des équipes de bureaucrates qui sont à chaque poste, en se délivrant des mœurs que ces bureaucrates cultivent dans les rangs ouvriers pour mieux asservir ceux-ci.

Pour mener son combat contre la II^e Internationale, la III^e Internationale avait une victoire révolutionnaire en poupe, celle des Soviets en Russie. Nous avons contre nous la contre-révolution stalinienne et l'inertie que crée, dans les rangs ouvriers, ce qui reste de confiance en la III^e Internationale, — voire le désespoir, le découragement que créent les trahisons de la III^e Internationale pour ceux qui les perçoivent.

IV^e Internationale ! C'est moins un cri de victoire qu'un cri d'espoir et de ralliement ; il faut réaliser l'espoir en bâtissant cette IV^e Internationale ; il faut aussi savoir que les difficultés que l'on

jauge avant de s'engager dans cette lutte, on ne devra pas s'étonner d'en sentir le poids au cours de la lutte, et qu'on devra redoubler d'efforts !

Les militants du P.C.I. savent que la désorientation actuelle dans les masses, prélude de la défiance active dans le stalinisme, suscite une volonté de recherche des éléments les plus courageux, de ces hommes qui veulent « malgré la trahison » bâtir en combattant une société meilleure.

Le P.C.I. engage ceux-ci à participer à son activité révolutionnaire, pour élaborer et défendre une plateforme, un programme dont la justesse ne se contrôle encore que par la victoire des Soviets en Russie.

C'est la liquidation du bolchevisme qui a ouvert l'ère des défaites prolétariennes; nous restons fidèles au bolchevisme, n'en déplaise à ceux qui, pour lutter contre le stalinisme, « révisent » le bolchevisme et en arrivent inévitablement à des positions voisines du stalinisme sur tous les problèmes décisifs de la guerre, de l'antifascisme, de la dictature du prolétariat.



La crise des partisans de la IV^e Internationale en France accentue pour notre organisation les difficultés que crée la dégénérescence du mouvement révolutionnaire. La plupart des groupes d'opposition sont secoués par des luttes intestines qui ont plus d'écho que ces groupes eux-mêmes. Entre eux, il existe une suffisance méprisante mutuelle, et notre P.C.I. fait l'objet de leur part d'une systématique conspiration du silence.

Nos militants ne s'arrêtent pas à ce boycott... Ils continuent leur travail, ils élaborent et appliquent une politique sans jouer « au grand parti » mais pour le bâtir. A ceux qui disent que « c'est le mouvement de masses qui développera ce parti », nous répondons que le mouvement de masses devra trouver ses centres, des postes de liaison, ses premiers cadres, et ce n'est qu'à ce titre que ce mouvement ne sera pas détruit par la conjugaison des forces du capitalisme, des stalinistes, des réformistes, appuyées sur l'aile centriste qui se développe en France.

Le parti ne surgira pas d'un mouvement spontané des couches ouvrières en révolte, mais de l'effort tenace et rude des militants dont le programme exprime les intérêts fondamentaux des exploités. C'est pourquoi il faut le bâtir.



COMPTE RENDU DU COMITÉ CENTRAL NATIONAL DES 12 et 13 MARS DERNIER

Le Comité Central national, réuni à Paris les 12 et 13 mars, avait à son ordre du jour l'examen de l'activité du Parti depuis le Congrès d'octobre.

Le Comité Central national de notre Parti communiste internationaliste est composé de membres, dont 16 représentent des groupes de province et 6 représentent la région parisienne. Voici un résumé succinct du rapport d'activité :

1^o Orientation vers le travail d'usines. — Au Congrès national avait été décidée l'orientation du travail vers les usines. Le Comité Central élargi avait à juger de cette activité durant les trois derniers mois.

a) Notre activité en direction des usines et des syndicats

Dans la région parisienne, le point le plus sensible de cette activité fut l'organisation d'une conférence d'information pour un congrès des entreprises. Cette conférence avait groupé plusieurs centaines d'ouvriers et fut un pas important. A cette conférence fut désigné un comité de liaison d'une quarantaine de membres, dont un tiers seulement étaient membres de l'organisation.

Le travail en direction d'un congrès des entreprises, ébauché ainsi par notre organisation numériquement faible, se heurta immédiatement à de grosses difficultés, au boycott systématique de tous les groupements se prétendant révolutionnaires. Nos faibles forces matérielles ne permirent pas d'enchaîner avec toute l'ampleur que les premiers résultats nécessitaient. Une seconde réunion eut un résultat plus restreint; les réunions du comité de liaison ne furent pas suivies attentivement. Les luttes reprenaient dans les usines, les directions réformistes et stalinienne conservaient les organisations en mains.

Ces difficultés pour un travail indépendant vers les usines furent sérieusement examinées au C.C.N. Le travail fait chez Goodrich, les attaques dont nous avons été à cette occasion victimes, la brochure éditée à cette occasion, les réunions de chômeurs suivies par plusieurs centaines de chômeurs, les réunions d'usines chez Ferodo, chez Lioré, toute cette activité en direction des usines dans la région parisienne fut très attentivement examinée.

Une discussion s'engagea sur le rôle et les possibilités du cercle « Lutte de classes »; les illusions qu'un tel organisme soulève et l'inertie de sa direction qui se garrote volontairement avec la formule « éducation syndicaliste ». L'examen attentif de l'activité du groupe « Lutte de classes » fut fait (tirage à 5.000 exemplaires du bi-mensuel « le Réveil Syndicaliste », les 125 abonnements de ce journal au 1^{er} mars, sa diffusion régulière dans les usines parisiennes, diffusion limitée pour la province à 1.500 numéros). Par ses liens actuels dans les usines, le « Réveil Syndicaliste » peut assurer cahin-caha une parution régulière. Quelques cercles « Lutte de classes » fonctionnent assez bien, certains végètent. Quant aux sections industrielles, le cercle « Lutte de classes » n'est qu'au début de leur formation. Il n'est donc pas possible de définir leur activité, leur influence réelle; ce qui crée le piétinement de certains cercles, c'est, sous le prétexte des difficultés, la volonté de la direction de ne pas aller au delà des limites de « l'indépendance du syndicalisme » et de « l'éducation syndicale ».

Le C.C. discuta de ces questions; les militants du P.C.I. doivent être de sérieux militants dans le cercle « Lutte de classes », mais attirer l'attention de ce cercle sur l'insuffisance des objectifs qu'il formule, la nécessité de passer à un autre stade d'activité pour lutter efficacement contre le stalinisme et le réformisme.

b) La vie des groupes de province, la parution tri-hebdomadaire de

“ La Commune ”, l'activité de la direction

L'activité en province vers les usines a été examinée; les noyaux du P.C.I. mènent dans cette direction une activité plus faible qu'à Paris, mais ils rencontrent des difficultés encore plus grandes; au Havre seulement, un travail systématique a été fait. Il fut décidé un travail plus systématique dans le Nord.

Le rapport d'activité portait également sur la question du journal. Un certain nombre de militants de province se prononcèrent pour le maintien de l'hebdomadaire et protestèrent contre le fait que des militants de province n'ont pas été associés suffisamment à l'édition d'un tri-hebdomadaire. Après un échange de vues, il se dégagait l'opinion unanime de la nécessité d'un organe quotidien, de mobiliser l'organisation pour y parvenir en éditant un tri-hebdomadaire; même si pendant une période, on devait revenir à l'hebdomadaire, ce ne serait qu'un repli passager pour le lancement d'un quotidien.

Le C.C. examina également dans le rapport d'activité la vie de la direction; de cette discussion, il se dégagait la nécessité de la création au sein du C.C. d'un organisme d'exécution plus restreint afin de parvenir à une liaison plus systématique et plus régulière entre tous les membres de l'organisation. Le C.C. devait décider par la suite de la nomination d'un secrétariat à cette fin. Cette décision fut prise à l'unanimité.

c) Le travail du groupe des jeunes; l'édition de la “ Vérité ”; les difficultés

financières

Sur le plan financier et administratif, le rapport fut attentivement suivi; les habitudes négligences quant à la remise des cartes et des timbres furent relevées: un progrès — très léger — dans la région parisienne fut noté; il résulte que la situation matérielle de l'organisation est toujours très difficile, les charges sont de plus en plus lourdes et malgré la réduction du bouillonnage, le prix de revient du journal est toujours très élevé.

Le C.C. enregistra les efforts faits en matière de propagande par l'édition régulière de tracts et d'affiches.

L'expérience tri-hebdomadaire étant très récente, le C.C. a pu enregistrer que la vente dans les kiosques n'avait pas encore augmenté (la vente de notre journal ayant lieu trois fois par semaine), chaque numéro n'est pas vendu plus que l'était le numéro hebdomadaire; la vente progresse par contre, par les groupes, dans les usines où les camarades ont des liaisons. Le prix de revient du tri-hebdomadaire est sensiblement le même que celui de l'hebdomadaire, mais nécessite un travail beaucoup plus important.

Les camarades se félicitèrent de l'édition de la revue et par la suite le C.C. décida de continuer la parution d'une revue, à partir de Mai.

Un camarade du secrétariat des Jeunes fit un rapport sur l'activité des Jeunes. Le noyau des Jeunes s'est solidement concentré, il a imposé des contacts réguliers aux J.S.R., des réunions communes avec les J.S.A. Il a toutefois montré une grande faiblesse en direction du travail d'usines où il est à la remorque des adultes.

La progression numérique n'a pas atteint nos espérances, mais il est très net que les progrès politiques sont très importants et que la cohésion est beaucoup plus grande.

Au cours du rapport d'activité, les camarades de Marseille, de Lille, de Lyon, des Landes, de La Rochelle intervinrent et apportèrent leurs observations et leurs suggestions.

RAPPORT POLITIQUE

Le C.C. examina la situation politique sur un rapport fait par un membre du C.C. Voici un résumé de ce rapport:

— Internationalement, ce qui domine la situation, c'est le danger de guerre; nous verrons par la suite que le rapport des forces pour cette guerre se modifie chaque jour, mais, économiquement,

l'armement pèse sur la crise des Etats capitalistes; peu à peu l'Allemagne, par son régime fasciste, la surexploitation des masses laborieuses, obtient un rendement industriel qui lui fait gagner du terrain sur l'économie des autres pays. Le camarade cite des chiffres officiels sur l'économie allemande, toutes réserves étant faites sur la nature de ces chiffres et la façon dont la crise est résolue sur le dos de la classe ouvrière. Il ressort nettement que l'Etat capitaliste allemand, par la poigne de fer du fascisme, brise les luttes prolétariennes et réussit à regagner un terrain très important pour son hégémonie en Europe.

Le C.C. se tenait le jour même où les troupes allemandes occupèrent l'Autriche; cette occupation constitue également une modification du rapport de forces très importante; peu à peu la France de Versailles passe au second plan en Europe. L'Angleterre qui a une force tributaire de ses dominions, pouvant être coupée d'eux, joue un grand rôle par son capital financier, mais doit reculer devant le capitalisme allemand.

L'U.R.S.S. a ses cadres d'Etat en pleine dégénérescence et est terriblement affaiblie sur le plan international.

La révolution espagnole, qui pouvait apporter la libération tant au prolétariat espagnol qu'aux prolétariats des autres pays, dégénère, les organisations ouvrières étant mises à la remorque d'une démocratie moribonde qui se bat pour la démocratie bourgeoise, sans espoir de vaincre.

En résumé de la situation internationale, le rapport des forces se modifie très nettement en Europe en faveur de l'hégémonie allemande. En France, la politique du Front Populaire a eu son aboutissant; les tentatives de Blum de faire l'union nationale échouèrent dans la mesure même où la France n'est pas prête à faire la guerre. Nous allons vers un bonapartisme qui aura une plus grande base de durée, car il aura complètement asservi les organisations ouvrières; les radicaux créent de plus en plus une base de masse au fascisme en France. Il faut diriger notre activité en fonction de cette perspective et fixer notre orientation :

- 1° Sur le degré de la crise mondiale et sur la guerre;
- 2° La situation en U.R.S.S. et en Espagne;
- 3° En France, se prononcer sur le mot d'ordre Blum-Jouhaux-Thorez;
- 4° Sur le terrain de la guerre — défaitisme ou défensisme;
- 5° Notre position vis-à-vis des partis existants de la seconde et de la troisième Internationales, des formations centristes ainsi que du P.O.I.;
- 6° Déterminer notre position sur le travail des usines, un certain nombre de mots d'ordre;
- 7° Déterminer ce que sera notre presse;
- 8° Renforcer la direction et, après nous être prononcés sur ce point, adresser aux ouvriers de France un manifeste.

La discussion s'engagea sur le rapport politique, particulièrement sur le problème de la guerre : différents camarades exprimèrent des doutes sur les conclusions du rapporteur, d'un recul très court mais passager de la guerre par suite des modifications importantes du rapport des forces au profit de l'impérialisme allemand.

La discussion eut lieu sur la notion du défaitisme et du défensisme; sur le mot d'ordre Blum-Jouhaux-Thorez; sur le mot d'ordre de l'échelle mobile. A cette discussion, participa l'ensemble des camarades du C.C. et l'on procéda, sur les questions politiques, aux votes qui furent les suivants :

Sur l'ensemble de la résolution (ci-dessous) : Inscrits 22. — Votants : 18. — Pour : 18.

RÉSOLUTION POLITIQUE ADOPTÉE

Du défaitisme révolutionnaire en France et dans les États impérialistes

1) Le développement de la situation confirme les thèses adoptées au 3^e Congrès du P.C.I., accentuation de la crise mondiale, course à la guerre impérialiste, avec, en France, crise de régime.

Dans la période présente, l'initiative des opérations politiques, diplomatiques et stratégiques appartient aux pays fascistes, en premier lieu à l'Allemagne. Les impérialismes déclinants d'Angleterre et de France ont subi sur le Danube une lourde défaite qui doit avoir pour conséquence, en l'absence d'une guerre très immédiate, l'accroissement des antagonismes sociaux dans les pays démocratiques.

2) Le P.C.I. réaffirme les positions adoptées au Congrès concernant la lutte contre la guerre :

a) Dénonciation de l'union sacrée des 2^e et 3^e Internationales.

b) Pratique du défaitisme révolutionnaire dans les Etats impérialistes comme la France, défini dans la résolution du Congrès aux points 1, 2 et 3.

c) Dans les pays coloniaux, semi-coloniaux comme la Chine, en U.R.S.S. comme dans la guerre civile en Espagne, le P.C.I. repousse le défaitisme révolutionnaire. Il combat dans ces pays les gouvernements comme incapables de mener victorieusement la guerre, le parti considérant que la victoire militaire dans ces pays se trouve liée à l'hégémonie politique du prolétariat et par conséquent au triomphe de la révolution prolétarienne.

A ce point c), le camarade M., de Lyon, oppose la réserve suivante :

Dans la situation actuelle faite au prolétariat de l'U.R.S.S., nous reconnaissons qu'il a à faire sa révolution pour renverser la caste bureaucratique qui s'approprie les richesses sur le dos des masses qu'elle exploite.

Le P.C.I. considère que la guerre ne peut être le fait extraordinaire qui doit arrêter la lutte des ouvriers pour leur libération, se prononce pour le défaitisme révolutionnaire en U.R.S.S., et la victoire du prolétariat, seul capable de prendre en mains la défense militaire de l'Etat russe.

Texte de Lyon : 3 voix.

Texte de la Commission : 11 voix (adopté).

4 abstentions et 4 absents.

d) Le P.C.I. confirme la condamnation de toute thèse de « défensisme révolutionnaire » qui, pour définir l'attitude en cas de guerre impérialiste, consiste à rechercher des critères en dehors de la lutte de classes et servirait à tomber dans l'union avec la bourgeoisie.

Contre-proposition de Marc Laurent et de L., de Marseille :

Le C.C.N. approuve la thèse sur la guerre du camarade Marc Laurent, présentée pour le 3^e Congrès, et rappelle que cette thèse a été la seule à fixer les conditions d'application tactique du défaitisme ou défensisme révolutionnaire pour parvenir à notre but : la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

Le C.C.N. estime qu'il est utile de continuer, pendant les mois qui viennent, une large discussion dans le parti sur la question de la guerre, afin de permettre au parti, après une ample étude, de fixer avec le maximum de netteté et de clarté la position de l'avant-garde prolétarienne dans le prochain conflit mondial.

Texte de la Commission des résolutions : 13 pour.

Texte Marc Laurent : 3 pour, dont 1 avec réserve.

Abstentions : 2.

Absents : 2.

Le C.C. élargi estime unanimement utile de poursuivre un large débat sur la question de la guerre.

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION FRANÇAISE

3) Sur la situation en France :

a) La période révolutionnaire ouverte en juin 36 par l'occupation des usines, est caractérisée actuellement par une poussée de la contre-révolution.

La poussée ouvrière a été disloquée, fragmentée, résorbée en premier lieu, non par la violence directe du capital, mais par la politique des bureaucraties ouvrières.

b) Les capitulations de ces bureaucraties ont préparé de façon très dangereuse le terrain pour le développement du fascisme et pour l'exécution d'un coup d'Etat en vue de la création d'un « Etat fort ».

c) La tentative d'union sacrée « prématurée » engagée par Blum, soutenue par la C.G.T., acceptée par le P.C.F., offre une arme puissante au parti, parmi les masses travailleuses, pour orienter une avant-garde vers les positions du bolchevisme-léninisme.

d) Le P.C.I. accentuera sa lutte politique contre le centrisme (Internationale 2 1/2 ou 3 1/2, anarchistes, C.R.) et contre le P.O.I., dont les positions confusionnistes, les abandons devant le centrisme et le système d'organisation créent de très gros obstacles pour le rassemblement de l'avant-garde révolutionnaire dans un parti pour la IV^e Internationale.

e) Le P.C.I. développera largement sa propagande auprès des grandes masses ouvrières et paysannes sur la base du programme d'action (publié dans le précédent numéro de « La Vérité ») ; ce programme devra être adapté régionalement ou localement sur les besoins immédiats des diverses couches de travailleurs, notamment des couches les plus exploitées.

Le P.C.I. axera la lutte pour la réalisation de ce programme autour du contrôle ouvrier et de la constitution de soviets et de congrès d'entreprises locaux, régionaux, nationaux.

Le P.C.I. combattra le mot d'ordre de « l'échelle mobile » comme un truc des réformistes pour substituer à la lutte pour l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, un système, dans le cadre de la juridiction bourgeoise, de stabilisation de l'exploitation.

Amendement de M., de Lyon, sur le dernier alinéa.

Le C.C.E., considérant que l'échelle mobile est une arme considérable contre la bourgeoisie française sur le terrain économique, et que par conséquent ce sera un grand pas fait sur le chemin de son renversement, se prononce pour ce mot d'ordre. Il déclare que le parti ne doit pas se servir de l'échelle mobile d'une façon démagogique, mais expliquer réellement et clairement la portée et les conséquences de ce mot d'ordre. Ce mot d'ordre est intimement lié à l'heure présente au problème du réajustement des salaires.

Amendement de L., de Marseille :

Le C.C.E. maintient l'appréciation de la résolution du 3^e Congrès, notamment en ce qui concerne la lutte pour :

a) l'augmentation générale des salaires et des indemnités de chômage ;

b) un salaire uni minimum ;

c) le salaire égal à travail égal ;

d) le contrôle de l'embauchage et du débauchage ;

e) l'échelle mobile.

Résolution Lyon : 6 pour.

Résolution Commission : 6 pour.

2 abstentions.

4 absents.

RESOLUTION DE LA COMMISSION

f) Le C.C. élargi constate que malgré les désillusions considérables dans les masses travailleuses, la grande partie de celles-ci restent autour du Front Populaire parce que : 1^o en l'absence d'un pôle révolutionnaire, elles craignent de livrer la place au fascisme ; 2^o elles considèrent que le Front Populaire n'a pas été « véritablement » appliqué, c'est-à-dire par Blum, Jouhaux et Thorez, sans le Sénat, sans les radicaux... C'est pourquoi le C.C. élargi estime nécessaire de permettre à

l'expérience des grandes masses de se faire en poussant à la rupture avec les partis bourgeois par le mot d'ordre : « Gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez sous le contrôle des conseils d'ouvriers armés ».

Au sujet de ce mot d'ordre, une majorité importante se compta dans le C.C. quant au caractère marxiste de ce mot d'ordre destiné à déterminer une action plus violente parmi les couches communistes ou socialistes, pour faire prendre leurs responsabilités aux dirigeants. Une minorité se déclara contre un pareil mot d'ordre à caractère opportuniste et la majorité se scinda quant à l'opportunité du mot d'ordre ainsi que la lutte le révélait.

Contre-proposition M. (Lyon) :

Le C.C.N. décide de s'en tenir à la décision du dernier Congrès et de ne pas revenir sur le mot d'ordre B.-J.-T.

Contre-proposition L. (Marseille) :

Ajouter au point c) : « Dans ces conditions, le C.C.N. approuve et maintient le vote émis par le 3^e Congrès en ce qui concerne le mot d'ordre B.-J.-T. », et suppression du point f).

Texte Commission : 7 pour.

Contre-proposition L. (Marseille) : 7 pour.

Texte Le Ricard : 4 pour.

Rapport de la Commission d'organisation

La dernière séance du C.C. national fut réservée au rapport d'une commission d'organisation qui, sur les bases d'orientation politique, décida d'apporter des propositions concernant le travail.

- 1^o Journal.
- 2^o Revue.
- 3^o Propagande.
- 4^o Administration.
- 5^o Direction.
- 6^o Finances.

Journal. — Après examen des résultats des débats des deux journées de discussion du C.C. élargi tenu les 12 et 13 mars 1938, la commission d'organisation désignée par le C.C. pour rapporter devant lui propose le maintien du journal tri-hebdomadaire, en essayant d'apporter une amélioration dans sa présentation (agrandissement du format) ainsi que dans son contenu, en le faisant paraître dans la mesure du possible sur 6 pages le samedi, tout en maintenant son prix, sauf le samedi; propose les camarades L. R... et A. M... comme responsables de la rédaction.

Journal. — Votants : 19.

Proposition Commission (tri-hebdomadaire petit format) : 14.

Décide de revenir à la « Commune » hebdomadaire du format de l'« Œuvre » avec supplément parisien dans les périodes d'agitation, et de réserver une partie des fonds de l'organisation pour le travail spécial.

Pour : 1.

Abstentions : 4.

Revue. — Propose que la Revue paraisse une fois par mois dans la première semaine du mois sur 32 pages, que le prix soit fixé par le C.C. après étude et renseignements fournis par la commission administrative.

Propagande. — La commission se déclare d'accord pour l'organisation de tournées d'agitation et de propagande en province et pense que la région à visiter immédiatement est la région de Marseille. Pour cela elle propose comme délégué organisationnel à la propagande le camarade M.

Administration. — Après examen et rapport fourni par le responsable de la commission administrative, la commission propose la désignation d'un semi-permanent au poste de responsable à l'administration pour les tâches courantes, sous le contrôle et avec le concours du secrétariat, et propose la camarade Berthe.

Direction. — Tenant compte des observations et des suggestions du débat du C.C. élargi, les camarades de la commission se déclarent d'accord pour renforcer le secrétariat.

Finances. — La commission, tenant compte des recettes et des dépenses du Parti et des propositions indiquées par le C.C. élargi, propose que les dépenses cadrent avec celles du budget précédent.

Tâches immédiates :

Cette résolution a été adoptée, après quelques observations, à l'unanimité.

Le camarade R... soumet ensuite sa demande de ratification d'adhésion au C.C. élargi :

AU COMITE CENTRAL ELARGI DU P.C.I.

Camarades,

Mon adhésion au P.C.I. ne revêt pas un caractère personnel ou particulier, en raison des bonnes ou mauvaises positions défendues par moi, aussi bien sur les problèmes de la « révolution espagnole » qu'internationalement; mais il faut rechercher sa signification politique et organisationnelle dans la crise profonde traversée par l'organisation B.L. dans le monde entier.

La crise traversée par l'organisation B.L. soumet à l'épreuve la plus dure, non seulement les militants les plus combattifs et conscients des tâches formidables du prolétariat d'avant-garde, mais aussi la recherche et la solidité des nouvelles organisations et des principes, défendus par les organisations qui luttent sur le plan national et international, pour la construction de la IV^e Internationale.

La situation ne laisse pas un large délai... Les problèmes d'organisation et particulièrement d'orientation et des positions principales du marxisme-léninisme pour construire l'instrument qui doit guider et garantir la victoire de la révolution socialiste, sont à l'épreuve du feu.

Sur ces problèmes, l'incapacité du S.I. de discuter et corriger les erreurs commises en Espagne particulièrement, dégénérant sur le terrain personnel, a prouvé que ce même S.I. n'a pas d'autres idées de la construction des nouveaux partis et de la IV^e Internationale, que celles d'un schématisme bureaucratique de commande, qui n'a rien de commun avec le bolchevisme.

Les circonstances et la façon dont a été opérée mon exclusion de l'organisation B.L. officielle, prouvent non seulement cette crise des cadres, mais confirment que le S.I. veut continuer dans une voie néfaste, en opposition avec les principes de la démocratie prolétarienne qui a guidé la III^e Internationale dans ses quatre premiers Congrès, du vivant de Lénine.

En demandant d'adhérer au P.C.I., je ne me propose d'autre but que de contribuer à résoudre la crise des B.L., en basant la lutte sur les principes de la lutte de classes du marxisme révolutionnaire, pour la construction de la IV^e Internationale sur le centralisme démocratique prolétarien.

Je crois que cette brève déclaration est suffisante, me tenant à la disposition des camarades pour toute explication.

Saluts,

R...

Le C. C. National décida l'édition du manifeste suivant :

LETTE AU TRAVAILLEUR DE FRANCE

A BAS L'UNION SACRÉE ! CLASSE CONTRE CLASSE !

UNE avalanche d'événements a dévalé sur le monde, t'atteignant directement. En mai 1936, tu avais voté Front Populaire, contre la misère, le fascisme et la guerre. En 1938, deux ans après, la menace fasciste subsiste, la misère grandit, le danger de guerre n'a jamais été si formidable. Le jour où Hitler occupait l'Autriche, où Blum tentait de réaliser l'union sacrée en France, où de part et d'autre des millions d'hommes étaient mis en mouvement, destinés à entrer en conflit les uns contre les autres, dans ce fracas d'événements, se rassemblaient à Paris les représentants d'un petit nombre de travailleurs venus de différents coins de France. Ces « trotskystes », formant le Comité Central du Parti Communiste Internationaliste, contre lesquels tu as été dressé par un amas d'accusations infâmes et mensongères, et qui sont des travailleurs dont la plupart ont milité pendant des années dans les rangs du Parti Communiste (S.F.I.C.), sans en tirer aucun avantage d'ordre personnel, ont décidé de t'adresser cette lettre pour te donner leur explication de la situation dans laquelle nous sommes plongés et pour t'exposer leur programme, qui reste celui que défendait jadis le Parti Communiste, le programme de la révolution prolétarienne, la lutte pour les Soviets, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

En juin 36, tu occupais les entreprises; le patronat capitulait aussitôt sur un certain nombre de revendications. En plein élan, on t'a dit : « il faut savoir arrêter une grève » (Thorez), puis : « Il faut faire la pause » (Blum). Malgré les avertissements du petit nombre de militants que l'on te désignait comme des « provocateurs trotskystes », tu as suivi ces conseils. Et, depuis, l'offensive capitaliste a déferlé sur toi; te reprenant en détail ce que tu avais conquis d'un coup en juin 36.

A présent, les dirigeants de la C.G.T. ont accepté, en ton nom, sans te consulter, de faire des sacrifices « pour la défense nationale, pour vaincre le fascisme, pour défendre la paix ». **Les quarante heures sont menacées !**

CONTRE HITLER ET CONTRE DALADIER !

Les organisations à qui tu as fait confiance te disent : « Fais des sacrifices pour vaincre Hitler ». Oui, Hitler est un formidable danger pour le prolétariat mondial. Oui, il faut vaincre Hitler. Mais qui peut le faire ?

Il n'est pas vrai qu'Hitler puisse être vaincu par « l'union de la nation française » ou par le « bloc des nations démocratiques ». On te dit : il y a deux Allemagne, deux Italie, celle des oppresseurs, celle des opprimés. Nous ajoutons : Il y a aussi deux France, celle des oppresseurs, celle des opprimés.

Ceux qui, en France, travaillent à unir les opprimés à ceux qui les exploitent, en répandant le patriotisme, demain en participant à l'union sacrée, ceux-là donnent à Hitler son arme la plus dangereuse : le nationalisme, le patriotisme. La lutte de classes en France trouve elle aussi son écho chez les travailleurs écrasés sous la botte du fascisme. Quand tu occupas les usines, un espoir se répandit en Allemagne, en Italie; quelques grèves même se produisirent.

Menteurs, ceux qui te disent ce que disait Doumergue hier : la lutte de classes, la guerre civile en France, provoquerait la guerre étrangère, l'invasion. Au contraire : la lutte de classes, la guerre civile en France ranimeront en Allemagne, en Italie, la lutte de classes, la guerre civile, que Hitler et Mussolini craignent plus que les armements les plus modernes.

Menteurs ceux qui t'appellent à combattre pour la « démocratie », car au jour de la guerre, il n'y aura plus de démocratie, il y aura un système totalitaire sous la dictature d'un Daladier et de l'État-Major. La guerre civile en France, ce sera la guerre civile en Allemagne, ce sera la paix entre les peuples. La guerre impérialiste entre la France et l'Allemagne, ce sera le fascisme en France comme en Allemagne.

La paix, tu ne l'auras pas derrière Daladier et Blum, dans la course aux armements. La paix, tu ne pourras l'obtenir que dans la lutte contre Daladier et contre Hitler, contre le drapeau tricolore et contre la croix gammée, dans la lutte révolutionnaire sous les plis d'un seul drapeau, le drapeau rouge.

L'UNITE AVEC QUI ? CONTRE QUI ?

On t'a dénoncé les « trotskystes » comme les diviseurs de la classe ouvrière et, par conséquent, s'ils ne sont pas les agents conscients du patronat, ils feraient du moins le jeu de celui-ci. Si les chefs socialistes et communistes nous combattent avec un acharnement qui devrait te sembler bien surprenant en raison de la disproportion numérique entre nous et leurs organisations, ce n'est pas parce que nous voulons « diviser » la classe ouvrière, mais parce que nous nous opposons à ce qu'eux

unissent la classe ouvrière à ses exploiters, opération qui n'a jamais servi et ne servira jamais qu'à permettre au capitalisme de maintenir et de renforcer ses positions dans le moment où il est le plus menacé.

Nous sommes contre l'union des ouvriers avec les patrons, contre l'union des victimes avec les bourreaux. Nous sommes pour l'union des travailleurs contre tous les exploiters, qu'ils aient un masque fasciste ou un masque démocratique. Nous sommes contre ceux qui, par les vieux clichés comme « la France aux Français », alimentent le chauvinisme, la xénophobie, l'antisémitisme dont se nourrit en fin de compte le courant fasciste. Nous sommes avec les travailleurs immigrés et coloniaux qui sont les plus exploités et qui ont toujours, aux côtés des travailleurs de nationalité française, défendu courageusement les revendications de classe.

*

Du Front populaire à l'union sacrée, il n'y a pas d'obstacle, il n'y a pas de fossé infranchissable. Le 12 mars, Blum voulait la réaliser et Kérislis le qualifiait de « grand Français ». Jouhaux la réclamait comme en 1914, lorsqu'il partit pour Bordeaux et les travailleurs pour le front. Thorez l'acceptait volontiers et Daladier agissait dans le même sens, « ne voulant pas mettre les communistes dans le carnet B car ils voleraient à la frontière pour défendre la patrie ».

Si les capitalistes n'ont pas accepté l'union sacrée que Blum allait quémander auprès de Marin, d'Ybarnégaray, de toute la réaction parlementaire, leur refus de siéger avec les communistes au gouvernement n'avait pas un caractère définitif; Flandin comme Caillaux ont expliqué: le jour de la guerre, oui, mais pas avant, il serait dangereux d'user trop tôt cette formule.

Ceux qui, contre nous, manient le grand mot d' « unité ouvrière », d' « union des travailleurs », ont sans aucune équivoque possible, le 12 mars, montré que, tout en se chamaillant entre eux pour des questions subalternes comme deux boutiquiers se disputent une clientèle, les partis de la II^e et de la III^e Internationale sont prêts à faire l' « unité » des travailleurs, sous l'uniforme, dans les casemates de la ligne Maginot et les tranchées, sous les ordres des maréchaux et des généraux de l' « armée républicaine », dont les trois quarts sont liés politiquement et organiquement à Duseigneur et à toutes les fripouilles fascistes, Pozzo di Borgo, Doriot, La Rocque.

Ils préparent tous en commun l'heure H de la mobilisation. Leurs divisions d'hier, les différends qui, demain encore, les opposeront, ce n'est que sur la façon de mieux préparer cette heure qu'ils portent.

Ils sont tous pour le maintien du service de 2 ans; ils sont tous pour la militarisation de la jeunesse. Pour cette couche de travailleurs qui est particulièrement exploitée, qui a des salaires moindres, et presque aucun droit dans l'usine, leur seul souci est d'en faire de la bonne chair à canon.

Ouvrier, paysan, soldat de France! La guerre pour laquelle ils te demandent, dès aujourd'hui des sacrifices, pour laquelle ils te demanderont demain ta vie, ce n'est pas ta guerre, c'est celle de tes exploiters, aux prises avec d'autres pour un nouveau partage du monde. Ton intérêt n'est pas d'assurer leur victoire, ton intérêt est de provoquer leur défaite, de fraterniser avec les travailleurs « ennemis », de transformer leur guerre impérialiste en guerre civile pour le triomphe du socialisme.

LA SUCCESSION DU FRONT POPULAIRE

La victoire de juin 1936 t'a été ravie beaucoup moins par la violence brutale des troupes du patronat que par l'indécision et la démoralisation suscitées dans les rangs ouvriers par les dirigeants du parti socialiste, du parti communiste et de la C.G.T.

Les 40 heures, les congés payés, les délégués, les contrats collectifs, c'est à l'occupation des entreprises, à ton action, que tu les dois. Le Front populaire a contribué à te les reprendre, à limiter tes droits, à préparer les lois scélérates de l'arbitrage et du « statut moderne du travail ».

Toutes les catégories de travailleurs n'ont plus aujourd'hui à enregistrer que des mécomptes de la part du Front populaire.

Tu le sais, et cependant tu hésites, de peur de faire le jeu du fascisme, à rompre avec le Front populaire, dont la succession se pose. Il n'est pas du tout vrai qu'il n'y ait le choix, c'est celle du fascisme et le Front populaire. Pour vaincre le fascisme, tu dois rompre avec le Front populaire, franchement, sans équivoque, et redonner à ta classe son indépendance, sa volonté de combat, son ardeur révolutionnaire.

C'est le Front populaire, qu'il soit espagnol ou français, qui a la responsabilité de la situation tragique qui entraîne la débâcle en Espagne. L'ouvrier et le paysan espagnols ont manqué d'armes en face de Franco? Mais l'ouvrier et le paysan russes, en 1917, étaient aussi dépourvus, aussi désavantagés techniquement en face des troupes de l'Europe coalisée. S'ils ont vaincu, c'est parce qu'ils luttaient non pas pour rétablir le patron à la tête de l'usine, le propriétaire à la direction de ses terres, mais pour une société socialiste, c'est parce que les troupes envoyées contre eux se désagrégèrent en faveur du socialisme. Cet objectif socialiste, l'ouvrier et le paysan espagnols ne l'avaient pas. Le Front populaire espagnol, par respect de la propriété capitaliste, a conservé l'usine et la banque aux capitalistes, n'a pas donné la terre aux paysans, n'a pas donné le Maroc aux Marocains.

Seule, la victoire de la révolution prolétarienne peut sauver la paix et assurer l' « indépendance de la nation », dans le cadre fédératif des **Etats-Unis Socialistes d'Europe**.

Seule, la victoire de la révolution prolétarienne parviendra à exterminer les bandes fascistes que le capitalisme suscite pour conserver ses privilèges menacés.

Seule, la victoire de la révolution prolétarienne permettra l'établissement d'une économie planifiée, au profit de ceux qui produisent, assurant le bien-être à toute la collectivité.

TU PEUX ENCORE EVITER LA GUERRE

Dans ta classe, tu rencontres parfois des hommes qui t'expliquent, comme nous le faisons, la trahison dont tu as été victime, et qui ajoutent: maintenant, il n'y a plus rien à faire, la guerre est inévitable. Non, non, mille fois non. **La guerre, le fascisme, ne sont pas inévitables aujourd'hui**

encore. Tu as apprécié ta force en juin 1936. Utilise-la non plus pour hisser au pouvoir une fraction quelconque de la bourgeoisie, non pour faire triompher le programme de ces bourgeois, non par des moyens parlementaires légaux qui comportent la résignation à ton exploitation. Utilise-la, c'est ainsi que tu barreras la route à la guerre. Utilise-la pour obtenir un certain nombre de revendications urgentes pour les exploités :

- Revalorisation, par rapport au coût de la vie, des salaires et des indemnités des chômeurs;
- Application de la semaine de 40 heures;
- Annulation des dettes des petits paysans; moratoire aux petits commerçants;
- Amnistie totale;
- Abolition des lois superscélératés;
- Dissolution réelle des partis fascistes et déportation de leurs chefs;
- Réduction du service militaire;
- Suppression des lois d'exception pour les ouvriers immigrés et coloniaux;
- Nationalisation des banques et des grandes industries;
- Suppression du Sénat et de la présidence de la République, embuscades de la bourgeoisie.

Pour faire triompher tes revendications, en premier lieu impose ton contrôle sur l'économie. A chacune de tes revendications, la bourgeoisie crie misère; mais elle vit dans l'opulence et utilise à sa guise les richesses que tu produis.

Le **Contrôle des ouvriers et des paysans** sur toute l'économie, ce n'est pas les bavardages des dirigeants de syndicats ouvriers et patronaux au Conseil National Economique, ou dans d'autres institutions, c'est l'organisation de ta méfiance et de ta haine dans l'usine, le bureau, la commune, le village.

Pour contrôler et, préalablement, pour mener la lutte pour le contrôle, il faut t'organiser, sur la base de l'exploitation que tu subis. Il te faut une organisation qui ne soit pas soumise aux lois du capital et qui puisse rassembler l'ensemble des exploités. L'exemple qu'apporte toute l'histoire ouvrière, de France comme des autres pays, c'est celui de la grève générale pour briser l'offensive du capital et engager la contre-offensive qui doit aboutir au **pouvoir des ouvriers et des paysans**.

C'est par des **Congrès des entreprises**, rassemblant localement, régionalement, nationalement ces conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, que peut être coordonnée et amplifiée la lutte de tous les exploités. C'est par ce moyen que peut être préparée la grève générale pour briser l'offensive du capital et engager la contre-offensive qui doit aboutir au **pouvoir des ouvriers et des paysans**.

Dans cette lutte, un élément est particulièrement à ne pas négliger. Le capital défendra ses privilèges par les armes. Vouloir le vaincre les poings nus serait une utopie insensée, catastrophique. Les fascistes ont accumulé des tonnes d'armements dont une maigre partie seulement a été trouvée... pour être remise aux mains des officiers fascistes. Ceux qui ont payé, les de Wendel, les Michelin, les Pozzo di Borgo, sont libres, libres de continuer. Tu n'as pas à compter sur un appui de la police et de la justice bourgeoises, qui sont les complices du fascisme. Pour venir à bout de ces armements, il faut t'armer, même de façon très élémentaire, et créer tes organisations de combat. **ARMEMENT DU PROLETARIAT! MILICES OUVRIERES!** voici deux mots d'ordre à la réalisation desquels tu dois chaque jour œuvrer.

POURQUOI SOMMES-NOUS VISES PAR TOUS ?

Dans le trouble et la confusion de la situation, tous les coups des vieilles organisations et de ceux qui gravitent autour d'elles sont dirigés non contre les faiseurs de systèmes qui apparaissent chaque jour et disparaissent encore plus vite dans le néant, mais contre nous, contre les bolcheviks-léninistes, contre ceux qui luttent pour créer la IV^e Internationale et de nouveaux partis révolutionnaires.

Les stalinien dressent d'horribles machinations, des « procès » bourrés de faux, de calomnies, où les seules preuves sont des « aveux » arrachés à des révolutionnaires brisés, anéantis, des « procès » où les accusateurs de l'un deviennent les accusés du suivant. La contre-révolution montante en U.R.S.S. vise avant tout à discréditer la révolution parmi les grandes masses ouvrières.

Les socialistes, bien que systématiquement bafoués par les stalinien, laissent des leurs, comme Henri Sellier, soutenir de telles infamies. C'est d'ailleurs un ancien membre de la II^e Internationale, ancien avocat des compagnies pétrolières de Bakou, Vichinsky, qui aujourd'hui livre au bourreau les têtes des vieux bolcheviks.

Les anarchistes eux-mêmes, pour essayer de couvrir la collaboration de leurs amis d'Espagne, les Garcia Oliver, les Federica Montseny, avec les stalinien et les bourgeois catalans, s'en prennent à nous, aux « professeurs de révolution » que nous serions.

La valeur de ce programme que nous, qui sommes simplement des militants restés fidèles aux méthodes qui ont assuré la victoire d'Octobre 1917, défendons, ce sont nos ennemis qui l'attestent par leur débordement d'attaques, de violences, de calomnies, destinées à créer un barrage entre la classe ouvrière et nous, un barrage entre toi et ton programme de classe.

TRAVAILLEUR REVOLUTIONNAIRE !

Par la trahison de la II^e Internationale en 1914, l'avant-garde révolutionnaire eut, pour se rassembler, à créer la III^e Internationale et des partis nouveaux.

Sous la poids d'événements gigantesques, et en raison de méthodes malsaines, la III^e Internationale et ses sections ont à leur tour trahi la cause du prolétariat. Il faut, pour rassembler à nouveau l'avant-garde révolutionnaire, créer une IV^e Internationale, de nouveaux partis révolutionnaires.

Qui me garantit contre un nouvel effondrement, demanderas-tu peut-être? La garantie, elle n'existe pas ailleurs qu'en toi. Tu ne trouveras pas un parti, une Internationale tout faits. C'est à toi de les créer. C'est précisément pour éviter le renouvellement et la perpétuation de méthodes qui ont contribué à la putréfaction des partis communistes, c'est pour assurer la démocratie ouvrière dans le parti et l'Internationale à créer, que nous nous délimitons d'une autre organisation, le Parti Ouvrier Internationaliste, où l'existence d'un régime malsain a provoqué en un an plusieurs scandales au sein de sa direction.

Le parti révolutionnaire, la IV^e Internationale, seront ce que, toi, tu les feras.

OUVRIER, PAYSAN, SOLDAT DE FRANCE !

Sur toi repose la victoire de la révolution prolétarienne ou sa défaite devant le fascisme, mais pas seulement pour la France. Si tu laisses triompher le fascisme, alors celui-ci balayera ce qui reste de la Révolution russe et fera régner une barbarie moyenâgeuse sur toute l'Europe et l'Asie. Mais si tu le brises, la révolution empourprera à nouveau ces deux continents, et de Gibraltar à Vladivostok flottera victorieux le drapeau rouge du communisme.

Personne n'est, personne ne sera au-dessus ou en dehors de la mêlée. Tu ne te résigneras pas à baisser la tête sous la botte du fascisme, à crever dans les tranchées pour un nouveau partage du monde entre les brigands impérialistes. Tu rejoindras les rangs du Parti Communiste Internationaliste pour mener jusqu'au bout, avec clairvoyance et férocité, le combat **classe contre classe** des exploités, le combat pour émanciper l'humanité tout entière de la décomposition du capitalisme, et instaurer, à travers la dictature du prolétariat et le pouvoir des ouvriers et des paysans, la société communiste.

A BAS LA COLLABORATION DE CLASSE DU FRONT POPULAIRE !
A BAS L'UNION SACREE ET LA GUERRE IMPERIALISTE !
CLASSE CONTRE CLASSE !
VIVE LA REVOLUTION MONDIALE !
VIVE LA IV^e INTERNATIONALE !

Paris, le 14 mars 1938.

L'activité du Parti depuis le Comité Central National

Nous avons souligné dans nos précédents rapports sur la « Vie du Parti » le caractère systématique de nos efforts en profondeur et en propagande depuis le Comité Central national de mars. Deux mois se sont à peine écoulés; notre tri-hebdomadaire a donné, malgré des difficultés matérielles très importantes, l'exemple d'une parution régulière, et dans l'ensemble un progrès quant à la façon de s'exprimer.

Matériellement, malheureusement, le tri-hebdomadaire a absorbé la plus grosse partie de son efforts. Nous n'avons pu réserver à la propagande autour de la parution de ce journal les forces que nous aurions voulu y réserver; la parution tri-hebdomadaire de « La Commune » est restée quasi inconnue d'une couche importante de prolétaires.

a) Le travail dans les entreprises

Le travail d'entreprises a eu particulièrement comme axe d'activité la grève des Métaux; jamais le noyau bolchevik-léniniste, depuis 1929, n'avait fourni un tel effort; la liaison dans les usines de nos membres avec des sympathisants, la liaison de ces membres et de ces sympathisants entre eux... furent, malgré notre faiblesse numérique, très sérieusement assurées.

L'activité pour pousser Renault à débrayer malgré les bureaucrates fut engagée par un tract dont voici le texte :

METALLO DE CHEZ RENAULT !

35.000 des tiens sont en grève chez Citroën, Gnome et Rhône, etc...

Toute la Métallurgie parisienne attend ce que, toi, tu vas faire : DEBRAYER et tous les Métallos occuperont les boîtes, comme en juin 36.

Les dirigeants de la C.G.T., de la Fédération, du Syndicat, se renvoient la balle, pour dégager les uns et les autres leurs responsabilités d'une grève dont ils ne veulent pas. Chez Rosengart, ils ont fait quitter la boîte vendredi à 18 heures aux copains qui l'occupaient. Ils sont aussi venus vendredi dans ton usine prêcher le calme aux gars de la tôlerie.

Avec le Gouvernement de Front Populaire, ils veulent faire accepter aux grévistes la procédure d'arbitrage, une maigre augmentation aux dépens d'avantages ultérieurs.

Tous (C.G.T., Fédération, Syndicat, Front Populaire...) sont contre la grève parce qu'ils sont plus soucieux de l'union sacrée et de la « défense nationale » (c'est-à-dire des intérêts des 200 familles) que de la défense des intérêts ouvriers.

Leurs arguments, on les trouve aussi sur les affiches du fasciste Doriot. Ils préfèrent trahir les gars de chez Citroën pour s'entendre avec leur patron, Michelin le Cagouard.

Si la grève n'est pas élargie — comme nous, « trotskystes », c'est-à-dire communistes internationalistes, l'appelons à le faire — alors comme pour la SIMCA et Goodrich, ce serait au bout la défaite, donc TA défaite, le renforcement des Syndicats professionnels, la montée fasciste, la guerre.

Solidaires des copains, tu entreras à ton tour en lutte, tu imposeras un véritable contrat collectif, tu exigeras le rajustement des salaires, tu ne te laisseras pas voler ta victoire (comme après juin 36) en imposant le CONTROLE OUVRIER sur l'entreprise !

METALLO !

Il faut faire grève, même par-dessus la direction syndicale. Comme tu l'as fait en juin 36.

Elis ton COMITE DE GREVE. Un rassemblement des Comités de grève de toutes les boîtes (comme celui réalisé par les gars de chez Hotchkiss en juin 36), en prenant la direction de la lutte, la conservera dans tes mains, à l'abri des manœuvres et des divisions.

VIVE LA GREVE DE CHEZ RENAULT !
VIVE LA GREVE GENERALE !

27 mars 1938.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (IV^e Internationale).

Les bureaucrates éditèrent contre nous un tract, plagiat des articles de la « Pravda » : « Sus à la bête trotskyste ! ».

Le tri-hebdomadaire pénétra dans les usines où nous n'avions qu'un membre ou qu'un sympathisant; au réfectoire, au vestiaire, là où la campagne stalinienne était acharnée, les ouvriers connurent nos mots d'ordre.

La grève des Métaux, sur laquelle nous publions une brochure, se développa en plusieurs temps; entre l'une et l'autre de ces phases, nous avons organisé une assemblée convoquée par un appel que nous reproduisons ci-dessous et qui a été tiré et diffusé à 50.000 exemplaires dans les usines en grève.

MÉTALLOS !

C'EST un groupe de métallos révolutionnaires qui s'adressent à vous, pour examiner avec vous ce qu'est la dernière lutte, pour essayer tous ensemble de comprendre ce qui se passe.

Comprendre ! C'est ce dont nous avons tous besoin. Nous avons eu des débrayages commandés d'en haut, sans aucune préparation. Chez Citroën, le mouvement s'est transformé en grève avec occupation. Et puis, le syndicat n'a pas pris la responsabilité de la grève. Chez Gnome et Rhône, chez Nieuport, chez Ferodo, on s'est solidarisé. Dans d'autres boîtes, chez Renault, chez Rosengart, les responsables se sont opposés à l'entrée en grève. Pourquoi ? La grève se déroule dans des conditions qui nous échappent, nous ne recevons que de maigres informations. Pourquoi ?

Et où va-t-on ? Les dirigeants syndicaux nous disent : « Confiance, gare aux diviseurs, gare aux mots d'ordre qui font le jeu du patronat. » Ce sont des phrases. Nous n'avons pas besoin de bourrage de crânes. Quand les choses vont mal pour nous, les patrons sont très bien informés, indépendamment de ce qui peut se dire; et les travailleurs, eux, ont besoin d'envisager les réalités bien en face. Aujourd'hui, il est triste de constater que les fascistes exploitent le fait que les dirigeants syndicaux ne prennent pas la responsabilité du mouvement pour demander la fin de celui-ci.

Nous, métallos communistes internationalistes, nous vous disons : « Ceux qui, à la direction de l'organisation syndicale, ne nous disent pas la vérité; ceux qui, dans ce mouvement, disent aux gars de chez Citroën : **votre grève...**, le mouvement que vous avez déclenché...; ceux qui laissent les métallos dans l'ignorance, dans l'indécision, ceux-là ne méritent aucune confiance, car ce qu'ils font aujourd'hui, ce n'est pas une erreur d'un jour, une faute passagère de militants surpris par les événements, c'est **l'aboutissement de toute leur politique depuis bientôt deux années.** »

DE JUIN 36 AU MOUVEMENT ACTUEL

EN juin 36, nous sommes entrés dans la bataille tout seuls; les dirigeants syndicaux se sont empressés d'aller à l'Hôtel Matignon signer un accord avec un patronat qui, à ce moment-là, ne savait plus quoi faire. Mais depuis ?

Il y a eu d'abord la « pause ». C'est Blum, du Parti Socialiste, qui l'a demandée. Mais ce sont les dirigeants syndicaux, responsables également du Parti Communiste, qui l'ont fait faire aux travailleurs; ils ne sont tout de même pas des naïfs incapables de prévoir où la « pause » allait mener. Pendant la « pause », chaque fois que le patronat se livrait à une agression, chaque fois qu'un arbitrage (qui nous fut imposé sans consultation) nous privait d'une partie des conquêtes de juin 36, au lieu de nous appeler à la résistance, ils ont freiné.

Enfin, ces dernières semaines, quand il devint clair que le patronat allait se refuser à la convention collective, allait revenir au régime d'avant juin 36, les dirigeants du syndicat ont dit :

« Nous avertissons, si l'on ne renouvelle pas la convention collective, alors nous passerons à l'action; »

« Nous avertissons, si l'on ne rajuste pas les salaires, nous engagerons la lutte jusqu'au bout; »

« Nous avertissons, si l'on n'ouvre pas la frontière espagnole, nous ferons les actes nécessaires pour l'imposer »

PUIS ils ont ordonné des débrayages et la grève chez Citroën. A l'usine de Javel, qui a démarré la première, il était impossible que se produise un mouvement qui ne soit pas voulu par eux; dans cette usine, la cellule du Parti Communiste faisait la loi; ni l'Amicale Socialiste, ni aucun autre groupement ne comptaient.

Et quand l'action est engagée, par eux, — ce qui veut dire qu'ils jugeaient le moment favorable, — à ce moment précis, quand l'écrasante majorité d'entre nous est prête à passer à l'ACTION, ce sont ces dirigeants syndicaux qui viennent dire : « Halte ne faites pas le jeu des provocateurs et du patronat ! »

Suivre ce qu'ils ont prêché les semaines précédentes, vouloir mener l'action jusqu'au bout, une fois qu'elle se trouve déclenchée, serait faire œuvre de provocateurs. Quelle valeur donnent-ils donc à leurs paroles et à leurs avertissements au patronat, prononcées au cours des semaines passées ? A quoi rimaient donc les réunions auxquelles nous assistions ?

QUI ET QUOI A SERVI LE PATRONAT ?

OU sont les provocateurs et les agents du patronat ? Il y a des faits qui parlent sans équivoque. Chez Renault, qui a arrêté les pétitions pour la grève ? Qui a laissé passer, sans rectification, le mensonge de toute la grande presse prétendant qu'au vote secret les travailleurs de chez Renault s'étaient prononcés contre la grève ? Pourquoi la direction syndicale n'a-t-elle pas démenti avec force un tel faux ? Pourquoi l'« Humanité », qui lui est si serviable, est-elle muette à ce propos ? Pourquoi ne retrouve-t-elle d'énergie que pour accuser basement ceux qui sont pour l'extension de la grève chez Renault et, par conséquent, à toute la métallurgie parisienne ?

Les serviteurs du patronat, est-ce nous, qui avons dit à tous les métallos : « Il faut faire la grève avec Citroën », ou les dirigeants du syndicat qui, comme Doury (voir l'« Humanité », « Ce Soir », etc...) ont dit que le conflit Citroën était particulier à cette usine ?

Les serviteurs du patronat, est-ce nous, ou bien est-ce ceux — dirigeants communistes et du Syndicat des Métaux... sur l'autorité desquels le socialiste Desphelippon s'est appuyé pour écrire dans le « Populaire » : « Il faut arrêter le mouvement » ?

Les serviteurs du patronat, est-ce nous, qui avons qualifié ce Desphelippon de briseur de grève, ou ceux qui, tels Gitton ou Marceau Pivert, lui reprochent de violer « l'indépendance du syndicalisme » ?

Les serviteurs du patronat, est-ce nous ou est-ce ceux qui ont dit aux camarades de chez Rosen-gart, qui occupaient vendredi, à 18 heures, d'évacuer ?

Les serviteurs du patronat, est-ce nous, qui voulons que les métallos soient informés, discutent, entrent en bataille, ou est-ce ceux qui les laissent dans l'ignorance, font des comptes rendus comme à l'issue de Conférences diplomatiques, et sèment la suspicion contre ceux qui disent : « Nous marchons dans le brouillard » ?

OU SONT LES « INCONTROLES » ?

MÉFIEZ-VOUS des provocateurs, méfiez-vous des irresponsables, méfiez-vous des incontrôlés, telles sont les expressions désormais courantes.

Elles ont, bien entendu, été servies abondamment à propos du meeting de samedi dernier 26 mars, à Buffalo, contre ceux qui ont secoué Jouhaux aux cris de A L'ACTION ! A ce meeting, convoqué par la C.G.T. et son Union des Syndicats (un million de membres), il y eut, selon les organisateurs eux-mêmes, 15.000 présents. Ce fiasco signifie que le plus grand nombre des travailleurs en a marre des grandioses manifestations (dans les stades, à la Nation), destinées à noyer la volonté d'action dans des phrases.

Et, dans la minorité qui s'est dérangée à Buffalo, c'est plus de la moitié qui criait à Jouhaux : A L'ACTION. Des provocateurs ? Des irresponsables ? Non, mais des ouvriers qui n'ont pas oublié ce que le Parti Communiste leur avait appris de Jouhaux : le traître de 1914, le traître de 1920, le traître d'hier, le traître d'aujourd'hui, le traître de demain !

Des incontrôlés, ceux qui criaient : A L'ACTION ? Non, des travailleurs qui en ont assez de subir l'offensive du patronat. Les incontrôlés existent : ce sont les dirigeants des syndicats, qui ne tolèrent pas le contrôle des travailleurs dans leurs organisations, qui babouent la démocratie prolétarienne ; ce sont les dirigeants des partis qui excluent les opposants.

Ces chefs de cliques bureaucratiques osent appeler : incontrôlés les ouvriers qui se rebellent contre leur politique, pour dissimuler qu'eux sont vraiment incontrôlés quand ils se rendent à l'Hôtel Matignon, à la Banque de France, dans les Ministères.

LES REVENDICATIONS TRAHIES POUR L'UNION SACREE

POURQUOI ont-ils empêché l'élargissement de la grève Citroën ? Les exemples de la S.I.M.C.A., l'an dernier, et de Goodrich, au début de 1938, ont montré pour ceux qui pouvaient l'ignorer, que l'élargissement des grèves est une question de vie ou de mort pour celles-ci.

Ils ont été hostiles à l'élargissement de la grève Citroën, Gnome et Rhône... — ce qui est un coup terrible porté à celle-ci — parce que, disaient-ils, le pays est en danger, la situation est très grave, la défense nationale doit être assurée. Ces mêmes arguments — pays en danger, situation grave, défense nationale indispensable — vous les avez lus sur les affiches et les tracts de Doriot et de tous les réactionnaires.

LA « BÊTE TROTSKYSTE » D'IL Y A 20 ANS ET D'AUJOURD'HUI

TU as été trahi par ceux en qui tu as confiance. Ceux qui te l'ont dit jusqu'à ce jour étaient une minorité, cette poignée de « trotskystes ». Et tu hésites à combattre les traîtres qui te dirigent de peur de faire le jeu de gens dont on t'a dit pis que pendre.

« Il faut faire face à la tête trotskyste », écrit le Syndicat des Métaux dans son tract distribué lundi aux métallos de chez Renault pour qu'ils ne débrayent pas.

N'as-tu pas remarqué qu'aujourd'hui, pour tout ce qui arrive, on te dit : « C'est la faute aux trotskystes » ? Tout ce qui trouble la digestion des capitalistes et des bureaucrates bien repus, tout ce qui empêche ces gens de s'entendre comme larrons en foire, c'est la faute aux trotskystes.

La « bête trotskyste », on l'agit aujourd'hui comme, vingt ans auparavant, on agita le masque de l'homme-au-couteau-entre-les-dents. ET CELA SE PRODUIT PARCE QUE LES TROTSKYSTES D'AUJOURD'HUI SONT CEUX QUI VEULENT POURSUIVRE L'ŒUVRE COMMENCÉE PAR LES BOLCHEVIKS IL Y A 20 ANS, œuvre que détruit chaque jour, en U.R.S.S. et dans le monde, la fraction stalinienne qui trahit ses intérêts ici et fusille les vieux bolcheviks en U.R.S.S.

L'explication du coup qu'ils portent à la grève, c'est L'UNION SACREE que Blum a voulu réaliser, que Jouhaux a soutenue, que Thorez a acceptée. La « défense nationale », le Parti Communiste nous l'avait appris autrefois — quand il ne souillait pas le drapeau rouge du voisinage du drapeau tricolore des bourgeois — la défense nationale, c'est la défense du capital, c'est-à-dire de ce qu'ils ont appelé « les 200 familles ». Pour assurer cette « défense nationale », il faut abandonner les revendications ouvrières devant le capital.

Contre le fascisme, contre les cacouards, les phrases ne coûtent pas cher. Mais, dans les faits, le socialiste Dormoy laisse libérer les cacouards, et le communiste Croizat rend service à la maison Citroën, c'est-à-dire à Michelin, un des chefs de la cacoule.

Ils ont beaucoup parlé de l'Espagne, ils ont crié au danger de la « troisième frontière française à défendre ». Là aussi, ils ont subi la politique de l'impérialisme français qui sait mieux qu'eux les frontières qu'il veut défendre. Et ils ont abandonné la révolution espagnole, après avoir approuvé le massacre des ouvriers révolutionnaires de Barcelone, en mai 1937.

CEUX QUI ONT FAIT LE JEU DU FASCISME

VOICI des mois que, sur la pente de l'union sacrée pour la prochaine guerre impérialiste, ils ont trahi vos revendications, vos intérêts.

Ils ont entortillé les métallos du Nord par l'arbitrage.

Aujourd'hui, ils lâchent la convention collective nationale. Ils se contentent de quelques sous d'« augmentation provisoire ». Ils acceptent des conventions collectives séparées pour l'aviation et la défense nationale, d'une part, et le reste de la métallurgie, d'autre part. Or, les quelques avantages donnés à l'aviation et à la défense nationale disparaîtront en même temps que les usines seront transférées en province. Et il restera les mauvaises conditions de travail pour tous.

Ils avaient accepté par avance que les 40 heures soient violées. Sentant votre résistance, ils essaient de servir la « défense nationale », c'est-à-dire le capital, en augmentant la production. Demain, ils se montreront les plus farouches rationalisateurs.

N'est-il pas étonnant que cette politique ait servi la réaction, ait fait le jeu des Syndicats professionnels, aux membres desquels Frachon tendait la main, l'an dernier, après les assassinats de Clichy ?

POUR VAINCRE DANS LES LUTTES DE DEMAIN

L ES trotskystes sont calomniés; demain, ils seront, en France, sauvagement traqués, parce qu'ils te disent :

« Métallo parisien, tu as été trahi, mais tu n'es pas battu, ne perds pas confiance. N'oublie pas que tous les travailleurs de France ont les yeux tournés vers toi, qui, en juin 36, a donné le signal de la bataille. Si tu remontes courageusement le courant, si tu surmontes les trahisons, si tu accentues la lutte de classes malgré les chefs félons, alors tous les travailleurs se joindront à toi et, tous ensemble, vous parviendrez ainsi à écraser le fascisme, à barrer la route à la guerre menaçante.

Comment faire? La méfiance gagnée dans tes rangs, où l'on nous dit parfois : « Vous voulez faire un autre Parti qui trahira à son tour. » La méfiance est juste, est saine, mais elle doit engendrer l'action et non l'inactivité.

Reconstruire un Parti, une Internationale révolutionnaire, métallo révolutionnaire, tu dois le faire en y apportant ta méfiance contre tout ce qui subsisterait des méthodes qui ont engendré la décomposition du Parti Communiste, en premier lieu contre l'absence de démocratie ouvrière.

Il ne s'agit pas pour toi de suivre un Parti, après en avoir suivi un autre trop longtemps. Ton Parti, c'est à toi de le forger.

Pour lutter dans l'usine, pour lutter dans la section syndicale, pour imposer la démocratie dans les rangs ouvriers, pour préparer l'organisme des luttes de demain, le COMITE D'USINE (SOVIET), où se créera dans la bataille ton pouvoir de classe, il faut créer maintenant les instruments de liaison, d'information, de combat. C'est à cela que nous, métallos communistes internationalistes, te convions. Notre Organisation reste fidèle à la pensée de Marx : **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.** Des chefs communistes, socialistes, cégétistes, acoquinés dans le Front Populaire aux radicaux et, par ceux-ci à toutes les fractions de bourgeoisie, tu ne peux rien attendre que de nouvelles trahisons. Si tu ne veux pas qu'ils te livrent désarmés, comme tes frères d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, d'Espagne, au joug fasciste, tu prendras ton sort dans tes mains. Avec nous, tu mèneras la lutte pour la révolution prolétarienne, la lutte pour l'expropriation des exploités, la lutte pour le pouvoir aux Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, la lutte pour le socialisme.

LES METALLOS DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (IV^e INTERNATIONALE)b) Le problème de nos ressources

Le problème de nos ressources. — Cette « Tribune du Parti » donne la publication de notre compte recettes du mois précédent comme nous le ferons chaque mois.

Voici le compte pour le mois de mars :

Les recettes totales ont été de 21.550 francs durant le mois, fournies moitié par les souscriptions massives, moitié par les ressources : phalanges, timbres, vente au numéro.

Les dépenses ont été de 21.000 francs, qui se décomposent comme suit :

Impression du journal	8.102 »
Impression de tracts et matériel ronéotypé.....	1.068 »
Expédition du journal et des possibles.....	1.076 »
Clichés, documentation, etc.	863 »
Amortissement dettes	600 »
Solidarité contre la répression et lutte.....	3.500 »
Dépacements nationaux et internationaux	1.555 »
Tenue du C.C. élargi et frais divers.....	3.270 »

Voici le budget d'un mois. Ce budget atteint le double de ce qu'auraient coûté les mêmes choses il y a une année. Il s'agit là d'un fait qui ne vise pas seulement l'organisation du parti, mais toutes les bourses ouvrières, et il pèse lourdement sur les recettes du parti; nos camarades doivent donc faire un effort particulier.

c) Notre activité en Province, nos publications

Nous avons donné ici très brièvement un rappel de l'activité de l'organisation durant toute cette période. Il nous faut signaler qu'en général, depuis les deux derniers mois, les liaisons avec la province n'ont pas été aussi serrées qu'elles auraient dû l'être. Nos camarades ont pourtant développé leur effort. LYON voit monter sérieusement la vente du journal. LE HAVRE édite un journal mensuel, « Le Prolétaire », à 4.000 exemplaires, par ses propres moyens. Etant donné la situation politique, le retard dans la publication mensuelle de la revue nécessitait des Bulletins Intérieurs qui n'ont pas été édités. C'est pourquoi nous publions ici, pour engager la discussion, une déclaration de L.D. à la commission d'enquête et la réponse de L.D.

Durant toute cette période, le secrétariat nommé au C.C. élargi examina et déterminait point par point le contenu du journal tri-hebdomadaire, le contenu de la littérature, et, en général, dans le travail examina minutieusement toute l'activité à déployer.

En province, des réunions furent organisées; dans les Landes, à Lille où un rassemblement de nos sympathisants permit la constitution d'un groupe.

Une assemblée fut organisée sur l'Espagne, au cours de laquelle fut fait un exposé que nous publions ici même.

d) La répression sévère contre notre organisation

Toute cette activité de notre organisation se déroula sous le signe d'une répression très importante dans les casernes; de nombreux militants en liaison avec « La Commune » ou « La Caserne » furent arrêtés; des membres de notre organisation et des sympathisants suspectés, arrêtés puis remis en liberté; notre camarade Molinier fut condamné à quatre mois d'emprisonnement.

Devant l'inexistence dans les faits des organisations de secours pour nos camarades sympathisants et membres de notre organisation immigrés ou autres, nous avons décidé la création d'un fonds de secours qui doit fonctionner à partir de juin.

e) La Fédération de la Seine

Le principal débat politique de notre organisation fut celui occasionné par la dissolution de la Fédération de la Seine. Dans cette discussion, plusieurs courants se manifestèrent au sein du Comité Central: **un courant rentriste dans la Fédération immédiatement, un courant qui n'excluait pas la possibilité de rentrer par la suite en voyant venir..., et un courant qui se refusait à l'entrée étant donné le caractère instable et passager de l'organisation autonome qui se constituait.**

Plusieurs discussions eurent lieu au Comité Central; une assemblée fut réservée à la discussion avec les militants des J.C.I., et une assemblée d'actif de la région parisienne fixa et déterminait la tactique adoptée.

Une résolution est envoyée aux groupes de province et paraîtra dans le prochain numéro.

f) Notre attitude envers le P. O. I.

En face du groupe sans principe qui constitue la direction du P.O.I., notre campagne n'a fait, pendant cette période, que redoubler, à telle enseigne que cette direction n'a pu empêcher la tenue d'une assemblée commune, malheureusement limitée à un noyau local du P.C.I. et des J.S.R., qui une fois de plus démontra l'inanité des accusations sans principe du P.O.I. contre les bolcheviks-léninistes du P.C.I.

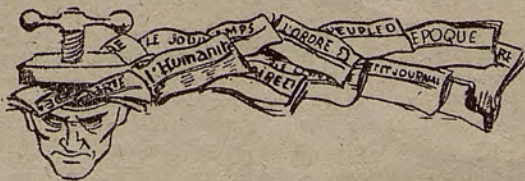
Ce n'est qu'un début de discussion sur les problèmes politiques auxquels « La Vérité » sera chaque mois ouverte.

Nous n'avons rien à perdre à discuter en commun les problèmes qui se posent devant notre organisation; le parti se constituera au grand jour, les efforts pour la constitution du parti ont tout intérêt à être mis au grand jour.

Voici relatée une partie de notre effort.

A mon avis, la presse a le droit d'offenser les écrivains, les hommes politiques, les comédiens et autres personnages publics. Si j'estimais opportun de tenir compte de l'attaque, je m'inspirais de la maxime : à corsaire, corsaire et demi.

Karl MARX.

**POUR CONNAITRE LA VÉRITÉ SUR LES PROCÈS DE MOSCOU**

Lisez :

L. TROTSKY. — Les Crimes de Staline. — Grasset, éditeur.

Léon SEDOFF. — Livre Rouge sur le procès de Moscou. — A la Librairie du Travail, 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (4 francs).

Compte rendu sténographique de la Commission d'Enquête sur les Procès de Moscou. — Harpers and Brothers, New-York.

En vente à la Librairie de « LA COMMUNE, 36, rue du Château-d'Eau, Paris.

COUPS D'ŒIL SUR QUELQUES

REVUES

“ RÉVOLTÉ ”

Les Jeunesses Libertaires (Jeunesses de la Fédération Anarchiste de langue française) viennent de publier le premier numéro de ce journal mensuel.

Il pourrait être assez justement caractérisé si l'on disait qu'il est l'organe de ceux qui n'ont rien appris mais beaucoup oublié. Oublié l'effondrement du fameux anarcho-syndicalisme et de la vieille C.G.T. qui, en 1914, sombraient dans l'union sacrée. Oubliée l'incapacité politique absolue des organisations anarchistes espagnoles remettant le pouvoir aux mains de la bourgeoisie. Et *Révolté* de ressortir toutes les vieilles formules pacifistes et sentimentales qui ne peuvent masquer l'absence de doctrine.

Quelques lignes donneront le ton de la maison :

« Peu nombreux sont ceux qui ont compris que la vie n'a de valeur que dans la mesure où elle sert un idéal. Puisque tu es cette exception, tu as le devoir impérieux d'aider à sa victoire, car il serait cruel que ceux qui ont à un degré quelconque la possibilité de nous aider, ceux-là même qui se réclament de notre Idéal, laissent à nos trop peu nombreuses énergies le soin d'assurer son triomphe... Aucune tâche n'est plus belle, aucune cause n'est plus grande, aucun Idéal n'est plus généreux... »

Une formule significative :

« L'anarchie n'est pas une utopie, nous en sommes tous convaincus; mais il faudrait être un sophiste pour affirmer qu'elle est possible sans une réforme profonde de la mentalité générale. »

L'air n'est pas nouveau. En attendant que la « mentalité générale » soit réformée, inutile de préparer la Révolution. C'est toujours autant de gagné pour la bourgeoisie.

Signalons enfin ce passage d'un article sur Han Ryner :

« Ni politique, ni Révolution; l'Évolution de l'Individu transformera le vieux monde. Le grand stimulant vers la perfection est l'Amour... »

Les jeunes travailleurs n'iront pas perdre leur temps dans cette galère.

“ RÉVISION ”

Cette revue est aussi éditée par de jeunes anarchistes membres de la Jeunesse Anarchiste-Communiste qui, eux, ne sont point passés à côté des événements d'Espagne mais, au contraire, ont été profondément bouleversés par eux. Seulement les expériences même les plus fécondes — les plus dures aussi — ne peuvent, en l'absence d'une solide doctrine politique, qu'aboutir à créer la plus grande confusion. L'équipe qui lance *Revision*, et dans laquelle se trouvent, à côté de jeunes anarchistes, un membre des Étudiants Socialistes et un membre des J. S. A. n'y échappe pas.

A la suite des événements d'Espagne, nombreux furent, dans les rangs anarchistes, ceux qui étaient amenés à réviser la doctrine traditionnelle. Que devenait, en effet, la négation de la politique, au moment où les responsables de la C.N.T. collaboraient à un gouvernement bourgeois-démocratique ? Que signifiait l'hostilité aux partis au moment où la F.A.I. elle-même se transformait en parti ? Et comment expliquer que les anarchistes ou les anarcho-syndicalistes, de beaucoup les plus forts en Espagne, non seulement n'avaient pu, malgré leur héroïsme, écraser rapidement le fascisme, mais encore devaient bientôt abandonner la direction des opérations aux staliniens qui, quelques mois auparavant, ne représentaient qu'un faible courant dans le prolétariat ?

Enfin, quels enseignements convenait-il de tirer de la sanglante semaine de Mai ? Ces inquiétudes apparurent en pleine lumière au dernier Congrès de l'Union Anarchiste aux débats duquel *La Vérité* — d'après le compte rendu du *Libertaire* lui-même — consacrait dans son premier numéro une large place.

Au Congrès de l'U. A. s'était manifestée une tendance nettement progressive et qui évoluait vers le marxisme.

Le numéro 1 de *Revisión* nous apporte deux articles dans lesquels se traduit fort clairement la confusion engendrée chez ceux qui ont pris conscience de l'insuffisance des anarchistes traditionnels.

Le premier est un article de Daurat : « Honnêteté et lucidité sont des forces révolutionnaires » qui est, quant à la forme, le type même du verbiage prétendument intellectuel des anarchistes. C'est ainsi qu'au début, après une citation de Sorel, l'auteur est amené à faire la classique — et fautive — distinction entre la grève politique et la grève revendicative. Mais en quels termes !

« Il n'est certes plus question de soumettre la complexité du monde moderne au critère du syndicalisme de 1905. Toutefois, la dualité reste entière entre ces deux formes de manifestation ouvrière : la grève politique, escarmouche à maquillage revendicatif, et la grève prolétarienne, conçue avec lucidité et sang-froid, comme une bataille rangée entre deux classes qui élargissent consciemment le fossé où basculera tôt ou tard le plus faible. »

Et il arrive à cette formule ébouriffante :

« Le socialisme est précisément la conjonction de ces deux forces : le socialisme, c'est la technique, plus la morale. »

Tout cela n'aurait pas grande importance car, seule, la conclusion de Daurat est précieuse. Cependant, détachons encore les lignes suivantes :

« L'adhésion au Parti peut faire au premier imbécile venu une réputation de haute ténacité prolétarienne et à l'intellectuel besogneux une auréole de messie préparé à la crucifixion. L'ignominie des ânes politiques qui braient du léninisme depuis vingt ans suffirait presque à faire mépriser le rôle social des grands hommes. Elle condamne en tout cas l'éducation morale des partis. »

Daurat peut parler en connaissance de cause, car nulle part comme dans les rangs anarchistes, on ne trouve de pseudo-intellectuels de bistrot, d'incultes pions de sous-préfecture qui posent aux théoriciens et de bas littérateurs pornographiques qui, à temps perdu, pontifient sur « l'Idéal » anarchiste. Il n'est pas besoin de citer des noms mais que penser des libertaires béant d'admiration devant des Kolney ou des Han Ryner et déniaient à Trotsky la qualité de militant révolutionnaire ?

Et si nous voulions compter les ânes... Il est vrai que Sébastien Faure braie, lui, depuis plus de vingt ans, mais ce n'en est pas plus digne d'intérêt et l'ancien copain de Malvy n'a pas augmenté son bagage politique ou intellectuel en vieillissant. Et il est bien regrettable que la mort soit venue mettre un terme aux braiements chauvins du Kropotkine qui écrivait à Grave, le 2 septembre 1914 : « Vite, vite, fondez des canons de 50 cm. et mettez-les, en les traînant tous — vieux, femmes et enfants — pour les placer en position sur les hauteurs au sud de Paris pour attaquer les Huns par derrière. Vite, vite, apprenez tous à démonter leurs avions Taube et à massacrer les envahisseurs partout. » En lisant cela, on n'a vraiment guère envie d'adhérer à l'U.A. qui vend les brochures et les photos de Kropotkine.

Et, au surplus, que propose donc Daurat ? Il le dit, d'une façon fort explicite :

« Je crois que tout notre socialisme ne vaut pas la vie d'un homme. En toute conscience, je dis que pour la majorité d'entre nous, mieux vaut faire un fasciste qu'un mort. »

« Où sont donc les effectifs impressionnants du socialisme allemand ? Avec ceux qui ont su élever l'apparence de leur doctrine au niveau de la dignité prolétarienne. Absorbés tout simplement par la vie qui reste belle sous Hitler, ou ralliés même au fascisme militant. »

Il n'était pas besoin de citer Sorel et de recourir à de profondes « méditations » pour dire cela. Mais il est dommage que les antifascistes allemands tombés sous les balles des nazis ou emprisonnés dans les camps de concentration, ne puissent plus goûter l'ironie de ces lignes vantant le charme de la vie sous Hitler. Ainsi, Daurat est tout prêt, demain, à se rallier au fascisme pour sauver sa peau ? Nous espérons que le « révisionnisme » des autres camarades qui lancent la revue ne passe pas par cette voie là.

Dans son article, beaucoup plus sérieux, Ridet, de la J.A.C., assène à ses amis de dures vérités. Qu'il s'agisse de l'Espagne, de la doctrine ou des organisations anarchistes, il a admirablement compris les insuffisances et les fautes. Voici, en effet, ce qu'il écrit :

« L'anarchiste de gouvernement a, lui, trouvé une combinaison qui permet de garder les saints principes intacts, sous globe, et de travailler aisément dans notre bonne démocratie française. »

« Dans l'ensemble, sa doctrine, ou plutôt sa phraséologie, est faite d'emprunts à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, de réminiscences quarante-huitardes. C'est le fond de son état d'esprit. Dans la discussion qui l'oppose à ceux qui réclament un aliment plus solide, une logique implacable, jusqu'aboutiste, lui permet de justifier le musée des antiquités théoriques en

faisant jouer les deux grands principes qui lui sont chers : Autorité et Liberté. Logique irréfutable parce qu'irréelle. Tranquille de ce côté, l'anarchiste de gouvernement envisage la possibilité d'agir. Ce passage à la terre ferme trouve sa justification dans deux ou trois formules : « Les hommes ne sont pas assez éduqués », « Tout n'est pas possible », « L'anarchisme est un idéal qui nécessite de longues périodes de lutte avant de pouvoir être atteint ».

« La discipline des partis impliquant une souplesse et une soumission peu compatibles avec son esprit d'indépendance, le besoin ou le goût de l'action le pousse alors dans ces formations d'aspect indépendant : maçonnerie, libre-pensée, ligues pacifistes ou antifascistes, où le bon-cœurisme et les sentiments humanitaires débordent et se donnent libre cours dans de belles campagnes en compagnie d'esprits élevés venus d'autres milieux. Les traits-d'union surgissent entre des courants idéologiques et des couches sociales en apparence fort différents.

« Le vocabulaire lui-même s'en ressent, les mots à majuscule planent au-dessus d'une vile réalité, dignes et pleins de poésie. Le régime n'en souffre guère, parfois il s'en réjouit et s'en sert.

« L'Espagne en a fait la cruelle expérience. L'anarchisme, ou plutôt ceux qui ont agi en son nom, loin d'essayer d'écraser ce qu'en bloc il appelle les forces autoritaires, a cherché, dès le 20 juillet, à se faire admettre dans la grande famille libérale, républicaine et fédéraliste, rongissant de ses formules d'hier, surenchérissant d'esprit « réaliste » sur l'ancien personnel qui restait abasourdi de voir cette explosion de forces neuves endosser avec satisfaction le complet veston de ministre ou de conseiller. »

Nous ne pensons point autrement, mais quelles conclusions tirer de tout cela ?

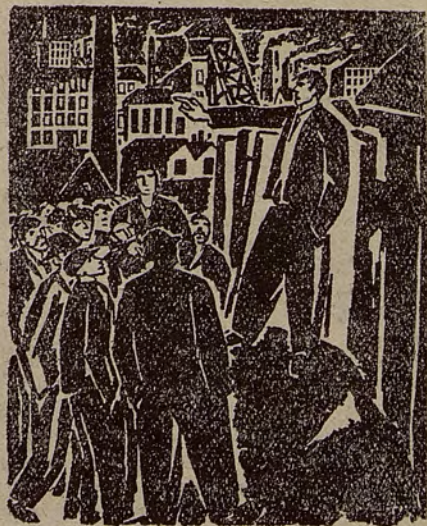
« Pour les anarchistes qui sentent leurs possibilités et veulent aller au combat, il faut travailler en sorte que cette force élémentaire se discipline, prenne conscience de sa responsabilité, soulève les masses ouvrières en les pénétrant, en les animant et en faisant corps avec elles. Le problème est d'utiliser cette puissance sans la corrompre.

« Ce sont ces aspects de l'anarchisme qui tentent les militants sincères placés dans les autres secteurs ouvriers.

« Il y a là une énergie prête pour le moule d'une organisation révolutionnaire. »

C'est bien là, en effet, le problème : la construction de la nouvelle organisation révolutionnaire. Et tu sais bien, Ridet, que celle-ci ne peut être une foire sans principes, mais un parti de classe qu'il faut construire. On ne peut pas rompre à moitié avec l'anarchisme.

MORGAT



90 ANNEES DE MANIFESTE COMMUNISTE

L. TROTSKY

L'immortel « Manifeste Communiste » a eu 90 ans d'existence voici un an. Il avait déjà été traduit dans presque toutes les langues du monde entier. Les bolcheviks-léninistes de l'Afrique du Sud en ont fait, pour la première fois, une traduction en langue africain, parlée par les indigènes de ce pays. Ils demandèrent à Trotsky d'en écrire une préface; c'est celle-ci que nous reproduisons ici.

On a peine à croire que dix années seulement nous séparent du centenaire du **Manifeste du Parti Communiste** ! Ce manifeste, le plus génial d'entre tous ceux de la littérature mondiale, surprend encore aujourd'hui par sa fraîcheur. Les parties principales paraissent avoir été écrites hier. Vraiment, les jeunes auteurs (Marx avait 29 ans, Engels 27), surent regarder vers l'avenir comme personne ne l'avait su avant eux, et peut-être bien après eux.

Déjà, dans la préface à l'édition de 1872, Marx et Engels déclarèrent que, bien que quelques parties secondaires du **Manifeste** avaient vieilli, ils ne se croyaient pas en droit de modifier le texte primitif, étant donné qu'au cours des 25 années passées, le **Manifeste** était devenu un document historique. Depuis, 65 années sont encore passées. Certaines parties isolées du **Manifeste** ont glissé plus encore dans le passé. Nous nous efforcerons de présenter, dans cette préface, sous une forme résumée, à la fois les idées du **Manifeste** qui ont conservé intégralement leur force jusqu'à nos jours, et celles qui ont besoin aujourd'hui de sérieuses modifications ou de compléments.

1. La conception matérialiste de l'histoire, découverte par Marx peu de temps seulement avant la parution du **Manifeste**, et qui s'y trouve appliquée avec une maîtrise parfaite, a complètement résisté à l'épreuve des événements et des coups de la critique hostile; elle constitue aujourd'hui l'un des plus précieux instruments de la pensée humaine. Toutes les autres interprétations du processus historique ont perdu

la moindre valeur scientifique. On peut dire, avec assurance, qu'il est impossible, actuellement, non seulement d'être un militant révolutionnaire, mais encore tout simplement un homme politiquement lettré sans s'approprier la conception matérialiste de l'histoire.

2. Le premier chapitre du **Manifeste** débute par la phrase suivante : « **L'histoire de toute société passée est l'histoire de luttes de classes** » (p. 54).

Cette thèse, qui constitue la plus importante conclusion de la conception matérialiste de l'histoire, n'a pas tardé à devenir elle-même l'objet de la lutte de classe. La théorie qui remplaçait le « bien être commun », « l'unité nationale », et les « vérités éternelles de la morale » par la lutte des intérêts matériels, considérés comme la force motrice, subit des attaques particulièrement acharnées de la part des hypocrites réactionnaires, des doctrinaires libéraux et des démocrates idéalistes. A ceux-ci s'ajoutèrent plus tard, cette fois au sein du mouvement ouvrier lui-même, ce qu'on appelle les révisionnistes, c'est-à-dire les partisans de la révision du marxisme dans l'esprit de la collaboration et de la réconciliation des classes. Enfin, à notre époque, les méprisables épigones de l'Internationale Communiste (les « staliniens ») ont pris le même chemin : la politique de ce qu'on appelle les « fronts populaires » découle entièrement de la négation des lois de la lutte de classes. Pourtant, c'est l'époque de l'impérialisme qui, en poussant toutes les contradictions sociales à leur expression extrême, constitue le triomphe **théorique** du Manifeste communiste.

3. L'anatomie du capitalisme, en tant que stade déterminé de l'évolution économique de la société, a été expliquée par Marx dans son **Capital**, sous une forme achevée (1867). Mais déjà dans le **Manifeste communiste**, les lignes fondamentales de l'analyse future furent tracées d'un ciseau ferme : la rétribution du travail dans la mesure indispensable à la production; l'appropriation par les capitalistes de la plus-value; la concurrence comme loi fondamentale des rapports sociaux; la ruine des classes moyennes, c'est-à-dire de la petite bourgeoisie des villes et de la paysannerie; la concentration des richesses entre les mains d'un nombre toujours plus réduit de possédants, à l'un des pôles, et la croissance numérique du prolétariat à l'autre; la préparation des conditions matérielles et politiques du régime socialiste.

4. La thèse du **Manifeste** sur la tendance du capitalisme à abaisser le niveau de vie des ouvriers, et même à les paupériser, a subi un feu violent. Les prêtres, les professeurs, les ministres, les journalistes, les théoriciens social-démocrates et les chefs syndicaux s'élevèrent contre la théorie de la « paupérisation » progressive. Ils découvrirent invariablement le bien-être croissant des travailleurs, en faisant passer l'aristocratie ouvrière pour le prolétariat, ou en prenant une tendance temporaire pour la tendance générale. Entre temps, l'évolution même du capitalisme le plus puissant, celui de l'Amérique du Nord, a transformé des millions d'ouvriers en pauvres, entretenus aux frais de la charité étatique, municipale ou privée.

5. Par opposition au **Manifeste**, qui décrivait les crises commercialo-industrielles comme une série de catastrophes croissantes, les révisionnistes affirmaient que le développement national et international des trusts garantit le contrôle du marché et mène graduellement à la domination des crises. Il est vrai que la fin du siècle passé et le début du siècle présent se distinguaient par un développement tellement impétueux que les crises ne semblaient être que des accalmies « accidentelles ». Mais cette époque est irrémédiablement révolue. En dernière analyse, la vérité se trouva aussi, dans cette question, du côté du **Manifeste**.

6. « Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise » (p. 48). Dans cette formule concentrée, qui paraissait aux chefs social-démocrates un paradoxe journalistique, est en réalité

contenue la seule théorie scientifique de l'Etat. La démocratie créée par la bourgeoisie n'est pas une coquille vide qu'on peut, ainsi que le pensaient à la fois Bernstein et Kautsky, remplir paisiblement du contenu de classe désiré. La démocratie bourgeoise ne peut servir que la bourgeoisie. Le gouvernement de « Front Populaire » dirigé par Blum ou Chautemps, Caballero ou Négrin, n'est « qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise ». Quand cette « délégation » se tire mal d'affaire, la bourgeoisie la chasse d'un coup de pied.

7. « Toute lutte de classe est une lutte politique ». « L'organisation des prolétaires en classe, et par suite en parti politique... » (p. 72). A la compréhension de ces lois historiques, les syndicalistes d'un côté, les anarcho-syndicalistes de l'autre, se sont longtemps dérobés — et essaient de se dérober encore aujourd'hui. Le syndicalisme « pur » reçoit aujourd'hui un coup écrasant dans son refuge principal : les Etats-Unis. L'anarcho-syndicalisme a subi une défaite irréparable dans sa dernière citadelle : l'Espagne. Dans cette question également, le **Manifeste** a eu raison.

8. Le prolétariat ne peut conquérir le pouvoir dans le cadre des lois édictées par la bourgeoisie. « Les communistes... proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel ». Le réformisme a essayé d'expliquer cette thèse du **Manifeste** par l'immaturité du mouvement d'alors, et par l'insuffisance du développement de la démocratie. Le sort des « démocraties » italienne, allemande, et d'une longue série d'autres, démontre que si quelque chose n'était pas mûr, c'étaient les idées réformistes elles-mêmes.

9. Pour opérer la transformation socialiste de la société, il faut que la classe ouvrière concentre dans ses mains le pouvoir capable de briser tous les obstacles politiques sur la voie de l'ordre nouveau. Le « prolétariat organisé en classe dominante », c'est la dictature. En même temps, c'est la seule véritable démocratie prolétarienne. Son envergure et sa profondeur dépendent des conditions historiques concrètes. Plus est grand le nombre des Etats qui s'engagent dans la voie de la révolution socialiste, plus les formes de la dictature seront libres et souples, et plus la démocratie ouvrière sera large et profonde.

10. Le développement international du capitalisme implique le caractère interna-

tional de la révolution prolétarienne. « Son action commune, dans les pays civilisés tout au moins, est une des premières conditions de son émancipation ». Le développement ultérieur du capitalisme a si étroitement lié les unes aux autres toutes les parties de notre planète, « civilisés » et « non civilisés », que le problème de la révolution socialiste a pris complètement et définitivement un caractère mondial. La bureaucratie soviétique a essayé de liquider le **Manifeste** dans cette question fondamentale. La dégénérescence bonapartiste de l'Etat soviétique fut l'illustration meurtrière du mensonge de la théorie du socialisme dans un seul pays.

11. « Une fois que, dans le cours du développement, les différences de classe ont disparu et que toute la production est concentrée aux mains des individus associés, le pouvoir public perd son caractère politique. » Autrement dit : l'Etat dépérit. Reste la société libérée de sa camisole de force. C'est cela le socialisme. Le théorème inverse : la croissance monstrueuse de la contrainte étatique en U.R.S.S., démontre que la société s'éloigne du socialisme.

12. « Les ouvriers n'ont pas de patrie ». Cette phrase du **Manifeste** a été souvent jugée par les philistins comme une boutade bonne pour l'agitation. En réalité, elle donnait au prolétariat la seule directive raisonnée sur le problème de la « patrie » capitaliste. La suppression de cette directive par la II^e Internationale entraînera non seulement la destruction durant quatre ans, de l'Europe, mais encore la stagnation actuelle de la culture mondiale. Devant la nouvelle guerre qui approche, dont la III^e Internationale a frayé le chemin, le **Manifeste** reste encore aujourd'hui le conseiller le plus sûr dans la question de la « patrie » capitaliste.

Nous voyons ainsi que le petit ouvrage des deux jeunes auteurs continue à fournir des indications irremplaçables dans les questions fondamentales et les plus brûlantes de la lutte libératrice. Quel autre livre pourrait se mesurer, même de loin, avec le **Manifeste communiste** ? Cependant, cela ne signifie nullement qu'après 90 années de développement sans exemple des forces productives et de grandioses luttes sociales, le **Manifeste** n'ait pas besoin de rectifications et de compléments. La pensée révolutionnaire n'a rien de commun avec l'idolâtrie. Les programmes et les pronostics se vérifient et se corrigent à la lumière de l'expérience, qui

est pour la pensée humaine l'instance suprême. Des corrections et des compléments, ainsi qu'en témoigne l'expérience historique même, ne peuvent être apportées avec succès qu'en partant de la méthode qui se trouve à la base du **Manifeste**. Nous essayerons de le montrer en nous aidant des exemples les plus importants.

1. Marx enseignait qu'aucun ordre social n'abandonne la scène avant d'avoir épuisé ses possibilités créatrices. Le **Manifeste** flétrit le capitalisme parce qu'il entrave le développement des forces productives. Cependant, à son époque, de même que pendant les décades suivantes, cette entrave n'avait qu'un caractère relatif : si, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, l'économie avait pu être organisée sur les fondements socialistes, le rythme de sa croissance aurait été incomparablement plus rapide. Cette thèse, théoriquement incontestable, ne change rien au fait que les forces productives continuaient à croître à l'échelle mondiale sans interruption jusqu'à la guerre mondiale. C'est seulement dans les 20 dernières années que, malgré les conquêtes les plus modernes de la science et de la technique, s'est ouverte l'époque de la stagnation directe et même de la décadence de l'économie mondiale. L'humanité commence à vivre sur le capital accumulé, et la prochaine guerre menace de détruire pour longtemps les bases mêmes de la civilisation. Les auteurs du **Manifeste** escomptaient que le capital se briserait longtemps avant de se transformer, d'un régime réactionnaire relatif, en un régime réactionnaire absolu. Cette transformation ne s'est précisée qu'aux yeux de la génération actuelle, et a fait de notre époque celle des guerres, des révolutions et du fascisme.

2. L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlaient d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme, et d'autre part, de la surestimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste, comme le **Manifeste** l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais, au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint, à son tour, le frein

principal de la révolution prolétarienne. Cette « dialectique », les auteurs du **Manifeste** ne pouvaient pas la prévoir eux-mêmes.

3. Le capitalisme, c'est pour le **Manifeste** le règne de la libre concurrence. Parlant de la concentration croissante du capital, le **Manifeste** n'en tire pas encore la conclusion nécessaire au sujet du monopole, qui est devenu la forme dominante du capital de notre époque, et la prémisse la plus importante de l'économie socialiste. C'est seulement plus tard que Marx constata, dans son **Capital**, la tendance vers la transformation de la concurrence libre en monopole. La caractéristique scientifique du capitalisme de monopole a été donnée par Lénine dans son **Impérialisme**.

4. Se référant surtout à l'exemple de la « révolution industrielle » anglaise, les auteurs du **Manifeste** se représentaient d'une façon trop rectiligne le processus de liquidation des classes intermédiaires, comme une prolétarianisation totale de l'artisanat, du petit commerce et de la paysannerie. En réalité, les forces élémentaires de la concurrence n'ont de loin pas achevé cette œuvre à la fois progressive et barbare. Le capital ruina la petite bourgeoisie beaucoup plus vite qu'il ne la prolétarianisait. En outre, la politique consciente de l'Etat bourgeois vise depuis longtemps à conserver artificiellement les couches petites bourgeoises. La croissance de la technique et la rationalisation de la grande production, tout en engendrant un chômage organique, freinent la prolétarianisation de la petite bourgeoisie par le bout opposé. En même temps, le développement du capitalisme a extraordinairement accru l'armée des techniciens, des administrateurs, des employés de commerce, en un mot de ce qu'on appelle « la nouvelle classe moyenne ». Le résultat en est que les classes moyennes, dont le **Manifeste** prévoit la disparition de façon si catégorique, forment, même dans un pays aussi hautement industrialisé que l'Allemagne, à peu près la moitié de la population. Cependant, la conservation artificielle des couches petites bourgeoises depuis longtemps périmées n'atténue en rien les contradictions sociales; au contraire, elle les rend particulièrement morbides. S'ajoutant à l'armée permanente des chômeurs, elle est l'expression la plus malfaisante de la **putréfaction** du capitalisme.

5. Le **Manifeste**, conçu pour une époque révolutionnaire, contient (à la fin du 2^e Chapitre) 10 revendications qui répondent à la période de l'immédiate transition

du capitalisme au socialisme. Dans la Préface de 1872, Marx et Engels indiquèrent que ces revendications étaient partiellement vieillies, et en tout cas n'avaient plus qu'une signification secondaire. Les réformistes s'emparèrent de cette appréciation; ils l'interprétèrent dans le sens que les mots d'ordre révolutionnaires transitoires cédaient définitivement la place au « programme minimum » de la social-démocratie, qui lui, comme on sait, ne sortait pas des bornes de la démocratie bourgeoise.

En réalité, les auteurs du **Manifeste** ont indiqué d'une façon tout à fait précise la correction principale à apporter à leur programme transitoire, à savoir : « Il ne suffit pas que la classe ouvrière s'empare de la machine de l'Etat pour la faire servir à ses propres fins ». Autrement dit, la correction visait le fétichisme de la démocratie bourgeoise. A l'Etat capitaliste, Marx opposa plus tard l'Etat du type de la Commune. Ce « type » a pris par la suite la forme beaucoup plus précise des soviets. Aujourd'hui, il ne peut y avoir de programme révolutionnaire sans soviets et sans **contrôle ouvrier**. Quant à tout le reste, aux 10 revendications du **Manifeste** qui, à l'époque de la paisible activité parlementaire, apparaissaient comme « archaïques », elles ont revêtu à présent toute leur importance. Par contre, ce qui est vieilli sans espoir, c'est le « programme minimum » social-démocrate.

6. Pour justifier l'espoir que « la révolution bourgeoise allemande... ne peut être que le prélude de la révolution prolétarienne », le **Manifeste** invoque les conditions générales beaucoup plus avancées de la civilisation européenne, par rapport à l'Angleterre au XVII^e siècle et à la France au XVIII^e siècle, et le développement bien supérieur du prolétariat. L'erreur de ce pronostic ne consiste pas uniquement dans le délai. Quelques mois plus tard, la révolution de 1848 montra précisément qu'en présence d'une évolution plus avancée, aucune des classes bourgeoises n'est capable de mener la révolution jusqu'au bout : la grande et moyenne bourgeoisie est trop liée aux propriétaires fonciers et trop soudée par la peur des masses; la petite bourgeoisie est trop dispersée et trop dépendante, par l'intermédiaire de ses dirigeants, de la grande bourgeoisie. Comme l'évolution ultérieure en Europe et en Asie l'a démontré, la révolution bourgeoise, prise isolément, ne peut plus du tout se réaliser. La purification de la société des détroques féodales n'est possible que si le prolétariat, libéré de l'influence des partis bourgeois, est capable

de se mettre à la tête de la paysannerie et d'établir sa dictature révolutionnaire. Par là même, la révolution bourgeoise se noue avec la première étape de la révolution socialiste pour s'y dissoudre ensuite. La révolution nationale devient ainsi un chaînon de la révolution internationale. La transformation des fondements économiques et de tous les rapports de la société prend un caractère permanent.

Pour les partis révolutionnaires des pays arriérés de l'Asie, de l'Amérique latine et de l'Afrique, la compréhension claire du rapport organique entre la révolution démocratique et la dictature du prolétariat, et par conséquent avec la révolution socialiste internationale, est une question de vie ou de mort.

7. En montrant comment le capitalisme entraîne dans son tourbillon les pays arriérés et barbares, le **Manifeste** ne dit encore rien sur la lutte des peuples coloniaux et semi-coloniaux pour leur indépendance. Dans la mesure où Marx et Engels pensaient que la révolution socialiste, « dans les pays civilisés tout au moins », était l'affaire des années prochaines, la question des colonies était à leurs yeux résolue, non comme résultat d'un mouvement autonome des peuples opprimés, mais comme résultat de la victoire du prolétariat dans les métropoles du capitalisme. C'est pourquoi les questions de la stratégie révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux ne sont même pas effleurées dans le **Manifeste**. Mais ces questions exigent des solutions particulières. Ainsi, par exemple, il est bien évident que si la « patrie nationale » est devenue le pire frein historique dans les pays capitalistes développés, elle reste encore un facteur relativement progressif dans les pays arriérés qui sont obligés de lutter pour leur existence indépendante. « Les communistes, déclare le « **Manifeste** », appuient dans tous les pays tout mouvement révolutionnaire contre l'ordre social et politique existant ». Le mouvement des races de couleur contre les oppresseurs impérialistes est l'un des mouvements les plus importants et les plus puissants contre l'ordre existant, et c'est pourquoi il lui faut le soutien complet, indiscuté et sans réticence, du prolétariat de race blanche. Le mérite d'avoir développé la stratégie révolutionnaire des peuples opprimés revient surtout à Lénine.

8. La partie la plus vieille du **Manifeste** — non pas quant à la méthode, mais quant à l'objet — est la critique de la littérature « socialiste » de la première moitié du XIX^e siècle (Ch. 3) et la définition de la

position des communistes vis-à-vis des différents partis d'opposition (Ch. 4). Les tendances et partis énumérés dans le **Manifeste** furent balayés si radicalement par la révolution de 1848 ou par la contre-révolution qui suivit, que l'histoire ne les mentionne même plus. Cependant, dans cette partie aussi le **Manifeste** nous est peut-être aujourd'hui plus proche qu'à la génération précédente. A l'époque de prospérité de la II^e Internationale, lorsque le marxisme semblait régner sans conteste, les idées du socialisme d'avant Marx pouvaient être considérées comme définitivement résolues. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. La décadence de la social-démocratie et de l'I.C. engendre à chaque pas des récidives idéologiques monstrueuses. La pensée sénile retombe pour ainsi dire dans l'enfance. A la recherche de formules de sauvetage, les prophètes de l'époque de déclin redécouvrent les doctrines depuis longtemps enterrées par le socialisme scientifique. En ce qui concerne la question des partis d'opposition, les décades y ont apporté les plus profonds changements : non seulement les vieux partis ont été remplacés depuis longtemps par des nouveaux, mais encore le caractère même des partis et de leurs rapports mutuels s'est modifié radicalement dans les conditions de l'époque impérialiste. Le **Manifeste** doit donc être complété par les documents principaux des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, par la littérature fondamentale du bolchevisme, et les décisions des Conférences de la IV^e Internationale.

Nous avons rappelé, plus haut, que, selon Marx, aucun ordre social ne quitte la scène avant d'avoir épuisé les possibilités qui lui sont inhérentes. Cependant, l'ordre social, même périmé, ne cède pas la place sans résistance à un ordre nouveau. La succession des régimes sociaux suppose la plus âpre lutte de classes, c'est-à-dire la révolution. Si le prolétariat, pour une raison ou pour une autre, s'avère incapable de renverser l'ordre bourgeois qui se survit, il ne reste au capital financier, dans la lutte pour maintenir sa domination ébranlée, qu'à transformer la petite bourgeoisie, conduite par lui au désespoir et à la démoralisation, en une armée de pogrome du fascisme. La dégénérescence bourgeoise de la social-démocratie et la dégénérescence fasciste de la petite bourgeoisie sont entrelacées comme cause et effet.

Aujourd'hui, la III^e Internationale accomplit dans tous les pays, avec une licence plus effrénée encore, l'œuvre de tromperie et de démoralisation des travailleurs. En

frappant l'avant-garde du prolétariat espagnol, les mercenaires sans scrupules de Moscou ne fraient pas seulement la voie au fascisme, mais encore réalisent une bonne partie de sa besogne. La longue crise de la révolution internationale, qui se transforme de plus en plus en crise de la culture humaine, se réduit, au fond, à la crise de la direction révolutionnaire.

Comme successeur de la grande tradition dont le **Manifeste du parti communiste** est le chaînon le plus précieux, la IV^e Internationale éduque de nouveaux cadres pour résoudre les anciennes tâches. La théorie est la réalité généralisée. Dans une attitude honnête envers la théorie révolutionnaire

s'exprime la volonté passionnée de refondre la structure de la réalité sociale. Le fait qu'au sud du continent noir, nos camarades d'idées ont traduit pour la première fois le **Manifeste** dans la langue des Africains Boers, est une confirmation éclatante du fait que la pensée marxiste n'est vivante aujourd'hui que sous le drapeau de la Quatrième Internationale. L'avenir lui appartient. Au centenaire du **Manifeste communiste**, la Quatrième Internationale sera la force révolutionnaire déterminante sur notre planète.

L. TROTSKY.

Coyoacan, le 30 octobre 1937.

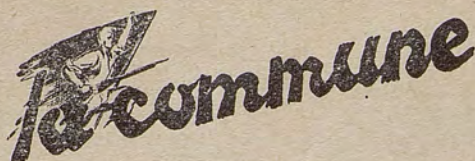


Le Gérant : P. FRANK.

Imprimé par l'Imprimerie Spéciale de « La Commune ».

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Chaque semaine lis



organe central du Parti Communiste Internationaliste
36, rue du Château-d'Eau, PARIS (10^e)

ABONNEMENTS :

Trois mois	8 Fr.
Six mois	15 Fr.
Un an	30 Fr.

Chèque postal : Mlle BRAUSCH 1773-07 Paris.

Nos publications :

- LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTE, NE LES DEMANDE PAS, PRENDS-LES ! (Edition des G.A.R., 1935) 0 50
- LES CRIMES CONTRE-REVOLUTIONNAIRES DE STALINE (Lettre de Ciliga, édition 1935).. 0 25
- A TON TOUR, PAYSAN ! par J. Desnots (août 1936) 0 25
- FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? (La Grève de Juin 1936), par P. Frank 1 »
- MANIFESTE DU P.C.I. 0 25
- MANIFESTE-PROGRAMME DES JEUNESSES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES 1 »
- LA CRISE DE LA SECTION FRANÇAISE DE LA LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONA-LISTE :
 - Tome 1. — La scission du groupe bolchevik-léniniste (décembre 1935) 2 »
 - Tome 2. — De la scission du G. B.-L. au Congrès du 10 octobre 1936
- COMMENT ILS ONT TRAHI LA GREVE GOOD-RICH 0 40

*Commandez tous vos livres au service de
Librairie de " La Commune "*

**BULLETIN D'ABONNEMENT
A " LA VÉRITÉ "**

Nom, Prénoms :

Rue :

Ville :

souscrit un abonnement de UN AN, et adresse la
somme de 20 francs au compte postal :

Mlle BRAUSCH 1773-07 Paris

LÉON TROTSKI
LES CRIMES
DE STALINE

Traduit du russe par VICTOR SERGE

Suite de " La Révolution Trahie "

1 volume : 20 frs

DU MÊME AUTEUR : —————

LA REVOLUTION
TRAHIE

Traduit du russe par VICTOR SERGE

1 volume : 18 frs

VICTOR SERGE
DESTIN D'UNE REVOLUTION

1 volume : 18 frs

En vente à « LA COMMUNE », 36, rue du Château-d'Eau,
Paris-10°.